

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE



**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°17- 12 - 03**

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL
DÉPARTEMENTAL**

**n°CD_17_1074 à CD_17_1085
du 22 décembre 2017**

ISSN : 1957-4339

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Sophie PANTEL, Présidente.

Le quorum étant atteint, la séance s'est ouverte à 11 h 00

Présents à l'ouverture de la séance : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Laurent SUAOU, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Absents excusés à l'ouverture de la séance :

Pouvoirs : Robert AIGOIN, ayant donné pouvoir à Michèle MANOA,

Assistaient également à cette réunion :

| | | |
|-----------|------------|---|
| Thierry | BLACLARD | Directeur général des services |
| Frédéric | ALIX | Directeur adjoint des mobilités, des aménagements numériques et des transports |
| Patrick | BOYER | Directeur des mobilités, des aménagements numériques et des transports |
| Gilles | CHARRADE | Directeur Général Adjoint des services de la Solidarité Territoriale |
| Isabelle | DARNAS | Directrice du Développement Éducatif et Culturel |
| Louis | GALTIER | Directeur de la Médiathèque Départementale de la Lozère |
| Jérôme | LEGRAND | Directeur de l'Ingénierie Départementale |
| Guillaume | DELORME | Directeur adjoint de l'Ingénierie Départementale |
| Lætitia | FAGES | Directrice de l'Attractivité et du Développement |
| Nadège | FAYOL | Directrice des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique |
| Marie | LAUZE | Directrice adjointe des Solidarités |
| Yannick | AGUILHON | Directeur du lien social |
| Sophie | MONTEL | Directrice de cabinet |
| Martine | PRADEILLES | Directrice des Ressources Humaines, des Assemblées et des Finances |

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

SOMMAIRE DU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du Vendredi 22 décembre 2017

- 11h00 -

COMMISSION : Solidarités

N° CD_17_1074 : Solidarités : Modification du Règlement Départemental d'Aide p. 3
Sociale

COMMISSION : Culture, sports et patrimoine

N° CD_17_1075 : « Lecture publique » : Approbation du Plan Départemental de p. 172
Développement de la Lecture Publique (PDDL)

COMMISSION : Développement

N° CD_17_1076 : Tourisme : Convention de partenariat de gestion du domaine p. 177
skiabile du Mont-Lozère

COMMISSION : Finances et gestion de la collectivité

N° CD_17_1077 : Gestion de la collectivité : constitution du Comité Consultatif de la p. 186
Lozère

N° CD_17_1078 : Finances : communication du rapport de la Chambre Régionale des p. 192
Comptes de la SAEM Sud de France Développement

- N° CD_17_1080** : Gestion du personnel : adhésion à la convention de participation du p. 195
Centre de gestion pour le risque santé
- N° CD_17_1081** : Gestion du personnel : mesures d'adaptation et approbation du p. 199
tableau des effectifs
- N° CD_17_1082** : Budget : Modification des autorisations de programmes 2017 et p. 208
antérieures
- N° CD_17_1083** : Budget : Vote de la décision modificative n°3 du budget primitif p. 221
2017
- N° CD_17_1084** : Budget : Mise en place des crédits de paiement pour la gestion p. 319
2018
- N° CD_17_1085** : Budget : information sur la mise en place des crédits de paiement p. 326
sur les dotations cantonales pour la gestion 2018

COMMISSION : Eau, AEP, Environnement

- N° CD_17_1086** : Motion départementale relative aux béals à usage agricole p. 329



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Solidarités

Objet : Solidarités : Modification du Règlement Départemental d'Aide Sociale

Dossier suivi par Solidarité sociale -

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 1611-4 et L 3212-3 et L 3214-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L121-1 et suivants, L123-2, L116-1 et suivants, L311-1 et R311-1 et suivants, L113-2, L 115-3, L263-3 et L263-4, L262-13 et suivants, L252-1 et suivants et L245-1 et suivants, L221-1 et suivants, L226-1 et suivants, L227-1 et suivants et L228-3 et L421-3 du code de l'action sociale et de la famille ;

VU les articles L2112-1 et suivants, L2324-1 et suivants du code de la santé publique ;

VU la délibération n°CD_17_1049 du 23 juin 2017 approuvant le règlement départemental d'aide sociale ;

CONSIDÉRANT le rapport n°201 intitulé "Solidarités : Modification du Règlement Départemental d'Aide Sociale" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « solidarités » du 18 décembre 2017 ;

ARTICLE UNIQUE

Approuve les modifications apportées au Règlement Départemental d'Aide Sociale, telles que présentées en annexe et adopte le Règlement Départemental d'Aide Sociale actualisé, ci-joint.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1074 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°201 "Solidarités : Modification du Règlement Départemental d'Aide Sociale".

Le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) adopté par le Conseil départemental, conformément à l'article L 121-3 du Code de l'action sociale et des familles, définit les règles et les modalités d'attribution des aides sociales légales et des aides extra légales mises en place par le Département de la Lozère.

À ce titre, il a pour objectif d'informer les citoyens et les usagers des services du Conseil départemental de la Lozère sur :

- les prestations d'aide sociale attribuées par le Département,
- les procédures mises en place pour y accéder,
- les conditions d'attribution de ces prestations.

Le présent règlement est opposable aux organes décisionnels, aux usagers, aux communes et à tout organisme agréé par voie de convention à participer à l'instruction des demandes d'aide sociale.

Une nécessaire mise à jour annuelle :

Depuis 2009, le RDAS fait chaque année l'objet d'un réexamen complet et d'une mise à jour. En effet, la réglementation en matière d'aide sociale est très riche, tous les ans de nouvelles dispositions sont mises en œuvre, ce qui nécessite une mise à jour de notre RDAS. Ce travail est nécessaire car il participe à rendre lisible pour le citoyen l'ensemble des droits sous compétence du Département. Deux lois importantes et leurs décrets d'application nécessitent une adaptation de nos fiches : la loi de protection de l'enfant de mars 2016 et la loi santé du 26 janvier 2016. Ainsi, les propositions de mises à jour qui sont faites prennent en compte ces changements et les intègrent dans notre règlement.

Ce rapport a pour objet de présenter, domaine par domaine, les propositions de modifications et de mises à jour ; un tableau récapitulatif est joint en annexe.

Domaine de l'Enfance Famille

Des adaptations portent sur la mention du texte de référence et des dates de parution au regard de la loi de protection de l'Enfance de mars 2016 et la loi santé du 26 janvier 2016, des guides ministériels de mars 2016 et de avril 2017 ainsi que le protocole CNAOP – Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles, soit 26 fiches sont impactées.

Des suppressions de certaines fiches du RDAS sont proposées du fait d'adaptation aux besoins du territoire (Fiche n° 22), d'action déjà inscrite dans le Schéma des services aux Familles (Fiche n°16) ou du fait d'adaptations réglementaires (fiche n°13 – n°14 – n°15 – n°18 et n°34) :

- n°13 : Agrément des assistants maternels au domicile, changement des pièces à fournir
- n°14 : Agrément des assistants maternels exerçant en MAM ; changement des pièces à fournir pour le dépôt de la demande.
- n°16 : Commission départementale d'accueil du Jeune Enfant. En effet, suite à la signature du schéma des services aux familles, il n'y a plus lieu de réunir la CDAJE puisque ce schéma fait un état des lieux de l'offre d'accueil concernant la petite enfance.
- n°22 : Cette fiche correspondant à la charte qualité pour les Accueils de Loisirs sans Hébergement (ALSH) pour les enfants de moins de 6 ans, établie il y a 10 ans, est devenue obsolète au regard des besoins du territoire. Il est proposé également de supprimer l'annexe n° 2, annexe de la fiche 22 du RDAS.
- n°34 : Intervention préventive d'Évaluation, à supprimer du fait de l'évolution réglementaire.

Domaine du Lien social :

Seule l'annexe financière « Action sociale » connaît une modification. Il est proposé d'enlever les modalités fixées pour l'année 2016.

Domaine de l'Autonomie :

Beaucoup de modifications ont été apportées lors de la dernière actualisation du RDAS suite aux décrets d'application de la loi d'Adaptation de la Société Au Vieillessement du 28 décembre 2015. Toutefois, de nouveaux décrets sont parus, rendant nécessaire l'actualisation des fiches suivantes ou d'adaptations organisationnelles :

- n° 62 : Aide sociale à domicile pour une personne en situation de handicap – aide ménagère et portage de repas. Modification du plafond d'admission pour une personne seule et application du plafond au montant de l'ASPA (Allocation de solidarités aux personnes âgées) tel que prévu par la réglementation et non plus celui de l'AAH (allocation adulte handicapé).

- n° 63 : Aide sociale à l'hébergement en faveur des personnes handicapées. Précision quant à la possibilité pour les personnes en situation de handicap de moins de 60 ans de bénéficier de l'aide sociale à l'hébergement dans le cadre d'un accueil en EHPAD ou en USLD – Unité de soins de Longue Durée.

- n° 64 : Placement en EHPAD ou USLD d'une personne handicapée de moins de 60 ans.

Simplification de la procédure et suppression du passage en commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) de la MDPH, non prévue par la réglementation. La demande de dérogation d'accueil doit être adressée à la Présidente du Conseil départemental par l'intéressé ou son représentant légal.

- n°71 : Accueil de jour des Personnes âgées. L'attestation de présence signée par l'établissement n'est plus à fournir aux services du Département. Simplification de la procédure et suppression d'une formalité contraignante et dissuasive pour le développement de l'accueil.

- n°75 : Obligations alimentaires. La loi ASV a étendu la possibilité de saisir le Juge aux Affaires Familiales à l'ensemble des établissements sociaux et médico-sociaux qu'ils soient publics ou privés.

Il vous est demandé d'adopter le Règlement Départemental d'Aide Sociale mis à jour tel qu'annexé.

FICHES DEF

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / observations | |
|----------|---|----------|--------------------------|--------------------|--|-----------|
| 1 | Information des futurs parents | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | |
| 2 | Consultations et visites prénatales | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | |
| 3 | Entretien prénatal précoce du 4ème mois de grossesse | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | |
| 4 | Planification et éducation familiale : information et contraception | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | |
| 5 | Mise à disposition des carnets de maternité et des carnets de santé de l'enfant | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | |
| 6 | Prévention des handicaps de l'enfant | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | Loi santé |
| 7 | Consultations de nourrissons | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | |
| 8 | Consultations de puéricultrices | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | |
| 9 | Visite à domicile des puéricultrices pour les familles et leurs enfants | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | |
| 10 | Intervention de l'éducatrice de jeunes enfants | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. | |

FICHES DEF

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / observations |
|----------|---|------------------------|--------------------------|--------------------|--|
| 11 | Aide ménagère | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du 14/03/2016. |
| 12 | Bilan de santé en école maternelle | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du 14/03/2016. |
| 13 | Agrément des assistants maternels au domicile (agrément, contrôle et formation) | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Arrêté du 3 février 2017 : l'usager n'a plus à fournir le B3 du casier judiciaire |
| 14 | Agrément des assistants maternels exerçant en MAM | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation suite à la publication du guide ministériel de mars 2016. |
| 15 | Maisons d'assistants maternels | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation de la fiche suite à la publication du Guide ministériel de mars 2016 concernant la création de Maisons d'Assistants Maternels (modification de la fiche partie « Procédure »). |
| 16 | Commission départementale d'accueil du Jeune Enfant - CDAJE | Supprimée | | FIN 2017 | Proposition suppression : suite à la signature du schéma de service aux familles, il n'y a plus lieu de réunir la CDAJE puisque ce schéma fait un état des lieux de l'offre d'accueil concernant la petite enfance |
| 17 | Agrément des assistants familiaux | Gardée sans changement | | | |
| 18 | Autorisation , surveillance et contrôle des structures d'accueil de la petite enfance | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Guide ministériel avril 2017. |
| 19 | Subvention d'investissement en faveur des structures d'accueil des enfants de moins de 6 ans pour les rénovations, mises aux normes et aménagements | Gardée sans changement | | | |

FICHES DEF

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / observations |
|----------|--|------------------------|--------------------------|--------------------|--|
| 20 | Subvention de fonctionnement : aide au démarrage pour les structures multi-accueil classiques et micro-crèches | Gardée sans changement | | | |
| 21 | Subvention de fonctionnement : aide pérenne pour les structures multi-accueil classiques ou micro-crèches | Gardée sans changement | | | |
| 22 | Subvention de fonctionnement : charte de qualité pour les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) pour les enfants de moins de 6 ans | Supprimée | | FIN 2017 | proposition de suppression : charte établie il y a une dizaine d'années et correspondant peu aux besoins du territoire, seulement 2 ALSH susceptibles d'être éligibles sur 60 avis rendus ; dispositif facultatif pour le département, enveloppe allouée 1 300 € |
| 23 | Épidémiologie | Gardée sans changement | | | |
| 24 | Aides financières | Gardée sans changement | | | |
| 25 | Intervention d'une technicienne de l'intervention sociale et familiale (TISF) | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi protection de l'enfant n°2016-297 du14/03/2016. |
| 26 | Action Éducative à domicile (AED) | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi protection de l'enfant n°2016-297 du14/03/2016. |
| 27 | Accompagnement et économie sociale et familiale | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi protection de l'enfant n°2016-297 du14/03/2016. |
| 28 | Accueil provisoire | Gardée sans changement | | | |
| 29 | Accueil provisoire jeunes majeurs (APJM) | Gardée sans changement | | | |

FICHES DEF

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / observations |
|----------|---|------------------------|--------------------------|--------------------|---|
| 30 | Hébergement et prise en charge des femmes enceintes et des mères isolées avec enfant(s) | Gardée sans changement | | | |
| 31 | Accueil et hébergement des mineurs sur décision judiciaire | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi protection de l'enfant n°2016-297 du14/03/2016. Rajouter Protocole MNA |
| 32 | Accueil et hébergement des pupilles de l'État | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Adaptation juridique : Loi protection de l'enfant n°2016-297 du14/03/2016. |
| 33 | Indemnités et prestations aux mineurs et jeunes majeurs pris en charge par le département | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | adaptation réglementaire. |
| 34 | Intervention Préventive d'Évaluation | Supprimée | | FIN 2017 | supprimer du fait de l'évolution réglementaire. |
| 35 | Astreinte téléphonique dans le cadre de la protection de l'enfance 06-88-74-38-97 | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Evolution réglementaire : Loi santé n°2016-41 du 26/01/2016. Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. Protocole CNAOP. |
| 36 | Agrément en vue d'adoption par le Président du Conseil départemental | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. |
| 37 | Recherche des origines et accès au dossier | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Protocole CNAOP. |
| 38 | Prise en charge des mères ayant accouché sous le secret de leur identité | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Protocole CNAOP. |
| 39 | Cellule de recueil, évaluation traitement des informations préoccupantes | Modifiée | Adaptations législatives | FIN 2017 | Loi protection de l'enfance n°2016-297 du14/03/2016. Protocole IP CRIP au lieu de MEDO |

FICHES DEF

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / observations |
|----------------|---|------------------------|----------|--------------------|---|
| 40 | Autorisation de création, de transformation et d'extension des établissements, services sociaux et lieux de vie | Gardée sans changement | | | |
| 41 | Suivi, évaluation et contrôle des établissements, services sociaux et des lieux de vie et d'accueil | Gardée sans changement | | | |
| ANNEXES | | | | | |
| 1 | ENFANCE FAMILLE | Modifiée | Autre(s) | | Précisions quant aux aides |
| 2 | CHARTRE DE QUALITE POUR LES ALSH | Supprimée | | | Suppression liée à la fiche correspondante n°22 |
| 3 | DROIT DES FAMILLES ET DES MINEURS DANS LEUR RELATION AVEC LE SERVICE ENFANCE FAMILLE | Gardée sans changement | | | |

FICHES DLS

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / Observations |
|----------|---|------------------------|-------|--------------------|------------------------------|
| 42 | Le fonds de Solidarité pour le logement | Gardée sans changement | | | |
| 43 | Les secours cabinet | Gardée sans changement | | | |
| 44 | Aide à la mobilité | Gardée sans changement | | | |
| 45 | Aide à l'accès aux sports et à la culture | Gardée sans changement | | | |
| 46 | Action éducative budgétaire | Gardée sans changement | | | |
| 47 | Mesure d'accompagnement Social personnalisé | Gardée sans changement | | | |
| 48 | Fonds d'aide aux jeunes en difficulté FAJED | Gardée sans changement | | | |

FICHES DLS

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / Observations |
|----------------|--|------------------------|--|--------------------|--|
| 49 | Bourse emploi / formation jeunes | Gardée sans changement | | | |
| 50 | Revenu de Solidarité Active rSa | Gardée sans changement | | | |
| 51 | Aide financière individuelle au titre du rSa | Gardée sans changement | | | |
| ANNEXES | | | | | |
| 4 | ACTION SOCIALE aides financières : accès au sport et à la culture | Modifiée | Adaptation organisationnelle_pratiques | DECEMBRE 2017 | les changements portent sur les modalités fixées pour l'année 2016 |
| 5 | INSERTION Fonds d'aide aux jeunes en difficulté - FAJED | Gardée sans changement | | | |

FICHES MDA

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / Observations |
|----------|--|------------------------|-------|--------------------|------------------------------|
| 52 | Conditions de l'admission à l'aide sociale | Gardée sans changement | | | |
| 53 | Procédure d'admission à l'aide sociale | Gardée sans changement | | | |
| 54 | Récupération de la créance d'aide sociale | Gardée sans changement | | | |
| 55 | Les voies de recours | Gardée sans changement | | | |
| 56 | Établissements sociaux et médico-sociaux | Gardée sans changement | | | |
| 57 | Agrément au titre d'un accueil familial à titre onéreux | Gardée sans changement | | | |
| 58 | Prise en charge des frais d'obsèques | Gardée sans changement | | | |
| 59 | Allocations compensatrices pour tierce personne (ACTP) et pour frais professionnels (ACFP) | Gardée sans changement | | | |
| 60 | Accueil familial à titre onéreux PH | Gardée sans changement | | | |
| 61 | Prestations de compensation du handicap (PCH) | Gardée sans changement | | | |

FICHES MDA

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / Observations |
|----------|---|------------------------|--|--------------------|---|
| 62 | Aide Sociale à domicile PH : aide ménagère et portage de repas | Modifiée | | 22/12/17 | Suppression d'une phrase « si le montant de l'AAH est supérieur au montant de l'ASPA, le plafond d'admission pour une personne seule correspond au montant de l'AAH ». |
| 63 | Aide sociale à l'hébergement en faveur des personnes handicapées | Modifiée | | 22/12/17 | Possibilité de dérogation pour les personnes en situation de handicap de moins de 60 ans pour bénéficier de l'aide sociale à l'hébergement dans le cadre d'un accueil en EHPAD ou en USLD. |
| 64 | Placement en EHPAD ou USLD d'une personne handicapée de moins de 60 ans. | Modifiée | Adaptation organisationnelle_pratiques | 22/12/17 | Le dossier ne sera plus présenté en CDAPH, formalité non prévue par la loi. La demande de dérogation doit être adressée au Département par l'intéressé(e) ou par son représentant légal. |
| 65 | Accueil de jour Personnes en situation de Handicap | Gardée sans changement | | | |
| 66 | Hébergement temporaire PH | Gardée sans changement | | | |
| 67 | Les services d'accompagnement à la vie sociale (S.A.V.S.) | Gardée sans changement | | | |
| 68 | Aide sociale à domicile personnes âgées : aide ménagère et portage de repas | Gardée sans changement | | | |
| 69 | Aide sociale à l'hébergement en faveur des personnes âgées | Gardée sans changement | | | |
| 70 | Accueil familial à titre onéreux PA | Gardée sans changement | | | |
| 71 | Accueil de jour PA | Modifiée | Adaptation organisationnelle_pratiques | 22/12/17 | Une attestation de présence signée par l'Établissement d'une durée minimale de 15 jours n'est plus à adresser au Département, du fait qu'elle générerait plus de difficultés que d'avantages. |

FICHES MDA

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / Observations |
|----------------|--|------------------------|--------------------------|--------------------|--|
| 72 | Allocation personnalisée d'autonomie à domicile | Gardée sans changement | | | |
| 73 | Allocation personnalisée d'autonomie en établissement | Gardée sans changement | | | |
| 74 | Hébergement temporaire PA | Gardée sans changement | | | |
| 75 | Obligation alimentaire | Modifiée | Adaptations législatives | 22/12/17 | La loi ASV a étendu la possibilité de saisir le Juge aux Affaires familiales à l'ensemble des ESMS en cas d'impayés. |
| ANNEXES | | | | | |
| 6 | Modalités de recours sur succession – bénéficiaire contrat assurance vie par type d'aide | Gardée sans changement | | | |
| 7 | Prestation de compensation de handicap | Gardée sans changement | | | |
| 8 | Allocation personnalisée d'autonomie | Gardée sans changement | | | |
| 9 | Liste des aides techniques dans le cadre de l'APA | Gardée sans changement | | | |
| 10 | Aide sociale à l'hébergement – minimum laissé à disposition des PH | Gardée sans changement | | | |

FICHES MDA

| N° Fiche | Titre de la fiche | Effet | Motif | Date passage en CD | Modifications / Observations |
|----------|---|------------------------|-------|--------------------|------------------------------|
| 11 | Autonomie | Gardée sans changement | | | |
| 12 | Charte des libertés et libertés individuelles | Gardée sans changement | | | |



RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL D'AIDE SOCIALE



Illustrations : Poaplume

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---------------------|----------|
| PRÉAMBULE | 1 |
| INTRODUCTION | 2 |

SERVICE ENFANCE-FAMILLE 5

| | | |
|---------------------|--|-----------|
| FICHE N° 1: | <i>Information des futurs parents.....</i> | 6 |
| FICHE N° 2: | <i>Consultations et visites prénatales.....</i> | 7 |
| FICHE N° 3: | <i>Entretien Prénatal Précoce (EPP) du 4^{ème} mois de grossesse.....</i> | 8 |
| FICHE N° 4: | <i>Planification et éducation familiale : information et contraception.....</i> | 9 |
| FICHE N° 5: | <i>Mise à disposition des carnets de maternité et des carnets de santé de l'enfant.....</i> | 10 |
| FICHE N° 6: | <i>Prévention des handicaps de l'enfant.....</i> | 11 |
| FICHE N° 7: | <i>Consultations de nourrissons.....</i> | 12 |
| FICHE N° 8: | <i>Consultations de puéricultrices.....</i> | 13 |
| FICHE N° 9: | <i>Visites à domicile des puéricultrices pour les familles et leurs enfants.....</i> | 14 |
| FICHE N° 10: | <i>Intervention de l'éducatrice de jeunes enfants.....</i> | 15 |
| FICHE N° 11: | <i>Aide ménagère.....</i> | 16 |
| FICHE N° 12: | <i>Bilan de santé en école maternelle.....</i> | 17 |
| FICHE N° 13: | <i>Agrément des assistants maternels au domicile (agrément, contrôle et formation).....</i> | 18 |
| FICHE N° 14: | <i>Agrément des assistants maternels exerçant en maisons d'assistants maternels (agrément, contrôle et formation).....</i> | 20 |
| FICHE N° 15: | <i>Dispositif de soutien aux Maisons d'Assistants Maternels (MAM).....</i> | 23 |
| FICHE N° 16: | <i>Agrément des assistants familiaux.....</i> | 24 |
| FICHE N° 17: | <i>Autorisation, surveillance et contrôle des structures d'accueil de la petite enfance.....</i> | 26 |
| FICHE N° 18: | <i>Subvention d'investissement en faveur des structures d'accueil des enfants de moins de 6 ans pour les rénovations, mises aux normes et aménagements.....</i> | 28 |
| FICHE N° 19: | <i>Subvention de fonctionnement : aide au démarrage pour les structures multi-accueil classiques et les micro-crèches accueillant des enfants de moins de 6 ans.....</i> | 29 |
| FICHE N° 20: | <i>Subvention de fonctionnement : aide pérenne pour les structures multi-accueil classiques ou micro-crèches.....</i> | 30 |
| FICHE N° 21: | <i>épidémiologie.....</i> | 31 |
| FICHE N° 22: | <i>Aides financières.....</i> | 32 |
| FICHE N° 23: | <i>Intervention d'un(e) Technicien(ne) de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF).....</i> | 35 |
| FICHE N° 24: | <i>Action Éducative à Domicile (AED).....</i> | 37 |
| FICHE N° 25: | <i>Accompagnement en économie sociale et familiale (AESF).....</i> | 38 |
| FICHE N° 26: | <i>Accueil provisoire.....</i> | 39 |
| FICHE N° 27: | <i>Accueil provisoire jeunes majeurs (apjm).....</i> | 41 |
| FICHE N° 28: | <i>Hébergement et prise en charge des femmes enceintes et des mères isolées avec enfant(s).....</i> | 43 |
| FICHE N° 29: | <i>Accueil et hébergement des mineurs sur décision judiciaire.....</i> | 44 |
| FICHE N° 30: | <i>Accueil et hébergement des pupilles de l'état.....</i> | 46 |
| FICHE N° 31: | <i>Indemnités et prestations aux mineurs et jeunes majeurs pris en charge par le Département.....</i> | 47 |
| FICHE N° 32: | <i>Astreinte téléphonique dans le cadre de la protection de l'enfance - 06.88.74.38.97.....</i> | 48 |
| FICHE N° 33: | <i>Agrément en vue d'adoption par la présidente du conseil départemental.....</i> | 50 |
| FICHE N° 34: | <i>Recherche des origines et accès au dossier.....</i> | 52 |
| FICHE N° 35: | <i>Prise en charge des mères ayant accouché sous le secret de leur identité.....</i> | 53 |
| FICHE N° 36: | <i>Cellule de recueil, évaluation et traitement des informations préoccupantes.....</i> | 54 |

| | | |
|---------------------|--|----|
| FICHE N° 37: | <i>Autorisation de création, de transformation et d'extension des établissements, services sociaux et lieux de vie</i> | 56 |
| FICHE N° 38: | <i>Suivi, évaluation et contrôle des établissements, services sociaux et des lieux de vie et d'accueil</i> | 58 |

SERVICE DU LIEN SOCIAL **62**

| | | |
|---------------------|--|----|
| FICHE N° 39: | <i>Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)</i> | 63 |
| FICHE N° 40: | <i>Aides Financières : les secours Cabinet</i> | 65 |
| FICHE N° 41: | <i>Aides financières : Aide à la mobilité</i> | 66 |
| FICHE N° 42: | <i>Aides Financières : Aide à l'accès aux sports et à la culture</i> | 67 |
| FICHE N° 43: | <i>Action Éducative Budgétaire (AEB)</i> | 68 |
| FICHE N° 44: | <i>Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)</i> | 69 |
| FICHE N° 45: | <i>Fonds d'Aide aux Jeunes En Difficultés (FAJED)</i> | 70 |
| FICHE N° 46: | <i>Bourse emploi jeune</i> | 71 |
| FICHE N° 47: | <i>Revenu de solidarité Active (rSa)</i> | 72 |
| FICHE N° 48: | <i>Aide Financière Individuelle au titre du rSa (AFI)</i> | 75 |

SERVICE DE L'AUTONOMIE **77**

| | | |
|---------------------|---|-----|
| FICHE N° 49: | <i>Conditions d'admission à l'aide sociale</i> | 78 |
| FICHE N° 50: | <i>Procédure d'admission à l'aide sociale</i> | 80 |
| FICHE N° 51: | <i>Récupération de la créance d'aide sociale</i> | 84 |
| FICHE N° 52: | <i>Les voies de recours</i> | 87 |
| FICHE N° 53: | <i>Établissements ET SERVICES Médico-sociaux</i> | 89 |
| FICHE N° 54: | <i>Agrément au titre d'un accueil familial à titre onéreux</i> | 92 |
| FICHE N° 55: | <i>Prise en charge des frais d'obsèques</i> | 94 |
| FICHE N° 56: | <i>Allocations compensatrices pour tierce personne (ACTP) et pour frais professionnels (ACFP)</i> | 95 |
| FICHE N° 57: | <i>Accueil familial à titre onéreux- personnes en situation de handicap</i> | 97 |
| FICHE N° 58: | <i>Prestation de compensation du handicap (PCH)</i> | 99 |
| FICHE N° 59: | <i>Aide sociale à domicile des personnes en situation de handicap : aide ménagère et portage de repas</i> ... 103 | |
| FICHE N° 60: | <i>Aide sociale à l'hébergement en faveur des personnes en situation de handicap</i> | 105 |
| FICHE N° 61: | <i>Placement en EHPAD ou ULSD d'une personne handicapée de moins de 60 ans</i> | 109 |
| FICHE N° 62: | <i>Accueil de jour en établissement pour personnes en situation de handicap</i> | 110 |
| FICHE N° 63: | <i>Hébergement temporaire des personnes en situation de handicap</i> | 111 |
| FICHE N° 64: | <i>Les services d'accompagnement a la vie sociale (S.A.V.S.)</i> | 112 |
| FICHE N° 65: | <i>Aide sociale à domicile personnes âgées : aide ménagère et portage de repas</i> | 113 |
| FICHE N° 66: | <i>Aide sociale à l'hébergement en faveur des personnes âgées</i> | 114 |
| FICHE N° 67: | <i>Accueil familial à titre onéreux - personnes âgées</i> | 117 |
| FICHE N° 68: | <i>Accueil de jour des personnes âgées</i> | 119 |
| FICHE N° 69: | <i>Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile - APA</i> | 120 |
| FICHE N° 70: | <i>APA - Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissement</i> | 122 |
| FICHE N° 71: | <i>Hébergement temporaire- personnes âgées</i> | 124 |
| FICHE N° 72: | <i>Obligation alimentaire</i> | 126 |

ANNEXES

129

| | | |
|--------------------|---|------------|
| ANNEXE 1 : | <i>Enfance famille.....</i> | <i>130</i> |
| ANNEXE 2 : | <i>Droits des familles et des mineurs dans leur relation avec le Service Enfance Famille.....</i> | <i>133</i> |
| ANNEXE 3 : | <i>Sommaire récapitulatif des aides fsl possibles.....</i> | <i>136</i> |
| ANNEXE 4 : | <i>Action sociale.....</i> | <i>137</i> |
| ANNEXE 5 : | <i>Insertion.....</i> | <i>138</i> |
| ANNEXE 6 : | <i>modalités de recours sur succession, contre légataire, le donataire ou le bénéficiaire d'un contrat assurance-vie par type d'aide.....</i> | <i>139</i> |
| ANNEXE 7 : | <i>Prestation de compensation du handicap.....</i> | <i>141</i> |
| ANNEXE 8 : | <i>Allocation personnalisée d'autonomie.....</i> | <i>143</i> |
| ANNEXE 9 : | <i>Liste des aides techniques prises en charge dans le cadre de l'apa.....</i> | <i>145</i> |
| ANNEXE 10 : | <i>Aide sociale à l'hébergement – minimum laissé à disposition des personnes handicapées.....</i> | <i>147</i> |
| ANNEXE 11 : | <i>Autonomie.....</i> | <i>148</i> |
| ANNEXE 12 : | <i>Charte des droits et libertés de la personne âgée en situation de handicap ou de dépendance.....</i> | <i>149</i> |

Le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) adopté par le Département conformément à l'article L121-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) définit les règles et les modalités d'attribution des aides sociales légales et des aides extra légales mises en place par le Département de la Lozère.

À ce titre, il a pour objectif d'informer les citoyens et les usagers des services du Département de la Lozère sur :

- ∞ - les prestations d'aide sociale attribuées par le Département,*
- ∞ - les procédures mises en place pour y accéder,*
- ∞ - les conditions d'attribution de ces prestations.*

Le présent règlement est opposable aux organes décisionnels, aux usagers, aux communes et à tout organisme agréé par voie de convention à participer à l'instruction des demandes d'aide sociale.

Le RDAS a été adopté par le Conseil départemental de la Lozère lors de sa réunion.

Il a été transmis au Préfet de la Lozère au titre du contrôle de légalité.

Sophie PANTEL

Tous les ans, le Département de la Lozère met à jour son Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) pour prendre en compte toutes les évolutions réglementaires qui concernent tous les domaines de ce secteur.

Le projet de direction de la Solidarité départementale a défini le concept de solidarité et la façon dont il se décline en Lozère, il est aujourd'hui intéressant de préciser ce qu'est l'aide sociale et de rappeler les règles qui régissent les relations entre les usagers et l'administration, ensuite le RDAS présentera par domaine les prestations et les modalités et conditions d'attribution.

Définition de l'aide sociale :

L'aide sociale est l'expression de la solidarité collective à l'égard des personnes, quel que soit leur âge qui, en raison de leur état physique et/ou mental, de leur situation économique et sociale ont besoin d'être aidées.

L'aide sociale se définit selon plusieurs grands principes :

- ∞ - l'aide sociale est personnelle, c'est un droit pour les personnes qui remplissent les conditions définies par la loi ou précisées dans le RDAS, c'est un droit personnel, incessible et insaisissable.
- ∞ - L'aide sociale est subsidiaire, elle n'est demandée qu'après épuisement de tous les moyens de recours aux ressources personnelles, à la solidarité familiale et aux divers régimes de protection de prévoyance ou de mutuelle, sauf dispositions législatives et réglementaires contraires.
- ∞ - L'aide sociale est une avance, certaines aides accordées par le Département sont récupérables selon diverses modalités fixées par l'article L132-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Relations entre les usagers et l'administration :

Les relations entre les usagers et l'administration sont régies par des droits clairement explicites par deux lois et un article du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Droits à la communication des documents (Lois n°78-735 du 17 juillet 1978 et n°2000-231 du 12 avril 2000)

droits d'accès aux documents administratifs

Toute personne peut obtenir communication de tout document comme étant à la fois :

- ∞ - administratif (il doit exister, être achevé, n'avoir pas été diffusé publiquement ou n'avoir pas été réalisé dans le cadre d'un contrat de prestations de service)

- ∞ - communicable (il ne doit pas porter atteinte, de manière générale, aux secrets protégés par la loi, à la défense nationale, à la sûreté de l'État, à la monnaie...)

Les documents nominatifs ne sont communiqués qu'aux seuls intéressés si :

- ∞ - ils portent atteinte au secret de la vie privée et des dossiers personnels, au secret médical ou au secret commercial et industriel
- ∞ - ils portent une appréciation ou un jugement de valeur sur une personne nommément désignée ou facilement identifiable,
- ∞ - ils font apparaître le comportement d'une personne et que cette divulgation pourrait lui porter préjudice.

En outre, les informations à caractère médical sont communiquées à l'intéressé selon son choix, directement ou par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne à cet effet.

L'ensemble de cette communication s'exerce par la consultation gratuite sur place ou par la délivrance de copies aux frais du demandeur.

L'administration n'est cependant pas tenue de donner suite aux demandes abusives, en particulier par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique.

Les litiges nés d'un refus d'accès à la communication sont soumis à l'arbitrage de la Commission d'Accès aux documents administratifs, préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux.

Droits d'accès aux fichiers (informatiques, mécanographiques ou non automatisés)

Toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les services :

- ∞ - chargés de mettre en œuvre les traitements automatisés, dont la liste est détenue par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL),
- ∞ - qui détiennent des fichiers non automatisés ou mécanographiques, en vue de savoir si ces traitements portent des informations nominatives la concernant et, le cas échéant, d'en obtenir communication.

Le titulaire du droit d'accès peut exiger que soient rectifiées, complétées, clarifiées, mises à jour ou effacées les informations le concernant qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées ou dont la collecte ou l'utilisation, la communication ou conservation sont interdites.

Droits d'accès aux documents d'archives publiques

Les documents dont la communication était libre ayant leur dépôt aux archives publiques peuvent être communiqués sans restriction à la personne qui en fait la demande.

Les documents d'archives publiques ne relevant pas de modalités de communication définies pour les documents administratifs (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978) sont consultables librement, en fonction de leur nature, à expiration des délais allant de 30 à 150 ans.

Droits de la transparence (Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

L'usager a le droit d'être informé des conditions d'attribution et des conséquences de son admission à l'aide sociale.

Pour améliorer cette information, l'administration est tenue de mentionner dans les correspondances adressées à toute personne le prénom, le nom, la qualité et l'adresse administrative de l'agent chargé de son dossier, sauf pour des motifs tenant à la sécurité publique ou celle des personnes.

Toute décision doit de plus comporter, outre la signature de son auteur, le nom, le prénom et qualité de celui-ci.

Secret professionnel (art L 133-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

Toute personne appelée à intervenir dans l'instruction, l'attribution ou la révision des admissions à l'aide sociale est tenue au secret professionnel dans les termes des articles 226-13 et 226-14 du Code pénal et est passible des peines prévues à l'article 226-13 de ce même code.

Cette obligation professionnelle n'est pas applicable dans le cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret.

Ainsi, la Présidente du Département et le représentant de l'État dans le département peuvent obtenir des informations nécessaires pour exercer leurs pouvoirs en matière sanitaire et sociale.

SERVICE
ENFANCE-FAMILLE

FICHE N° 1: INFORMATION DES FUTURS PARENTS

NATURE DE LA PRESTATION

Informations aux futurs parents par la diffusion d'une plaquette décrivant les services proposés par la Direction Enfance Famille et envoi d'un courrier de mise à disposition de la sage-femme pour l'entretien du début de grossesse, accompagné du carnet de maternité.

BÉNÉFICIAIRES

Futurs parents et femmes enceintes.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les femmes enceintes doivent avoir déclaré leur grossesse auprès de l'organisme versant les prestations familiales.

Les organismes et services chargés du versement des prestations sont tenus de transmettre dans le respect du secret professionnel, l'attestation de premier examen médical prénatal de leurs allocataires aux services du Conseil départemental.

Références

Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016

Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016

Code de la santé publique

Article L2111-1

Article L2122-4

Délibération du Département approuvant le présent règlement.

PROCÉDURE

À la réception des avis de grossesse adressés par l'organisme versant les prestations familiales, la Direction Enfance Famille adresse aux futurs parents un courrier les informant de la mise à disposition d'une sage femme du Département ou leur proposant un rendez-vous.

Intervenants :

Direction Enfance Famille, Service Prévention Santé : sages-femmes

Organismes versant les prestations familiales

Médecins libéraux

FICHE N° 2: CONSULTATIONS ET VISITES PRÉNATALES

NATURE DE LA PRESTATION

Intervention de la sage-femme du Département en vue de visites au domicile des femmes enceintes ou de consultations dans les centres médico-sociaux, avec l'accord des intéressées, en lien avec le médecin traitant et les maternités concernées.

Un carnet de grossesse est délivré gratuitement à réception de la déclaration de grossesse.

BÉNÉFICIAIRES

Femmes enceintes.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

A la demande de toutes les femmes enceintes, ou sur proposition des sages-femmes aux futures mères présentant une grossesse à risque ou ayant une situation matérielle, morale ou sociale qui nécessite une attention particulière.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Prévention Santé : sages-femmes

Puéricultrices

Références

Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016

Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016

Code de la santé publique

Article L2111-1

Article L2112-2 et suivants

Articles L2122-1 et suivants

Articles R2112-5 et suivants

Articles R2122-1 et R2122-17

Délibération du Département approuvant le présent règlement.

PROCÉDURE

Cette mission est développée auprès d'une population particulièrement sensible :

- ∞ - à partir de l'analyse des avis de grossesse
- ∞ - sur indication des partenaires et services publics ou privés
- ∞ - sur indication des praticiens libéraux
- ∞ - à la demande de l'intéressée elle-même

Un lien peut être fait avec la puéricultrice pour le suivi post-natal.

Les coordonnées de la sage-femme et les jours de consultation sont disponibles dans les centres médico-sociaux et à la Direction Enfance Famille.

Les consultations sont accessibles sur rendez-vous.

FICHE N° 3: ENTRETIEN PRÉNATAL PRÉCOCE (EPP) DU 4^{ÈME} MOIS DE GROSSESSE

NATURE DE LA PRESTATION

Entretien individuel ou en couple gratuit proposé par les sages-femmes du Département à la femme enceinte, suite à la déclaration de sa grossesse, il vient en complément des 7 autres consultations prénatales.

BÉNÉFICIAIRES

Femmes enceintes avec ou sans leur conjoint.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

A la demande de toute femme enceinte, ou sur proposition de la sage-femme aux futures mères présentant une grossesse à risque ou ayant une situation matérielle ou morale qui nécessite une attention particulière.

PROCÉDURE

L'information relative à l'EPP est délivrée par les sages-femmes de la Direction Enfance Famille par courrier aux femmes enceintes.

Références

*Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du
14 mars 2016*

*Code de la santé publique
Article L2112-1
Article L2112-2
Articles L2122-1 et suivants
Articles R2112-1 et suivants
Articles R2112-1 et R2112-2*

*Délibération du Conseil départemental
approuvant le présent règlement.*

Prévu au 4ème mois de grossesse, l'entretien prénatal peut être assuré ultérieurement si pour diverses raisons, il n'a pu être effectué à ce stade de la grossesse.

À la suite de cet entretien, en cas de nécessité, d'autres rendez-vous avec la sage-femme de la Direction Enfance Famille peuvent être proposés.

Intervenants

*Direction Enfance Famille, Service Prévention
santé : sages-femmes.*

FICHE N° 4: PLANIFICATION ET ÉDUCATION FAMILIALE : INFORMATION ET CONTRACEPTION

NATURE DE LA PRESTATION

Le Département organise et finance des consultations médicales gratuites au cours desquelles des produits contraceptifs (pilule, implants, stérilets, préservatifs...) peuvent être délivrés, des bilans sanguins de suivi de la contraception et des frottis cervico-vaginaux de dépistage du cancer du col de l'utérus peuvent être réalisés, ainsi que des tests de grossesse.

Il propose également des entretiens préalables à l'interruption volontaire de grossesse et des entretiens relatifs à la régulation des naissances.

BÉNÉFICIAIRES

Toute population.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les centres sont ouverts à tous, avec une attention particulière pour les mineurs, les jeunes majeurs de moins de 20 ans ayants-droit de leurs parents, souhaitant garder le secret, ainsi que les non-assurés sociaux.

Références

*Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du
14 mars 2016*

Code de la santé publique

*Article L2111-1
Article L2112-2
Article L2112-4
Articles L2311-1 à L2311-6
Article L5134-1
Article R2112-1
Article R2311-7*

*Délibération du Conseil départemental
approuvant le présent règlement.*

PROCÉDURE

Les coordonnées et horaires des consultations sont disponibles à la Direction Enfance Famille ou dans les Centres médico-sociaux.

Les consultations sont accessibles sur rendez-vous. Elles sont anonymes et gratuites.

Intervenants

*Direction Enfance Famille, Service Prévention
Santé : Médecins et sages-femmes*

FICHE N° 5: MISE À DISPOSITION DES CARNETS DE MATERNITÉ ET DES CARNETS DE SANTÉ DE L'ENFANT

NATURE DE LA PRESTATION

Mise à disposition des carnets de maternité et des carnets de santé de l'enfant accompagnés des trois certificats de santé.

Le Département adresse gratuitement :

- ∞ - aux femmes enceintes, les carnets de maternité (pour le suivi de la grossesse),
- ∞ - aux maternités, les carnets de santé de l'enfant, accompagnés des certificats de santé du 8ème jour, 9ème mois et 24ème mois et d'un marque-page avec les coordonnées des professionnels des territoires.

BÉNÉFICIAIRES

Femmes enceintes

Familles ayant des enfants.

Références

*Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du
14 mars 2016*

Code de la santé publique

Article L2122-2

Article L2132-1

Article L2132-3

Article R2132-3

*Délibération du Département approuvant le
présent règlement.*

PROCÉDURE

La Direction Enfance Famille transmet gratuitement un carnet de maternité à toute femme enceinte à réception de l'avis de grossesse.

A la naissance d'un enfant, un carnet de santé est délivré aux parents, par la maternité à qui la Direction Enfance Famille les adresse.

Les familles peuvent également se procurer un carnet de santé auprès de la Direction Enfance Famille en cas d'adoption d'un enfant ou de perte du document.

Intervenants

*Direction Enfance Famille, Service
Prévention Santé*

Maternités

Médecins libéraux

FICHE N° 6: PRÉVENTION DES HANDICAPS DE L'ENFANT

NATURE DE LA PRESTATION

Prévention, dépistage précoce et participation à la prise en charge des handicaps de l'enfant.

Accompagnement à l'intégration sociale de l'enfant handicapé, notamment dans les modes d'accueil de la petite enfance.

BÉNÉFICIAIRES

Familles avec enfants de 0 à 6 ans souffrant d'un handicap.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

« Constitue un handicap (...) toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant » (loi n°2005-102 du 11 février 2005).

PROCÉDURE

Lorsque la Direction Enfance-Famille décèle un handicap chez l'enfant, il en informe les parents, dans le respect des règles déontologiques, et les avise de la possi-

Références

*Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du
14 mars 2016*

*Code de la santé publique
Article L 2132-4
Article L 2112-8
Article L 2111-1
Code de l'action sociale et des familles
Articles L114
Article L114-1
Article L114-2 et L114-3*

*Délibération du Département approuvant le
présent règlement.*

bilité pour l'enfant d'être accueilli dans les centres spécialisés, notamment dans les Centres d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP), en vue de prévenir l'aggravation de ce handicap.

Dans les Centres d'Action Médico-Sociale Précoce, la prise en charge s'effectue sous forme de cure ambulatoire comportant l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire. Le financement de ces centres est assuré par une dotation globale annuelle dont 80% du montant est à la charge de l'assurance maladie et 20% à la charge du Département.

Intervenants

*Direction Enfance Famille, Service
Prévention Santé : médecin, puéricultrice,
infirmière.*

*Maison Départementale des Personnes
Handicapées (MDPH)*

*Centres d'Action Médico-Sociale Précoce
(CAMSP)*

FICHE N° 7: CONSULTATIONS DE NOURRISSONS

NATURE DE LA PRESTATION

La Direction Enfance Famille organise des consultations pour assurer la surveillance des enfants jusqu'à l'âge de 6 ans révolus, en ce qui concerne :

- ∞ - la croissance staturo-pondérale
- ∞ - le développement psychomoteur et affectif
- ∞ - la pratique des vaccinations
- ∞ - les conseils et informations d'éducation pour la santé
- ∞ - le dépistage précoce des troubles du développement ou du handicap
- ∞ - l'orientation éventuelle ou toute autre action favorisant le maintien de la santé de l'enfant.

Ces consultations sont également un lieu d'écoute, de dialogue et d'accompagnement des familles en difficultés.

BÉNÉFICIAIRES

Familles avec enfants de moins de 6 ans.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les consultations sont ouvertes en priorité aux familles en situation de vulnérabilité.

Références

*Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du
14 mars 2016*

*Code de la santé publique
Articles L 2111-1 et L2111-2
Articles L2112-2 et L2112-4
Article L2112-6
Articles L2112-7
Article L2132-2
Article R2112-3
Article R2112-6
Article R2132-2*

*Délibération du Département approuvant le
présent règlement.*

PROCÉDURE

Les consultations de nourrissons se déroulent dans un Centre médico-social, en présence d'un médecin et d'une puéricultrice.

Les coordonnées et horaires des consultations sont disponibles à la Direction Enfance Famille ou dans les Centres médico-sociaux.

Les consultations sont accessibles sur rendez-vous.

Intervenants

*Direction Enfance Famille,
Service Prévention Santé : Médecin,
puéricultrice*

FICHE N° 8: CONSULTATIONS DE PUÉRICULTRICES

NATURE DE LA PRESTATION

La Direction Enfance Famille organise des consultations assurées par une infirmière puéricultrice, professionnelle de santé spécialisée dans le domaine de l'enfance, au profit de toutes les familles du département.

Au cours de cette consultation, l'infirmière puéricultrice peut assurer une surveillance particulière de l'enfant, transmettre des informations, apporter un soutien, des conseils et des réponses aux questions que se posent les parents, dans les domaines suivants :

- ∞ - suivi de développement de l'enfant : mensurations, motricité, langage, éveil et développement psycho-affectif...
- ∞ - soins de puériculture et d'hygiène, soins corporels...
- ∞ - prévention des troubles sensoriels et/ou moteurs : conseils sur le portage, l'installation du bébé, son éveil...
- ∞ - conseils sur l'environnement de l'enfant, la prévention
- ∞ - informations sur les missions du service
- ∞ - conseils et soutien à l'allaitement
- ∞ - échanges et recommandations sur l'alimentation, le sommeil, les rythmes, les pleurs du nourrisson..
- ∞ - informations sur les modes d'accueil (crèche, halte-garderie, assistante maternelle...), les lieux d'accueil parents-enfants et la socialisation de l'enfant.
- ∞ - accompagnement et soutien à la relation parent-enfant : écoute attentive de la mère, du père, de l'enfant et de la fratrie.

Intervenants

Direction Enfance Famille,
Service Prévention Santé : puéricultrices

Références

Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016

Code de la santé publique

Article L2111-1
Article L2111-2
Article L2112-4
Article L2112-6
Article L2112-7
Article L2132-2
Article L2132-3
Article R2112-3
Article R2112-6
Article R2132-2

Délibération du Département approuvant le présent règlement.

- ∞ - soins et actes sur prescription médicale : dépistages néonataux, vaccins...
- ∞ - orientation si besoin vers le médecin (traitant, de la Direction Enfance Famille, hospitalier), vers un spécialiste ou des professionnels socio-éducatifs.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les consultations sont gratuites et ouvertes à tous.

FICHE N° 9: VISITES À DOMICILE DES PUÉRICULTRICES POUR LES FAMILLES ET LEURS ENFANTS

NATURE DE LA PRESTATION

Visite à domicile pour les enfants, notamment ceux qui requièrent une attention particulière pour des raisons médicales (maladie, handicap, ...) ou médico-sociales, pour accompagnement et conseils (allaitement, alimentation, sommeil, soutien à la parentalité...).

BÉNÉFICIAIRES

Familles avec enfant(s).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

A réception de l'avis de naissance, une information est adressée aux parents, leur proposant conseils en matière d'hygiène, de prévention, d'allaitement maternel et artificiel ainsi qu'une écoute et une aide éventuelle dans la relation de la famille avec l'enfant.

A la demande des parents, des visites peuvent être effectuées à leur domicile par une puéricultrice de la Direction. Celle-ci assure également des consultations gratuites au Centre médico-social.

Une visite peut aussi être proposée à partir d'informations indiquant une situation à risque médico-social. Ces données peuvent émaner de diverses sources : avis de naissance, avis de grossesse, certificats de santé, partenaires (maternités, service de pédiatrie et de néonatalogie, médecins libéraux, établissements scolaires ...).

Références

*Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du
14 mars 2016*

*Code de la santé publique
Articles L 2111-1
Article L2111-2
Article L2112-4
Articles L2112-6
Article R2112-1
Article R2112-7*

*Délibération du Département approuvant le
présent règlement.*

Ces visites à domiciles sont réalisées avec l'accord de la famille.

Leur rythme pourra être adapté après coordination avec les autres services intervenant aux côtés de la famille.

PROCÉDURE

Les différents partenaires ou les personnes titulaires de l'exercice de l'autorité parentale ou celles à qui l'enfant a été confié (assistants familiaux, lieux de vie, tiers dignes de confiance) peuvent contacter la Direction Enfance Famille ou la puéricultrice au centre médico-social le plus proche de leur domicile.

Intervenants :

*Direction Enfance-Famille,
Service Prévention Santé : puéricultrice*

FICHE N° 10: INTERVENTION DE L'ÉDUCATRICE DE JEUNES ENFANTS

NATURE DE LA PRESTATION

Le Département peut accorder l'intervention d'une éducatrice de jeunes enfants à domicile. Il s'agit d'une mesure de prévention exercée par la Direction Enfance Famille et en dehors des situations de danger.

Cette intervention se situe dans les champs suivants :

- ∞ - Difficultés dans la prise en charge au quotidien des enfants : apprentissage, éveil, lien parents/enfants à étayer, repositionnement des places de chacun (parents, enfants, fratries)
- ∞ - Soutien au développement psychomoteur
- ∞ - Aide à l'utilisation des structures d'accueil, facilitation des découvertes, des compétences de l'enfant et des parents.
- ∞ - Soutien dans la relation adaptée en cas de handicap de l'enfant et avant les prises en charge spécialisées.

Cet accompagnement peut prendre la forme d'activités d'éveil faites en famille ou de jeux.

BÉNÉFICIAIRES

Familles en situation de vulnérabilité

Intervenants :

*Direction Enfance Famille,
Service Prévention Santé : Éducatrice de
jeunes enfants, travailleurs sociaux et médico-
sociaux, sage-femme, médecin*

Références

*Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du
14 mars 2016*

Code de la santé publique :

*Article L211-1
Article L2122-2*

*Délibération du Département approuvant le
présent règlement*

PROCÉDURES

Élaboration d'un contrat d'intervention proposé à la famille par un travailleur social ou médico-social, avec l'éducatrice de jeunes enfants, précisant l'analyse de la situation, définissant les objectifs et déterminant les modalités d'intervention.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'intervention de l'éducatrice de jeunes enfants est proposée, après évaluation de la situation familiale, par un travailleur médico-social.

FICHE N° 11: AIDE MÉNAGÈRE

NATURE DE LA PRESTATION

Le Département peut prendre en charge le financement d'une aide ménagère aux familles en position de vulnérabilité dans des cas de :

- ∞ - grossesse pathologique
- ∞ - suite de couches pathologiques
- ∞ - naissances multiples
- ∞ - surmenage maternel
- ∞ - pathologie grave de la mère
- ∞ - surmenage ou pathologie grave du père, si seul.

BÉNÉFICIAIRES

Famille en situation de vulnérabilité

PROCÉDURE

Cette aide est apportée par l'intermédiaire d'une association, dans un but préventif, éducatif, au regard de l'hygiène du domicile et de conseil auprès des familles.

Le Département n'intervient que de manière subsidiaire et après épuisement de toute autre possibilité (caisses, mutuelles, associations...), la demande est transmise par la Direction Enfance Famille à l'association choisie par la famille, pour l'intervention au sein du foyer.

Références

*Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du
14 mars 2016*

*Code de la santé publique
Article L 2111-1
Article L 2122-2*

*Délibération du Département approuvant le
présent règlement.*

La répartition entre la famille et le Département de la participation financière est calculée selon un barème défini prenant en compte, notamment les revenus du foyer et les personnes présentes au domicile (coefficient familial).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les indications d'aides ménagères sont évaluées après visite d'un travailleur médico-social (puéricultrice, sage-femme) et sur présentation d'un certificat médical.

Intervenants :

*Direction Enfance Famille,
Service Prévention Santé : travailleurs sociaux
et médico-sociaux, sage-femme, médecin*

Associations d'aide à domicile

FICHE N° 12: BILAN DE SANTÉ EN ÉCOLE MATERNELLE

NATURE DE LA PRESTATION

Bilan de santé des enfants de 3-4 ans organisé dans un but préventif. Il a pour objet la surveillance du développement de l'enfant et la réalisation des dépistages précoces des handicaps ou déficiences (sensorielles, psychomotrices ou langagières) ainsi que des difficultés d'adaptation à l'école. Il est effectué à l'école ou dans un Centre médico-social. Une prise en charge est conseillée si besoin et un suivi est mis en place par la Direction Enfance Famille si nécessaire. Le libre choix du médecin ou du soignant est respecté.

Soutien à l'intégration des enfants handicapés à l'école.

BÉNÉFICIAIRES

Enfants de 3-4 ans scolarisés en école maternelle.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Aucune

Références

*Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du
14 mars 2016*

*Code de la santé publique
Article L2111-1
Article L2112-2
Article L2112-5 à L2112-6
Article R2112-3*

*Délibération du Département approuvant le
présent règlement.*

PROCÉDURE

Les familles et les écoles sont informées par courrier de l'organisation des bilans de santé. Un premier examen est pratiqué en présence ou non des parents, par une infirmière puéricultrice qui effectue un dépistage des troubles sensoriels et des troubles du langage avec proposition d'orientation vers un spécialiste si nécessaire. A l'issue de ce repérage, un examen médical peut être proposé par un médecin de la Direction Enfance Famille en présence d'une puéricultrice et des parents, si nécessaire.

Les dossiers médicaux sont conservés au service, qui aux six ans de l'enfant, les transmet au service de la santé scolaire.

Intervenants

*Direction Enfance Famille,
Service Prévention Santé : infirmière,
puéricultrice, médecin.*

FICHE N° 13: AGRÉMENT DES ASSISTANTS MATERNELS AU DOMICILE (AGRÉMENT, CONTRÔLE ET FORMATION)

NATURE DE LA PRESTATION

L'assistant maternel est la personne qui, moyennant rémunération, accueille habituellement et de façon non permanente, des mineurs à son domicile. L'agrément nécessaire pour exercer la profession d'assistant maternel est délivré par la Présidente du Conseil départemental du département de résidence. Il est nominatif.

L'agrément précise :

- ∞ - La capacité d'accueil maximale, l'âge des enfants et en tant que de besoin les périodes durant lesquelles ils peuvent être accueillis.
- ∞ - La présence d'un enfant de moins de 3 ans de l'assistant maternel, rend indisponible une place d'accueil s'il est présent au domicile.
- ∞ - Le nombre d'enfants accueillis simultanément ne peut être supérieur à 4, dont 3 enfants de 0 à 18 ans et 1 enfant de 2 à 18 ans.
- ∞ - Le nombre d'enfants accueillis simultanément au domicile ne peut être supérieur à 6.
- ∞ - Le lieu d'exercice de la profession

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne désireuse d'accueillir à son domicile, de façon non permanente, des mineurs moyennant rémunération de la part des parents.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les personnes souhaitant exercer le métier d'assistant maternel doivent :

- ∞ - Présenter les garanties, les capacités et les qualités personnelles nécessaires pour accueillir des mineurs dans des conditions propres à assurer leur développement physique, intellectuel et affectif.
- ∞ - Fournir un certificat médical afin de vérifier que son état de santé lui permet d'accueillir habituellement des mineurs.

Références

Code de l'action sociale et des familles

Article L421-3,

Article L421-4

Article 421-6

Article L133-6

Article D 421-12 et suivants

Code de la santé publique

Article L2112-2

Décret n°2012-364 du 15 mars 2012.

Arrêté du 3 février 2017

Délibération du Département approuvant le présent règlement

- ∞ - Disposer d'un logement dont l'état, les dimensions, les conditions d'accès, de sécurité et l'environnement permettent d'assurer le bien être physique et la sécurité des mineurs, compte-tenu du nombre et de l'âge des enfants présents au domicile.

PROCÉDURE

La demande d'agrément est faite par lettre adressée à la Présidente du Conseil départemental ou déposée à la Direction Enfance Famille.

La Direction remet au cours d'une réunion d'information obligatoire le formulaire avec un livret d'information sur le métier d'assistant maternel et une lettre d'accompagnement demandant :

- ∞ - Un certificat médical et des vaccinations obligatoires à jour.
- ∞ - Un justificatif de domicile.
- ∞ - Une copie de la carte d'identité ou du passeport ou du titre de séjour en cours de validité.

La Direction Enfance Famille fait la demande d'extrait du bulletin n°2 du casier judiciaire concernant le candidat et tous les majeurs vivant à son domicile. Le Dépar-

tement sollicite également la Préfecture dans le cadre de l'accès au fichier FIJAIS.

Dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du dossier complet, le candidat reçoit à son domicile la visite d'un professionnel mandaté pour évaluer les conditions d'accueil et de sécurité. A l'issue de l'évaluation, la Présidente du Conseil départemental statue sur la demande.

En cas d'accord : L'agrément est alors accordé pour une durée de 5 ans, mais le premier accueil ne peut intervenir qu'après avoir effectué les 60h de formation obligatoire. Certains candidats peuvent être dispensés de la formation obligatoire au vu des diplômes déjà obtenus (exemple : CAP Petite enfance, éducatrice de jeunes enfants ...). Ces dispenses sont encadrées par l'Art D421-19 du CASF.

Dans les 2 ans suivant le premier accueil, 60 h de formation obligatoire supplémentaires sont à effectuer avec l'obligation pour le candidat de présenter l'unité 1 du CAP petite enfance (EP1, prise en charge de l'enfant au domicile).

Cette formation est organisée et prise en charge par la Direction Enfance Famille.

En cas de refus : le refus d'agrément est motivé par la Présidente du Conseil départemental. Il peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la Présidente du Conseil départemental ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans les 2 mois qui suivent la notification.

CONDITIONS SPÉCIFIQUES POUR LES AGRÉMENTS DIT « COUPLE »

Lorsque l'agrément est demandé par deux personnes qui vivent sous le même toit, une attention particulière sera portée aux nombres d'enfants accueillis par les membres de la famille.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif : puéricultrice, référent administratif, médecin, éducatrice de jeunes enfants.

Le nombre total d'enfants sera apprécié au vu de la qualité de l'accueil, de la disponibilité et des conditions matérielles liées au logement.

Par ailleurs, il sera recherché une cohérence entre la capacité totale donnée chez un particulier et les capacités d'accueils autorisées en Maison d'Assistants Maternels ou Micro crèches.

CONDITIONS SPÉCIFIQUES POUR LES AGRÉMENTS DIT « MIXTES »

L'assistant maternel qui demande un agrément mixte pour exercice de la profession à son domicile et en Maison d'Assistants Maternels (MAM) devra préciser son lieu d'exercice principal. L'agrément lui permettra d'intervenir ponctuellement sur l'autre lieu d'accueil.

CONTRÔLE ET ACCOMPAGNEMENT

Afin de garantir la prise en charge des enfants au domicile des assistants maternels, ceux-ci sont soumis tout au long de la durée de vie de leur agrément à diverses visites des services du Département.

- ∞ - Visites de puéricultrices pour les accompagner dans l'exercice de leur profession.
- ∞ - Contrôles inopinés pour vérifier les conditions d'accueil des enfants.
- ∞ - Vérifications administratives, entre autre liées aux mises à jour des fiches d'accueil des enfants.

NB : Le Relais d'Assistant Maternel (RAM), propose en cas d'adhésion sur la commune d'exercice, des rencontres entre assistants maternels et les enfants qu'ils accueillent.

MODIFICATION DE L'AGRÉMENT

Toute modification au cours de la vie de l'agrément (extension de capacité, déménagement, naissance d'un enfant...) doit faire l'objet d'un courrier auprès de la Direction Enfance Famille pour réévaluation des conditions d'accueil dans les délais légaux prévus.

FICHE N° 14: AGRÉMENT DES ASSISTANTS MATERNELS EXERÇANT EN MAISONS D'ASSISTANTS MATERNELS (AGRÉMENT, CONTRÔLE ET FORMATION)

NATURE DE LA PRESTATION

Par dérogation à l'article L421-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'assistant maternel peut accueillir des mineurs au sein d'une Maison d'Assistants Maternels (MAM). L'agrément nécessaire pour exercer la profession d'assistant maternel est alors délivré par la Présidente du Conseil départemental du département où se situe la MAM. Il est nominatif et individuel.

Chaque parent peut autoriser l'assistant maternel qui accueille son enfant à déléguer cet accueil à un ou plusieurs assistants maternels exerçant dans la MAM.

L'agrément de chaque assistant maternel de la MAM précise :

- ∞ - la capacité d'accueil maximale, l'âge des enfants et en tant que de besoin les périodes durant lesquelles ils peuvent être accueillis, délégation incluse
- ∞ - la présence d'un enfant de moins de 3 ans de l'assistant maternel, rend indisponible une place d'accueil s'il est présent.
- ∞ - le nombre d'enfants accueillis simultanément par l'assistant maternel ne peut être supérieur à 4, dont 3 enfants de 0 à 18 ans et 1 enfant de 2 à 18 ans, délégation incluse
- ∞ - le nombre de place d'accueil autorisé sur l'ensemble de la MAM en fonction de la superficie des locaux et du nombre d'assistantes maternelles y exerçant.

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne désireuse d'accueillir avec au moins un autre assistant maternel au sein d'une maison d'assistant maternel.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les personnes souhaitant exercer le métier d'assistant maternel en MAM doivent présenter les garanties, les capacités et qualités personnelles nécessaires pour accueillir les mineurs dans des conditions propres à assurer leur développement physique, intellectuel et affectif.

Références

Loi n°2010 du 9 juin 2010 relative à la création des maisons d'assistants maternels et portant diverses dispositions relatives aux assistants maternels.

Articles L424-1 à 424-7 du code de l'Action Sociale et des Familles
Décret n°2012-364 du 15 mars 2012.

Guide Ministériel de mars 2016

PROCÉDURE

La demande d'agrément est faite par lettre adressée à la Présidente du Conseil départemental ou déposée à la Direction Enfance Famille – Service Offre d'Accueil à titre individuel – mais simultanément par chaque candidat précisant le souhait d'exercer en maison d'assistant maternel et l'identité des autres personnes concernées par le projet.

La Direction remet au cours d'une réunion obligatoire le formulaire à chaque requérant avec un livret d'information sur le métier d'assistant maternel en maisons d'assistants maternels et une lettre d'accompagnement demandant en retour simultanément des formulaires.

Les formulaires doivent être accompagnés des pièces justificatives suivantes :

Pour l'agrément :

- ∞ - Le formulaire CERFA de demande d'agrément
- ∞ - Un certificat médical et des vaccinations obligatoires à jour.
- ∞ - Une copie de la carte d'identité ou du passeport ou du titre de séjour en cours de validité.

Pour l'exercice en MAM, si c'est une création :

- ∞ - Un engagement écrit de contracter une assurance couvrant les dommages intervenus pendant la délégation d'accueil et l'attestation d'assurance des locaux
- ∞ - Si le lieu d'accueil est déjà trouvé, une copie d'un justificatif de domicile et ou les plans des locaux adaptés au projet qui feront l'objet d'une visite sur site
- ∞ - Une copie de l'autorisation d'ouverture au public du Maire de la commune d'implantation de la MAM. En l'absence de décision du Maire, la copie du dossier de demande d'ouverture déposée en Mairie d'au moins 5 mois suffit.
- ∞ - Le descriptif commun du projet d'accueil de la Maison d'Assistants Maternels ainsi qu'un règlement de fonctionnement.
- ∞ - L'attestation de suivi de la formation obligatoire pour chacun des assistants maternels lorsque ceux-ci sont déjà agréés.
- ∞ - Le statut d'association et le récépissé de déclaration en Préfecture.
- ∞ - Le budget prévisionnel.

Pour l'exercice dans une MAM déjà existante

- ∞ - Une actualisation du projet pédagogique et du règlement de fonctionnement.

La Direction Enfance Famille fait la demande de l'extrait du bulletin n°2 du casier judiciaire concernant les candidats et sollicite la Préfecture du Département dans le cadre de l'accès au fichier FIJAIS.

Dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du dossier complet, les candidats reçoivent sur le lieu d'activité la visite de professionnels mandatés pour entretien et vérification des conditions d'accueil et de sécurité. Des pièces complémentaires pourront être sollicitées tels que attestation de mise aux normes des installations électriques...

Une évaluation individuelle et conjointe est menée pour vérifier les aptitudes professionnelles des candidats et la faisabilité de leur projet commun.

L'agrément est, en cas d'avis favorable, accordé pour une durée de 5 ans, mais le 1er accueil ne peut intervenir qu'après avoir effectué les 60h de formation obligatoire avant accueil. Dans les 2 ans suivant le 1er accueil, 60h de formation obligatoires supplémentaires

sont à effectuer. Certains candidats peuvent être dispensés de la formation obligatoire au vu des diplômes déjà obtenus (exemple : CAP petite enfance, éducatrice de jeunes enfants...). Ces dispenses sont encadrées par l'Article D421-19 du CASF.

Cette formation est organisée et prise en charge par la Direction Enfance Famille.

Pour une personne souhaitant exercer en MAM qui bénéficie d'un agrément en cours, la demande sera considérée comme une modification d'agrément.

En cas de refus : le refus d'agrément est motivé par la Présidente du Conseil départemental. Il peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la Présidente du Département ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans les 2 mois qui suivent la notification.

CONDITIONS SPÉCIFIQUES POUR LES AGRÉMENTS DITS « MIXTES »

L'assistante maternelle qui demande un agrément mixte pour exercice de la profession à son domicile et en maison d'assistante maternelle (MAM) devra préciser son lieu d'exercice principal. L'agrément lui permettra d'intervenir ponctuellement sur l'autre lieu d'accueil.

CONTRÔLE SUIVI ET ACCOMPAGNEMENT

Afin de garantir la prise en charge des enfants des MAM, les assistantes maternelles sont soumises tout au long de la durée de vie de leur agrément à diverses visites et mises à jour de leur dossier au travers :

- ∞ - De visites de puéricultrices pour les accompagner dans l'exercice de leur profession en MAM
- ∞ - De contrôles inopinés pour vérifier les conditions d'accueil en MAM des enfants.
- ∞ - De rencontres inter-MAM trimestrielles
- ∞ - D'obligations de transmissions administratives liées aux fiches d'accueil des enfants, aux changements de personnel, au bilan annuel de leur activité...

NB : Le Relais d'Assistants Maternels (RAM) propose, en cas d'adhésion sur la commune d'exercice, des rencontres entre assistants maternels et les enfants qu'ils accueillent.

MODIFICATION DE L'AGRÉMENT

Toute modification au cours de la vie de l'agrément (extension de capacité, déménagement, naissance d'un enfant...) doit faire l'objet d'un courrier auprès de la Direction Enfance Famille pour réévaluation des conditions d'accueil dans les délais légaux prévus.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif : puéricultrice, référent administratif

FICHE N° 15: DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX MAISONS D'ASSISTANTS MATERNELS (MAM)

NATURE DE LA PRESTATION

Dans le cadre du Contrat de territoire le Département accorde des subventions d'investissement pour :

- ∞ - Des projets de construction, de mise aux normes de sécurité, d'aménagements intérieurs ou extérieurs des maisons d'assistants maternels.

BÉNÉFICIAIRES

Les collectivités engageant des travaux pour la création ou la réhabilitation d'une MAM et assurant une gratuité de mise à disposition des locaux à la MAM pour une durée de 10 ans.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Après dépôt de l'ensemble des pièces requises pour pouvoir créer une MAM (voir fiche 14) par les assistants maternels (porteurs du projet), la Direction Enfance Famille examinera l'opportunité du projet avant d'instruire la demande financière de la collectivité.

En cas de validation, la subvention d'investissement sera accordée aux collectivités engageant des travaux de construction ou de réhabilitation pour des locaux à destination d'une MAM, sous réserve de la mise à disposition gratuite des locaux pour l'exercice d'activité de la MAM pendant 10 ans (voir annexe 1).

La participation départementale est calculée en tenant compte des subventions mobilisées auprès des autres

Références

*Code de l'Action Sociale et des Familles
Article L214-5 et suivants
Article D214-1 et suivants*

Délibération du Département approuvant le présent règlement.

financeurs (caisse d'allocations familiales, FEDER ou FEADER...), dans la limite d'un taux global de 80% des dépenses engagées pour les dossiers éligibles aux aides FEDER ou FEADER, et 60% dans les autres cas sous réserve de crédits disponibles.

PROCÉDURE

Après validation dans le cadre des contrats de territoire, le dossier doit être déposé auprès de la Présidente du Conseil départemental comprenant :

- ∞ - Projet de création ou de restructuration des locaux à destination de la MAM, plan de financement et devis s'y rapportant.
- ∞ - Devis du matériel spécifique.
- ∞ - Projet architectural.
- ∞ - Attestation éventuelle de co-financeurs.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif : mission offre d'accueil

FICHE N° 16: AGRÉMENT DES ASSISTANTS FAMILIAUX

NATURE DE LA PRESTATION

L'assistant familial est la personne qui, moyennant rémunération, accueille habituellement et de façon permanente, des mineurs et des jeunes majeurs de moins de 21 ans, à son domicile. Son activité s'insère dans un dispositif de protection de l'enfance, un dispositif médico-social ou d'un service d'accueil familial thérapeutique.

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne désireuse d'accueillir à son domicile, de façon permanente des mineurs et des jeunes majeurs de moins de 21 ans, moyennant rémunération de la part d'établissements sociaux et médico-sociaux ou d'un service de protection de l'enfance du Département.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les personnes souhaitant exercer le métier d'assistant familial doivent :

- ∞ - Présenter les capacités et compétences nécessaires pour accueillir les mineurs dans des conditions propres à assurer leur développement physique, intellectuel et affectif.
- ∞ - Fournir un certificat médical afin de vérifier que leur état de santé leur permet d'accueillir habituellement des mineurs.
- ∞ - Disposer de conditions d'accueil et de sécurité qui permettent d'assurer le bien être physique et la sécurité des mineurs.

PROCÉDURE

La demande d'agrément est faite par lettre adressée à la Présidente du Conseil départemental ou déposée à la Direction Enfance Famille.

Le candidat est invité à une réunion d'information sur le métier d'assistant familial, au cours de laquelle lui est remis le formulaire de demande d'agrément.

Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du dossier complet, le candidat rencontre à son domicile ou au Centre médico-social des professionnels sociaux et médico-sociaux pour entretien et vérification des conditions d'accueil et de sécurité. A l'issue des évalua-

Références

Code de la santé publique

Article L2111-1

Article L2122-4

Décret n°2014 -918 du 18 août 2014

Délibération du Département approuvant le présent règlement.

tions, la Présidente du Conseil départemental statue sur sa demande.

L'agrément, accordé pour une durée de 5 ans, précise le nombre de mineurs et jeunes majeurs que l'assistant familial est autorisé à accueillir (maximum 3). Le premier accueil ne peut intervenir qu'après un stage obligatoire de 60 h pris en charge par l'employeur. Une formation obligatoire de 240 h est à effectuer dans les 3 ans après le 1er accueil. Elle est organisée et financée par l'employeur.

A l'issue de la formation, les candidats présentent le diplôme d'État d'assistant familial. L'assistant familial titulaire du diplôme bénéficie du renouvellement de son agrément, sans limitation de durée.

Un suivi régulier est assuré par la Direction Enfance Famille.

En cas de refus : le refus d'agrément est motivé par le Département. Il peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de la Présidente du Conseil départemental ou d'un contentieux dans les deux mois qui suivent la notification auprès du tribunal Administratif compétent.

CONDITIONS SPÉCIFIQUES POUR LES AGRÉMENTS DIT « COUPLE »

Lorsque l'agrément est demandé par deux personnes qui vivent sous le même toit, une attention particulière sera portée aux nombres d'enfants accueillis par les membres de la famille.

Le nombre total d'enfants sera apprécié au vu de la qualité de l'accueil, de la disponibilité et des conditions matérielles liées au logement.

Par ailleurs, il sera recherché une cohérence entre la capacité totale donnée chez un particulier et les capacités d'accueil autorisées en lieu de vie.

CONTRÔLE ET ACCOMPAGNEMENT

Les assistants familiaux sont soumis tout au long de la durée de leur agrément à une visite annuelle de contrôle au titre de leur agrément, indépendamment de l'accompagnement réalisé par l'employeur.

MODIFICATION DE L'AGRÉMENT

Toute modification au cours de la vie de l'agrément (extension de capacité, déménagement, naissance d'un enfant...) doit faire l'objet d'un courrier auprès de la Direction Enfance Famille pour réévaluation des conditions d'accueil dans les délais légaux prévus.

Intervenants

Direction Enfance-Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif : puéricultrice, évaluateur, psychologue, référents administratifs.

FICHE N° 17: AUTORISATION, SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES STRUCTURES D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

NATURE DE LA PRESTATION

La Présidente du Conseil départemental, après avis de la Direction Enfance-Famille, délivre une autorisation, ou, s'il s'agit d'établissements ou de services publics, un avis concernant la création, l'extension ou la transformation des établissements et des services accueillant des enfants de moins de 6 ans.

L'organisation d'un accueil collectif à caractère éducatif hors du domicile parental, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels ou des loisirs, public ou privé, ouvert à des enfants scolarisés de moins de 6 ans est subordonnée à une autorisation délivrée par le représentant de l'État dans le département, après avis de la Direction Enfance Famille.

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne physique ou morale qui demande la création, la transformation ou l'extension d'un établissement d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Pour les établissements et services d'accueils des jeunes enfants, le dossier doit comporter :

- ∞ - Une étude territoriale des besoins.
- ∞ - L'adresse de l'établissement ou du service d'accueil.
- ∞ - Les statuts de l'établissement ou du service d'accueil ou de l'organisme gestionnaire pour les établissements et services gérés par une personne de droit privé.
- ∞ - Les objectifs, les modalités d'accueil et les moyens mis en œuvre en fonction du public accueilli et du contexte local notamment en ce qui concerne les capacités d'accueil et les effectifs ainsi que la qualification de personnel.
- ∞ - Le nom et la qualification du Directeur ou du responsable technique pour les établissements à gestion parentale.
- ∞ - Le projet d'établissement ou de service et le règlement de fonctionnement ou les projets de ces documents, s'ils ne sont pas encore adoptés.

Références

Code de la santé publique
Article L2324-1 à 3
Articles L2111-1 et L 2112-2
Article R2324-18
Délibération du Département approuvant le présent règlement.

Guide ministériel avril 2017

- ∞ - Le plan des locaux, la superficie et la destination des pièces.
- ∞ - Copie de la décision d'ouverture au public, le cas échéant, copie de la déclaration au Préfet pour les établissements de restauration collective à caractère social et des avis délivrés dans le cadre de cette procédure.

Pour les Accueils de loisirs sans hébergement, le dossier doit comporter :

- ∞ - Le récépissé de déclaration à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations.
- ∞ - La demande d'avis du médecin de la Direction Enfance-Famille.
- ∞ - Le projet pédagogique spécifique pour les enfants de moins de 6 ans.
- ∞ - Les plans des locaux destinés aux enfants de moins de 6 ans.

PROCÉDURE

La Présidente du Conseil département dispose de 3 mois, à compter de la réception du dossier complet, pour délivrer ou non l'autorisation ou l'avis au projet de création, de transformation ou d'extension de l'établissement. À défaut, l'autorisation ou l'avis est réputé favorable. Tous ces établissements et services sont soumis

à la surveillance et au contrôle de la Direction Enfance-Famille.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif : médecin, éducatrice de jeunes enfants, référent.

FICHE N° 18: SUBVENTION D'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DES STRUCTURES D'ACCUEIL DES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS POUR LES RÉNOVATIONS, MISES AUX NORMES ET AMÉNAGEMENTS

NATURE DE LA PRESTATION

Le Conseil départemental accorde des subventions d'investissement pour :

- ∞ - Des projets de rénovation de mise aux normes de sécurité, d'aménagements intérieurs ou extérieurs dans le cadre des contrats de territoire pour les montants supérieurs à 5 000€.
- ∞ - Des acquisitions de matériel spécifique pour des montants inférieurs à 5 000€ (hors contrats de territoire).

BÉNÉFICIAIRES

Toutes les structures d'accueil d'enfants de moins de 6 ans bénéficiant d'une autorisation ou d'une habilitation disposant de lieux d'accueil adaptés et garantissant un fonctionnement conforme aux dispositions légales en vigueur.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

La subvention d'investissement est accordée aux structures multi-accueil ainsi qu'aux accueils de loisirs sans hébergement qui accueillent au minimum 8 enfants (voir annexe 1), après avis favorable ou préconisation de la Direction Enfance Famille.

La participation départementale est calculée en tenant compte des subventions mobilisées auprès des autres financeurs (caisse d'allocations familiales, FEDER ou

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif : médecin, référent administratif.

Références

Délibération du Conseil départemental n°04-4162

Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux Marchés publics, articles 10 et 21

FEADER...), dans la limite d'un taux global de 80% des dépenses engagées pour les dossiers éligibles aux aides du FEDER ou FEADER et de 60 % dans les autres cas, sous réserve de crédits disponibles.

PROCÉDURE

Dépôt de dossier, avant réalisation de l'opération, auprès de la Présidente du Conseil départemental comprenant :

- ∞ - Projet de rénovation ou de restructuration de la structure, plan de financement et devis s'y rapportant.
- ∞ - Devis du matériel spécifique.
- ∞ - Projet éducatif.
- ∞ - Projet architectural.
- ∞ - Attestation des co-financeurs.

Pour les subventions qui auront fait l'objet d'une contractualisation dans le cadre d'un projet de territoire, le paiement aura lieu dans les conditions définies dans ledit contrat.

Pour les autres subventions concernant l'acquisition de matériel spécifique, le paiement a lieu après individualisation par la Présidente du Conseil départemental sur présentation des factures acquittées.

FICHE N° 19: SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT : AIDE AU DÉMARRAGE POUR LES STRUCTURES MULTI-ACCUEIL CLASSIQUES ET LES MICRO-CRÈCHES ACCUEILLANT DES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS

NATURE DE LA PRESTATION

Le Conseil départemental accorde des aides au démarrage pour les structures multi-accueil classiques et les micro-crèches du département.

BÉNÉFICIAIRES

Toutes les structures d'accueil d'enfants de moins de 6 ans bénéficiant d'une autorisation disposant de lieux d'accueil adaptés et garantissant un fonctionnement conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Pour les structures multi-accueil classiques

Il s'agit d'une subvention dégressive sur 3 ans, permettant le recrutement d'un personnel d'encadrement qualifié et diplômé, pour une seule personne et non renouvelable (voir annexe n°1).

Pour les micro-crèches :

Il s'agit d'une subvention dégressive sur 3 ans, permettant le recrutement à temps plein d'un personnel d'encadrement qualifié et diplômé, cette personne assurant le rôle de responsable technique, à raison d'un jour par semaine (voir annexe n°1).

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif : médecin, référent administratif.

Références

Délibération du Conseil départemental n°04-4162

PROCÉDURE

Dépôt de dossier de demande de subvention auprès de la Présidente du Conseil départemental comprenant :

- ∞ - Diplôme d'état d'éducateur de jeunes enfants ou de puéricultrice,
- ∞ - Copie du contrat de travail à durée indéterminée à temps plein, pour les structures multi-accueil classiques, et du contrat de travail à temps plein pour les micro-crèches.

Le paiement intervient après délibération du Conseil départemental et notification aux intéressés, sur 3 années consécutives, si les conditions d'attribution sont toujours remplies.

FICHE N° 20: SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT : AIDE PÉRENNE POUR LES STRUCTURES MULTI-ACCUEIL CLASSIQUES OU MICRO-CRÈCHES

NATURE DE LA PRESTATION

Le Conseil départemental accorde une subvention de fonctionnement appelée « aide pérenne ».

BÉNÉFICIAIRES

Toutes les structures multi-accueil d'enfants de moins de 6 ans :

Garantissant un fonctionnement conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Bénéficiant d'une participation des communes de résidence des parents des enfants accueillis.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Pour les structures classiques (crèches) :

Chaque trimestre les structures devront établir une grille de présence des enfants et l'adresser au service Enfance Famille en tenant compte du nombre d'enfants accueillis présents à la journée (minimum 6 heures) et au moins 10 journées par mois, à la condition expresse que la commune de résidence des parents verse une participation financière à la structure. Les grilles de présence sont à adresser au plus tard dans les deux mois qui suivent le trimestre écoulé, passé ce délai, les demandes ne pourront donner lieu à paiement.

Le service Enfance Famille pourra effectuer des contrôles à posteriori, sur la base des informations transmises par les structures.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif

Références

Délibération du Conseil départemental n°04-4132

Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, articles 10 et 21

Pour les structures innovantes :

Cette aide est forfaitaire et versée une fois par an selon la capacité d'accueil, le calcul s'effectuant sur la base moyenne d'aide pérenne de l'année n-1 des crèches traditionnelles (voir annexe n°1).

Pour les structures micro-crèches :

Cette aide est forfaitaire et accordée une fois par an selon la capacité d'accueil. Elle est versée trimestriellement (voir annexe n°1).

PROCÉDURE

Demande annuelle de subvention auprès de la Présidente du Conseil départemental comprenant :

- ∞ - Budget de fonctionnement et comptes annuels du dernier exercice clos.
- ∞ - Tableau des effectifs du personnel permanent et copie des diplômes du personnel d'encadrement.
- ∞ - Notification de la subvention attribuée par chacune des communes concernées par l'accueil d'enfant.

Le paiement se fait de façon trimestrielle à terme échu, à l'entité juridique gestionnaire de la structure d'accueil.

FICHE N° 21: ÉPIDÉMIOLOGIE

NATURE DE LA PRESTATION

Recueil d'informations en épidémiologie et en santé publique, ainsi que traitement de ces informations, en particulier celles issues des certificats de santé du 8ème jour, 9ème mois et 24ème mois.

Édition et diffusion de documents présentant les indicateurs sanitaires, sociaux et démographiques utiles à la détermination des besoins de la population et des actions à entreprendre en matière de prévention et de santé.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Tous les enfants de moins de 6 ans bénéficient des mesures de prévention sanitaire et sociale qui comportent, entre autres, des examens obligatoires au nombre de trois, soit au 8ème jour, 9ème et 24ème mois, qui donnent lieu à l'établissement d'un certificat de santé à adresser, dans un délai de 8 jours, au médecin responsable du service départemental de protection maternelle et infantile.

Cette transmission se fait dans le respect du secret professionnel, et participe à la mise en œuvre de statistiques nationales (DRESS...).

Références

Code de la santé publique

Article L2112-2

Article L2132-2

Article R2112-8

Délibération du Conseil départemental approuvant le présent règlement.

PROCÉDURE

Analyse des données à partir des certificats de santé du 8ème jour, 9ème mois et 24ème mois, par le médecin de la Direction Enfance Famille.

Réalisation de tableaux statistiques par le service administratif

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Prévention Santé

FICHE N° 22: AIDES FINANCIÈRES

NATURE DE LA PRESTATION

Les aides financières accordées par la Direction Enfance Famille, dans le cadre de la protection de l'enfance, existent sous différentes formes : l'allocation mensuelle temporaire, le secours exceptionnel d'urgence ou le bon alimentaire.

Ne constituant ni un complément ni un substitut régulier de ressources, elles se caractérisent par leur aspect **exceptionnel et temporaire**.

Elles peuvent être versées à titre définitif ou sous condition de remboursement.

BÉNÉFICIAIRES

- ∞ - Les parents ou le père ou la mère d'un enfant mineur, s'ils assurent effectivement la prise en charge de l'enfant mineur.
- ∞ - Toute personne assurant effectivement la charge d'un enfant mineur.
- ∞ - Les femmes enceintes confrontées à des difficultés médicales ou sociales et financières lorsque leur santé ou celle de l'enfant l'exige ; l'aide peut concourir à prévenir une interruption volontaire de grossesse.
- ∞ - Les mineurs émancipés et majeurs âgés de moins de 21 ans, confrontés à des difficultés sociales.
- ∞ - Les personnes ayant obtenu le statut de réfugié (avec carte de séjour délivrée pour 10 ans et renouvelable) ou en situation de régularisation (avec un titre de séjour délivré pour un an pour « vie privée et familiale » renouvelable), qui, à ce titre, relèvent du droit commun.
- ∞ - Pour les autres situations, titulaires d'un récépissé de demande de carte de séjour, d'un titre de séjour pour « personne malade » ou personnes dont la demande de droit d'asile a été rejetée, une étude au cas par cas sera réalisée.

Références

Code de l'Action Sociale et des Familles
Article L221-1
Article L222-2
Article L223-4
Article R223-2
Article R223-3

- ∞ - Pour le cas particulier des enfants dont la charge effective est assurée par le Conseil départemental (accueil provisoire au placement judiciaire), l'attribution d'une aide financière ne s'envisagera qu'à titre dérogatoire.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les aides financières sont accordées quand la santé, la sécurité, l'entretien ou l'éducation de l'enfant l'exigent et en cas de ressources insuffisantes. Elles ont un caractère subsidiaire et n'ont pas vocation à se substituer à d'autres aides, notamment les revenus minimum prévus par les dispositifs de droit commun pour gérer les situations de précarité.

L'aide peut être accordée par participer à des frais directement liés à l'enfant (ALSH, frais de garde, frais de transport, de cantine, de scolarité,....) ou liés aux charges de la famille (besoins ponctuels de consommation courante, participation au paiement d'une charge liée à la l'entretien de la famille, si aucun dispositif n'est prévu pour ce type de charge).

Pour subvenir aux besoins dans l'attente du versement de ressources légales, l'aide peut être accordée pour favoriser les relations entre un enfant et celui de ses parents auprès duquel il n'a pas sa résidence habituelle.

PROCÉDURE

Dépôt de la demande :

La demande d'aide financière est formulée par écrit sur l'imprimé « formulaire unique demande d'aide financière » par :

- ∞ - Tout travailleur social ou médico-social des Directions du Lien Social ou de l'Enfance Famille.
- ∞ - Tout professionnel d'un service éducatif ou social intervenant dans le domaine de la protection de l'enfance (CPEAGL, PJJ, UDAF, AT, service social scolaire ...).

Toute demande doit être accompagnée :

- ∞ - Des données relatives à l'état civil justifiant que le demandeur a l'autorité parentale sur le mineur ou qu'il en a effectivement la charge.
- ∞ - Du budget du mois en cours : charges, dettes, crédits.
- ∞ - L'engagement écrit du demandeur.

Le demandeur est tenu de produire tous les justificatifs financiers s'y afférant (voir annexe n°1-1)

Le refus ou l'impossibilité de produire ce type de justificatifs, hormis cas de force majeure certaine, entraîne un refus d'attribution de l'aide.

Évaluation de la demande :

Toute attribution d'une aide financière est précédée d'une évaluation sociale effectuée par un travailleur social. Le projet se construit à partir de l'évaluation d'un risque de danger avéré pour le mineur afin de revenir à une situation garantissant sa sécurité, sa santé, sa moralité et les conditions de son éducation. L'aide financière dans l'axe de la protection de l'enfance et de la famille aide la famille à pallier l'absence ou l'insuffisance de revenus telles qu'elles représenteraient un risque pour l'enfant.

La demande ne doit pas s'arrêter au constat de difficultés financières mais nécessite une évaluation approfondie et un projet précis qui permettent de bien situer la prestation dans la mission de prévention et de protection de l'enfance.

Modalités de versement :

L'aide financière est attribuée en fonction du projet et de l'évaluation de la situation financière.

Le barème du Revenu de Solidarité Active est utilisé comme outil de référence pour déterminer le montant de l'aide au regard du niveau de ressources de la famille. Cet outil est cependant indicatif et ne peut être à lui seul un critère d'irrecevabilité de la demande si d'autres éléments justifient l'octroi de l'aide.

Le quotient familial est aussi un indicateur utilisé pour l'examen de la demande selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Total des ressources} - \text{total des charges}}{\text{Nombre de personnes à charge}}$$

La notification d'attribution indique la durée, le montant et la périodicité de l'aide.

LES AIDES

L'Allocation Mensuelle Temporaire (AMT)

Elle est versée pour un mois éventuellement renouvelable jusqu'à trois mois consécutifs au maximum. Son montant maximal est déterminé en annexe du présent règlement (voir annexe n°1-1). Cette aide (voir annexe n°2) est accordée quand il n'y a pas d'urgence mais nécessité de renforcer momentanément le budget pour aider la famille à subvenir aux besoins de leurs enfants avec un paiement :

- ∞ - À un prestataire sur facture après service fait.
- ∞ - Sur le compte postal ou bancaire du demandeur.
- ∞ - Par chèque trésor adressé au domicile du bénéficiaire sur l'absence de compte bancaire ou postal ou en situation de découvert.

Le secours exceptionnel d'urgence

Pour faire face aux situations d'extrême urgence (hors compétence du Fond de Solidarité pour le Logement), il est accordé dans un délai rapide en espèces par la paierie départementale via l'une des cinq trésoreries du département (Mende, Marvejols, Saint Chély d'Apcher, Langogne, Florac). Son montant maximal est déterminé en annexe 1-1 du présent règlement.

Il s'agit d'une aide versée en une seule fois, (voir annexe n°2) pouvant être renouvelée dans l'année mais qui en principe ne se justifie pas sur plusieurs versements.

Le bon alimentaire

Il s'agit d'un titre de paiement pouvant être utilisé dans les centres commerciaux et destiné à permettre des achats de première nécessité (alimentation, hygiène). Il ne peut être accordé qu'une fois par mois. Son montant maximal est déterminé en annexe n°1-1 du présent règlement.

Une dérogation à ce cadre peut être accordée à titre tout à fait exceptionnel sur motivation expresse du travailleur social instructeur de la demande au regard de la composition de la famille.

Intervenants

*Direction du Lien Social
Direction Enfance Famille, Service Aide Sociale
à l'Enfance*

*Tout service social ou éducatif connaissant la
situation familiale du demandeur.*

FICHE N° 23: INTERVENTION D'UN(E) TECHNICIEN(NE) DE L'INTERVENTION SOCIALE ET FAMILIALE (TISF)

NATURE DE LA PRESTATION

Aide au domicile des familles en apportant un soutien éducatif, technique et moral dans les actes de la vie quotidienne.

L'objectif de cette intervention est de permettre le maintien de l'enfant dans sa famille et de prévenir les situations de danger pour l'enfant en soutenant les parents dans leur fonction.

L'intervention, dans le « faire avec » les bénéficiaires, vise à accompagner vers une autonomie dans un objectif de prévention.

BÉNÉFICIAIRES

- ∞ - Familles en difficulté en charge d'enfant(s) ou adolescent(s) lorsque leur santé, leur sécurité, leur entretien ou leur éducation l'exigent.
- ∞ - Femmes enceintes.
- ∞ - Mineurs émancipés et majeurs de moins de 21 ans confrontés à des difficultés sociales.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Cette aide est subsidiaire, après avoir fait valoir les dispositifs de droit commun financés par la CAF.

Elle est plus particulièrement réservée aux familles ayant des difficultés à assumer leur rôle de parent et à s'insérer dans l'environnement social.

Les femmes enceintes, lorsque leur santé ou celle de leur futur enfant l'exige, ainsi que les mineurs émancipés et les majeurs de moins de 21 ans confrontés à des

Références

Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016

Code de l'Action Sociale et des Familles

Article L221-1

Article L222-2

Article L222-3

Article R222-1

Article R222-2

Article R222-3

Délibération du Conseil départemental approuvant le présent règlement.

difficultés sociales, peuvent bénéficier de cette mesure.

MODALITÉS D'INTERVENTION

La mesure est exercée par les TISF diplômés, salariés par une association conventionnée par le Département pour ces interventions.

PROCÉDURE

L'aide est accordée à la demande du père et/ou de la mère du bénéficiaire.

Le demandeur s'adresse à la Direction du Lien Social ou à la Direction Enfance Famille du centre médico-social dont il relève. Cette intervention peut également être proposée à la famille par un service social, lorsqu'il identifie des difficultés.

Le travailleur social instruit la demande, réunit les pièces justificatives, donne son avis sur l'opportunité, l'objectif de l'aide, les modalités et la participation financière de la famille. La décision est prise par un des cadres en charge de la protection de l'enfance, par délégation de la Présidente du Conseil départemental, après avis de l'équipe pluridisciplinaire de la « commission des mesures préventives ». Toute prolongation de l'intervention fait l'objet d'une nouvelle décision. Elle est prononcée pour une durée maximale de un an renouvelable après évaluation de la situation et signature d'une nouvelle prise en charge.

Pour que la mesure s'exerce, les familles sont invitées à signer un contrat d'adhésion lors d'une première rencontre avec la TISF en présence du travailleur social à

l'origine de la demande. Il peut être mis fin à la mesure à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

Intervenants

Travailleurs sociaux ou médico-sociaux des Directions du Lien Social et Enfance Famille.

Association d'aide à domicile conventionnée.

FICHE N° 24: ACTION ÉDUCATIVE À DOMICILE (AED)

NATURE DE LA PRESTATION

Action contractualisée de soutien social et éducatif au(x) mineur(s) et à sa (leur) famille, au titre de la prévention, apportée par un travailleur social de la Direction Enfance-Famille ou d'une association habilitée par le Département.

BÉNÉFICIAIRES

Familles rencontrant des difficultés sociales, éducatives et/ou relationnelles.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Évaluation par un travailleur social identifiant des difficultés sociales, éducatives et/ou relationnelles dans la famille.

Adhésion de la famille à la mesure permettant d'aboutir à une contractualisation.

PROCÉDURE

L'Aide Éducative à Domicile est mise en œuvre à la demande ou avec l'accord écrit des parents, du tuteur ou du détenteur de l'autorité parentale du mineur.

Les mesures d'Aide Éducative à Domicile sont décidées, par délégation de la Présidente du Conseil départemental, par un des cadres en charge de la protection de l'enfance au vu du rapport d'évaluation établi par les travailleurs sociaux de la solidarité départementale ou de tout autre service social éducatif.

Références

Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016

*Code de l'Action Sociale et des Familles :
Articles L221-1 L222-2 L222-3
Articles : R 221-2 R221-3 et R223,2*

Délibération du Conseil départemental approuvant le présent règlement.

Elles sont prononcées pour une durée de 6 à 12 mois selon les cas, renouvelables après bilan de la situation.

Elles sont exercées par des travailleurs sociaux de la Direction Enfance Famille ou d'une association habilitée par le Département.

Pour contractualiser la mesure, les familles sont conviées à un entretien avec un des cadres en charge de la protection de l'enfance et en présence de l'intervenant éducatif qui sera mandaté ainsi que les travailleurs sociaux qui ont évalué la demande. Le contrat détermine les objectifs, les modalités et la durée de la mesure d'aide.

Il peut être mis fin à la mesure à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

Intervenants

Travailleurs sociaux ou médico sociaux des Directions du Lien Social et Enfance Famille

Association habilitée par le Département.

FICHE N° 25: ACCOMPAGNEMENT EN ÉCONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE (AESF)

NATURE DE LA PRESTATION

Action contractualisée de soutien aux parents dans la gestion de leur budget au quotidien, au titre de la prévention apportée par un Conseiller en Économie Sociale et Familiale de la Direction du Lien Social.

BÉNÉFICIAIRES

Familles rencontrant des difficultés au niveau budgétaire pouvant impacter sur les conditions de vie de leurs enfants.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Évaluation par un travailleur social identifiant des difficultés budgétaires, visant à établir une proposition d'accompagnement en économie sociale et familiale, accompagnée de la demande écrite des parents.

Adhésion de la famille à la mesure permettant d'aboutir à une contractualisation.

PROCÉDURE

L'accompagnement en économie sociale et familiale est mise en œuvre à la demande ou avec l'accord écrit des parents, du tuteur ou du détenteur de l'autorité parentale du mineur.

Les mesures d'accompagnement en économie sociale et familiale sont décidées, par délégation de la Présidente du Conseil départemental, par un des cadres en

Références

Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016

Code de l'Action Sociale et des Familles

Article L 222-2

Article L222-3

Délibération du Conseil départemental approuvant le présent règlement.

charge de la protection de l'enfance au vu du rapport d'évaluation établi par les travailleurs sociaux ou médico-sociaux de la solidarité départementale ou de tout autre service social ou éducatif.

Elles sont prononcées pour une durée du 6 à 12 mois selon les cas, renouvelables après bilan de la situation.

Elles sont exercées par des conseillers en économie sociale et familiale de la Direction du Lien Social du Conseil départemental.

Pour contractualiser la mesure, les familles sont conviées à un entretien avec l'un des cadres en charge de la protection de l'enfance et en présence du conseiller en économie sociale et familiale qui sera mandaté ainsi que les travailleurs sociaux qui ont évalué la demande. Le contrat détermine les objectifs, les modalités et la durée de la mesure d'aide.

Il peut être mis fin à la mesure à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

Intervenants

Travailleurs sociaux ou médico-sociaux des directions du Lien Social et Enfance Famille

FICHE N° 26: ACCUEIL PROVISOIRE

NATURE DE LA PRESTATION

Prise en charge physique des mineurs, au titre de l'aide sociale à l'enfance, en vue de leur protection et si possible d'un retour dans leur milieu d'origine.

BÉNÉFICIAIRES

Les mineurs confiés par leurs parents à l'aide sociale à l'enfance à la suite de difficultés momentanées et qui ne peuvent provisoirement être maintenus dans leur milieu de vie habituel.

En cas d'urgence, les mineurs, dont les parents sont dans l'impossibilité de donner leur accord, sont recueillis par la Direction Enfance-Famille qui saisit l'autorité judiciaire à l'issue d'un délai de 5 jours si les représentants légaux n'ont pas été joints.

En cas de danger immédiat ou de suspicion de danger immédiat concernant un mineur ayant abandonné le domicile familial, le service peut accueillir le mineur pendant 72 h maximum, en informant sans délai les parents (ou personne exerçant l'autorité parentale ou le tuteur), et le Procureur de la République.

Si au terme de ce délai, l'enfant n'est pas retourné dans sa famille, un accueil provisoire est signé avec les parents ou à défaut d'accord une saisine de l'autorité judiciaire est engagée.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'accueil s'effectue à la demande et avec l'accord écrit des représentants légaux ou du représentant légal du mineur.

L'accueil intervient lorsque le ou les mineurs ne peuvent être maintenus provisoirement dans leur milieu de vie habituel, suite à des problèmes relationnels, éducatifs ou exceptionnellement suite à une indisponibilité temporaire des parents liée à l'absence de solidarité familiale ou de voisinage ou à l'impossibilité de recourir à un assistant familial à titre privé.

Il fait l'objet d'une contractualisation entre les détenteurs de l'autorité parentale et la Présidente du Conseil départemental, représenté par un des cadres en charge de la protection de l'enfance.

Références

Code de l'Action Sociale et des Familles

Article L221-1

Article L222-5

Article L222-3

Article L228-1

Article L228-2

PROCÉDURE

Si les deux parents exercent l'autorité parentale, il faut l'accord des deux parents. Si un seul parent a l'autorité parentale, son accord suffit mais l'autre doit être informé en vertu de son droit général de surveillance.

La demande est accompagnée d'une évaluation écrite du travailleur social qui motive la nécessité de la séparation de l'enfant avec sa famille compte tenu du risque qu'il encourt. Il donne lieu à l'élaboration d'un projet d'accompagnement pour l'enfant et sa famille à travers la définition du mode d'accueil, de sa durée prévisible, des modalités de révision. Il définit les objectifs et la nature de la prise en charge.

Le Département prend en charge les frais de placement et répond à l'ensemble des besoins, toutefois, une participation peut être demandée aux parents en fonction de l'évaluation sociale.

L'avis de l'enfant en âge de discernement est recueilli. Une fois l'accord obtenu et le lieu de placement trouvé, le contrat d'accueil provisoire est préparé avec les représentants légaux, le travailleur social et le représentant du lieu d'accueil (assistant familial, MECS, etc...)

Ce contrat d'accueil provisoire est signé par le ou les parents et un des cadres en charge de la protection de l'enfance au cours de l'entretien d'admission qui réunit également le représentant de la structure d'accueil (MECS ou Lieu de vie) et le référent éducatif désigné. Si l'orientation en famille d'accueil est retenue, la présence de l'Assistant familial à l'entretien pourra être envisagée.

Une information est par ailleurs réalisée auprès de la famille sur le dispositif de protection de l'enfance.

Les situations d'urgence peuvent être prises en compte par l'intermédiaire du numéro d'astreinte.

La durée maximale de l'accueil provisoire est une année, avec possibilité de renouvellement, celui-ci étant destiné à répondre à un besoin de courte durée. Au terme de la période, le mineur peut :

- ∞ - Retourner dans sa famille.
- ∞ - Bénéficiaire d'un prolongement de la mesure dans les mêmes conditions.
- ∞ - Bénéficiaire de toute orientation susceptible de répondre à ses besoins.
- ∞ - Faire l'objet d'une mesure judiciaire de placement .

Intervenants

Travailleurs sociaux ou médico-sociaux de la solidarité départementale (Directions du Lien Social et de l'Enfance Famille)

Assistant familial, Maisons d'enfants à caractère social, lieux de vie.

FICHE N° 27: ACCUEIL PROVISOIRE JEUNES MAJEURS (APJM)

NATURE DE LA PRESTATION

Prise en charge physique à leur demande, des mineurs émancipés et des majeurs de moins de 21 ans, destinée à leur permettre d'accéder à une autonomie financière dans les meilleurs délais, d'enrayer une situation de précarité matérielle et favoriser leur insertion sociale.

BÉNÉFICIAIRES

Les majeurs de moins de 21 ans et les mineurs émancipés qui éprouvent des difficultés d'insertion sociale faute de ressources ou de soutien familial suffisants.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Conditions relatives aux jeunes :

- ∞ - Anciens mineurs, admis à l'Aide Sociale à l'Enfance qui, dans l'année précédant leur majorité :
 - ∞ - étaient confiés au Département de la Lozère
 - ∞ - étaient suivis dans le cadre d'une surveillance administrative
 - ∞ - bénéficiaient d'une Aide Éducative à Domicile
- ∞ - Autres jeunes au vu de leur situation particulière
- ∞ - La scolarisation sur le département ne constitue pas un critère de domiciliation. Le département de résidence des parents reste territorialement compétent

L'aide est de nature éducative et éventuellement financière. Elle a pour contrepartie l'engagement du jeune à mener son projet pour son insertion professionnelle et sociale. Elle est formalisée par un contrat individualisé entre le jeune et l'institution.

Références

Code de l'Action Sociale et des Familles :
Article L221-1
Article L222-5 dernier alinéa
Article L223-5
Article L228-1
Article L228-2

Code civil :
Article 105 et suivants

Conditions relatives aux parents :

Les parents sont soumis à l'obligation alimentaire au-delà de la majorité de leurs enfants. L'aide apportée par la Direction Enfance Famille est fonction de ressources, elle a un caractère subsidiaire et ne saurait se substituer au droit commun.

PROCÉDURES

La demande écrite est formulée par le jeune majeur.

L'évaluation sociale peut être assurée par :

- ∞ - Le référent éducatif de la Direction Enfance Famille ou d'une association habilitée pour exercer les AED ou des AEMO lorsque le jeune est déjà suivi par ce service.
- ∞ - La Direction du Lien Social de la Direction de la solidarité départementale.
- ∞ - Tout autre service connaissant une situation pouvant relever de cette prestation.
- ∞ - Un des cadres en charge de la protection de l'enfance décide ou non de l'attribution de cette mesure.

Un projet scolaire ou de formation est élaboré afin de permettre d'accéder à une autonomie financière et d'enrayer une situation de précarité matérielle. Un contrat est signé entre le jeune et un des cadres en charge de la protection de l'enfance. Durant la mesure, le mode de prise en charge est défini selon l'évolution des besoins : accompagnement éducatif avec ou sans hébergement, aides matérielles et financières éventuelles en fonction

du budget du jeune majeur. L'aide financière est accordée en fonction des ressources du jeune majeur, dans les limites du montant de l'allocation jeune majeur arrêtée par délibération du Conseil départemental. Il peut être mis fin à la mesure avant le délai prévu dans le contrat sur décision du bénéficiaire ou sur décision de la Direction Enfance-Famille si les termes du contrat ne sont pas respectés par le bénéficiaire.

Intervenants

Directions du Lien Social

Direction Enfance Famille, Service de l'Aide Sociale à l'Enfance

Assistant familial, Maison d'enfants à caractère social et lieux de vie

FICHE N° 28: HÉBERGEMENT ET PRISE EN CHARGE DES FEMMES ENCEINTES ET DES MÈRES ISOLÉES AVEC ENFANT(S)

NATURE DE LA PRESTATION

Hébergement et soutien à caractère temporaire.

BÉNÉFICIAIRES

Les femmes enceintes.

Les mères isolées avec leur(s) enfant(s) qui ont besoin d'un soutien matériel, éducatif et psychologique.

Les femmes victimes de violences avec enfants de moins de trois ans.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le bénéficiaire doit être :

- ∞ - En situation isolée en ce qui concerne les mères,
- ∞ - Avec enfant(s) (cette condition n'est pas exigée pour les femmes enceintes),
- ∞ - Ressources insuffisantes,
- ∞ - Sans solution de logement,
- ∞ - Soutien familial insuffisant,
- ∞ - Pour les femmes enceintes, l'état de grossesse doit être avéré (certificat médical ou état visible).

PROCÉDURE

Intervenants :

Service Enfance Famille

Autorités judiciaires

Établissement d'accueil mère-enfant

Références

*Code de l'Action Sociale et des Familles :
Article L222-5*

Dans le cadre d'un hébergement d'urgence, y compris hors des heures ouvrables, la demande peut être formulée auprès d'un des cadres en charge de la protection de l'enfance ou de l'ensemble des cadres de permanence (cf astreintes).

L'hébergement peut, en outre, être demandé par les services sociaux du Conseil départemental dans le cadre d'une mesure d'accompagnement ou de protection dans le cadre de violences conjugales.

Par ailleurs, l'autorité judiciaire peut ordonner une mesure de placement dans le cadre d'un accueil mère/enfant.

Hors urgence, la situation des femmes qui demandent leur admission fait l'objet d'une évaluation sociale, d'un projet social ou d'insertion et d'une orientation en accueil mère-enfant. Sur l'avis motivé d'un travailleur social, la décision d'admission est prise par un des cadres en charge de la protection de l'enfance sur délégation de la Présidente du Conseil départemental.

En cas de refus, l'intéressée est informée.

Les personnes sont accueillies dans des structures habilitées, conventionnées avec le Département de la Lozère ou par d'autres Départements pour les structures hors départements.

La prise en charge initiale est délivrée sur la base d'un projet défini entre l'intéressée et la Direction Enfance Famille. Sa durée est déterminée selon les mêmes modalités sans pouvoir excéder 1 an et est renouvelable.

FICHE N° 29: ACCUEIL ET HÉBERGEMENT DES MINEURS SUR DÉCISION JUDICIAIRE

NATURE DE LA PRESTATION

Prise en charge des mineurs ne pouvant être maintenus dans leur milieu familial et qui se trouvent en situation de danger ou de risque de danger.

Le Département organise sur une base territoriale les moyens nécessaires à l'accueil et à l'hébergement des enfants confiés à la Direction Enfance Famille par décision judiciaire.

L'accueil et l'hébergement peuvent se réaliser en maison d'enfants à caractère social, dans une famille d'accueil ou un lieu de vie.

BÉNÉFICIAIRES

- ∞ - Mineurs confiés au service conformément aux dispositions des articles 375 et 375-3 du code civil.
- ∞ - Mineurs confiés dans le cadre d'une tutelle déferée à la Présidente du Conseil départemental (article 433 du code civil).
- ∞ - Mineurs confiés par délégation ou retrait partiel de l'autorité parentale (articles 376 à 377-3, 378 à 381 du code civil).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Lorsque la santé, la sécurité, la moralité d'un mineur sont en danger ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, l'autorité judiciaire peut le confier à la Direction Enfance-Famille.

L'admission est prononcée par arrêté à la Présidente du Conseil départemental en référence aux ordonnances et jugements de l'autorité judiciaire (Procureur de la République, juge des enfants et juge des tutelles).

PROCÉDURE

Dans le cadre des articles 375 et 375-3 du Code civil : le Procureur de la République ou le juge des enfants se prononce sur la notion de danger et confie l'enfant au Département dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance.

Le juge des enfants décide du placement en le motivant.

Références

Code de l'Action Sociale et des Familles

Article L221-1

Article L22-5

Article L227-1

Articles L228-2 à L228-4

Code civil

Articles : 375, 375-3, 433, 376 à 377-3 et 378 à 381

Protocole départemental de coordination et prise en charge des Mineurs non accompagnés, voté le 23 juin 2017 par l'Assemblée départementale

Il peut prendre une ordonnance provisoire de placement pour une durée maximale de 6 mois. A l'issue des 6 mois, un jugement peut être pris pour une durée renouvelable et peut être modifié à tout moment. Les parents conservent les attributs de l'autorité parentale et sont informés, par écrit, de l'admission du mineur.

Un entretien d'admission est organisé en présence d'un des cadres chargé de la protection de l'enfance, des parents et du référent éducatif désigné pour exercer la mesure.

Une information est par ailleurs réalisée auprès de la famille sur le dispositif de protection de l'enfance.

En cours de la mesure, ils doivent également être informés des modifications des modalités de placement. La Direction Enfance Famille doit tout mettre en œuvre pour obtenir leur adhésion.

Dans le cadre d'une tutelle déferée à la Présidente du Conseil départemental (art433 du code civil) d'une délégation ou d'un retrait partiel de l'autorité parentale (art376 à 377-3 du code civil et 378 à 381 du code civil), les attributs de l'autorité parentale sont partiellement déferés à la Présidente du Conseil départemental.

Quels que soient l'origine de la demande et le statut du mineur, l'hébergement des enfants placés sous la responsabilité de la Présidente du Conseil départemental s'exerce selon les modalités suivantes :

- ∞ - Désignation d'un travailleur social référent chargé du suivi de l'enfant et de sa famille.
- ∞ - Élaboration d'un projet individuel pour l'enfant.
- ∞ - Révision au moins une fois par an de la situation du mineur.

Si l'âge du mineur le permet, son avis sera sollicité pour toute décision le concernant. Les frais d'hébergement sont à la charge du Département, siège de la juridiction saisie, toutefois une contribution financière peut être demandée aux parents à la discrétion du magistrat.

Le mineur bénéficie des différentes allocations financières liées au placement dont les montants sont arrêtés par délibération de l'Assemblée départementale .

En cas d'urgence, hors des heures ouvrables, les demandes d'hébergement sont formulées par le parquet, le Juge des Enfants par l'intermédiaire du numéro d'astreinte auprès du cadre de permanence de la Direction de la Solidarité Départementale.

Dans l'urgence et lorsque le représentant légal est dans l'incapacité de donner son accord, l'enfant est recueilli provisoirement par la Direction Enfance Famille qui en avise immédiatement le Procureur de la République. Si à l'issue d'un délai de 5 jours l'enfant n'a pu être remis à sa famille ou si le représentant légal n'a pas donné son accord à l'admission, ce dernier saisit l'autorité judiciaire.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Aide Sociale à l'Enfance

Direction du Lien Social

Maisons d'enfants à caractère social

Assistants familiaux

Lieux de vie.

Autorités judiciaires (Juge des Enfants,

Procureur de la République)

Police, gendarmerie.

FICHE N° 30: ACCUEIL ET HÉBERGEMENT DES PUPILLES DE L'ÉTAT

NATURE DE LA PRESTATION

Accueil et hébergement des mineurs placés sous l'autorité de la Présidente du Conseil départemental. Le Département organise sur une base territoriale les moyens nécessaires à l'accueil et à l'hébergement des enfants confiés au service de l'aide sociale à l'enfance.

Les mineurs peuvent être accueillis dans une famille d'accueil ou dans une structure agréée au titre de l'aide sociale à l'enfance.

BÉNÉFICIAIRES

Ce sont les enfants qui, privés de soutien familial, sont placés sous la tutelle de l'État. L'admission comme pupille de l'État a pour effet de les rendre juridiquement adoptables.

Ce sont :

- ∞ - Les enfants dont la filiation n'est pas établie ou est inconnue, qui ont été accueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance,
- ∞ - Les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont été expressément remis au service Enfance Famille en vue de leur admission comme pupilles de l'État par les personnes qui ont qualité pour consentir à leur adoption,
- ∞ - Les enfants orphelins de père et de mère, recueillis par le service pour qui le Juge des Tutelles ne souhaite pas organiser une autre forme de tutelle, estimant que l'enfant est susceptible de bénéficier d'une adoption,

Références

Code de l'Action Sociale et des Familles
Article L224-1 à L224-11
Article L225-1 et L225-2
Article L225-15

Code civil :
Article 350

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Aide Sociale à l'Enfance
Préfet
Conseil de Famille
Tribunal de Grande Instance

- ∞ - Les enfants dont les parents ont fait l'objet d'un retrait total de l'autorité parentale, recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance,
- ∞ - Les enfants recueillis par le service en application de l'article 350 du code civil.

PROCÉDURE

Un arrêté d'admission, en qualité de pupille de l'État, est pris par la Présidente du Conseil départemental à la date de la remise de l'enfant au service. La tutelle des pupilles de l'État revient au Préfet assisté d'un Conseil de famille.

Le service Enfance Famille procède à :

- ∞ - La désignation d'un travailleur social référent chargé du suivi de l'enfant.
- ∞ - L'élaboration du projet individuel pour l'enfant.

Certaines dispositions très importantes sont prises conjointement avec le Conseil de Famille comme l'examen des demandes de restitution à ses parents d'origine après le délai de rétractation ou de placement de l'enfant ou le choix de l'adoption, c'est au Conseil de Famille de consentir à l'adoption.

FICHE N° 31: INDEMNITÉS ET PRESTATIONS AUX MINEURS ET JEUNES MAJEURS PRIS EN CHARGE PAR LE DÉPARTEMENT

NATURE DE LA PRESTATION

Allocations, argent de poche et autres prises en charge financières versées à destination des mineurs et jeunes majeurs pris en charge au titre de l'aide sociale à l'enfance.

BÉNÉFICIAIRES

Mineurs et jeunes majeurs admis à l'aide sociale à l'enfance, pris en charge en famille d'accueil ou en établissements sociaux ou médico-sociaux (dont le prix de journée n'inclut pas ces prestations).

Ces prestations sont versées dans le cadre d'un accueil permanent continu.

S'agissant des enfants accueillis hors département, les taux appliqués sont ceux en vigueur dans le département où sont implantées les structures d'accueil.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Elles sont attribuées, sur proposition du référent éducatif, au regard du projet de l'enfant ou du jeune, par un des cadres en charge de la protection de l'enfance.

En effet, ces prestations ne sont pas systématiques et dans tous les cas, la participation des parents à la prise en charge de l'enfant est recherchée.

Références

*Code de l'Action Sociale et des Familles
Article L221-1 et suivants
Article L228-1 et L228-3*

PROCÉDURE

L'attribution des prestations est décidée à l'admission du mineur au regard de la situation personnelle de l'intéressé. Leur versement s'effectue directement auprès de l'assistant familial ou de l'établissement d'accueil.

Ces derniers devront justifier de l'utilisation de ces indemnités par production des justificatifs des dépenses engagées.

Les jeunes majeurs recevront directement ces allocations sur leur compte personnel.

Dans le cas d'apprentissage, l'allocation d'habillement et l'argent de poche cesseront d'être versées dès que l'apprenti aura perçu sa première rémunération.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Aide Sociale à l'Enfance : référents éducatifs, cellule administrative, responsable mission accompagnement éducatif assistants familiaux, établissements sociaux ou médico-sociaux.

FICHE N° 32: ASTREINTE TÉLÉPHONIQUE DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE - 06.88.74.38.97

NATURE DE LA PRESTATION

L'astreinte téléphonique permet de répondre aux missions obligatoires dans le domaine de la protection de l'enfance 24 h sur 24 et 7 jours sur 7.

Objectifs

Recueil d'informations relatives à l'enfance en danger :

Il s'agit de répondre aux situations d'enfance en danger signalées. Ceci peut consister à établir les liaisons utiles auprès du Parquet, de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) la Providence pour mettre en œuvre une décision de placement judiciaire. Néanmoins, l'astreinte ne peut permettre une intervention physique du cadre de permanence dans la réalisation d'un placement mais porte essentiellement sur des réponses en termes d'orientation et d'organisation.

Hors urgence, les informations recueillies feront l'objet d'une évaluation par les services pendant les jours et heures d'ouverture selon la procédure classique.

L'accompagnement des assistants familiaux à qui le service Enfance-Famille confie des mineurs :

L'astreinte téléphonique permet d'apporter en permanence une réponse aux difficultés rencontrées par les assistants familiaux. Il peut s'agir de demande de conduite à tenir en cas de difficultés rencontrées avec les parents de l'enfant (par exemple si non retour en famille d'accueil suite à un séjour en famille), en cas de fugue... Il peut s'agir d'une demande d'autorisation par rapport à un événement imprévu.

L'intervention d'un correspondant départemental du Conseil National d'Accès aux Origines Personnelles (CNAOP) en cas d'accouchement sous X dans le département :

L'astreinte téléphonique permet au service hospitalier de joindre à tout moment un cadre de la protection de l'enfance pour qu'il puisse effectuer l'ensemble des démarches légales prévues en cas d'accouchement sous X.

Références

Loi Santé N°2016-41 du 26 janvier 2016
Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016

Code de l'Action Sociale et des Familles
Article L221-1-5
Article L226-3
Article L226-4
Article L226-6
Article R222-2
Article L422-5
Article R421-26
Article R147-21

Code Civil : articles 375 et suivants.

Guide de bonnes pratiques et protocole CNAOP

Ainsi, le Département a pour obligation de remettre à la femme qui souhaite accoucher dans le secret un document d'informations sur ses droits et la procédure en cas de remise de son enfant au service. Il doit par ailleurs recueillir l'ensemble des éléments qu'elle souhaiterait laisser au dossier de son enfant notamment son identité sous pli cacheté (cf Protocole CNAOP).

Dans ce cas de figure, le cadre d'astreinte doit immédiatement se rendre auprès de la femme enceinte au centre hospitalier.

BÉNÉFICIAIRES

- ∞ - Tout mineur sur le département de la Lozère.
- ∞ - Toute personne souhaitant signaler une situation d'enfant en danger.
- ∞ - Assistants familiaux recrutés et professionnels de la protection de l'enfance.

CONDITIONS D'INTERVENTION

Pour assurer l'ensemble de ce dispositif, l'astreinte téléphonique est assurée 7 jours consécutifs (du lundi matin au dimanche soir) par les cadres de la solidarité départementale.

L'astreinte est assurée par un seul téléphone mobile dont le numéro est : 06-88-74-38-97.

Ce numéro est diffusé auprès de différents partenaires : le Parquet, le Juge des Enfants, la MECS la Providence, les assistants familiaux recrutés par le Département, le centre hospitalier.

Par ailleurs, le numéro de cette astreinte est indiqué sur les répondeurs du Conseil départemental ainsi que des

Centres Médico-sociaux lors des fermetures des services.

Pour l'exercice de cette astreinte, les cadres disposent d'un dossier comprenant les coordonnées utiles, les tableaux de permanences de la MECS La Providence et du Parquet, les tableaux récapitulatifs des situations des enfants et jeunes suivis, les documents nécessaires à la procédure d'accouchement sous X, un cahier pour consigner les appels reçus et les réponses apportées.

Intervenants

Direction du Lien Social

Direction Enfance Famille, Service Aide Sociale à l'Enfance

FICHE N° 33: AGRÉMENT EN VUE D'ADOPTION PAR LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

CONDITIONS POUR L'ADOPTION

L'adoption peut être demandée par :

- ∞ - Deux époux non séparés de corps, mariés depuis plus de 2 ans ou âgés l'un et l'autre de plus de 28 ans.
- ∞ - Toute personne âgée de plus de 28 ans.

Il faut être titulaire d'un agrément pour adopter un enfant pupille de l'État, un enfant remis à un organisme autorisé d'adoption ou un enfant étranger.

PROCÉDURE

Les candidats adressent leur demande d'agrément à la Présidente du Conseil départemental du département de leur résidence qui en confie l'instruction à la Direction Enfance Famille.

Un rendez-vous leur est proposé dans les deux mois afin de leur communiquer l'ensemble des informations relatives aux procédures d'agrément et d'adoption. A l'issue de cette réunion, un dossier récapitulatif est à constituer et remis aux candidats. Suite à cette information, chaque candidat doit confirmer sa demande d'agrément par lettre recommandée avec avis de réception, fournir les pièces nécessaires à la constitution du dossier et préciser son projet d'adoption.

L'instruction des dossiers et l'évaluation des conditions d'accueil des candidats sont réalisées par un travailleur social et un psychologue de la Direction Enfance-Famille. Les candidats peuvent consulter leur dossier 15 jours au moins avant la commission d'agrément et faire connaître à cette occasion par écrit leurs observations et préciser leur projet d'adoption.

Ils peuvent être entendus par cette même commission à leur demande ou à celle d'au moins deux de ses membres. La décision d'agrément est prise par la Présidente du Conseil départemental, après avis motivé de la commission d'agrément dans un délai de 9 mois à compter de la date à laquelle la personne confirme sa demande d'agrément.

Références

Loi de Protection de l'enfance N°2016-297 du 14 mars 2016

*Code de l'Action Sociale et des Familles :
Articles L225-1 à L225-10
Article L225-15
Article R225-1 à R225-11*

*Code civil :
Article 343
Article 343-1
Article 353-1*

Loi n°2005-744 du 4 juillet 2005 portant réforme de l'adoption.

1- La commission d'agrément

La commission d'agrément qui se réunit une fois par trimestre est composée de :

- ∞ - 3 personnes du service qui remplissent les missions de protection de l'enfance.
- ∞ - 2 membres du conseil de famille des pupilles de l'État : un membre nommé par l'association départementale des pupilles et anciens pupilles, et un membre nommé de l'UDAF.
- ∞ - 1 personnalité qualifiée dans le domaine de la protection sociale et sanitaire de l'enfance.

L'agrément est valable 5 ans. Au-delà de ce délai, une nouvelle demande est nécessaire. Le bénéficiaire doit confirmer chaque année à la Présidente du Conseil départemental le maintien de son projet d'adoption, lui transmettre une déclaration sur l'honneur indiquant si sa situation matrimoniale ou familiale s'est modifiée et le cas échéant quelles ont été les modifications.

Si le bénéficiaire change de département, il doit signaler son adresse à la Présidente du Conseil départemental de sa nouvelle résidence au plus tard dans le mois suivant son installation en joignant copie de l'agrément.

Tout refus ou retrait d'agrément doit être motivé.

Les candidats peuvent demander que tout ou partie des investigations effectuées pour l'instruction du dossier soient accomplies une seconde fois et par d'autres personnes que celles auxquelles elles avaient été confiées initialement.

Deux voies de recours sont ouvertes dans les deux mois suivants la notification du refus :

∞ - Gracieux devant la Présidente du Conseil départemental.

∞ - Contentieux devant le Tribunal administratif.

Après un refus ou un retrait d'agrément, un délai de 30 mois est nécessaire avant de pouvoir présenter une nouvelle demande.

2- L'adoption

Sont concernés par l'adoption les enfants pupilles de l'État pris en charge par l'Aide sociale à l'Enfance (adoption nationale) et les mineurs étrangers (adoption internationale).

Dans le cadre d'une adoption internationale la personne titulaire d'un agrément peut choisir entre :

- ∞ - Une démarche individuelle non accompagnée.
- ∞ - Une démarche accompagnée par un organisme autorisé pour l'adoption par la Présidente du Conseil départemental.
- ∞ - Une démarche accompagnée par l'Agence Française d'Adoption (en contactant directement l'AFA ou un correspondant départemental au sein de la Direction Enfance Famille).

Il existe deux types d'adoption :

- ∞ - Adoption plénière qui confère à l'enfant les mêmes droits qu'un enfant légitime. Les liens avec la famille d'origine sont rompus. L'adoption plénière est irrévocable.
- ∞ - Adoption simple qui permet d'adopter une personne sans rompre les liens juridiques avec la famille. Elle peut être révoquée juridiquement pour motifs graves.

L'équipe d'adoption assure le suivi des postulants à l'adoption depuis la demande d'agrément et durant la validité de l'agrément ainsi que l'accompagnement de la famille à l'arrivée de l'enfant jusqu'au prononcé de l'adoption plénière.

Intervenants

Direction Enfance Famille (référént administratif, travailleurs sociaux et psychologue)

Commission d'agrément : 3 personnes exerçant des missions de protection de l'enfance.

2 membres du Conseil de Famille

Une personne qualifiée.

FICHE N° 34: RECHERCHE DES ORIGINES ET ACCÈS AU DOSSIER

NATURE DE LA PRESTATION

Accompagnement des personnes souhaitant consulter leurs dossiers et ayant été adoptées, placées en établissement ou confiées à des assistants familiaux au titre de l'aide sociale à l'enfance.

BÉNÉFICIAIRES

- ∞ - Les personnes adoptées.
- ∞ - Les anciens pupilles de l'État et anciens bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance.

Le mineur en âge de discernement doit être soit autorisé, soit accompagné, soit représenté par ses représentants légaux.

Peuvent également avoir accès au dossier :

- ∞ - Les personnes possédant un mandat de l'intéressé.
- ∞ - Les ayants-droit après le décès de l'intéressé.

Sont également reçus les pères et mères d'un enfant, pupille adopté ou non qui souhaitent lever le secret ou laisser des informations qui seront versées au dossier à son intention. Les autres membres de la famille de naissance de l'enfant pourront également être reçus s'ils souhaitent laisser des informations à l'intention de celui-ci.

PROCÉDURE

Pour entreprendre une démarche d'accès au dossier, les personnes font une demande écrite adressée à la Présidente du Conseil départemental.

Le cadre en charge de la protection de l'enfance reçoit et leur apporte conseil, écoute et accompagnement tout

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Aide Sociale à l'Enfance

Références

Code de l'Action Sociale et des Familles
Article L224-5
Article L224-7

Loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant amélioration des relations entre l'administration et le public.

Loi n°79-587 du 11 juillet 1979 organisation le droit d'accès aux documents administratifs et concernant les dossiers individuels.

Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Loi n° 2002-93 du 22 janvier 2002 relative à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'Etat.

au long de cette recherche. Le psychologue du service peut également être associé à cette démarche.

Le consultant peut être accompagné par une personne de son choix pendant toute la durée de la consultation. Sont consignées en annexe, à sa demande, ses observations aux conclusions qui lui sont opposées dans les documents.

Si une information ne lui est pas communiquée, le consultant peut solliciter l'avis de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) ou saisir le Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles (CNAOP) suivant la situation.

FICHE N° 35: PRISE EN CHARGE DES MÈRES AYANT ACCOUCHE SOUS LE SECRET DE LEUR IDENTITÉ

NATURE DE LA PRESTATION

Accompagnement psychologique et social des mères qui le souhaitent, par la Direction Enfance Famille.

Recueil de l'enfant par la Direction Enfance Famille sous la responsabilité de la Présidente du Conseil départemental. Pendant 2 mois, l'enfant est admis en qualité de Pupille de l'État à titre provisoire.

A l'issue de ce délai, il deviendra Pupille de l'État définitif et pourra faire l'objet d'un placement en vue d'adoption. Jusqu'à ce placement, il pourra être repris par sa mère. Toute personne justifiant d'un lien avec lui pourra former un recours contre l'arrêté d'admission.

Prise en charge des frais d'accouchement. Toutefois, si la rétractation a lieu avant la sortie de la mère de la maternité, la prise en charge des frais n'est pas de droit.

BÉNÉFICIAIRES

- ∞ - Femmes souhaitant accoucher sans révéler leur identité et remettre leur enfant à l'aide sociale à l'enfance.
- ∞ - Femmes souhaitant accoucher sans demander le secret de leur identité et désirant confier leur enfant en vue d'adoption.

PROCÉDURE

Les femmes demandent, lors de leur admission en vue d'un accouchement, que le secret de leur identité soit préservé.

Références

Code de l'Action Sociale et des Familles :
Article L222-6 et suivants
Article L147-1 et suivants

Loi 2002-93 du 22 janvier 2002

Protocole CNAOP

Aucune pièce d'identité n'est alors exigée et il n'est procédé à aucune enquête. Après s'être assuré des informations données à l'intéressée, la Direction Enfance Famille dresse le procès verbal de remise de l'enfant en vue de son admission en qualité de Pupille de l'État et de consentement à l'adoption s'il y a lieu. La Direction organise l'accompagnement psychologique et social dont bénéficie la femme qui accouche dans le secret de l'identité avec son accord.

Le correspondant départemental du CNAOP ou son représentant recueille les renseignements relatifs à la santé des père et mère de naissance, aux origines de l'enfant et aux raisons et circonstances de sa remise au service ou à l'organisme autorisé et habilité pour l'adoption.

Le service conserve les renseignements, le pli fermé s'il a été remis par la mère, les déclarations formulées par le ou les membres de la famille de naissance, qui seront adressés au Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles à sa demande.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Aide Sociale à l'Enfance
Maternité de l'Hôpital Lozère
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles.

FICHE N° 36: CELLULE DE RECUEIL, ÉVALUATION ET TRAITEMENT DES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES

NATURE DE LA PRESTATION

Recueil, évaluation et traitement, à tout moment et quelle qu'en soit l'origine, des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou qui risquent de l'être.

BÉNÉFICIAIRES

Tout enfant dont on craint qu'il se trouve en situation de danger et qui peut en avoir besoin.

PROCÉDURE

Le recueil, le traitement et l'évaluation des informations préoccupantes sont assurés par la cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) du Conseil départemental selon plusieurs étapes :

La réception et la qualification de l'information en « information préoccupante »

La cellule CRIP, après réception de l'information, vérifie qu'elle peut être qualifiée d'information préoccupante au sens de la définition légale, à savoir qu'elle est susceptible de laisser craindre qu'un enfant se trouve en situation de danger, ou de risque de danger, ou qu'il puisse avoir besoin d'aide.

L'examen de l'information préoccupante

La cellule évalue si l'information requiert une évaluation sociale ou médico-sociale et détermine les professionnels à mandater. Si la famille bénéficie déjà d'une mesure d'accompagnement, les intervenants peuvent être sollicités pour mener cette évaluation. Dans le cas où les éléments transmis sont particulièrement graves (maltraitance physique et ou sexuelle), la cellule signale directement la situation au Procureur de la République.

Références

Code de l'Action Sociale et des familles :
Article L226-3
Article L 226-2-1

Référentiel d'évaluation CREA
Loi Meunier protection de l'enfance de mars 2016

Protocole Informations Préoccupantes

L'évaluation de la situation

L'évaluation est conduite dans le mois qui suit, par deux assistants sociaux ou, si l'enfant a moins de 3 ans, un assistant social et une puéricultrice vont rencontrer la famille, à domicile après l'en avoir informée par courrier.

Les suites données par le Conseil départemental

L'évaluation va permettre aux différents professionnels de la cellule d'apprécier la situation et de déterminer les suites à donner :

- ∞ - Si les conditions de vie de l'enfant paraissent adaptées : le classement sans suite sera décidé.
- ∞ - Si la famille rencontre des difficultés, le Conseil départemental pourra proposer diverses solutions :
 - ∞ - un accompagnement par un assistant social
 - ∞ - des conseils de la part d'une puéricultrice
 - ∞ - un soutien éducatif à domicile par une intervention qui répond aux besoins de la famille (éducateur spécialisé, éducateur de jeunes enfants, technicien d'intervention sociale et familiale
 - ∞ - une aide financière ponctuelle
 - ∞ - un hébergement de l'enfant seul ou avec sa mère

Si les accompagnements proposés par le Conseil départemental ne permettent pas de remédier à la situation de danger, ou que la famille refuse l'intervention ou

est dans l'impossibilité de collaborer avec le service, sa situation pourra faire l'objet d'un signalement au Procureur de la République. Cette transmission peut être également faite s'il est impossible d'évaluer la situation d'un mineur présumé en danger (L226-4 CASF).

La famille est informée par courrier de la décision prise à l'issue de l'évaluation, elle a également droit à la communication du rapport écrit effectué dans ce cadre.

Intervenants

*Direction Enfance Famille : cellule MEDO
Direction du Lien Social*

FICHE N° 37: AUTORISATION DE CRÉATION, DE TRANSFORMATION ET D'EXTENSION DES ÉTABLISSEMENTS, SERVICES SOCIAUX ET LIEUX DE VIE

La création, la transformation ou l'extension des établissements et services sont soumis à autorisation.

BENEFICAIRES

Personnes physiques ou morales de droit public ou privé gestionnaires d'établissements ou services sociaux relevant du régime des autorisations.

TYPES D'ETABLISSEMENT

Les établissements concernés sont :

- ∞ - Les établissements ou services prenant en charge habituellement y compris au titre de la prévention, des mineurs et des majeurs de moins de 21 ans.
- ∞ - Les établissements ou services mettant en œuvre les mesures éducatives ordonnées par l'autorité judiciaire ou concernant des majeurs de moins de 21 ans ou les mesures d'investigation préalables aux mesures d'assistance éducative prévues au code de procédure civile.
- ∞ - Les établissements ou services comportant ou non un hébergement, assurant l'accueil notamment dans les situations d'urgence, le soutien ou l'accompagnement social, l'adaptation à la vie active ou l'insertion sociale et professionnelle des personnes ou des familles en difficulté ou en situation de détresse.

AUTORITES COMPETENTES EN MATIERE DE DECISION

Les projets y compris expérimentaux, de création, de transformation et d'extension d'établissements ou de services sociaux et médico sociaux ainsi que les projets de lieux de vie et d'accueil, sont autorisés par les autorités compétentes.

- ∞ - L'autorisation est délivrée par le Président du Conseil départemental pour les établissements et services lorsque les prestations qu'ils dispensent sont susceptibles d'être prises en charge par l'aide sociale départementale ou lorsque leurs interventions relèvent de sa seule compétence.

Références

Loi Hôpital, Patient, Santé et Territoires du 21 juillet 2009.

Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002

Ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945

Article L 312 et L 313 du CASF

Article 375 à 375-8 du Code civil

Article L7231-1 du Code du travail

Décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010

- ∞ - Conjointement par l'autorité compétente de l'État et le Président du Conseil Départemental pour les établissements et services lorsque les prestations qu'ils dispensent sont susceptibles d'être prises en charge pour partie par l'État ou les organismes de sécurité sociale et pour partie par le département

PROCEDURE D'AUTORISATION DE CREATION, D'EXTENSION OU DE TRANSFORMATION

Lorsque les projets font appel partiellement ou intégralement à des financements publics, les autorités délivrent l'autorisation après avis d'une commission de sélection d'appel à projet social ou médico-social qui associe des représentants des usagers. L'avis de cette dernière n'est toutefois pas requis en cas d'extension inférieure à 30 % de la capacité de l'établissement ou lorsque l'établissement a conclu un CPOM avec la ou les autorités chargées de l'autorisation.

Si des établissements ou services créés sans recours à des financements publics présentent des projets de transformation ou d'extension faisant appel à de tels financements, la procédure prévue à l'alinéa précédent s'applique.

La création, la transformation et l'extension des services d'aide et d'accompagnement à domicile sont soumis, à la demande de l'organisme gestionnaire :

- ∞ - soit au régime de l'autorisation (exemple de service de technicien en intervention sociale et familiale),
- ∞ - soit au régime de l'agrément (exemple service de garde d'enfants ou service aux personnes à domicile relatif aux tâches ménagères ou familiales).

CAS PARTICULIER DES LIEUX DE VIE ET D'ACCUEIL

En ce qui concerne ces structures, elles sont exemptées de l'appel à projet.

Les porteurs de projet devront déposer un dossier indiquant :

- ∞ - le nom de la personne physique ou morale de droit public ou privé gestionnaire ainsi qu'un exemplaire des statuts
- ∞ - un état descriptif des principales caractéristiques du projet
- ∞ - un dossier relatif au personnel comportant une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification
- ∞ - un dossier financier
- ∞ - un modèle de convention de mise à disposition s'il y a lieu

DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation du Département est accordée pour une durée de 15 ans renouvelable.

Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçue un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa date de notification.

RENOUVELLEMENT

Le renouvellement total ou partiel est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe.

Intervenants

Direction Enfance Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif

L'autorisation est réputée renouvelée par tacite reconduction sauf, si au moins un an avant, la date du renouvellement, le Président du Conseil départemental seul ou conjointement avec l'autorité de l'État, au vu de l'évaluation externe, enjoint à l'établissement ou au service de présenter dans un délai de six mois, une demande de renouvellement.

La demande doit être adressée à l'autorité compétente par courrier recommandé avec accusé de réception. L'absence de notification d'une réponse par l'autorité compétente dans les six mois qui suivent la demande vaut renouvellement de l'autorisation.

- ∞ - La date d'échéance du renouvellement est fixée par référence à la date de délivrance de la 1^{ère} autorisation (même si cette dernière a fait l'objet de modification),
- ∞ - Les établissements sociaux et services médico-sociaux ainsi que les lieux de vie autorisés par le Président du Conseil départemental, à la date de publication de la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002, le demeurent dans la limite de 15 ans. Le renouvellement de l'autorisation s'effectuera alors dans les mêmes conditions que tout établissement ou service.

VISITES DE CONFORMITE

L'autorisation ou son renouvellement sont valables sous réserve du résultat d'une visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement dont les modalités sont fixées par décret.

CESSION D'AUTORISATION

Lorsque l'autorisation est accordée à une personne physique ou morale de droit privée, elle ne peut être cédée qu'avec l'accord de l'autorité compétente concernée.

Cette autorité assure la publicité de cette décision dans la forme qui lui est applicable pour la publication des actes et décisions à caractère administratif.

FICHE N° 38: SUIVI, ÉVALUATION ET CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS, SERVICES SOCIAUX ET DES LIEUX DE VIE ET D'ACCUEIL

La Présidente du Conseil Départemental exerce un contrôle sur les établissements et services relevant de sa compétence (Art L313-20 du CASF).

AGENTS HABILITES POUR LE CONTROLE

Article L 133-2 du Code de l'Action sociale :

« Les agents départementaux habilités par la Présidente du Conseil départemental ont compétence pour contrôler le respect, par les bénéficiaires et les institutions intéressées, des règles applicables aux formes d'action sociale relevant de la compétence du Département... Ces mêmes agents exercent un pouvoir de contrôle technique sur des institutions qui relèvent d'une autorisation de création délivrée par La Présidente du Conseil Départemental. »

Le Département de la Lozère, par arrêté, nomme les agents habilités à effectuer ces contrôles dans les services et les établissements sociaux et auprès des bénéficiaires de l'aide sociale.

Les personnes chargées du contrôle sont tenues au secret professionnel dans les conditions et sous les peines fixées par l'article 226-13 du Code pénal.

Les contrôles opérés par les agents habilités du Conseil départemental s'effectuent dans le respect des droits fondamentaux des personnes d'une part et des structures contrôlées d'autre part.

Le contrôle s'effectue dans le souci de ne pas nuire à la continuité des missions assurées par l'établissement ou le service.

BUT DU CONTRÔLE

Des contrôles sont définis et mis en place afin d'assurer au nom de la qualité de la prise en charge due par tous les établissements et les services compétents aux différents usagers l'égalité et l'équité de traitement et de garantir le bien être des personnes accueillies.

Les contrôles et inspections visent à améliorer le respect des droits des usagers, la qualité des prestations offertes tout en garantissant une gestion

Références :

Articles CASF :

L 133-2

L 312-1

L 313-13, L 313-14, L 313-9, L 313-20

Articles 226-13 du Code Pénal

optimale des ressources financières attribuées par les financements publics.

ETABLISSEMENTS OU SERVICES CONCERNES

Les structures et activités relevant du contrôle sont celles mentionnées à l'article L312-1 du CASF.

Les structures contrôlées sont gérées indifféremment par des personnes physiques publiques ou privées.

La détermination du champ de compétence des directions du Conseil départemental relève des articles L 133-2 et L 313-13 du CASF :

- ∞ - De l'application des lois et règlements relatifs à l'aide sociale,
- ∞ - Du respect, par les bénéficiaires et les institutions, des règles applicables aux formes d'aide sociale,
- ∞ - Du contrôle technique des établissements sociaux et médico-sociaux relevant de la compétence d'autorisation du Département
- ∞ - Des éléments de fixation des tarifs et budgets.

CONTRÔLE ET INSPECTION

Définition : procédure administrative qui consiste à effectuer sur place des investigations approfondies réalisées par des agents dûment habilités par la Présidente du Conseil départemental.

Le contrôle peut consister également en l'examen, sur pièces uniquement des documents qui doivent être transmis par les établissements et services dans le

cadre de la procédure d'autorisation et de la procédure budgétaire.

Le Département peut faire procéder, s'il le juge nécessaire, à une étude, un audit ou une évaluation par un prestataire extérieur qualifié.

Enfin, ces contrôles peuvent être annoncés ou réalisés de façon inopinée.

SUITES ADMINISTRATIVES

A l'issue de l'inspection, un rapport initial impartial et neutre est élaboré par les membres de l'équipe préalablement désignés. Il est signé par les agents ayant réalisé l'inspection.

Le rapport informe des observations et des questions soulevées. En cas de dysfonctionnement grave, des injonctions sont adressées à la structure.

FORMULATION D'INJONCTIONS

Article L 313-14 du CASF.

La Présidente du Conseil départemental en vertu de sa mission de surveillance des mineurs du Département, peut adresser, des injonctions aux établissements et services prenant habituellement en charge, y compris au titre de la prévention, des mineurs et des jeunes majeurs de moins de 21 ans, ainsi qu'à toute personne physique ou morale de droit privé qui héberge ou reçoit des mineurs de manière habituelle, collectivement à titre gratuit ou onéreux.

Dans le cas des établissements et services soumis à autorisation conjointe, le pouvoir d'injonction relève de l'initiative de la Présidente Conseil Départemental ou du Préfet du Département.

S'il n'est pas satisfait à l'injonction, l'autorité compétente peut :

- ∞ - Suspendre l'autorisation de l'établissement ou du service.
- ∞ - Retirer l'autorisation.
- ∞ - Procéder à la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive, si les conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement ne sont pas respectées ou lorsque sont constatées des infractions aux lois et règlements susceptibles d'entraîner une mise en cause de la responsabilité civile de l'établissement ou du service ou de la responsabilité pénale de ses dirigeants ou de la personne morale gestionnaire. Mais aussi, lorsque la santé, la sécurité ou le bien être physique des

personnes accueillies se trouvent compromis par les conditions d'installation, d'organisation ou de fonctionnement de l'établissement ou du service. La fermeture définitive vaut retrait d'autorisation.

- ∞ - Désigner un administrateur provisoire de l'établissement pour une durée qui ne peut être supérieure à six mois renouvelable une fois. Celui-ci accompli, au nom de la Présidente du Conseil départemental et pour le compte de l'établissement ou du service, les actes d'administration urgents ou nécessaires pour mettre fin aux dysfonctionnements ou irrégularités constatés.

En cas de constatation d'infractions contre les personnes ou contre les biens, une saisine du Procureur de la République peut être décidée par la Présidente du Conseil départemental.

CAS SPECIFIQUE DES ETABLISSEMENTS OU SERVICES SANS AUTORISATION DE CREATION, DE TRANSFORMATION OU D'EXTENSION

La Présidente du Conseil départemental met fin à l'activité de tout service ou établissement créé, transformé ou ayant fait l'objet d'une extension sans autorisation préalable.

Lorsque l'activité relève d'une autorisation conjointe, la décision est prise conjointement par la Présidente du Conseil départemental et par le Préfet et est mise en œuvre par le représentant de l'État.

EFFETS D'UNE DECISION DE FERMETURE

En cas de fermeture d'un établissement ou d'un service, la Présidente du Conseil départemental prend les mesures nécessaires aux placements des mineurs ou jeunes majeurs de moins de 21 ans qui y étaient accueillis.

La fermeture définitive du service, de l'établissement ou du lieu de vie et d'accueil vaut retrait d'autorisation.

Les conséquences financières sont régies par l'article L313-19 du CASF ;

RECOURS

Le contentieux lié aux activités d'inspection et de contrôle concerne deux aspects distincts :

- ∞ - Le contentieux de la légalité des décisions prises à la suite d'un contrôle sur pièce et/ou sur place.
- ∞ - La procédure d'inspection est une procédure administrative dont la régularité est examinée à l'occasion d'un recours pour excès de pouvoir contre la ou les décisions prises à la suite de ce contrôle.
- ∞ - Le contentieux de la responsabilité, du fait des activités d'inspection et de contrôle. Il s'agit d'un recours de plein contentieux .

Un recours gracieux peut être adressé à l'autorité compétente.

Le tribunal administratif peut également être saisi dans un délai de deux mois, pour les deux types de recours énoncés ci-dessus.

Intervenants :

Direction Enfance Famille, Service Offre d'Accueil et Administratif

Agent dûment habilité par la Présidente du Conseil départemental à effectuer des contrôles dans les services et les établissements sociaux auprès des bénéficiaires de l'aide sociale

SERVICE
DU LIEN SOCIAL

FICHE N° 39: LE FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT (FSL)

NATURE DE LA PRESTATION

- ∞ - Subventions ou prêts destinés à financer l'accès ou le maintien dans un logement du secteur locatif social ou privé.
- ∞ - Accompagnement social lié au logement effectué par un CESF du Conseil départemental ou par une association agréée.
- ∞ - Accompagnement énergétique, il s'agit d'une évaluation des consommations à domicile et délivrances de conseils appropriés en termes d'économies d'énergie et d'eau.
- ∞ - Aide aux suppléments de dépenses de gestion locative pour faciliter l'acte de location entre le propriétaire et le locataire.
- ∞ - Cautionnement au titre de la garantie des loyers sur une période de 6 mois, pour les personnes dans les parcours de logement d'urgence et qui accède à un logement autonome.

BÉNÉFICIAIRES

Personnes ou familles en situation régulière éprouvant des difficultés en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le Fonds de Solidarité pour le Logement accorde des aides financières aux personnes en difficulté sous conditions de ressources et selon l'appréciation de leur situation par une commission technique composée d'un représentant de la CCSS et d'un représentant du Conseil départemental.

Références

Délibération n°09-350 du 20 avril 2009 du Conseil départemental de la Lozère confiant la gestion administrative, comptable et financière à la Caisse Commune de Sécurité Sociale (CCSS) de Lozère, la délibération n°CP_16_008 du 5 février 2016 approuvant le règlement intérieur ;

PROCÉDURE

Instruction :

La saisine du fonds est conditionnée par la réalisation d'une évaluation d'un travailleur social (du Département ou de tout autre organisme).

L'instruction du dossier est réalisée par la CCSS.

L'ensemble des pièces à produire pour chaque type d'aide, dans le cadre de l'accès ou du maintien est détaillé dans le règlement intérieur du FSL.

À noter : le cautionnement ne peut être mis en œuvre que si la personne a fait l'objet d'une orientation vers un logement autonome par une commission du type SIAO ou DALO.

Le demandeur peut s'adresser à la CCSS pour tout renseignement relatif à une demande d'aide du FSL.

Les dossiers sont transmis à la CCSS, gestionnaire du fonds, puis examinés en commission technique.

Versement des aides :

Le paiement est effectué directement aux tiers (fournisseurs ou bailleurs) par la CCSS. Dans le cadre d'un prêt, la CCSS se charge de mettre en œuvre les modalités de recouvrement des créances prévues.

Voie de recours :

Toute décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant la commission ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif.

Intervenants

Organisme instructeur : Direction du Lien Social, Service Logement

Associations, organismes tutélaires

Organismes payeurs : Conseil départemental de la Lozère, CCSS, Électricité de France, certains Centres Communaux d'Action sociale, les bailleurs publics

FICHE N° 40: AIDES FINANCIÈRES : LES SECOURS CABINET

NATURE DE LA PRESTATION

Aides financières non remboursables destinées à prévenir des situations d'exclusion sociales ou professionnelles. **Cette aide est subsidiaire à toute autre aide.**

BÉNÉFICIAIRES

Personnes, ayant des revenus modestes, confrontées à une difficulté financière importante à laquelle elle ne peut faire face et qui peut la précariser.

PROCÉDURE

Instruction :

Le demandeur doit s'adresser au Centre Médico-Social du lieu d'habitation et faire une demande écrite à Madame la Présidente du Conseil départemental. L'instruction des dossiers est réalisée par un travailleur social de la Direction du Lien Social ou par l'Assistante sociale du personnel du Département, à partir d'un formulaire unique. Les justificatifs des frais devront être fournis ainsi que les documents administratifs témoignant de la situation financière du demandeur (avis d'imposition, justificatif de ressources...).

Références

Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.

Examen de la demande :

La décision d'attribution de l'aide est prise par la Présidente du Conseil départemental après avis de la commission « Aides Financières » de la Direction du Lien Social.

Versement des aides :

Les aides financières sont prioritairement versées au fournisseur ou le cas échéant au bénéficiaire sous forme de chèque-trésor.

Intervenants

Direction du Lien Social, Service Action Sociale

Organisme payeur : Conseil départemental de la Lozère

FICHE N° 41: AIDES FINANCIÈRES : AIDE À LA MOBILITÉ

NATURE DE LA PRESTATION

Aides financières non remboursables destinées à couvrir des frais de transport (train, taxi, bus) afin de favoriser l'insertion sociale ou professionnelle, l'accès aux droits ou aux soins. Ces aides financières peuvent aussi être sollicitées dans le cadre de la protection de l'enfance (audiences...) ou de situations particulières.

BÉNÉFICIAIRES

Personnes bénéficiaires des minima sociaux ou ayant des ressources modestes et qui rencontrent des freins à la mobilité.

PROCÉDURE

Instruction :

Le dossier est instruit par un travailleur social de la Direction du Lien Social, par un délégué à la tutelle ou par l'Assistante sociale du personnel du Département, sur un formulaire unique en précisant l'état civil de l'utilisateur, le motif de la demande, le moyen de transport adapté, les jours et heures de départ et de retour et le justificatif de déplacement.

Références

Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.

Délibération de la Commission permanente en date du 7 juin 1999.

Examen de la demande :

La décision d'attribution de l'aide est prise par la Présidente du Conseil départemental après avis de la Commission « Aides financières » de la Direction du Lien Social.

Versement des aides :

Les aides sont directement versées aux fournisseurs sur facture pour les trajets en bus ou en taxi. Pour les trajets en train, les billets sont envoyés au CMS.

Intervenants

*Direction du Lien Social, Service Action Sociale
Organisme payeur : Conseil départemental de la Lozère.*

FICHE N° 42: AIDES FINANCIÈRES : AIDE À L'ACCÈS AUX SPORTS ET À LA CULTURE

NATURE DE LA PRESTATION

Aide financière ayant pour objectif de favoriser l'accès aux sports et à la culture (voir annexe n° 2). Ces aides sont subsidiaires à toute autre aide (CCSS, MSA, DDCSPP...). Cette aide est versée une fois dans l'année scolaire : une aide par personne pour une activité.

BÉNÉFICIAIRES

- ∞ - Personnes bénéficiaires du rSa socle ou de revenus d'un montant équivalent.
- ∞ - Personnes ayant de faibles revenus.
- ∞ - Bénéficiaires de l'ASS

PROCÉDURE

Instruction :

Les demandeurs doivent compléter un imprimé type mis à leur disposition (accompagné des justificatifs) dans les centres médico-sociaux ou les associations sportives et culturelles concernées.

Les demandes à la DDCSPP doivent être déposées préalablement auprès du Département. Le formulaire doit mentionner ensuite la somme perçue.

Pour les personnes aux ressources supérieures au rSa socle, une évaluation **d'un travailleur social du Département** ou de tout autre organisme doit être fournie.

Références

Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.

Délibération n° 98-3235 du 15 juin 1998

Délibération n° 03-1221 du 13 février 2003

La demande doit être complétée par les justificatifs de revenus perçus, des allocations familiales, d'avis d'imposition...

Examen de la demande :

La décision d'attribution de l'aide est prise par la Présidente du Conseil départemental après avis de la Commission « Aides financières » de la Direction du Lien Social.

Versement des aides :

Les aides sont directement versées aux associations.

Intervenants :

Direction du Lien Social, Service Action Sociale

Organisme payeur : Conseil départemental de la Lozère.

FICHE N° 43: ACTION ÉDUCATIVE BUDGÉTAIRE (AEB)

NATURE DE LA PRESTATION

Il s'agit d'un accompagnement individualisé relatif à l'ensemble des domaines de la vie quotidienne :

- ∞ - délivrance d'informations, de conseils pratiques dans le domaine de l'alimentation, la santé, le logement et son cadre de vie,
- ∞ - appui technique à la gestion budgétaire au quotidien,
- ∞ - aide à la constitution du dossier de surendettement.

BÉNÉFICIAIRES

Tout public nécessitant un soutien temporaire ou ayant des difficultés passagères : accidents de la vie, baisse des ressources, perte d'emploi, rupture familiale, événements ayant déstabilisés le budget, situation de surendettement.

Tout public rencontrant des difficultés budgétaires conjoncturelles ou structurelles et ne relevant pas d'un autre type de mesure (MASP, MAESF...).

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

- ∞ - Adhésion de la personne à un projet d'accompagnement
- ∞ - Résidence principale en Lozère

Intervenants

Direction du Lien Social, Service Logement

Organisme payeur : Conseil départemental de la Lozère

Références

*Code de l'action sociale et des familles
Article L. 222-3
Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007*

PROCÉDURE

Instruction :

L'instruction est réalisée par les travailleurs sociaux (assistants sociaux, conseillers en économie sociale et familiale) de la Direction du Lien Social du Conseil départemental de la Lozère.

Toute personne souhaitant bénéficier d'une action éducative budgétaire peut se présenter au Centre médico-social le plus proche de son domicile.

La situation du demandeur fait l'objet d'une évaluation sociale qui doit être rédigée sur l'imprimé unique mis à disposition à la Direction du Lien Social.

Les Conseillers en Économie Sociale et Familiale peuvent être sollicités directement par un usager résidant sur le secteur d'intervention.

Examen de la demande :

La décision d'accompagnement est prise par la Présidente du Conseil départemental après avis du référent du service action sociale ou logement et accompagnement budgétaire de la Direction du Lien Social.

Le demandeur est destinataire d'un courrier lui notifiant la décision. Le mandat est ensuite contractualisé entre le travailleur social à l'initiative de la demande, le CESF et l'usager lors d'une rencontre.

FICHE N° 44: MESURE D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISÉ (MASP)

NATURE DE LA PRESTATION

Une action en deux volets :

- ∞ - un **accompagnement social individualisé** : cette mesure prend la forme « d'un contrat entre l'intéressé et le Département et repose sur des engagements réciproques » (Art. L. 272.1 du CASF).
- ∞ - une **aide à la gestion des prestations sociales** : seules les prestations sociales perçues par le bénéficiaire sont légalement concernées par cette aide à la gestion et non la totalité de ses ressources personnelles.

En outre, le bénéficiaire du contrat peut autoriser le Département à percevoir et gérer pour son compte tout ou partie des prestations sociales qu'il perçoit en les affectant en priorité au paiement du loyer et des charges locatives.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

- ∞ - Adhésion de la personne : engagement sous forme de contrat avec le Conseil départemental, pour une durée de 6 mois à 2 ans renouvelable, la durée totale de la MASP ne pouvant excéder 4 ans.
- ∞ - Être majeur et bénéficiaire de prestations sociales.

Intervenants

*Direction du Lien Social, Service Action Sociale ou Service Logement
organismes de protection sociale, associations d'insertion sociale et d'aide à domicile, établissements pour personnes âgées et handicapées, établissements hospitaliers.*

Organisme payeur : Conseil départemental de la Lozère.

Références

Code de l'action sociale et des familles

Article L. 271.1 : « Toute personne majeure qui perçoit des prestations sociales dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elle éprouve à gérer ses ressources peut bénéficier d'une mesure d'accompagnement social personnalisé ».

Loi Besson n° 2007-308 du 5 mars 2007, relative à la réforme de la protection juridique des majeurs.

Décret n° 2008-1498 du 22 décembre 2008.

PROCÉDURE

Instruction :

Le dossier est instruit par un travailleur social ou médico-social du Conseil départemental ou de tout organisme à caractère social intervenant dans le domaine de l'insertion et du maintien à domicile ou par des services sociaux spécialisés.

Les demandes sont rédigées sur un imprimé unique mis à disposition par la Direction de la Solidarité Départementale et doivent comporter une évaluation sociale.

Examen de la demande :

La décision d'accompagnement est prise par la Présidente du Conseil départemental après avis du chef de service action sociale ou du service logement et accompagnement budgétaire de la Direction du Lien Social.

Exercices des mesures :

L'accompagnement social « simple » est mis en œuvre par les services sociaux du Département (CESF), les mesures nécessitant une gestion de prestations ou de biens sont déléguées à des associations tutélaires.

FICHE N° 45: FONDS D'AIDE AUX JEUNES EN DIFFICULTÉS (FAJED)

NATURE DE LA PRESTATION

Il s'agit d'aides financières ayant pour objectif d'apporter un soutien ponctuel à des jeunes éprouvant des difficultés pour concrétiser un projet d'insertion sociale ou professionnelle, ou le cas échéant, rencontrant des problèmes de subsistance. Les aides consenties au titre du FAJED se font après examen de la situation et peuvent revêtir plusieurs formes (voir annexe n°5).

BÉNÉFICIAIRES

Les jeunes de 18 à 25 ans, français ou étrangers en situation régulière, ayant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle et sans revenu ou ayant de faibles ressources.

PROCÉDURE

Instruction de la demande :

La fonction d'accueil des jeunes et l'instruction des demandes de FAJ sont assurés par la Mission Locale Lozère et les travailleurs sociaux des Centres Médico-sociaux du Conseil départemental.

Le Dépôt des demandes auprès :

- ∞ - De la Mission Locale Lozère (MLL) à Mende ou sur un des lieux de permanences de la MLL
- ∞ - Des CMS de Florac, Langogne, Marvejols, Mende, Saint Chély d'Apcher.

Intervenants

Direction du Lien Social, Service Action Sociale ou Service Logement

Centres Médico-Sociaux du Départemental

Mission Locale Lozère

Références

Loi n° 2004-809 du 13 août 2004
Code de l'action sociale et des familles :
Article L263-15

L'attribution des aides :

La décision est prise par la Présidente du Conseil départemental après avis d'une commission composée du Directeur de la Solidarité Départementale ou son représentant et du Directeur de la MLL ou son représentant.

Recours :

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Présidente du Conseil départemental dans les deux mois qui suivent la notification de la décision, ainsi que d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes sous les mêmes délais.

FICHE N° 46: BOURSE EMPLOI JEUNE

NATURE DE LA PRESTATION

Il s'agit d'une aide financière non remboursable ayant pour objectif de faciliter l'accès à une formation qualifiante, diplômante ou certifiante reconnue en vue d'une insertion professionnelle (voir annexe n°5).

BÉNÉFICIAIRES

∞ - Les jeunes de 18 à 25 ans engagés dans un processus de formation ou les jeunes de moins de 18 ans inscrits dans un cursus d'études (prioritairement des études supérieures), sous réserve que la formation n'est pas proposée sur le département et/ou qu'elle soit soumise à la réussite à une entrée en formation quelque-soit le mode de sélection.

À titre dérogatoire, des personnes de plus de 25 ans reprenant une formation ou des études interrompues afin d'élever un ou des enfant(s) ou suite à une longue maladie.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le ou les obligé(s) alimentaire(s) du demandeur au titre de l'article L 371-2 du Code Civil doivent résider dans le département depuis plus de deux ans et être en situation économique difficile. En l'absence d'obligé(s) alimentaire(s), la situation du demandeur sera examinée au regard de ces mêmes critères. L'examen des ressources est réalisé à partir de la déclaration fiscale du demandeur et de ses obligés alimentaires, de son quotient familial et d'une évaluation détaillée de la situation.

PROCÉDURE

Intervenants

Direction du Lien Social, Service Action Sociale
Mission Locale Lozère

Références

Code de l'action sociale et des familles :
Article L 363-15 et L 363-16
Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008
généralisant le revenu de solidarité active et
réformant les politiques d'insertion
Art L 228-1 et R 132 du CASF
Art L 371-2 du Code Civil

Instruction de la demande :

La fonction d'accueil des jeunes et l'instruction des demandes de la bourse emploi formation jeunes 48 sont assurées par la Mission Locale Lozère et les travailleurs sociaux des Centres Médico-sociaux (CMS) du Conseil départemental.

Le Dépôt des demandes auprès de:

La Mission Locale Lozère (MLL) à Mende ou sur un des lieux de permanences de la MLL à Florac, Langogne, Marvejols ou Saint Chély d'Apcher

Des CMS de Florac, Langogne, Marvejols, Mende, Saint Chély d'Apcher

L'attribution des aides est décidée par la Présidente du Conseil départemental après avis d'une commission composée du directeur de la Solidarité Départementale ou son représentant, du directeur de la Mission Locale Lozère ou son représentant.

Recours :

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Présidente du Conseil départemental dans les deux mois qui suivent la notification de la décision, ainsi que d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes sous les mêmes délais.

FICHE N° 47: REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)

NATURE DE LA PRESTATION

Le revenu de Solidarité active se compose :

- ∞ - d'une prestation financière qui procure à toute personne un revenu garanti (RG), calculé en fonction de ses revenus et de la composition de son foyer.
- ∞ - d'un dispositif d'accompagnement pour les bénéficiaires sans activité ou qui ne tirent de leur activité que des ressources limitées.

Le droit au rSa est conditionné à une résidence stable et effective sur le territoire français. D'autres conditions doivent être remplies tant par l'allocataire que par les membres de son foyer pour pouvoir prétendre à l'allocation.

LES BÉNÉFICIAIRES

L'âge :

Le bénéfice du rSa est réservé aux personnes âgées de plus de 25 ans, ou ayant un ou plusieurs enfants nés ou à naître. Le rSa « jeunes » s'adresse aux personnes de moins de 25 ans mais sous certaines conditions d'activité.

Le séjour :

Aucune condition n'est exigée pour les personnes de nationalité française.

LES CONDITIONS D'ACCÈS

Les résidents suisses et de l'Espace Économique Européen (EEE) doivent remplir les conditions de droit de séjour et de résidence en France depuis trois mois. Les étrangers (hors EEE et Suisse) doivent être titulaires d'un titre de séjour valide et justifier d'une résidence régulière ininterrompue depuis au moins cinq ans.

LES CONDITIONS PARTICULIÈRES

Certaines personnes, au vu de leur situation (étudiants, stagiaires, personnes en congés sabbatique...), sont automatiquement exclues du champ du rSa. Toutefois, lorsque la situation exceptionnelle du demandeur au regard de son insertion sociale et professionnelle le justi-

Références

Loi n° 2008-149 du 1 décembre 2008
Décret n° 2009-404 du 15 avril 2009
Code de l'action sociale et des familles :
Article L 115-2
Articles R 262-1 à R 262-94-1

fié, la Présidente du Conseil départemental peut déroger par une décision individuelle à ces exclusions.

Convention relative au dispositif départemental d'orientation et d'accompagnement des bénéficiaires du rSa.

S'agissant des travailleurs indépendants et des saisonniers, leurs ressources doivent être examinées pour apprécier leur éligibilité au dispositif.

LES CONDITIONS DE RESSOURCES ET DE CALCUL DES DROITS

L'ensemble des ressources de toutes les personnes composant le foyer est pris en compte pour la détermination du rSa, hormis certaines prestations et aides en raison de leur finalité sociale particulière. Le calcul de l'allocation est effectué à partir de la déclaration trimestrielle de ressources. Son versement est mensuel.

Le rSa : un droit à caractère subsidiaire. Il ne peut se substituer aux droits légaux, réglementaires ou conventionnels auxquels les intéressés peuvent prétendre.

Le rSa n'est pas récupérable.

LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION

L'instruction du droit :

Le Département est l'autorité juridique responsable du rSa.

L'information des demandeurs se fait auprès des Centres Médico-sociaux du Département, des plateformes de la Maison de l'Emploi et de la Cohésion Sociale, et du Pôle Emploi et des organismes payeurs que

sont la Caisse Commune de Sécurité Sociale (CCSS) et de la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

Modalités d'instruction :

L'instruction administrative est réalisée en Lozère par les services de la Caisse Commune de Sécurité Sociale (CCSS) et de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) selon le régime d'affiliation du demandeur.

Avance sur droits supposés et acomptes

En cas de difficultés particulières, le demandeur peut déposer auprès de son organisme payeur une demande d'avance sur droits supposés ou d'acompte, ceci dans la limite de deux acomptes par an.

Changement de situation

Le bénéficiaire du rSa doit faire connaître à l'organisme chargé du service de l'allocation tout changement dans sa situation (lieu de résidence, situation familiale, activités, ressources et biens des membres du foyer)

Cessation de paiement et radiation :

Radiation

La radiation de la liste des bénéficiaires du rSa est prononcée :

- ∞ - à l'issue de 4 mois de suspension ou d'interruption du paiement, sauf lorsqu'il existe un contrat d'engagements réciproques ou projet personnalisé d'accès à l'emploi en cours,
- ∞ - le 1er jour du mois au cours duquel une condition d'ouverture de droit n'est pas ou plus remplie sauf lorsqu'il existe un contrat d'engagements réciproques ou projet personnalisé d'accès à l'emploi en cours.

Les recours

Toute réclamation contre une décision relative au rSa fait l'objet, préalablement à l'exercice d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'un recours amiable auprès de la Présidente du Conseil départemental. Ce dernier est adressé dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision contestée. Il est soumis pour avis à la Commission de recours amiable qui connaît des réclamations en matière d'application des législations et réglementations de Sécurité sociale et de mutualité Sociale Agricole.

Le principe des droits et devoirs

La loi relative au rSa pose le principe d'un droit à un accompagnement social et professionnel adapté à la situation du bénéficiaire.

Elle distingue par ailleurs :

- ∞ - les bénéficiaires soumis à l'obligation de mettre en œuvre des démarches d'insertion, à savoir, ceux au sein d'un foyer dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du rSa et qui perçoivent des revenus d'activité inférieurs à 500 €,
- ∞ - les bénéficiaires non tenus à obligation, à savoir ceux au sein d'un foyer dont les ressources sont supérieures au montant forfaitaire (rSa dit socle), ou inférieures au montant forfaitaire, mais qui perçoivent individuellement des revenus d'activité égaux ou supérieurs à 500 €.

L'orientation des bénéficiaires du rSa

la Présidente du Conseil départemental oriente le bénéficiaire du rSa soumis à obligation d'insertion suite à une information collective. Ces informations collectives sont animées conjointement par Pôle Emploi et une assistante sociale de la DSD. Un entretien individuel permet l'élaboration du projet de la personne.

Les instances de concertation

Les équipes pluridisciplinaires

La Présidente du Conseil départemental constitue des équipes pluridisciplinaires territoriales composées notamment de professionnels de l'insertion sociale et professionnelle, de Pôle Emploi, de la Maison de l'Emploi et de la Cohésion Sociale. Leur rôle est d'émettre un avis sur toute demande de réorientation, de suspension, de réduction ou de sanction. C'est aussi un lieu de concertation et de partage autour des situations complexes.

La Commission Départementale d'Insertion (CDI)

La CDI est composée d'élus du Conseil départemental, de représentants des services de l'État, de représentants associatifs de l'insertion sociale et professionnelle, de Pôle Emploi et des représentants des organismes payeurs.

Elle a pour mission de donner un avis sur toutes les demandes de sanction (suspension/réduction de l'allocation), d'étudier les demandes de recours sur les condi-

tions d'ouverture de droits, de demande de dérogation. Elle a aussi pour mission d'évaluer les besoins d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires, d'adresser des propositions à la Présidente du Conseil départemental pour élaborer le Programme Départemental d'Insertion.

La suspension du droit à l'allocation pour non respect des obligations d'insertion :

Le rSa peut être suspendu en tout ou partie par la Présidente du Conseil départemental lorsque :

- ∞ - le projet personnalisé d'accès à l'emploi ou le contrat énumérant les engagements réciproques en matière d'insertion professionnelle ou sociale ne peut être établi ou renouvelé du fait du bénéficiaire et sans motif légitime,

- ∞ - les stipulations du projet d'accès à l'emploi ou du contrat susmentionné ne sont pas respectées par le bénéficiaire, ce sans motif légitime,
- ∞ - le bénéficiaire dont l'accompagnement est assuré par Pôle Emploi a été radié de la liste des demandeurs d'emploi,
- ∞ - le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles prévus.

Toutefois, la Présidente du Conseil départemental peut décider de ne pas suspendre l'allocation compte tenu de la situation particulière du bénéficiaire.

Le Dispositif départemental d'insertion.

Le Département pilote la politique d'insertion.

Le Programme Départemental d'Insertion (PDI) définit la politique d'accompagnement socio-professionnel et les aides individuelles proposées.

Intervenants

*Direction du Lien Social, Service Insertion
Associations conventionnées au titre du
Programme Départemental d'Insertion (PDI)
Pôle Emploi
Caisse Commune de Sécurité Sociale
Mutualité Sociale Agricole
Maison de l'Emploi et de la Cohésion Sociale*

FICHE N° 48: AIDE FINANCIÈRE INDIVIDUELLE AU TITRE DU RSA (AFI)

NATURE DE LA PRESTATION

L'AFI a pour objet d'apporter un financement au bénéficiaire du rSa socle dans le cas où celui-ci n'est pas en mesure d'auto-financer son projet.

Les aides financières interviennent pour soutenir des actions relatives à :

- ∞ - l'accès aux soins,
- ∞ - la formation professionnelle et l'insertion professionnelle,
- ∞ - la mobilité : permis de conduire après obtention du code de la route, acquisition d'un véhicule auprès d'un distributeur professionnel,
- ∞ - la garde d'enfant(s)...

BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires du rSa soumis aux droits et devoirs ayant un contrat d'engagements réciproques en cours ou bénéficiaires du rSa en contrat aidé pris en charge par le Département en fonction de leurs besoins tels qu'appréciés par le référent chargé de leur accompagnement.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'AFI est subsidiaire aux aides de droits communs accordées par le Pôle Emploi, la Région, la Caisse Commune de Sécurité Sociale, la MSA ...

Intervenants

Organisme instructeur :
Direction du Lien Social, Service Insertion
Référent unique associatif du rSa.

Références

Code de l'action sociale et des Familles :
Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008
généralisant le revenu de solidarité active
réformant les politiques d'insertion

PROCÉDURE

Instruction :

La demande est instruite par le référent unique du bénéficiaire rSa à partir du formulaire unique. Elle doit être complétée par les justificatifs de dépenses (devis...), dernier avis d'imposition, pièce d'identité, permis de conduire, carte grise si la demande est liée à des frais concernant un véhicule.

Examen de la demande et décision :

La demande est examinée par une commission « Aides Financières » qui émet un avis en fonction des plafonds (annexe) et le transmet au Chef de la Direction du Lien Social pour décision.

Versement des aides :

Ces aides sont versées prioritairement aux fournisseurs ou le cas échéant aux bénéficiaires sur facture.

Recours :

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Présidente du Conseil départemental dans les deux mois qui suivent la notification de la décision, ainsi que d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes sous les mêmes délais.

SERVICE DE L'AUTONOMIE

FICHE N° 49: CONDITIONS D'ADMISSION À L'AIDE SOCIALE

Certaines aides peuvent faire exception à ces dispositions communes, elles seront précisées dans les fiches relatives aux prestations.

PRINCIPE DE SUBSIDIARITÉ DE L'AIDE SOCIALE

L'aide sociale a un caractère subsidiaire, c'est à dire qu'elle n'intervient qu'en dernier recours pour prendre en charge la part non couverte par les ressources personnelles du demandeur, celles, le cas échéant de ses débiteurs d'aliments, ou par les prestations délivrées par les régimes obligatoires de protection sociale.

CONDITIONS DE RÉSIDENCE ET DE NATIONALITÉ

Toute personne résidant en France peut bénéficier des formes de l'aide sociale définies au présent règlement.

La condition de résidence en France s'entend d'une résidence habituelle et non passagère en France métropolitaine. Elle exclut donc les français et les étrangers séjournant temporairement en France mais ayant leur résidence outre-mer ou à l'étranger.

Le demandeur doit être de nationalité française, réfugié ou apatride muni de documents justifiant de cette qualité, ou encore étranger, ressortissant d'un pays ayant signé soit la convention européenne d'assistance sociale et médicale, soit une convention de réciprocité ou un protocole d'accord en matière d'aide sociale en France.

CONDITIONS DE RESSOURCES

Les prestations d'aide sociale sont soumises à des conditions de ressources. Toutes les ressources du postulant : revenus personnels ou du ménage (mariage, concubinage, pacte civil de solidarité) de quelque nature que ce soit sont pris en compte, y compris l'aide de fait qu'il est susceptible de recevoir de son entourage. La retraite du combattant et les pensions attachées à des distinctions honorifiques ne sont pas retenues.

Les biens non productifs de revenu, à l'exclusion de ceux constituant l'habitation principale du demandeur peuvent être considérés comme procurant un revenu annuel

Références

Art L. 111-1 à L 111-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art L 121-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art L 122-1 à 122-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art L 134-3 à du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art L 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art R 131-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art R 132-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art 102 à 111 du Code civil

égal à 50 % de leur valeur locative s'il s'agit d'immeubles bâtis, à 80 % de cette valeur s'il s'agit de terrains non bâtis et à 3 % du montant des capitaux.

CONDITIONS D'ÂGE

Cette condition varie selon le type de prestation demandée. Elle est précisée dans la fiche prestation correspondante.

LE DOMICILE DE SECOURS

Le domicile de secours permet d'identifier le département qui doit assurer la prise en charge des dépenses d'aide sociale légale des personnes âgées et en situation de handicap.

Il s'acquiert par une résidence habituelle, librement choisie, de trois mois dans un département postérieurement à la majorité ou à l'émancipation, sauf pour les personnes admises dans des établissements sanitaires ou sociaux, ou bien dans une famille d'accueil au titre de la loi du 10 juillet 1989, qui conservent le domicile de secours qu'elles avaient acquis avant leur entrée dans l'établissement ou la famille.

PERTE DU DOMICILE DE SECOURS

Le domicile de secours se perd :

- ∞ - par une absence ininterrompue de trois mois postérieurement à la majorité ou à l'émancipation sauf si celle-ci est motivée par un séjour dans un établissement sanitaire ou social.
- ∞ - par l'acquisition d'un autre domicile de secours.

Si l'absence résulte de circonstances excluant toute liberté de choix du lieu de séjour ou d'un traitement dans un établissement hospitalier situé hors du département où réside habituellement le bénéficiaire de l'aide sociale, le délai de trois mois ne commence à courir que du jour où ces circonstances n'existent plus.

DÉTERMINATION DU DOMICILE DE SECOURS

Si la Présidente du Conseil départemental estime que le demandeur a son domicile de secours dans un autre département, il transmet le dossier au plus tard le mois

de la réception de la demande au Président du Conseil départemental concerné. Ce dernier doit se prononcer sur sa compétence dans le mois qui suit. S'il n'admet pas sa compétence, il transmet le dossier à la commission centrale d'aide sociale, chargée de statuer.

Si la Présidente du Conseil départemental estime que le demandeur n'a pas de domicile de secours, il engagera cette même procédure auprès du Préfet du département.

Si la situation du demandeur nécessite une décision immédiate, la Présidente du Conseil départemental prend ou fait prendre la décision. Si ultérieurement, l'examen du dossier fait apparaître que le domicile de secours du bénéficiaire se trouve dans un autre département, l'information doit être notifiée à cette collectivité dans un délai de deux mois. En cas de non-respect de ce délai, les frais engagés restent à la charge du département où l'admission a été prononcée.

Intervenants :

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'accès aux droits*

FICHE N° 50: PROCÉDURE D'ADMISSION À L'AIDE SOCIALE

CONSTITUTION DU DOSSIER

Retrait du dossier

Les dossiers d'aide sociale légale sont à retirer auprès du CCAS ou CIAS du domicile ou de résidence du demandeur.

Dépôt de la demande

La demande d'aide sociale légale est déposée à la mairie du domicile du demandeur, lieu de son domicile principal, ou à défaut, à sa mairie de résidence.

Toute demande est recevable dès le premier jour d'arrivée du demandeur sur la commune, le maire n'a pas à se faire juge de la demande, même si celle-ci ne lui paraît pas fondée. Il ne peut refuser de la transmettre sans commettre un excès de pouvoir.

Dans le cas où la personne ne réside pas de manière habituelle sur la commune, le Maire devra apporter toutes précisions afin de permettre aux services du Conseil départemental de déterminer son domicile de secours.

Forme de la demande

La demande d'aide sociale se présente sous la forme d'un document écrit, pré-imprimé signé de la main du demandeur, ou de son représentant légal pour un mineur ou un incapable majeur ou à titre exceptionnel, notamment en cas de décès, par son mandataire.

Si le demandeur est dans l'incapacité de signer et, en l'absence d'un représentant légal, le médecin attestera de cette incapacité.

Cette signature engage le demandeur à fournir tous les renseignements nécessaires à la constitution du dossier. Sans préjudice des poursuites en restitution ou d'une décision tendant à rejeter la demande d'aide sociale, quiconque aura frauduleusement perçu ou tenté de percevoir, notamment en fournissant des renseignements erronés, des prestations au titre de l'aide sociale, sera poursuivi par la Présidente du Conseil départemental afin que soient appliquées les peines prévues par le Code pénal.

Références

Art L 111-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 113-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L. 121-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 131-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Le dossier d'aide sociale

Toute demande d'aide sociale donne lieu à la constitution d'un dossier familial dont la validité est celle de l'attribution de l'aide par la Présidente du Conseil départemental.

Ce dossier est constitué par le Centre Communal d'Action Sociale qui recueille la demande.

Le dossier familial doit comporter les pièces nécessaires à la justification des demandes présentées, suivant les modèles fournis par les services du Département.

Il est complété par le CCAS ou CIAS dont le Conseil d'administration donnera son avis qui sera joint au dossier.

Le dossier complet est transmis au Conseil départemental, pour instruction au plus tard dans le mois qui suit le dépôt de la demande et ce, indépendamment de l'appréciation du bien fondé de la demande.

Lorsque pour des causes majeures et justifiées, certains renseignements ne peuvent être obtenus rapidement, le CCAS ou CIAS adresse le dossier en l'état au service instructeur dans le délai indiqué ci-dessus, en précisant les raisons qui ne permettent pas l'envoi d'un dossier complet.

DATE D'EFFET DES DÉCISIONS D'UNE 1ÈRE ADMISSION À L'AIDE SOCIALE

Caractéristiques

Les demandes tendant à obtenir le bénéfice de l'aide sociale prennent effet au premier jour de la quinzaine suivant la date à laquelle elles sont présentées.

Cependant, pour la prise en charge des frais d'hébergement, la décision d'attribution à l'aide sociale prend effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement :

- ∞ - si la demande a été déposée dans les deux mois qui suivent ce jour, ce délai pouvant être prolongé une fois par la Présidente du Conseil départemental,
- ∞ - si le dossier a été transmis à la Présidente du Conseil départemental dans le mois qui suit la date de dépôt.

Si l'un de ces délais n'est pas respecté, l'admission prend effet au premier jour de la quinzaine suivant la date à laquelle la demande a été présentée.

ADMISSION D'URGENCE

Caractéristiques

Lors du dépôt d'une demande d'aide sociale, avant même la constitution du dossier, le maire de la commune de résidence du demandeur peut prononcer l'admission d'urgence afin de répondre immédiatement à des situations sociales particulièrement difficiles. Cette procédure doit conserver un caractère exceptionnel.

L'admission d'urgence revêt un caractère provisoire puisqu'en tout état de cause elle doit faire l'objet d'une ratification par la Présidente du Conseil départemental dans un délai d'un mois.

Si la Présidente du Conseil départemental estime que l'urgence n'était pas avérée, les frais exposés seront à la charge exclusive du demandeur, de la collectivité ou du prestataire qui n'aurait pas respecté les dispositions du présent règlement.

Prestations concernées

L'admission d'urgence peut être prononcée par le Maire en matière d'aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées en ce qui concerne l'aide ménagère à domicile, le portage de repas et les frais de séjour dans un établissement d'hébergement.

En cas de placement, le directeur de l'établissement est tenu de notifier au Département, dans les 48 heures, l'entrée de toute personne ayant fait l'objet d'une décision d'admission d'urgence à l'aide sociale ou sollicitant une telle admission.

Délais de notification

Le maire de la commune est tenu de notifier sa décision dans les 7 jours aux services départementaux avec demande d'accusé de réception.

L'inobservation des délais prévus ci-dessus entraîne la mise à la charge exclusive de la commune en matière d'aide sociale à domicile, et de l'établissement en matière de prise en charge des frais de séjour, des dépenses exposées jusqu'à la date de la notification.

Effets

L'admission d'urgence a pour effet d'engager financièrement le département et de permettre le règlement des frais exposés depuis la date de son prononcé jusqu'à la décision de la Présidente du Conseil départemental.

Toutefois, en cas de rejet par la Présidente du Conseil départemental, les frais exposés antérieurement à la décision de rejet sont récupérables sur le demandeur, sur la collectivité ou le prestataire qui n'aurait pas respecté les dispositions du présent règlement.

CAS D'OUVERTURE DE RÉVISION D'UNE DÉCISION D'AIDE SOCIALE

Révision en raison d'éléments nouveaux

Elle peut résulter de changements dans les circonstances de fait liées au demandeur, ou dans les circonstances de droit liées à la législation en vigueur.

Circonstances de fait

Lorsque la décision de la Présidente du Conseil départemental n'est plus adaptée à la situation du demandeur, elle peut être soumise à révision.

Dans ce cas, les éléments justifiant la révision devront être portés à la connaissance de la Présidente du

Conseil départemental selon la procédure habituelle d'instruction. Les éléments peuvent porter sur :

- ∞ - un changement de son état physique ou mental, en amélioration ou en aggravation,
- ∞ - un changement dans la situation économique, familiale ou financière en amélioration ou en aggravation du bénéficiaire ou d'un obligé alimentaire,
- ∞ - un changement de domicile ou de résidence.

Effet d'une décision de justice

Lorsque le demandeur peut produire une décision judiciaire rejetant sa demande d'aliment ou limitant l'obligation alimentaire à une somme inférieure à celle qui avait été prévue par la Présidente du Conseil départemental, celui-ci révisé sa décision.

Circonstances de droit

Lorsqu'un changement de la législation, de la réglementation ou du règlement départemental d'aide sociale, une modification des taux, des plafonds ou des tarifs ont des conséquences sur les décisions prises à l'encontre des demandeurs d'aide sociale, les services procèdent soit à la révision du dossier, soit au réajustement automatique des droits ou obligations.

La vérification de l'ouverture des droits

La Présidente du Conseil départemental peut prendre l'initiative de réviser un dossier pour vérifier si les conditions d'ouverture des droits à l'aide sociale sont toujours respectées par le bénéficiaire.

La révision des décisions peut intervenir dans le cas des prestations indûment perçues :

- ∞ - lorsque la décision a été prise sur la foi d'une déclaration erronée ou frauduleuse, celle-ci est révisée,
- ∞ - lorsqu'elle a été prise sur la base de déclaration incomplète ou par défaut de déclaration, lorsque la situation du demandeur s'est améliorée ou a été modifiée sans que le CCAS ou CIAS ou la Présidente du Conseil départemental en aient été avisés, la décision initiale est révisée.

La procédure de révision

Initiative de la révision

Le demandeur, ses obligés alimentaires, le CCAS ou le CIAS compétent, la Présidente du Conseil départemental.

Effets de la révision

La nouvelle décision prend effet :

- ∞ - au plus tôt au jour de l'apparition des éléments nouveaux quand la révision est provoquée par cette hypothèse, ou selon les règles prévues précédemment d'instruction ou de dépôt de demande.
- ∞ - au jour de la demande initiale dans le cas où la révision est générée par une décision qui avait accordé des prestations indues.

Conséquences :

La décision nouvelle se substitue ou complète la décision initiale.

Elle peut aboutir, selon le cas, soit à un retrait ou une diminution de l'aide accordée, soit à un accord ou à une augmentation de l'aide, soit à une récupération de tout ou partie des prestations initialement accordées. Dans cette dernière hypothèse, le remboursement est réclamé au demandeur ou au tiers qui a perçu les prestations, notamment dans le cas où ce dernier n'aurait pas signalé tout changement intervenu dans la situation du bénéficiaire.

Un recours peut être porté contre les tiers bénéficiaires, devant la juridiction compétente lorsque le demandeur :

- ∞ - n'est plus dans la situation de rembourser les prestations indûment perçues et qu'il en fait bénéficier un tiers
- ∞ - fait profiter des tiers des ressources en espèces ou en capital qu'il n'aurait pas déclarées et qui auraient pu modifier la décision initiale.

LA PROCÉDURE DE RENOUVELLEMENT

Avant l'expiration de la prise en charge accordée, dans l'éventualité où le bénéficiaire estimerait nécessaire de prolonger l'aide qui lui a été accordée, et afin d'éviter toute interruption de prise en charge, il lui appartient d'en solliciter lui-même le renouvellement, dans le respect des mêmes délais que pour une première demande, soit 3 mois.

En matière d'aide à domicile, les prestations servies par des prestataires en dehors des droits accordés par la Présidente du Conseil départemental, devront faire l'objet d'engagements éclairés de la part du bénéficiaire ; à défaut, les dépenses engagées resteront à la charge de ce prestataire.

En matière d'aide sociale à l'hébergement, la décision de renouvellement pourra prendre effet au jour suivant le terme de la décision précédente. Dans l'attente d'une décision d'orientation de la Commission des droits et de

l'autonomie, le renouvellement des droits ne pourra intervenir que dans la mesure où la personne handicapée réside effectivement dans l'établissement désigné par la décision précédente.

Intervenants

*Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits
Direction du Lien Social*

FICHE N° 51: RÉCUPÉRATION DE LA CRÉANCE D'AIDE SOCIALE

PRINCIPES DE LA RÉCUPÉRATION

La récupération des sommes versées par la collectivité au titre de l'aide sociale repose sur le fait qu'elles sont une avance.

Les recours en récupération sont exercés par le Département :

- ∞ - lorsque le bénéficiaire est revenu à meilleure fortune,
- ∞ - contre le donataire, le légataire,
- ∞ - la succession du bénéficiaire,
- ∞ - contre le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie par le bénéficiaire de l'aide sociale à concurrence de la fraction des primes versées après l'âge de 70 ans,
- ∞ - contre les tiers débiteurs.

LE RETOUR À MEILLEURE FORTUNE

Principe

Le remboursement des prestations versées peut être décidé par la Présidente du Conseil départemental par un recours contre le bénéficiaire de l'aide sociale dont la situation pécuniaire vient à s'améliorer.

Limites

Sont exclues de ce type de recours les sommes versées ou avancées au titre de l'ACTP, de la PCH et de l'aide sociale à l'hébergement pour personne handicapée.

LE RECOURS CONTRE LE DONATAIRE

Principe

Un recours peut être exercé contre le donataire lorsque la donation est intervenue postérieurement à la demande d'aide sociale ou dans les 10 ans précédant la

Références

Art L 132-8, L 132-9 et L 132-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art L 344-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 132-11 à R 132-16 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art 811 et 2224 du Code civil
Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015

première demande d'aide sociale. Il concerne les biens mobiliers et immobiliers et quel que soit leur type (entre époux, donation, partage) dont la valeur est supérieure à 1 525 €.

Limites

Le recours s'exerce dans la limite des sommes avancées au titre de l'aide sociale et de la valeur des biens estimée au jour de la décision de récupération.

Les limites et modalités de récupération contre le donataire sont fixées dans l'annexe n°7.

LE RECOURS CONTRE LE LÉGATAIRE

Principe

Un recours peut être exercé contre le légataire.

Limites

Le recours s'exerce dans la limite des sommes avancées au titre de l'aide sociale et de la valeur des biens légués estimée au jour de la décision de récupération.

Les limites et modalités de récupération contre le légataire sont fixées dans l'annexe n°7.

LE RECOURS CONTRE LA SUCCESSION

Principe

Des recours sur succession sont exercés dans la limite du montant de l'actif net successoral.

Lorsqu'il n'y a pas d'héritiers connus, lorsque ceux-ci renoncent à la succession ou restent dans l'inaction, la Présidente du Conseil départemental peut demander au Tribunal de Grande Instance de déclarer la succession vacante ou en déshérence et d'en confier le curatelle ou la gestion au Service des Domaines qui procédera au remboursement de la créance départementale.

Limites

Les limites et modalités de récupération sur succession sont fixées dans l'annexe n°7.

LE RECOURS CONTRE LE BÉNÉFICIAIRE D'UN CONTRAT D'ASSURANCE-VIE

Principe

Un recours peut être exercé contre le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie souscrit par le bénéficiaire de l'aide sociale à concurrence de la fraction des primes versées après l'âge de 70 ans.

Lorsque la récupération concerne plusieurs bénéficiaires, celle-ci s'effectue au prorata des sommes versées à chacun de ceux-ci.

Limites

Le recours s'exerce dans la limite des sommes avancées au titre de l'aide sociale

Les limites et modalités de récupération contre le bénéficiaire d'un contrat assurance-vie sont fixées dans l'annexe n°7.

LE RECOURS CONTRE LES TIERS DÉBITEURS

Principe :

Un recours peut être exercé par la Présidente du Conseil départemental, subrogé dans les droits du bénéficiaire, sur les créances pécuniaires dont lui sont redevables des tiers. Ce recours est signifié au débiteur.

Limites

Cette action subrogatoire est limitée aux créances cessibles et saisissables, ce qui exclut notamment les créances de nature alimentaire.

GARANTIE HYPOTHÉCAIRE

Afin de garantir les recours, le Conseil départemental procède à des inscriptions hypothécaires sur les biens des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement pour personnes âgées.

Les immeubles appartenant aux bénéficiaires de l'aide sociale sont grevés d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par la Présidente du Conseil départemental.

L'hypothèque prend rang, à l'égard de chaque somme inscrite, à compter de la date de l'inscription correspondante.

Aucune inscription ne pourra être inférieure à 1 500 €.

Les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent solliciter, dans la perspective de la vente d'un bien grevé d'une hypothèque légale, une mainlevée. La demande est adressée à la Présidente du Conseil départemental. Sa décision peut être conditionnée à l'affectation de tout ou partie du produit de la vente au remboursement de la créance constituée mais également de la créance future.

DÉCISION DE RÉCUPÉRATION

Le montant des sommes à récupérer est fixé par la Présidente du Conseil départemental dans la limite des créances dues. Il peut décider, à la demande du conjoint survivant, de reporter tout ou partie de la récupération au décès de celui-ci.

Le Département dispose d'un délai de 5 ans à compter du jour de connaissance de la date du décès du bénéficiaire.

Les procédures de récupération ouvertes avant le 19 juin 2008 se prescrivent par 30 ans.

RÉPÉTITION DE L'INDU

Sans préjudice des dispositions de l'article L133-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, si des avantages d'aide sociale ont été attribués à tort, du fait d'une erreur, omission du demandeur ou de l'administration, les sommes indûment versées sont récupérables auprès du bénéficiaire ou le cas échéant de sa succession.

RÉCUPÉRATION DES INDUS

L'action intentée par la Présidente du Conseil départemental pour la mise en recouvrement des sommes in-

dûment versées se prescrit par deux ans sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration. Dans cette dernière hypothèse, aucun délai de prescription n'est opposable.

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits*

FICHE N° 52: LES VOIES DE RECOURS

Les recours peuvent s'exercer à partir de la date de réception de la notification d'une décision ou au terme du délai de deux mois imparti à l'administration pour formuler une décision.

Les délais et voies de recours sont précisés sur les notifications de décision.

Personnes habilitées à exercer un recours

Tant les recours devant la Commission Départementale d'Aide Sociale que les recours et les appels devant la Commission centrale d'aide sociale peuvent être formés par le demandeur, ses débiteurs d'aliments, l'établissement ou le service qui fournit les prestations, le maire, la Présidente du Conseil départemental, le représentant de l'État dans le département, les organismes de sécurité sociale et de mutualité sociale agricole intéressés ou par tout habitant ou contribuable de la commune ou du département ayant un intérêt direct à la réformation de la décision.

Recours gracieux

Le demandeur peut demander un nouvel examen de son dossier auprès de l'autorité qui a pris la décision initiale, en l'occurrence la Présidente du Conseil départemental.

Recours contentieux

Il concerne l'ensemble des décisions de la Présidente du Conseil départemental relatives aux personnes âgées et/ou aux personnes en situation de handicap.

Saisine du Médiateur de la République

Après avoir entrepris une démarche de demande d'explication ou de contestation de la décision et que le désaccord persiste, le demandeur peut saisir le médiateur de la République.

INSTANCES

Commission consultative d'aide sociale

Références

Art L 134-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art R 134-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art L 132-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Art R 132-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles
 Décret n° 2013-22 du 8 janvier 2013
 Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015

Les dossiers présentant ces caractéristiques peuvent lui être soumis pour avis :

- ∞ - demande d'aide sociale à domicile présentée par des bénéficiaires de l'ACTP ou de la PCH
- ∞ - demande d'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées avec déduction de charges lorsque la personne dispose de capitaux, ou entraînant une mise en œuvre complexe de l'obligation alimentaire.

Commission consultative de retrait d'un agrément « accueil familial »

La Présidente du Conseil départemental est tenu de solliciter, à l'exception des situations d'urgence, l'avis de cette commission avant de se prononcer sur un retrait d'agrément ou le refus de renouvellement d'un agrément.

Tribunal d'instance

En matière d'accueil familial, des recours peuvent être exercés auprès du Tribunal d'instance du lieu de résidence de l'accueillant familial, dans un délai de 2 mois suivant la notification de la décision, délai durant lequel un recours gracieux peut être adressé auprès de la Présidente du Conseil départemental.

Juge aux affaires familiales

Dans le cadre d'une admission à l'aide sociale au titre des personnes âgées, à défaut d'accord amiable entre

les différents obligés alimentaires de faire connaître, lors de l'enquête sociale, leurs capacités contributives, ou en cas de refus de tout ou partie des intéressés de participer aux frais d'entretien de leur créancier d'aliment, la Présidente du Conseil départemental a la faculté de saisir le Juge aux affaires familiales.

Commission départementale d'aide sociale

Les décisions de la Présidente du Conseil départemental sont susceptibles d'appel devant la commission départementale d'aide sociale.

Commission centrale d'aide sociale

Les décisions de la Commission Départementale d'Aide Sociale sont susceptibles d'appel devant la Commission centrale d'aide sociale.

Commission Régionale de coordination médicale

Elle veille à la bonne organisation des opérations d'évaluation du niveau de perte d'autonomie moyen et des besoins en soins de chaque établissement ainsi qu'à la qualité de la formation des médecins coordonnateurs à l'utilisation des référentiels AGGIR PATHOS.

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction Accès aux Droits
Mission Offre d'Accueil*

FICHE N° 53: ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES MÉDICO-SOCIAUX

Dans le domaine de l'action sociale et médico-sociale, la Présidente du Conseil départemental conformément aux missions qui lui sont octroyées, exerce une mission de contrôle à l'égard des établissements et services sociaux et médico-sociaux qui relèvent de sa compétence ou de sa compétence conjointe. Ce contrôle des établissements s'exerce notamment sur leur création, transformation et extension, habilitation à l'aide sociale, tarification, contrôle et évaluation. La raison d'être de ce contrôle est l'intérêt des usagers et la protection de leurs droits dont l'importance est affirmée par la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 ainsi que la loi n°2007-308 du 5 mars 2007, codifiées dans le Code de l'action sociale et des familles.

SUIVI ET CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS

La Présidente du Conseil départemental exerce, notamment dans l'intérêt des usagers, le pouvoir de contrôler l'activité des établissements et services dont il autorise la création.

Ce contrôle porte sur la qualité des prestations, le coût de celles-ci et l'organisation globale de l'établissement.

Ces contrôles s'effectuent conformément aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles et du présent règlement.

Sont assujettis aux contrôles :

- ∞ - les établissements et services, institutions et organismes, quelle que soit leur nature juridique, qui sont habilités par la Présidente du Conseil départemental à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale
- ∞ - les établissements et services, institutions et organismes, quelle que soit leur nature juridique, qui engagent des actions sociales, délivrent des prestations de l'aide sociale, dès lors que ces actions ou prestations sont financées pour tout ou partie, directement ou indirectement, par le Département
- ∞ - les personnes physiques habilitées par la Présidente du Conseil départemental à recevoir à leur domicile et à titre onéreux, des personnes âgées ou handicapées.

Références

Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002

Décret 2003-1135 du 26 novembre

L 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

D 312-162 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

L 313-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles

L 313-13 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

L 314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles

L 314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles

L 314-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles

L 321-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

L 133-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Décret 2004-231 du 17 mars 2004

Décret 2005-223 du 11 mars 2005

Délibération du Conseil départemental en date du 27 juin 2008

Agents habilités à exercer ce contrôle

Les contrôles sont opérés par les agents du Conseil départemental habilités par la Présidente du Conseil départemental.

MODALITÉ DE MISE EN ŒUVRE

La Présidente missionne le ou les agents habilités à exercer le contrôle, la lettre de mission précise le périmètre de ce contrôle.

Dès que sont constatées dans l'établissement ou le service des infractions aux lois et règlements ou des dysfonctionnements dans la gestion de l'organisation susceptibles d'affecter la prise en charge ou l'accompagnement des usagers, le respect de leurs droits, la Présidente du Conseil départemental, qui a délivré l'autorisation de fonctionner, adresse au gestionnaire une injonction d'y remédier.

1-Dispositions particulières concernant les établissements et services assurant la prise en charge des personnes âgées dépendantes.

Établissements d'hébergement habilités à l'aide sociale

L'aide sociale est susceptible de prendre en charge une partie des frais d'hébergement des personnes âgées résidant dans les structures habilitées suivantes :

- ∞ - les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)
- ∞ - les unités de soins longue durée (USLD) réservées aux personnes n'ayant plus leur autonomie de vie et dont l'état de santé nécessite une surveillance médicale permanente, des soins continus (affection chronique grave) et un suivi médical conséquent.
- ∞ - Les Unités d'Hébergement Renforcées (UHR)

Établissements non habilités à l'aide sociale

Une personne accueillie dans un établissement non habilité au titre de l'aide sociale, ne pourra solliciter le bénéfice de l'aide sociale qu'au terme de cinq ans au moins d'hébergement, lorsque ses revenus ne lui permettent plus de faire face à ses dépenses.

Services d'aide à domicile

L'aide sociale peut financer tout ou partie des prestations servies aux personnes âgées prévues par le présent règlement :

- ∞ - Les services à la personne agréés avant la loi du 28/12/2015 et habilités à l'aide sociale
- ∞ - les services à la personne autorisés et habilités à l'aide sociale

2-Dispositions particulières concernant les établissements et services assurant la prise en charge des personnes handicapées.

Établissements et services habilités à l'aide sociale

L'aide sociale prend en charge une partie des frais d'hébergement des personnes handicapées résidant dans les structures habilitées suivantes :

Structures assurant un hébergement à titre permanent ou séquentiel (accueil de jour ou temporaire)

* les foyers d'hébergement qui assurent l'hébergement des personnes reconnues travailleurs handicapés, exerçant une activité professionnelle pendant la journée en milieu ordinaire, dans un établissement ou service d'aide par le travail (ESAT) ou dans une entreprise adaptée.

* les foyers de vie qui accueillent les personnes dont le handicap ne permet pas ou plus d'exercer une activité professionnelle

* les foyers d'accueil médicalisé qui accueillent des adultes handicapés dans l'incapacité d'exercer une activité professionnelle et qui nécessitent une prise en charge pour accomplir une partie des actes essentiels de la vie, ou une surveillance médicale et paramédicale régulière.

Structures assurant une prise en charge sans hébergement

Les services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)

Ils assurent la prise en charge des personnes dont les déficiences et incapacités nécessitent, en sus des interventions mentionnées pour le SAVS, des soins réguliers et coordonnés ainsi qu'un accompagnement médical et paramédical en milieu ouvert.

Il n'est pas demandé de participation au bénéficiaire. En cas d'ouverture de droit à l'allocation tierce personne, celle-ci continue à être versée à taux plein.

La participation départementale au fonctionnement des SAMSAH couvre la partie sociale. Elle est fixée annuellement par arrêté de la Présidente du Conseil départemental. La partie soin est prise en charge par les organismes d'assurance maladie.

Les conditions à remplir pour bénéficier d'une prise en charge par un service SAMSAH :

- ∞ - bénéficier d'une décision d'orientation vers ces services délivrée par la Commission des droits de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH)
- ∞ - résider sur le territoire de la Lozère

- ∞ - être âgé de 20 à 60 ans pour la première prise en charge. Cette prise en charge pourra se prolonger au-delà de 60 ans si la personne était déjà bénéficiaire du suivi avant cet âge et si ses capacités régulièrement évaluées restent compatibles avec les missions du service au profil de la population suivie.

Services d'accompagnement du temps libéré (SATELI)

Ils accompagnent les personnes désireuses de travailler à temps partiel en ESAT, notamment en vue de se préparer progressivement à une cessation d'activité.

Il n'est pas demandé de participation au bénéficiaire.

Les conditions à remplir pour bénéficier d'une prise en charge par le SATELI sont :

- ∞ - être âgé de 20 à 60 ans
- ∞ - bénéficier d'une orientation délivrée par la CDAPH : orientation en ESAT, accueil à temps partiel avec l'appui du SATELI » pour deux ans maximum renouvelable une fois.

Établissements non habilités à l'aide sociale

Une personne accueillie dans un établissement non habilité au titre de l'aide sociale, ne pourra solliciter le bénéfice de l'aide sociale qu'au terme de cinq ans au moins d'hébergement, lorsque ses revenus ne lui permettent plus de faire face à ses dépenses.

Établissements relevant de l'éducation spécialisée (Amendement CRETON)

Sont également pris en charge les frais d'hébergement des jeunes adultes handicapés maintenus en établissement d'éducation spéciale au-delà de l'âge de vingt ans ou, si l'âge limite pour lequel l'établissement pour adultes handicapés relevant de la compétence du Département après décision de la Commission des droits et de l'autonomie.

Intervenants :

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits
Mission Offre d'Accueil*

Services d'aide à domicile

L'aide sociale peut financer tout ou partie des prestations servies aux personnes handicapées prévues par le présent règlement par :

- ∞ - Les services à la personne agréés avant la loi du 28/12/2015 et habilités à l'aide sociale
- ∞ - les services à la personne autorisés et habilités à l'aide sociale

MODERNISATION DES ÉTABLISSEMENTS

Nature de la prestation

Financement de projets innovants, de travaux de modernisation ou de restructuration ou de mises aux normes de sécurité et techniques effectués dans les EHPAD.

Les subventions départementales ont un caractère transférable. La subvention fait l'objet d'une reprise sur l'amortissement par le crédit du compte 777 conformément aux dispositions des instructions comptables M 21, M 21 bis et M 22.

Si le bénéficiaire n'est pas le gestionnaire, il aura obligation d'effectuer les travaux d'entretien et de réparation pendant la durée du bien.

Bénéficiaires

Porteurs de projets d'établissements publics ou privés à but non lucratif, habilités à l'aide sociale accueillant des personnes âgées et handicapées.

Modalités de l'aide

L'attribution d'une subvention d'investissement différenciée selon la nature des travaux et qui prend en compte l'obligation de sollicitation de co-financements est accordée par le Département que ce soit dans le cadre d'une opération de redéploiement, d'extension ou de réhabilitation (voir annexe n°12).

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Constitution d'un dossier de demande soumis à l'avis du service instructeur et à l'avis de la commission d'action sociale avant décision prise sous la forme d'un arrêté attributif de subvention du Département. Seules les demandes justifiées par la production de factures acquittées sont prises en compte dans l'assiette des dépenses éligibles aux subventions départementales.

FICHE N° 54: AGRÉMENT AU TITRE D'UN ACCUEIL FAMILIAL À TITRE ONÉREUX

NATURE ET FONCTION DE LA PRESTATION

L'accueil familial consiste, pour un particulier, à héberger à son domicile, moyennant rémunération 1 à 3 personnes âgées ou handicapées adultes n'appartenant pas à sa famille jusqu'au 4e degré inclus.

A titre dérogatoire et si les conditions le permettent, le Conseil départemental peut porter le nombre de personnes accueillies à 4 dans le cas où parmi ces personnes un couple est accueilli.

BÉNÉFICIAIRES

La loi ne fixe aucune condition d'âge pour obtenir un agrément. Toutefois, la Présidente du Conseil départemental s'assure que l'accueillant familial dispose de la maturité suffisante pour assumer la responsabilité d'un accueil et, à contrario, que son âge lui permet d'assurer des conditions d'accueil garantissant la protection de la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des personnes accueillies.

CONDITIONS D'AGRÉMENT

Les conditions d'accueil doivent garantir la protection de la santé, la sécurité et le bien être physique et moral de la personne accueillie.

Les accueillants doivent s'engager à suivre une formation initiale et continue et une initiation aux gestes de secourisme.

La continuité de l'accueil doit être assurée, notamment au travers d'une solution de remplacement satisfaisante pour les périodes où il pourrait être interrompu.

L'accueil doit se faire au domicile de l'accueillant familial qui doit être propriétaire ou locataire de son logement, celui-ci doit être conforme aux normes définies pour ouvrir droit à l'allocation logement et compatibles avec les contraintes liées à l'âge ou au handicap des personnes accueillies.

PROCÉDURE D'AGRÉMENT

Références

Art L 441-1 à L 444-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 441 à R 444-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015

Sur demande écrite du postulant, un dossier de demande d'agrément est transmis par les services du département.

Le dossier de demande, complété et accompagné des pièces sollicitées, est adressé par courrier recommandé avec accusé de réception à la Présidente du Conseil départemental. La Présidente du Conseil départemental dispose d'un délai de 15 jours pour en accuser réception ou, le cas échéant, solliciter les pièces manquantes.

Le silence gardé plus de 4 mois à compter de la date d'accusé réception complet vaut acceptation.

Les candidatures font l'objet d'une évaluation médico-sociale.

LIMITES DE L'AGRÉMENT

Compte-tenu de la spécificité de ces modes d'accueil, le Département de la Lozère n'autorise pas le cumul d'un agrément PMI-Enfance ou Accueil familial thérapeutique et agrément personnes âgées – personnes handicapées adultes.

DÉCISION D'AGRÉMENT

L'agrément est accordé au vu des conclusions de l'évaluation médico-sociale pour une période de 5 ans renouvelable.

Un délai minimum d'un an doit précéder toute nouvelle demande consécutive à une décision de retrait ou du refus d'agrément.

L'agrément vaut, sauf mention contraire, habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, sous réserve que soient appliqués les tarifs arrêtés par la Présidente du Conseil départemental.

MODIFICATION DE L'AGRÈMENT

L'agrément ne vaut que pour l'accueil tel qu'il est décrit dans l'arrêté, toute modification de ces conditions doivent être communiquées à la Présidente du Conseil départemental. Elles donneront lieu à un nouvel examen de la situation et feront l'objet d'une nouvelle décision.

La 1^{ère} demande de modification portant sur le nombre de personnes accueillies ne peut être recevable que si le titulaire de l'agrément a déjà accueilli à son domicile une personne pendant une période de plus de 6 mois.

En cas de changement de département, le titulaire notifie, par lettre recommandée avec avis de réception un mois au moins avant son emménagement, son adresse à la Présidente du Conseil départemental de son nouveau département de résidence en y joignant une copie de son arrêté d'agrément. La Présidente du Conseil départemental du département d'origine transmet, à la demande de la Présidente du Conseil départemental du nouveau département de résidence de l'accueillant familial, le dossier de demande d'agrément initial.

RENOUVELLEMENT DE L'AGRÈMENT

Dans l'année qui précède la date d'échéance de la décision d'agrément, la Présidente du Conseil départe-

mental indique à l'accueillant familial par lettre recommandée avec accusé de réception qu'il doit présenter une demande de renouvellement au moins 6 mois avant cette échéance, s'il entend continuer à en bénéficier.

Le renouvellement de l'agrément est examiné et accordé dans les mêmes conditions que la demande d'agrément initiale.

Lorsque le refus d'agrément fait suite à une demande de renouvellement, la commission consultative est saisie.

PROCÉDURE DE RETRAIT

La Présidente du Conseil départemental peut prononcer la restriction ou le retrait d'agrément après avoir enjoint l'accueillant familial de remédier aux carences constatées et après avis de la commission consultative de retrait.

En cas d'urgence, l'agrément peut être retiré sans injonction préalable ni consultation de la commission consultative de retrait.

Intervenants

Direction Maison de l'Autonomie

Familles d'accueil

FICHE N° 55: PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'OBSÈQUES

NATURE DE LA PRESTATION

Une prise en charge des frais d'obsèques peut être accordée par la Présidente du Conseil départemental.

BÉNÉFICIAIRES

Les personnes bénéficiaires de l'aide sociale pour la prise en charge de leurs frais d'hébergement dans un établissement médico-social au moment de leur décès et ne laissant aucun héritier.

CONDITIONS

L'intéressé décédé ne laisse pas de ressources suffisantes, de quelque nature que ce soit, pour payer ces frais d'obsèques.

L'intéressé n'a pas d'héritier et n'était pas titulaire d'un contrat d'obsèques.

La prise en charge des frais d'obsèques revêt un caractère subsidiaire et intervient en complément des aides apportées par les mairies, CCAS, CIAS, caisses de retraite, mutuelles, etc ...

La prise en charge sera limitée au coût moyen des obsèques simples tel qu'il est pratiqué localement.

Références

Circulaire ministérielle du 31 janvier 1962

PROCÉDURE

La demande relève de la procédure commune d'admission à l'aide sociale. Elle est faite par le responsable de l'établissement de séjour du défunt ou un intervenant de son organisme de retraite, du service social en charge de cette situation. À défaut, ces frais, dans la limite du coût moyen pratiqué localement, pourront être déduits des revenus de la personne affectés au règlement de ses frais d'hébergement par le responsable de l'établissement.

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits*

FICHE N° 56: ALLOCATIONS COMPENSATRICES POUR TIERCE PERSONNE (ACTP) ET POUR FRAIS PROFESSIONNELS (ACFP)

FIN DU DISPOSITIF

Le dispositif de l'allocation compensatrice est remplacé par celui de la prestation de compensation du handicap (PCH).

Depuis le premier janvier 2006, seules les personnes déjà bénéficiaires d'une allocation compensatrice peuvent en demander le renouvellement.

NATURE DE LA PRESTATION

L'allocation compensatrice est destinée aux personnes handicapées ayant besoin de l'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie (allocation compensatrice pour tierce personne) ou afin d'assumer les frais supplémentaires occasionnés par l'exercice d'une activité professionnelle (allocation compensatrice pour frais professionnels).

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne handicapée dont le taux d'incapacité est au moins égal à 80 %.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

La demande de renouvellement doit être déposée à la Maison Départementale des personnes handicapées (MDPH). Le taux et la durée de l'allocation sont fixés par la Commission des droits de l'autonomie (CDAPH)

PAIEMENT DE LA PRESTATION

Le montant de l'allocation à verser est fixé par la Présidente du Conseil départemental en tenant compte du taux fixé par la CDAPH et des ressources du bénéficiaire.

Elle est versée mensuellement à terme échu.

RÈGLE DE CUMUL ET NON CUMUL

L'allocation compensatrice ne peut se cumuler avec un avantage analogue ayant le même objet (exemple : majoration tierce personne...).

Références

Art 95 de la loi 2005-102 du 11 février 2005
Art R 245.32 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Elle peut se cumuler, sur décision de la Présidente du Conseil départemental, avec l'aide ménagère à domicile. De plus, toute personne qui remplit à la fois les conditions pour prétendre à l'ACTP et à l'ACFP bénéficie d'une allocation égale à la plus élevée des deux allocations, augmentée de 20 % de la majoration tierce personne.

DROIT D'OPTION ENTRE L'ACTP ET LA PCH

Toute personne bénéficiaire de l'allocation compensatrice peut opter, lors de son renouvellement pour le maintien de cette dernière ou le bénéfice de la PCH. Lorsqu'elle choisit la PCH, ce choix est définitif.

CONTRÔLE DE L'EFFECTIVITÉ DE L'AIDE

A l'exception des personnes atteintes de cécité, le bénéficiaire doit justifier du recours à l'aide effective d'une tierce personne.

Le Département peut faire effectuer par les agents habilités, des contrôles de l'effectivité de l'aide, sur place et sur pièces.

Si la situation révélée par les contrôles le justifie, la Présidente du Conseil départemental peut en informer la CDAPH qui peut réduire ou interrompre l'allocation.

RÉVISION ET RENOUVELLEMENT DES DÉCISIONS

La révision, en cas de changement de situation de nature à modifier ses droits, ou le renouvellement de l'allocation par la CDAPH sont demandés par le bénéficiaire.

Dans le cadre du contrôle de l'utilisation de l'allocation, la Présidente du Conseil départemental peut également solliciter une révision.

SUSPENSION EN CAS D'HOSPITALISATION

En cas d'hospitalisation du bénéficiaire dans un établissement à caractère sanitaire, le versement de l'allocation compensatrice pour tierce personne est maintenu pendant les 45 premiers jours. Au-delà de cette période, le paiement de l'allocation est suspendu.

Il est également maintenu les 45 premiers jours de séjour en Maison d'Accueil Spécialisé (MAS) et suspendu au-delà de cette période ou réduit si le bénéficiaire est reçu en accueil de jour mais la suspension ou la réduction ne peut être opérée que durant les jours de prise en charge effective dans l'établissement.

RÉDUCTION EN CAS D'HÉBERGEMENT

Lorsque le bénéficiaire est hébergé dans un établissement médico-social de jour et de nuit, et que ses frais d'hébergement sont pris en charge au titre de l'aide sociale départementale, le montant de l'ACTP est réduit afin de tenir compte de l'aide apportée par le personnel de cet établissement.

Cette réduction ne peut excéder 90 % du montant de l'allocation.

Lorsque le bénéficiaire est accueilli en accueil de jour, aucune réduction n'est effectuée.

Intervenants :

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits*

FICHE N° 57: ACCUEIL FAMILIAL À TITRE ONÉREUX- PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

NATURE DE LA PRESTATION

L'accueil familial consiste, pour une personne handicapée adulte, à être accueillie au domicile d'un particulier n'appartenant pas à sa famille.

BÉNÉFICIAIRES

Personnes handicapées ne relevant pas d'un établissement ou service destiné à recevoir les personnes handicapées adultes ayant pu acquérir un minimum d'autonomie et dont l'état ne nécessite pas une surveillance médicale et des soins constants.

Ce mode d'hébergement ne relève pas d'une orientation prononcée par la CDAPH, mais du libre choix de la personne.

Cependant, pour bénéficier d'un accueil à titre onéreux, la personne doit avoir été reconnue handicapée par la CDAPH et ne faisant pas l'objet d'une orientation de type MAS.

AIDES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VERSÉES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Les personnes accueillies peuvent solliciter la prise en charge des frais d'hébergement par l'aide sociale en cas de ressources insuffisantes. Elle est accordée selon les dispositions de l'admission à l'aide sociale (cf. fiche n°52).

Le mode de calcul des différents éléments de rémunération est fixé par Délibération du Conseil départemental pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

Une évaluation des besoins de la personne accueillie au domicile de l'accueillant est réalisée afin de fixer le niveau des différents éléments de rémunération.

Les frais liés au handicap peuvent être pris par la prestation de compensation du handicap (PCH) à l'exclusion de l'aménagement du logement de l'accueillant selon les conditions fixées par le présent règlement et décrites dans les fiches correspondantes à ces prestations.

Références

Art L 441-1 à L 444-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 441-1 à D 444-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Délibération du Conseil départemental du 26/09/2005

Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015

PROCÉDURE

Pour être accueillie, la personne handicapée doit s'assurer que la personne susceptible de l'accueillir dispose d'un agrément et doit signer le contrat d'accueil.

Elle peut s'adresser au Conseil départemental pour connaître les listes des familles d'accueil agréées.

CONTRAT D'ACCUEIL

Il est obligatoire et doit être signé avant ou dès le 1er jour d'accueil.

Le contrat garantit à la personne accueillie la possibilité d'exercer ses droits et libertés individuels (notamment le respect de la dignité, l'intégrité, la vie privée, l'intimité, la sécurité). A cet effet, la charte des droits et des libertés de la personne accueillie est annexée au contrat d'accueil (annexe n°13 du présent règlement).

Le contrat précise la durée de la période d'essai et les conditions selon lesquelles le contrat peut être modifié ou dénoncé, le délai de provenance.

Il précise également les conditions matérielles et financières de l'accueil ainsi que les droits et obligations de chacun.

Il prévoit un projet d'accueil d'accueil personnalisé au regard des besoins de la personne accueillie.

Il prévoit la possibilité pour la personne accueillie de désigner une personne de confiance et le recours à une personne qualifiée pour l'aider à faire valoir ses droits.

Il est conforme au modèle transmis par le Conseil départemental au demandeur lors de la procédure d'instruction.

Il est établi en 3 exemplaires. Un exemplaire doit être adressé au Président du Conseil départemental.

Le contrat peut être complété d'annexes fixant, entre autres, les modalités de visite à la personne accueillie, les biens dont dispose la personne accueillie chez l'accueillant (objets de valeurs, meubles, personnels...).

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Familles d'accueil*

FICHE N° 58: PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP (PCH)

NATURE DE LA PRESTATION

La prestation de compensation du handicap (PCH) est une prestation en nature destinée à compenser les conséquences du handicap des personnes résidant à domicile, en établissement ou en famille d'accueil agréée.

Elle prend en charge tout ou partie des aides suivantes :

- ∞ - les aides humaines,
- ∞ - les aides techniques,
- ∞ - liées à l'aménagement du logement et du véhicule ainsi qu'à d'éventuels surcoûts résultant de son transport,
- ∞ - liées à un besoin d'aides spécifiques ou exceptionnelles relatives à l'acquisition ou l'entretien de produits liés à son handicap
- ∞ - liées à l'attribution et à l'entretien d'aides animales.

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne handicapée résidant de façon stable et régulière en France métropolitaine ou Outre mer et à Saint Pierre et Miquelon peut demander à bénéficier de la Prestation de Compensation du Handicap et remplissant les conditions d'âge suivantes :

- ∞ - tout enfant de la naissance à 20 ans qui ouvre droit à un complément de l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé (AEEH)
- ∞ - tout adulte ayant moins de 60 ans dont le handicap répond aux critères d'éligibilité de la prestation.

Peuvent aussi prétendre à la prestation sous réserve de répondre aux critères de handicap toute personne :

- ∞ - de plus de 60 ans mais exerçant une activité professionnelle
- ∞ - ayant entre 60 et 75 ans si le handicap répondait aux critères d'éligibilité avant ses 60 ans
- ∞ - ayant plus de 75 ans mais bénéficiaire au jour de la demande de l'allocation compensatrice.

Références

Art L. 245-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 146-25 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 245-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art D 245-57 et suivants, Art D 245-73 à D 245-78 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Décret n°2008-451 du 7 mai 2008
Loi 2011-901 du 28/07/2011

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les demandeurs doivent présenter une difficulté absolue à la réalisation d'une activité essentielle de la vie quotidienne ou une difficulté grave pour au moins deux activités. Les difficultés dans la réalisation de cette ou ces activités doivent être définitives, ou d'une durée prévisible d'au moins un an.

En ce qui concerne les enfants, il est fait référence aux étapes du développement habituel d'un enfant du même âge.

PROCÉDURE

L'équipe pluridisciplinaire établit un plan personnalisé de compensation à partir duquel la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) prend sa décision. La notification précise la nature des dépenses pour lesquelles chaque élément est affecté et les modalités de versement. Le montant de la prestation est calculé sur la base de tarifs et de montants par nature de dépense, les tarifs, montants maximum et durée d'attribution étant fixés par voie réglementaire.

Les droits débutent au 1er jour du mois de dépôt de la demande pour les adultes, au jour fixé par la CDAPH en fonction de sa situation pour un enfant.

La prestation de compensation est accordée dans la limite d'un taux de prise en charge qui peut varier selon les ressources patrimoniales du bénéficiaire ou pour les

enfants, celles de la personne ou du ménage ayant la charge de celui-ci.

La notification est transmise pour versement au Conseil départemental du domicile de secours du bénéficiaire.

La prestation est versée mensuellement à terme échu et selon les modalités choisies par son bénéficiaire.

PROCÉDURE D'URGENCE

En cas d'urgence attestée, l'intéressé peut, à tout moment de l'instruction de sa demande de prestation de compensation, joindre une demande particulière pour l'attribution d'une prestation en urgence. Cette demande sur papier libre doit être attestée par un professionnel de santé ou par un service ou organisme à caractère social ou médico-social et adressé à la Maison Départementale des Personnes Handicapées du département où le demandeur réside, dès lors que cette résidence est acquisitive d'un domicile de secours ; lorsqu'elle n'est pas acquisitive d'un domicile de secours, la Maison départementale des personnes handicapées compétente est celle du département du domicile de secours du demandeur.

Sont considérées urgentes les situations pour lesquelles un retard dans l'attribution de l'allocation compromettrait la mise en œuvre ou le maintien du projet de vie du demandeur. La Présidente du Conseil départemental statue dans un délai de 15 jours ouvrés et arrête le montant provisoire de la prestation.

RÉVISION ET RENOUVELLEMENT DE LA PRESTATION

L'allocataire est tenu d'informer la CDAPH et la Présidente du Conseil départemental de toute modification de sa situation de nature à modifier ses droits. La CDAPH procède à une nouvelle évaluation qui pourra entraîner une révision de la prestation de service. Dans le cadre du contrôle de l'utilisation de la PCH, la Présidente du Conseil départemental peut également solliciter cette révision.

La CDAPH doit inviter le bénéficiaire de la prestation à adresser une demande de renouvellement 6 mois avant l'expiration des droits en cours.

CONTRÔLE DE L'UTILISATION

La Présidente du Conseil départemental est chargé du contrôle opéré sur place ou sur pièces. L'objectif est de vérifier si les conditions d'attribution de la prestation de compensation sont ou restent réunies ou si le bénéficiaire de cette prestation a consacré cette prestation à

la compensation des charges pour lesquelles elle lui a été attribuée. Les forfaits cécité et surdité ne relèvent pas de ce contrôle.

Le versement de la prestation de compensation ou d'un ou plusieurs de ces éléments peut être suspendu par la Présidente du Conseil départemental en cas de manquement du bénéficiaire à ses obligations déclaratives, après que l'intéressé a été mis en mesure de faire connaître ses observations. Le bénéficiaire est totalement rétabli dans ses droits dès qu'il justifie des éléments exigés ou s'acquitte de ses obligations déclaratives.

En cas de non-paiement des frais de compensation liés à l'aide humaine, la personne physique ou morale, ou l'organisme qui en assume la charge peut obtenir de la Présidente du Conseil départemental que l'élément de la prestation lui soit versé directement. Cette décision doit être notifiée à la personne handicapée au moins un mois avant la mise en œuvre.

Les montants versés au titre de la prestation de compensation sont déterminés dans la limite des frais réellement supportés par la personne handicapée.

En cas de sous utilisation des charges spécifiques (élément 4 de la PCH) par rapport au montant attribué par la CDAPH et au vu des justificatifs fournis, un montant forfaitaire peut être fixé par le Département, afin d'éviter la récupération des indus.

RÉCUPÉRATION DES INDUS

Tout paiement indu est récupéré en priorité par retenue sur les versements ultérieurs de la prestation de compensation. A défaut, le recouvrement de cet indu est poursuivi comme en matière de contributions directes, conformément aux dispositions de l'article L. 1617-5 du Code général des collectivités territoriales.

En cas d'indus existants au décès du bénéficiaire, ils ne sont pas recouverts lorsque leur total est inférieur ou égal à trois fois la valeur brute du salaire horaire minimum de croissance.

DISPOSITIONS DIVERSES

Principe de subsidiarité

En règle générale, lorsque le bénéficiaire de la prestation de compensation dispose de droits ouverts au titre d'une prestation de sécurité sociale de même nature, son montant est déduit du montant de la PCH.

Droit d'option entre la PCH et l'APA

Toute personne qui a obtenu le bénéfice de la prestation de compensation avant 60 ans et qui remplit les critères de dépendance peut choisir, lorsqu'elle atteint cet âge et à chaque renouvellement de l'attribution de cette prestation, entre le maintien de celle-ci et le bénéfice de l'allocation personnalisée d'autonomie. Lorsque la personne qui atteint cet âge n'exprime aucun choix, il est présumé qu'elle souhaite continuer à bénéficier de la prestation de compensation.

Droit d'option entre la PCH et l'allocation compensatrice

Toute personne bénéficiaire de l'allocation compensatrice peut demander le bénéfice de la prestation de compensation quelque soit son âge.

Lorsque cette demande de prestation est formulée à la date d'échéance de renouvellement du droit à l'allocation compensatrice, le choix est exercé par la personne bénéficiaire, préalablement informée des montants respectifs de l'allocation et de la prestation auxquels elle peut avoir droit.

La personne bénéficie d'un délai de deux mois après la notification pour faire connaître son choix auprès de la Présidente du Conseil départemental

L'absence de réponse de la personne vaut acceptation de la PCH de façon définitive.

Droit d'option entre le complément de l'AEEH et la PCH

Toute personne bénéficiaire d'un droit ouvert à un complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé a le choix entre :

- ∞ - le complément de l'AEEH et la prestation de compensation du handicap
- ∞ - le complément de l'AEEH et le seul élément de la prestation couvrant les charges d'aménagement de logement, du véhicule ou le surcoût lié aux transports (élément 3 de la prestation) ; ces charges ne peuvent alors être prises en compte pour l'attribution du complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé.

Le bénéficiaire ou son représentant exprime son choix avant la décision de la commission des droits et de l'autonomie. Sans réponse, il est réputé opter pour le complément de l'AEEH.

Ce choix n'est pas définitif. Toute demande de renouvellement ou de révision de la PCH entraîne un réexa-

men des conditions pour bénéficier du complément d'AEEH.

Réduction en cas d'hospitalisation

En cas d'hospitalisation dans un établissement social ou médico-social donnant lieu à une prise en charge par l'assurance maladie ou par l'aide sociale, intervenant en cours de droit à la prestation de compensation concernant les aides humaines est réduit à hauteur de 10 % d'un montant minimum et d'un montant maximum fixés par arrêté.

Cette réduction intervient au-delà de quarante-cinq jours consécutifs de séjour.

Lorsque la personne handicapée est dans l'obligation de licencier de ce fait son ou ses aides à domicile, cette réduction intervient au-delà de 60 jours.

Ce délai n'est pas interrompu en cas de sortie ne mettant pas un terme à la prise en charge. Le versement intégral est rétabli pendant les périodes d'interruption de l'hospitalisation ou de l'hébergement.

Voies de recours

Si la personne handicapée estime que la décision de la MDPH méconnaît ses droits, elle peut demander au directeur de la MDPH, l'intervention d'une personne qualifiée chargée de proposer des mesures de conciliation.

Les décisions relatives à l'attribution de la prestation par la commission des droits et de l'autonomie peuvent faire l'objet d'un recours devant la juridiction du contentieux technique de la sécurité sociale.

Les décisions de la Présidente du Conseil départemental relatives au versement de la prestation peuvent faire l'objet d'un recours devant la Commission départementale d'aide sociale et la Commission centrale d'aide sociale.

PRESTATION DE COMPENSATION EN CAS D'HÉBERGEMENT

Pour l'élément d'aide humaine, le montant journalier réduit servi pendant les périodes d'hospitalisation ou d'hébergement est ramené à 10 % du montant estimé par la CDAPH pour les périodes d'interruption de l'hébergement, dans la limite d'un montant journalier minimum et maximum fixés par arrêté.

Pour les aides techniques, les charges spécifiques ou exceptionnelles, la commission fixe le montant des aides nécessaires que l'établissement ne couvre pas habituellement dans le cadre de ses missions.

Pour les charges relevant d'un éventuel surcoût lié au transport, entre le domicile et le lieu de travail ou d'hébergement, le montant maximum attribuable peut être majoré dans des conditions fixées par arrêté.

Pour l'aménagement du domicile, la commission prend en compte les frais exposés par les bénéficiaires de l'AEEH et par les personnes séjournant au moins trente jours par an à leur domicile ou au domicile d'un ascendant, descendant ou collatéral jusqu'au 4^e degré, ou chez un ascendant, un descendant ou un collatéral jusqu'au 4^e degré de son conjoint, de son concubin ou de la personne avec laquelle elle a conclu un pacte civil de solidarité.

RETRAIT DU DOSSIER ET DÉPÔT DE LA DEMANDE

La demande de prestation de compensation doit être déposée auprès de la Maison Départementale des personnes handicapée (MDPH) du département où le demandeur réside, dès lors que cette résidence est acquisitive d'un domicile de secours ; lorsqu'elle n'est pas acquisitive d'un domicile de secours, la Maison départementale des personnes handicapées compétente est celle du département du domicile de secours du demandeur, au moyen d'un formulaire CERFA à compléter, accompagné d'un certificat médical (documents téléchargeables ou disponibles au siège de la MDPH ou dans les Centres médico-sociaux du Département).

La MDPH a en charge l'instruction de la demande. Celle-ci comporte une évaluation des besoins de compensation et l'établissement d'un plan personnalisé de compensation réalisé par l'équipe pluridisciplinaire au regard du « projet de vie » de la personne handicapée.

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits*

FICHE N° 59: AIDE SOCIALE À DOMICILE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP : AIDE MÉNAGÈRE ET PORTAGE DE REPAS

NATURE DE LA PRESTATION

Il s'agit d'une aide en nature destinée à favoriser le maintien à domicile des personnes handicapées. Elle finance l'intervention d'aides à domicile ou le portage de repas.

Elle est mise en œuvre par des services habilités et autorisés par le Conseil départemental. Elle comprend :

- ∞ - l'aide ménagère accordée dans la limite de 30 h par mois pour une personne seule, de 48 heures pour un couple, sous réserve d'une participation horaire à charge du bénéficiaire fixée par le Conseil départemental (voir annexe n°12)
- ∞ - le portage de repas accordé dans la limite de 31 repas par mois pour une personne (le coût lié à la production des repas étant à la charge du bénéficiaire).

BÉNÉFICIAIRES

Elle s'adresse aux personnes handicapées :

- ∞ - dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 % ou qui sont, compte tenu de leur handicap, dans l'impossibilité de se procurer un emploi
- ∞ - résidant en Lozère de manière stable et continue depuis plus de 3 mois, de nationalité française. Les personnes de nationalité étrangère doivent justifier d'une résidence ininterrompue depuis au moins 15 ans en France métropolitaine avant l'âge de 70 ans.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Cette prestation relève des dispositions communes de la procédure d'instruction, de récupération de créance et des conditions d'admission.

Références

Art L 111-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art L 132-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art L 241-1 et L 241-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art L 231-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 231-2 et R 241-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art L 815-4 du Code de la Sécurité Sociale

CONDITIONS DE RESSOURCES

Les ressources cumulées du demandeur, de son conjoint, concubin ou de la personne avec laquelle il a conclu un PACS doivent être inférieures à un plafond établi en référence à l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) et à l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Une évaluation de la situation pourra être effectuée au domicile de la personne handicapée, avant décision de la Présidente du Conseil départemental.

Elle est accordée pour une durée maximale de 2 ans, renouvelable à l'initiative du bénéficiaire sous réserve d'une demande présentée 3 mois avant la date d'échéance.

Si le dossier a été transmis à la Présidente du Conseil départemental dans le mois qui suit le dépôt en CCAS ou CIAS, la prestation prend effet au 1er jour de la quinzaine qui suit le dépôt en CCAS ou CIAS.

Ces prestations peuvent faire l'objet d'une admission d'urgence.

RÈGLE DE NON CUMUL

L'aide ménagère à domicile n'est pas cumulable avec :

- ∞ - l'allocation représentative des services ménagers
- ∞ - la majoration tierce personne accordée aux personnes titulaires de pensions d'invalidité.

VERSEMENT DE L'ALLOCATION

Les prestations servies sont réglées directement à l'organisme sur présentation de facture.

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits
Mission Offre d'Accueil*

FICHE N° 60: AIDE SOCIALE À L'HÉBERGEMENT EN FAVEUR DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

NATURE DE LA PRESTATION

Prise en charge des frais d'hébergement en établissement des personnes handicapées adultes ne disposant pas de ressources suffisantes pour s'acquitter des frais de séjour.

BÉNÉFICIAIRES

Elle s'adresse aux personnes handicapées résidant en France, de nationalité française ou répondant aux conditions générales relatives aux étrangers.

Toute personne qui a été hébergée dans un établissement pour personnes handicapées avant l'âge de 60 ans et dans le cadre d'un accueil successif sans retour à domicile ou qui justifiait d'un taux d'incapacité au moins égal à 80 % avant l'âge de 65 ans, a droit au maintien de son statut de personne handicapée.

La personne handicapée doit faire l'objet de la part de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) d'une décision d'orientation vers un établissement ou service de la compétence du département.

Par dérogation, les personnes en situation de handicap de moins de 60 ans peuvent bénéficier de l'aide sociale à l'hébergement dans le cadre de leur accueil en EHPAD ou en USLD

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Cette prestation relève des dispositions de la procédure commune d'instruction des demandes d'aide sociale et des modalités de récupération de la créance constituée.

La participation du demandeur à ses frais d'hébergement est déterminée en fonction de l'exercice ou non d'une activité professionnelle et varie en fonction de la quotité de l'accueil. Elle équivaut à 90 % de ses ressources et deux tiers du salaire.

En fonction de la situation financière du postulant, la Présidente du Conseil départemental peut accepter la déduction des charges suivantes :

∞ - cotisations de mutuelle et prévoyance

Références

Art L 114-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 132-1 à L 132-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 241-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 344-5, L 344-5-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art R 241-1, R 344-29 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art D 344-34 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 314-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 344-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art D 311 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art R 314-204 du Code de l'Action Sociale et des Familles

- ∞ - frais de gestion liés à une protection juridique
- ∞ - cotisations d'assurance responsabilité civile
- ∞ - frais liés à un contrat d'obsèques
- ∞ - sommes dues pendant le préavis pour résiliation de contrat de location d'une habitation principale

Un minimum de ressources mensuelles, fixé par décret est laissé à disposition du bénéficiaire.

L'aide sociale est accordée pour une durée maximale de 5 ans, renouvelable à l'initiative du bénéficiaire.

La prestation prend effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement ou au cours du 1er jour de la quinzaine qui suit le dépôt au CCAS ou CIAS si la demande n'a pas été déposée dans les deux mois qui suivent ce jour et si le dossier n'a pas été transmis à la Présidente du Conseil départemental dans le mois qui suit le dépôt en CCAS ou CIAS.

Cette prestation peut faire l'objet d'une admission d'urgence.

RÈGLE DE NON CUMUL

L'aide sociale à l'hébergement n'est pas cumulable avec :

- ∞ - l'aide ménagère à domicile
- ∞ - l'allocation représentative des services ménagers.

PAIEMENT DE LA PRESTATION

Les prestations servies sont réglées directement à l'établissement d'accueil sur présentation de facture.

MODALITÉS DE VERSEMENT

Le principe d'une provision

Avant l'admission à l'aide sociale, la personne qui gère elle-même ses revenus s'engage à verser une provision tous les mois à l'établissement.

Dans l'attente de la décision, la personne qui ne gère pas elle-même ses revenus mandate par écrit le comptable de l'établissement pour encaisser des ressources à sa place et payer ses dépenses, y compris la provision (cette procuration n'est valable que pour la période qui précède l'admission à l'aide sociale).

La provision est calculée par le responsable de l'établissement sur la base des revenus déclarés par la personne (90 % des ressources pour le cas général et deux tiers des revenus professionnels). Il n'est pas émis de titre de recette et les sommes encaissées sont comptabilisées sur un compte d'attente.

Le principe de l'avance est précisé dans le règlement de fonctionnement de chaque établissement, le livret d'accueil précise que le résident a la possibilité de verser ses ressources entre les mains du comptable de l'établissement.

Après l'admission à l'aide sociale, sur la base de la notification, l'établissement émet deux titres de recette : l'un à l'encontre de la personne hébergée du montant de la somme provisionnée, l'autre à l'encontre du département, correspondant à la différence entre le tarif journalier dû et les sommes encaissées détaillées dans un état joint.

Détermination de la contribution du résident

Le responsable de l'établissement détermine, en fonction des dispositions du présent règlement et de la décision individuelle d'admission à l'aide sociale, les sommes à percevoir. Il s'appuiera sur les informations

relatives aux ressources du résident telles que connues au moment de l'instruction de sa demande et jointes à la notification.

A défaut, le responsable de l'établissement demande à la personne hébergée une attestation énumérant les revenus dont elle dispose et indiquant son engagement à faire connaître sans délai toute modification dans la composition de ses ressources.

Le responsable de l'établissement vérifie que les sommes versées correspondent bien au taux de participation prévu, et pour les personnes qui acquittent elles-mêmes leur contribution, qu'aucune modification n'est intervenue.

Modalités de versement

Si la personne hébergée s'acquitte elle-même de sa participation, l'établissement assure le suivi des encaissements.

Si l'établissement perçoit directement les revenus, il s'assure au moins une fois par an qu'aucune modification n'est intervenue.

Dans ces deux cas, l'établissement émet deux titres de recettes : l'un à l'encontre de la personne hébergée pour le montant de sa contribution, l'autre à l'encontre du département correspondant à la différence entre le tarif journalier dû et les sommes encaissées détaillées dans un état joint.

Garanties données aux personnes hébergées en cas de perception directe

La Présidente du Conseil départemental est le garant des conditions dans lesquelles s'effectue la perception des revenus. Le responsable de l'établissement doit tenir un état détaillé des sommes encaissées mois par mois pour le compte des résidents, faisant apparaître aussi bien leur utilisation que le montant de l'argent de poche laissé à leur disposition.

Cet état est arrêté en fin d'exercice et lors du départ définitif de la personne handicapée.

Recouvrement des impayés des personnes hébergées

Si l'établissement, après avoir mis en œuvre toutes les voies de recours à sa disposition, ne peut recouvrer la participation du résident, la créance peut devenir une créance du département.

PAIEMENT DE LA PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT

L'établissement étant chargé du recouvrement de la participation des résidents, il facture au département le seul montant relevant de l'aide sociale : le tarif hébergement diminué de la participation du résident.

Lorsqu'une personne part d'un établissement et entre dans un autre établissement dans la même journée, c'est l'établissement où le résident a pris le repas du midi qui facture la journée.

Versement d'un acompte

Ce versement ne présente aucun caractère systématique, il ne concerne que les établissements qui le sollicitent.

Sur la base des dépenses d'aide sociale réellement engagées au titre de l'année précédente, le département calcule, par imputation nette globale (hébergement), le montant de l'acompte mensuel versé à l'établissement correspond à 5/6 de la dépense moyenne mensuelle de l'année précédente. L'acompte est mandaté avant le 5 du mois auquel il correspond (terme à échoir)

Documents à produire:

A chaque fin de mois ou trimestre, l'établissement transmet au Département soit un état compensatoire des sommes dues, soit un état des sommes encaissées et un état des sommes dues.

L'établissement présente avant le 15 mars de l'année N-1 à défaut le versement de l'acompte est suspendu .

Régularisation par le Département

Le Département régularise trimestriellement les états des sommes dues transmis par l'établissement en déduisant du net à payer les acomptes versés :

- si les sommes dues sont supérieures aux trois acomptes versés, un mandat est émis au profit de l'établissement,
- si le total des trois acomptes est supérieur aux sommes dues, un ordre de reversement ou titre de recette est émis à l'encontre de l'établissement.

Actualisation de l'acompte

L'actualisation de l'acompte s'effectue une fois par an, au début du second trimestre, sur la base des sommes réellement versées par le Département au cours de l'exercice précédent. Dans l'attente de cette actualisation, les acomptes sont versés sur la base des montants précédents.

Si lors d'une régularisation trimestrielle il est constaté une variation supérieure à 10 % entre le montant de l'acompte versé et le nouveau décompte, le montant de l'acompte peut être modifié à la demande de l'établissement ou du département sur la base de ce nouveau décompte.

MODALITÉS DE FACTURATION DES FRAIS D'HÉBERGEMENT EN ÉTABLISSEMENT POUR PERSONNES HANDICAPÉES

Les personnes hébergées en foyer contribuent à leurs frais d'hébergement, la facturation durant les périodes d'absence est définie comme suit :

Absence pour hospitalisation

| | | |
|------------------------------|--------|---|
| Absence pour hospitalisation | - 72 h | Facturation normale |
| | + 72 h | Le montant du forfait hospitalier est déduit du prix de journée. Au-delà de 30 jours d'absences consécutives, les journées ne sont plus facturées au Conseil départemental. Il appartient à l'établissement de fixer les modalités de facturation du résident au-delà de ce délai. |

Le reversement des ressources est maintenu en cas d'hospitalisation du résident.

Absence autre qu'une hospitalisation

| | | |
|--------------------------------------|--------|--|
| Absence autre qu'une hospitalisation | - 72 h | Facturation normale |
| | + 72 h | Le montant des charges variables relatives à la restauration et à l'hôtellerie est déduit du prix de journée. Au-delà de 30 jours d'absence totale dans l'année civile, les journées ne sont plus facturées au Conseil dé- |

| | | |
|--|--|---|
| | | <p>partemental.</p> <p>Il appartient à l'établissement de fixer les modalités du résident au-delà de ce délai.</p> <p>Sont inclus dans les 30 jours les week-end et les jours fériés.</p> |
|--|--|---|

En cas d'absence pour convenances personnelles, le résident conserve la totalité des ressources.

Quel que soit le motif d'absence, le montant de l'allocation logement reste intégralement versé à l'établissement pour tous les établissements

MODALITÉS DE FACTURATION

Accueil des personnes handicapées pour laquelle une évaluation des potentialités se révèle nécessaire :

- ∞ - assujettie à une décision d'orientation de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées,
- ∞ - période consécutive limitée à un mois renouvelable une fois,
- ∞ - convention établie entre le ou les établissements et la personne accueillie précisant les modalités d'accueil,
- ∞ - la prise en charge des périodes de stage ne peut excéder 90 jours par an pour une même personne.

Personne handicapée résidant à son domicile

Intervenants

Direction Maison de l'Autonomie
 Direction de l'Accès aux Droits
 Mission offre d'accueil équipement
 Service Administration Finances

- ∞ - la prise en charge au titre de l'aide sociale répond aux règles de l'hébergement temporaire,
- ∞ - les personnes handicapées peuvent être admises à déduire certaines dépenses de leur participation à leur frais d'hébergement après autorisation de la Présidente du Conseil départemental,
- ∞ - demande d'admission à l'aide sociale avant l'entrée dans l'établissement.

Personne handicapée résidant dans un autre établissement

- ∞ - la facturation des frais d'hébergement incombe à l'établissement d'origine qui doit assumer le paiement de la période de stage, au tarif de l'établissement,
- ∞ - dans le cadre d'une permutation entre deux établissements de compétence départementale, il n'y a pas de reversement du prix de journée.

Ces deux cas de figure font l'objet d'une information du Conseil départemental à l'appui des décisions de la CDAPH et de la convention de stage. Ce dernier informe en retour l'établissement de sa décision.

- ∞ - prise en charge par le Département au titre de l'aide sociale selon les règles générales de l'hébergement,
- ∞ - assujettie à une décision d'orientation de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées,
- ∞ - versement du salaire par l'établissement dès la signature du contrat de résident,
- ∞ - participation du résident à ses frais d'hébergement selon la règle générale.

FICHE N° 61: PLACEMENT EN EHPAD OU ULSD D'UNE PERSONNE HANDICAPÉE DE MOINS DE 60 ANS

NATURE DE LA PRESTATION

Dérogation aux conditions d'âge pour un accueil en établissement d'hébergement pour personnes âgées.

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne handicapée de moins de 60 ans, résidant à domicile ou en établissement sanitaire, social et médico-social et dont la situation relève d'un autre mode de prise en charge.

PROCÉDURE

La demande de dérogation doit être adressée à la Présidente du Conseil départemental, par l'intéressé ou par son représentant légal.

La décision de dérogation incombe à la Présidente du Conseil départemental du département.

Références

Art L 241-1 et L 241-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles

MODALITÉS DE PRISE EN CHARGE

Dans ce cadre, la demande d'aide sociale à l'hébergement relève des dispositions de la procédure commune d'instruction des demandes d'aide sociale et des modalités de récupération de la créance telle que définie pour les personnes handicapées.

Les règles de contribution de la personne à ses frais d'hébergement sont identiques à celles qui auraient été appliquées dans le cas d'un hébergement pour personnes handicapées adultes jusqu'à ses 60 ans.

Les modalités de calcul et de facturation des absences sont celles prévues dans le cadre d'un hébergement pour personnes âgées.

Intervenants

Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits

FICHE N° 62: ACCUEIL DE JOUR EN ÉTABLISSEMENT POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

NATURE DE LA PRESTATION

Ce mode de prise en charge a pour but de :

- ∞ - développer ou de maintenir les acquis et l'autonomie de la personne accueillie et de faciliter ou préserver son intégrité sociale
- ∞ - permettre aux personnes handicapées d'avoir des activités encadrées au sein d'un établissement médico-social et d'octroyer du répit aux aidants pendant la journée.

BÉNÉFICIAIRES

Pour les personnes handicapées de plus de 20 ans, l'accueil de jour représente une réelle complémentarité au maintien à domicile et une réelle alternative à un hébergement collectif.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'accueil de jour est pris en charge par le Département après orientation de la CDAPH et ne donne lieu à aucune contribution de la part de la personne handicapée.

PROCÉDURE

Elle est prononcée par le responsable de l'établissement dans la limite des places autorisées en accueil de jour et habilitées au titre de l'aide sociale départementale.

TARIFICATION

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Service de l'Accès aux Droits
Mission Offre d'Accueil*

Références

*Art L 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art L 314-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Décret 2004-231 du 17 mars 2004
Délibération du Conseil départemental du 14/04/2004
Décret 2010-1084 du 15/09/2010*

Le tarif appliqué est celui arrêté par le Département pour l'établissement d'accueil.

Il correspond à 40 % du tarif journalier de l'hébergement complet de l'établissement d'accueil. Les produits correspondants sont inscrits en recette du budget de l'établissement. L'encadrement éducatif lié aux activités de l'établissement d'accueil et la restauration collective sont pris en charge. Les frais de transport pour se rendre dans l'établissement ne peuvent pas être pris en charge dans le prix de journée de l'établissement. Les transports sont éligibles au titre de la PCH dans la limite des plafonds réglementaires.

La prise en charge des frais de transport aller-retour entre le domicile et l'établissement des personnes handicapées adultes bénéficiant d'un accueil de jour dans les maisons d'accueils spécialisées et les foyers d'accueil médicalisés sont inscrits parmi les dépenses d'exploitation et sont intégrés dans le prix de journée de l'établissement dans la limite des plafonds réglementaires.

Dans les autres établissements (foyers de vie, foyers d'hébergement d'ESAT) ces frais de transport ne peuvent pas être pris en charge dans le prix de journée de l'établissement. Ils peuvent être éligibles au titre de la PCH dans la limite des plafonds réglementaires.

VERSEMENT DE L'ALLOCATION

Les prestations servies sont réglées directement à l'établissement d'accueil sur présentation de facture.

FICHE N° 63: HÉBERGEMENT TEMPORAIRE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

NATURE DE LA PRESTATION

L'accueil temporaire s'adresse aux personnes handicapées de tous âges et s'entend comme un accueil organisé pour une durée limitée, le cas échéant sur un mode séquentiel, à temps complet ou partiel, avec ou sans hébergement, y compris en accueil de jour.

Il peut être organisé en complément des prises en charge habituelles en établissements et services.

L'accueil temporaire vise à :

- ∞ - organiser, pour les intéressés, des périodes de répit ou des périodes de transition entre deux prises en charge, des réponses à une interruption momentanée de prise en charge ou une réponse adaptée à une modification ponctuelle ou momentanée de leurs besoins ou à une situation d'urgence,
- ∞ - organiser, pour l'entourage, des périodes de répit ou à relayer, en cas de besoin, les interventions des professionnels des établissements et services ou des aidants familiaux, bénévoles ou professionnels, assurant habituellement l'accompagnement ou la prise en charge.

BÉNÉFICIAIRES

Les personnes en situation de handicap.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Ce mode d'accueil peut relever de l'aide sociale à l'hébergement et relève des dispositions communes de la procédure d'instruction. Pour toute personne résidant à domicile ou en établissement sanitaire, la demande d'admission à l'aide sociale doit être présentée avant l'entrée dans l'établissement. Il est limité à 90 jours par an sur 12 mois glissants.

Intervenants :

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction Accès aux Droits
Mission Offre d'Accueil*

Références

*Art L 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art D 312-8 à D 312-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 314-194 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Décret 2004-231 du 17 mars 2004
Délibération du Conseil départemental du 14/04/2004*

Contribution de la personne handicapée : se reporter à l'accueil de jour et l'hébergement permanent.

PROCÉDURE

L'admission est prononcée par le responsable de l'établissement dans la limite des places autorisées en hébergement temporaire, après décision de la CDAPH.

Procédure d'urgence : à titre dérogatoire, en cas d'urgence, l'admission directe d'une personne handicapée présentant un taux d'incapacité au moins égal à 80 % peut être réalisée pour des séjours inférieurs à 15 jours.

TARIFICATION

Pour l'hébergement complet :

Le tarif appliqué est celui de l'hébergement permanent ; en cas d'absence les règles de l'hébergement permanent s'appliquent.

Pour l'accueil de jour :

Le tarif appliqué figure dans la fiche accueil de jour. Il est facturé lorsque la personne a été accueillie en semaine (du lundi au vendredi) et sur une journée complète (de 8 h 30 à 17 h 30). Les frais de transport pour se rendre dans l'établissement ne peuvent pas être pris en charge dans le prix de journée de l'établissement. Les transports peuvent être éligibles au titre de la PCH dans la limite des plafonds réglementaires.

PAIEMENT DE LA PRESTATION

Les prestations servies sont réglées directement à l'établissement d'accueil sur présentation de facture.

FICHE N° 64: LES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT A LA VIE SOCIALE (S.A.V.S.)

NATURE DE LA PRESTATION

Les services d'accompagnement à la Vie Sociale (S.A.V.S.) ont pour vocation à contribuer à la réalisation du projet de vie des personnes adultes handicapées par un accompagnement adapté favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, scolaires, universitaires ou professionnels et facilitant leur accès à l'ensemble des services offerts par la collectivité.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les S.A.V.S. interviennent sur décision de la CDAPH, auprès de toute personne dont les déficiences et les incapacités rendent nécessaires, soit une assistance ou un accompagnement pour tout ou partie des actes essentiels de l'existence, ou d'un accompagnement social en milieu ouvert et un apprentissage à l'autonomie.

La CDAPH peut décider que la prise en charge ira au-delà des 60 ans si la personne était déjà bénéficiaire du suivi.

La demande de prolongation, ainsi que le rapport établi par le SAVS doivent faire apparaître que l'état de santé et les capacités de la personne restent compatibles avec les missions de ce service.

Références

*loi n°2002-2 du 2 janvier 2002
décret 2005-1135 du 7 septembre 2005
articles D312-162 et suivants du code de l'action sociale et des familles*

MODALITÉS DE PRISE EN CHARGE

S'agissant d'une prestation d'accompagnement, à l'exclusion de tout hébergement, les usagers qui en relèvent bénéficient d'une prise en charge totale des frais d'intervention.

Les SAVS bénéficient du versement annuel d'une dotation globalisée versée par le Conseil départemental. Les modalités sont fixées par la convention. Celles-ci prévoient notamment que chaque service transmet son bilan annuel d'activité au Conseil départemental, comportant la liste des personnes entrées et sorties du dispositif.

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Mission offre d'accueil*

FICHE N° 65: AIDE SOCIALE À DOMICILE PERSONNES ÂGÉES : AIDE MÉNAGÈRE ET PORTAGE DE REPAS

NATURE ET FONCTION DE LA PRESTATION

Il s'agit d'une aide en nature destinée à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées. Elle finance l'intervention d'aides à domicile ou le portage de repas.

Elle est mise en œuvre par des organismes habilités et autorisés par le Conseil départemental.

Elle comprend :

- ∞ - l'aide ménagère, accordée dans la limite de 30 h par mois pour une seule personne, de 48 h pour un couple, sous réserve d'une participation horaire à la charge du bénéficiaire fixée par le Conseil départemental (voir annexe n°12),
- ∞ - le portage de repas, accordé dans la limite de 31 repas par mois pour une personne (le coût du repas étant à la charge du bénéficiaire).

BÉNÉFICIAIRES

Elle s'adresse aux personnes âgées de 65 ans au moins ou de 60 ans si reconnues inaptes au travail, et résidant en Lozère de manière stable et continue depuis plus de 3 mois, de nationalité française.

Les personnes de nationalité étrangère doivent justifier d'une résidence ininterrompue depuis au moins 15 ans en France métropolitaine avant l'âge de 70 ans.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Cette prestation relève des dispositions communes de la procédure d'instruction, de récupération de créance et des conditions d'admission décrites dans les fiches correspondantes.

Les ressources cumulées du demandeur, de son conjoint, concubin ou de la personne avec laquelle il a

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits
Mission Offre d'Accueil*

Références

*Art L 111-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art L 231-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 231-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art L 815-4 du Code de sécurité sociale*

conclu un PACS doivent être inférieures à un plafond établi en référence à l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ex FNS) et à l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Une évaluation de la situation pourra être réalisée au domicile de la personne âgée. L'équipe médico-sociale du département déterminera le plan d'aide adapté à la situation et fixera le nombre d'heures accordées.

Elle est accordée pour une durée maximale de 2 ans, renouvelable à l'initiative du bénéficiaire sous réserve d'une demande présentée 3 mois avant la date d'échéance.

Si le dossier a été transmis au Conseil départemental dans le mois qui suit le dépôt en CCAS ou CIAS, la prestation prend effet au 1er jour de la quinzaine qui suit le dépôt en CCAS ou CIAS.

Ces prestations peuvent faire l'objet d'une admission d'urgence.

RÈGLES DE CUMUL ET DE NON CUMUL

L'aide ménagère à domicile n'est pas cumulable avec :

- ∞ - l'APA
- ∞ - l'allocation représentative des services ménagers
- ∞ - la majoration pour tierce personne accordée aux personnes titulaires de pensions d'invalidité

VERSEMENT DE L'ALLOCATION

Les prestations servies sont réglées directement à l'organisme sur présentation de facture.

FICHE N° 66: AIDE SOCIALE À L'HÉBERGEMENT EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES

NATURE DE LA PRESTATION

Prise en charge des frais d'hébergement en établissement des personnes âgées ne disposant pas de ressources suffisantes pour s'acquitter des frais de séjour constitués du tarif hébergement et de la participation de résident au tarif dépendance.

BÉNÉFICIAIRES

Elle s'adresse aux personnes âgées de 60 ans au moins, ayant résidé en Lozère durant plus de 3 mois avant leur entrée en établissement public ou privé habilité à l'aide sociale.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Cette prestation relève des dispositions de la procédure commune d'instruction des demandes d'aide sociale et des modalités de récupération de la créance constituée.

La participation du demandeur à ses frais d'hébergement est égale à 90 % de ses ressources.

A sa demande et sur présentation de justificatifs, des charges peuvent être déduites de ses revenus :

- ∞ - cotisations de mutuelle et de prévoyance,
- ∞ - frais liés à un contrat d'obsèques,
- ∞ - assurance responsabilité civile,
- ∞ - impôts, taxes, assurances liées à l'habitation principale et la charge de l'intéressé, sous réserve d'une garantie par hypothèque légale,
- ∞ - charges exceptionnelles liées à l'entretien d'une habitation sous réserve d'une garantie par hypothèque légale.

Cette prestation fait appel à l'obligation alimentaire et au devoir de secours entre époux tel que décrit dans la fiche « Obligation alimentaire ».

Une somme mensuelle minimale égale à 1/100ème du minimum vieillesse annuel est laissée à sa disposition.

Elle est accordée pour une durée maximale de 5 ans, renouvelable à l'initiative du bénéficiaire.

Références

Art R 113-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 131-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 132-1 à L 132-4 et 132-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 231-4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art R 131-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art R 231-5 et R 231-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 314-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 342-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art D 311 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art R 314-204 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Délibération de la Commission permanente du 6/10/2004

La décision prend effet à compter du jour d'entrée dans l'établissement ou au 1er jour de la quinzaine qui suit le dépôt en CCAS ou CIAS si la demande n'a pas été déposée dans les deux mois qui suivent ce jour et si le dossier n'a pas été transmis à la Présidente du Département dans le mois qui suit le dépôt en CCAS ou CIAS.

Cette prestation peut faire l'objet d'une admission d'urgence.

RÈGLES DE NON CUMUL

L'aide sociale à l'hébergement n'est pas cumulable avec :

- ∞ - l'APA à domicile
- ∞ - l'aide ménagère à domicile
- ∞ - l'allocation représentative des services ménagers

PAIEMENT DE LA PRESTATION

Les prestations servies sont réglées directement à l'établissement d'accueil sur présentation de facture.

MODALITÉS DE VERSEMENT DES RESSOURCES

Versement des ressources des résidents

Le principe d'une provision

Avant l'admission à l'aide sociale, la personne qui gère elle-même ses revenus s'engage à verser une provision tous les mois à l'établissement dans l'attente de la décision ; la personne qui ne gère pas elle-même ses revenus mandate par écrit le comptable de l'établissement pour encaisser des ressources à sa place et payer ses dépenses, y compris la provision (cette procuration n'est valable que pour la période qui précède l'admission à l'aide sociale).

La provision est calculée par le responsable de l'établissement sur la base des revenus déclarés par la personne (90 % de ses ressources pour le cas général). Il n'est pas émis de titre de recette et les sommes encaissées sont comptabilisées sur compte d'attente.

Le principe de l'avance est précisé dans le règlement de fonctionnement de chaque établissement ; le contrat de séjour et le livret d'accueil précisent que le résident a la possibilité de verser ses ressources entre les mains du comptable de l'établissement.

Après l'admission à l'aide sociale, sur la base de la notification, l'établissement émet 2 titres de recette : l'un à l'encontre de la personne hébergée du montant de la somme provisionnée, l'autre à l'encontre du département, correspondant à la différence entre le tarif journalier dû et les sommes encaissées détaillées dans un état joint.

Détermination de la contribution du résident

Le responsable de l'établissement détermine, en fonction des dispositions du présent règlement et de la décision individuelle d'admission à l'aide sociale, les sommes à percevoir. Il s'appuiera sur les informations relatives aux ressources du résident telles que connues au moment de l'instruction de sa demande et jointes à la notification.

A défaut, le responsable de l'établissement demande à la personne hébergée une attestation énumérant les revenus dont elle dispose et indiquant son engagement à

faire connaître sans délai toute modification dans la composition de ses ressources.

Le responsable de l'établissement vérifie que les sommes versées correspondent bien au taux de participation prévu, et pour les personnes qui acquittent elles-mêmes leur contribution, qu'aucune modification n'est intervenue.

Modalités de versements

Si la personne hébergée s'acquitte elle-même de sa participation, l'établissement assure le suivi des encaissements. Si l'établissement perçoit directement les revenus, il s'assure au moins une fois par an qu'aucune modification n'est intervenue.

Dans ces deux cas, l'établissement émet deux titres de recette : l'un à l'encontre de la personne hébergée pour le montant de sa contribution, l'autre à l'encontre du département correspondant à la différence entre le tarif journalier dû et les sommes encaissées détaillées dans un état joint.

Garantie donnée aux personnes âgées en cas de perception directe

La Présidente du Département est le garant de conditions dans lesquelles s'effectue la perception des revenus. Le responsable de l'établissement doit tenir un état détaillé des sommes encaissées mois par mois pour le compte des résidents, faisant apparaître aussi bien leur utilisation que le montant de l'argent de poche laissé à leur disposition.

Cet état est arrêté en fin d'exercice et lors du départ définitif de la personne âgée.

Recouvrement des impayés des personnes hébergées

Si l'établissement, après avoir mis en œuvre toutes les voies de recours à sa disposition, ne peut recouvrer la participation de résident, la créance peut devenir une créance du département.

Recouvrement de la contribution

Le recouvrement des pensions alimentaires dues aux personnes admises au titre de l'aide sociale reste à la charge du département. La contribution du conjoint est à la charge de l'établissement.

PAIEMENT DE LA PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT

L'établissement, étant chargé du recouvrement de la participation des résidents, facture au Département le seul montant relevant de l'aide sociale : le tarif hébergement diminué de la participation du résident.

Lorsqu'une personne part d'un établissement et entre dans un autre établissement dans la même journée, c'est l'établissement où le résident a pris le repas du midi qui facture la journée.

MODALITÉS DE FACTURATION DES PÉRIODES D'ABSENCE EN ÉTABLISSEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES

Les absences de l'établissement sont facturées ou non par l'établissement selon les règles établies ci-dessous.

Absence pour hospitalisation

| | | |
|-------------------------------|--------------|---|
| Absences pour hospitalisation | - 72 heures | Facturation normale |
| | + 72h heures | Le montant du forfait hospitalier est déduit du prix de journée. Au delà de 45 jours d'absence totale dans l'année civile, les journées ne sont plus facturées au Conseil départemental |

∞ - APA : le versement est maintenu durant 30 jours, il est suspendu au 31ème, il reprend au 1^{er} jour du mois de sortie (ces dispositions ne s'appliquent pas aux établissements relevant de la dotation globale).

Absence autre qu'une hospitalisation

| | | |
|---------------------------------------|-------------|---|
| Absences autre qu'une hospitalisation | - 72 heures | Facturation normale |
| | + 72 heures | Le montant du forfait hospitalier est déduit du prix de journée. Au-delà de 35 jours d'absences totales dans l'année civile, les factures ne sont pas facturées au Conseil départemental. |

∞ - APA : le versement est suspendu dès le 1^{er} jour d'absence pour les établissements ne relevant pas de la dotation globale.

Intervenants :

Directions du Conseil départemental : Maison de l'Autonomie, Lien Social, Service Administration et Finances

CCAS, CIAS

Établissements d'hébergement pour Personnes Âgées

FICHE N° 67: ACCUEIL FAMILIAL À TITRE ONÉREUX - PERSONNES ÂGÉES

NATURE ET FONCTION DE LA PRESTATION

L'accueil familial consiste, pour une personne âgée, à être accueillie au domicile d'un particulier n'appartenant pas à sa famille.

BÉNÉFICIAIRES

Personnes âgées de plus de 60 ans.

AIDES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VERSÉES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Les personnes accueillies peuvent solliciter la prise en charge des frais d'hébergement par l'aide sociale en cas de ressources insuffisantes. Elle est accordée selon les mêmes conditions que pour les personnes accueillies en établissement. Les éléments pouvant être pris en charge au titre de l'aide sociale sont les suivants :

- ∞ - rémunération journalière des services rendus
- ∞ - indemnité de congé
- ∞ - indemnité en cas de sujétion particulière

Le mode de calcul des différents éléments de rémunération est fixé par délibération du Conseil départemental pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

Une évaluation des besoins de la personne accueillie au domicile de l'accueillant est réalisée par un travailleur social du département afin de fixer le niveau des différents éléments de rémunération.

Les frais liés à la dépendance ou au handicap peuvent être pris en charge par l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) selon les conditions fixées par le présent règlement et décrites dans les fiches correspondant à ces prestations.

PROCÉDURE

Références

Art L 441-1 à L 444-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 441-1 à D 444-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 441-1 à D 442-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Délibération du Conseil départemental du 26/09/2005
Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015

Pour être accueillie, la personne âgée doit s'assurer que la personne susceptible de l'accueillir dispose d'un agrément et signer le contrat d'accueil.

Elle peut s'adresser au Conseil départemental pour connaître la liste des familles d'accueil agréées.

CONTRAT D'ACCUEIL

Il est obligatoire et doit être signé avant ou dès le 1er jour d'accueil.

Le contrat garantit à la personne accueillie la possibilité d'exercer ses droits et libertés individuelles (notamment le respect de la dignité, l'intégrité, la vie privée, l'intimité et la sécurité). A cet effet, la charte des droits et libertés de la personne accueillie est annexée au contrat d'accueil (annexe n°12 du présent règlement).

Le contrat précise la durée de la période d'essai et les conditions selon lesquelles le contrat peut être modifié ou dénoncé, le délai de prévenance.

Il précise également les conditions matérielles et financières de l'accueil ainsi que les droits et obligations de chacun.

Il prévoit un projet d'accueil personnalisé au regard des besoins de la personne accueillie. Il prévoit la possibilité pour la personne accueillie de désigner une personne de confiance et le recours à une personne qualifiée pour lui faire valoir ses droits.

Il est conforme au modèle transmis par le Conseil départemental au demandeur lors de la procédure d'instruction.

Il est établi en 3 exemplaires. Un exemplaire doit être adressé à la Présidente du Conseil départemental.

Le contrat peut être complété d'annexes fixant, entre autres, les modalités de visite à la personne accueillie, les biens dont dispose la personne accueillie chez l'accueillant (objets de valeur, meubles personnels...).

*Intervenants
Direction Maison de l'Autonomie
Familles d'accueil*

FICHE N° 68: ACCUEIL DE JOUR DES PERSONNES ÂGÉES

NATURE DE LA PRESTATION

Ce mode de prise en charge a pour but de :

- ∞ - favoriser le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie
- ∞ - permettre à des personnes de bénéficier d'une prise en charge visant à maintenir, voire améliorer, leur autonomie dans les actes de la vie quotidienne.

BÉNÉFICIAIRES

Les personnes âgées de 60 ans et plus pour lesquelles l'accueil de jour représente une réelle complémentarité au maintien à domicile.

CONDITION D'ATTRIBUTION

Par le Département au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile. La prise en charge au titre de l'APA est limitée au plan d'aide élaboré par l'équipe médico-sociale et dans la limite des plafonds fixés réglementairement. L'ensemble des dispositions spécifiques à l'APA à domicile s'appliquent (procédure, participation).

Par le Département au titre de l'aide sociale à domicile pour les personnes non éligibles à l'APA. L'évaluation du niveau de dépendance relève de la procédure de l'APA à domicile (évaluation, plan d'aide). La participation du département porte sur le le tarif hébergement de la personne accueillie. Le tarif GIR 5/6 arrêté sera facturé à la personne accueillie. L'ensemble des dispositions relatives à l'aide sociale à domicile s'appliquent.

Intervenants :

Direction Maison de l'Autonomie,
Direction de l'Accès aux Droits
Mission Offre d'Accueil

Références :

Art L 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 314-207 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Délibération de la Commission permanente du 10/11/2006
Décret n°2077-827 du 11 mai 2007

Les frais de transport entre l'établissement et le domicile de l'usager ne peuvent pas être pris en charge au titre de l'APA ou de l'aide sociale. Une dotation de l'ARS est versée à l'établissement afin de lui permettre d'organiser ces transports.

ADMISSION

Elle est prononcée par le responsable de l'établissement dans la limite des places autorisées en accueil de jour.

Le tarif appliqué aux personnes accueillies en accueil de jour étant fonction du niveau de perte d'autonomie, toute personne fréquentant cette structure fait l'objet d'une évaluation validée par l'équipe médico-sociale du Département.

TARIFICATION

Le tarif appliqué est celui arrêté par le département pour l'établissement d'accueil et n'entre pas dans le cadre de la dotation globale dépendance.

RÈGLES DE CUMUL ET DE NON-CUMUL

La prise en charge des frais liés à l'accueil de jour n'est pas cumulable avec l'aide sociale à l'hébergement permanent ou temporaire.

VERSEMENT DE L'ALLOCATION

Les prestations servies sont réglées directement à l'établissement d'accueil sur présentation de facture.

FICHE N° 69: ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE À DOMICILE - APA

NATURE DE LA PRESTATION

L'allocation personnalisée d'autonomie est une prestation en nature destinée à répondre aux besoins des personnes âgées en perte d'autonomie résidant soit à leur domicile soit en famille d'accueil agréée.

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne âgée de 60 ans au moins qui se trouve dans l'incapacité d'assumer les conditions du manque ou de la perte d'autonomie liées à son état physique ou mental.

Sont concernées les personnes qui nécessitent, en plus des soins qui leur sont apportés, une aide pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie ou qui nécessitent une surveillance particulière.

Peuvent prétendre à cette allocation les personnes étrangères titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour exigé pour résider régulièrement en France.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le degré de perte d'autonomie de la personne âgée dans l'accomplissement des actes de la vie quotidienne est évalué par un travailleur médico-social en référence à une grille nationale AGGIR (autonomie gérontologique groupes iso-ressources). Les personnes classées dans un des groupes 1 à 4 sont éligibles à l'allocation.

L'évaluation est effectuée au domicile et validée par l'équipe médico-sociale qui élabore un plan d'aide.

PROCÉDURE

L'allocation personnalisée d'autonomie est accordée sur décision de la Présidente du Conseil départemental.

Les droits débutent au plus tard au jour de leur notification et pour une durée spécifiée dans la décision.

Références

Art L 232-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 232-1 à R 232-17 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art R 232-23 à D 232-33 du Code de l'Action Sociale et des Familles
Art L 355-1 du Code de la sécurité sociale
Délibération de la commission permanente du 06/10/2004
Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015

En cas d'urgence attestée, d'ordre médical ou social, la Présidente du Conseil départemental attribue l'APA à titre provisoire et pour un montant forfaitaire à compter du jour du dépôt du dossier complet et jusqu'à prise de décision.

La révision de la décision peut intervenir à tout moment, soit à l'initiative de la Présidente du Conseil départemental, soit à celle du bénéficiaire.

Avant le terme des droits accordés, la Présidente du Conseil départemental initie une nouvelle évaluation de la situation du bénéficiaire. Le renouvellement des droits relève de la même procédure que la demande initiale.

RESSOURCES PRISES EN COMPTE

Le coefficient de participation au plan d'aide est calculé en référence aux ressources du bénéficiaire, de son conjoint, concubin ou de la personne avec laquelle il a conclu un PACS. La participation est modulée si le conjoint réside en établissement. Il est tenu compte du dernier avis d'imposition, des biens mobiliers, immobiliers et capitaux qui ne sont ni exploités ni placés, censés procurer aux intéressés un revenu annuel hors résidence principale, la participation est modulée en fonction du montant du plan accordé.

Le bénéficiaire dont les revenus sont inférieurs à 0,725 fois le montant de la majoration pour aide constante d'une tierce personne est exonéré de toute participation.

Le montant de l'allocation est égal au plan d'aide utilisé par le bénéficiaire, déduction faite de sa participation.

Le bénéficiaire soumis à une participation devra s'acquitter de la part du plan d'aide qui lui revient ; le non respect de ces dispositions entraînera une suspension du service de l'allocation.

RÈGLES DE NON CUMUL

L'APA n'est pas cumulable avec :

- ∞ - l'aide sociale à domicile ou à l'hébergement,
- ∞ - l'APA en établissement,
- ∞ - l'allocation représentative des services ménagers,
- ∞ - l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP),
- ∞ - la majoration pour aide constante d'une tierce personne (MTP),
- ∞ - la prestation de compensation du handicap (PCH),
- ∞ - la prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PC RTP).

VERSEMENT DE L'ALLOCATION

L'allocation est versée selon les éléments du plan d'aide soit au bénéficiaire à terme à échoir, soit directement au prestataire sur présentation de facture.

L'allocation n'est pas servie lorsque son montant mensuel, après déduction de la participation du bénéficiaire, est inférieur ou égal à trois fois la valeur brute du salaire horaire minimum de croissance.

Le droit à l'allocation est maintenu durant les 30 premiers jours d'une hospitalisation, et suspendu au-delà.

Intervenants

Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits

CONTRÔLE DE L'EFFECTIVITÉ DE L'AIDE

Le contrôle de l'effectivité de l'aide versée au bénéficiaire est réalisé sur demande de production de pièces justificatives de l'utilisation de l'APA. Elle fera l'objet de récupération des sommes qui n'auront pas été affectées conformément aux dispositions prévues au plan d'aide.

L'allocation peut faire l'objet de suspension si le bénéficiaire ou son représentant légal n'a pas remédié aux carences constatées. Le bénéficiaire sera totalement rétabli dans ses droits lorsqu'il aura fait la preuve d'une mise en œuvre du plan conformément aux dispositions réglementaires.

CONSÉQUENCE DE L'ADMISSION À L'APA

Cette aide ne fait l'objet d'aucune récupération sur la succession ni de recours contre les donataires, ni d'une prise d'hypothèque sur les biens de la personne âgée, ni de la mise en œuvre de l'obligation alimentaire.

RÉCUPÉRATION DES INDUS

L'action intentée par le Président du Conseil départemental pour la mise en recouvrement des sommes indûment versées se prescrit par deux ans sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration. Dans cette dernière hypothèse, aucun délai de prescription n'est opposable.

Les sommes inférieures ou égales à trois fois la valeur brute du salaire horaire minimum de croissance ne font pas l'objet de récupération.

RETRAIT ET DÉPÔT DU DOSSIER DE DEMANDE

Le dossier est à retirer auprès de la Maison Départementale de l'Autonomie du Conseil départemental, du CLIC, du Centre médico-social ou à télécharger sur le site du Conseil départemental. Il est à adresser complet à la Maison Départementale de l'Autonomie du Conseil départemental.

VOIES DE RECOURS

Les contestations portant sur le niveau de dépendance ou le service de l'allocation peuvent faire l'objet de recours devant la Commission départementale d'aide sociale.

FICHE N° 70: APA - ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE EN ÉTABLISSEMENT

NATURE ET FONCTION

L'allocation personnalisée d'autonomie est une prestation en nature destinée à répondre aux besoins des personnes âgées dépendantes résidant en structure d'hébergement.

Elle est destinée à aider son bénéficiaire à s'acquitter du tarif dépendance de l'établissement appliqué à son degré de perte d'autonomie. Une participation est laissée à la charge du bénéficiaire (tarif GIR 5/6).

BÉNÉFICIAIRES

Toute personne âgée de 60 ans et plus qui se trouve dans l'incapacité d'assumer les conséquences du manque ou de la perte d'autonomie liés à son état physique ou mental.

Sont concernées les personnes qui nécessitent, en plus des soins qui leur sont apportés, une aide pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie ou qui nécessitent une surveillance particulière.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le degré de perte d'autonomie de la personne âgée dans l'accomplissement des actes de la vie quotidienne est évaluée par l'équipe médico-sociale de l'établissement sous la responsabilité du médecin coordonnateur (référence : grille nationale AGGIR - Autonomie Gériologique Groupe Iso-Ressources).

ATTRIBUTION DE L'APA

L'allocation personnalisée d'autonomie est accordée sur décision de la Présidente du Département pour 2 ans.

L'ouverture des droits est sur décision de la Présidente du Département pour une durée spécifiée à la date de réception au service du dossier de demande complet.

Si l'entrée en établissement est antérieure à cette date, la prise en charge pourra intervenir sous réserve que le dossier ait été déposé complet au service au plus tard dans les 2 mois suivants.

Elle fait l'objet de révision périodique à l'initiative du Département ou du bénéficiaire.

Références

Art L 232-1 à 231-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 232-8 à L 232-28 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art R 232-1 à R 232-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art R 232-23 à D 232-35 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art D 313-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Délibération du Département du 25/11/2004 relative aux versements de l'APA en établissement sous forme de dotation globale.
Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015

Les droits ne peuvent faire l'objet que d'une seule modification par an : à la date d'effet du nouvel arrêté de tarification et selon le niveau de dépendance validé par la commission départementale de coordination médicale (ayant fixé le GMP de l'établissement). En revanche, tout changement d'établissement d'accueil donne lieu à la révision de la décision.

CONDITIONS DE RESSOURCES

La participation du bénéficiaire au tarif dépendance au-delà du GIR5/6 est calculée en référence aux ressources du bénéficiaire, de son conjoint, concubin ou de la personne avec laquelle il a conclu un PACS. La participation est modulée si le conjoint réside à domicile. Il est tenu compte du dernier avis d'imposition, des biens mobiliers, immobiliers et capitaux qui ne sont ni exploités ni placés, censés procurer aux intéressés un revenu annuel hors résidence principale.

RÈGLES DE NON CUMUL

L'APA en établissement n'est pas cumulable avec :

- ∞ - l'aide sociale à domicile ou à l'hébergement,
- ∞ - l'APA à domicile,
- ∞ - l'allocation représentative des services ménagers,

- ∞ - l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP),
- ∞ - la prestation de compensation du handicap (PCH)
- ∞ - la majoration pour aide constante d'une tierce personne (MTP)
- ∞ - la prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PC RTP).

VERSEMENT DE L'ALLOCATION

L'allocation est versée à l'établissement sous forme de prestation individuelle sur présentation de facture pour les établissements situés hors Lozère.

Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Lozère, à l'exception des maisons de retraite non conventionnées, perçoivent une dotation globale dépendance qui exonère les résidents de l'obligation de présenter un dossier et de toute participation soumise à conditions de revenus.

CONSÉQUENCES DE L'ADMISSION

Cette aide ne fait l'objet d'aucune récupération ni de la mise en œuvre de l'obligation alimentaire.

RETRAIT ET DÉPÔT DU DOSSIER DE DEMANDE

Le dossier est à retirer auprès de la Maison Départementale de l'Autonomie du Département, du CLIC, du Centre médico-social, de l'établissement d'accueil ou à télécharger sur le site du Département. Il est adressé complet à la Maison Départementale de l'Autonomie du Département.

VOIES DE RECOURS

Les contestations portant tant sur le niveau de dépendance ou le service de l'allocation peuvent faire l'objet de recours devant la commission départementale d'aide sociale.

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits*

FICHE N° 71: HÉBERGEMENT TEMPORAIRE- PERSONNES ÂGÉES

NATURE DE LA PRESTATION

L'accueil temporaire en établissement d'hébergement pour personnes âgées s'entend comme un accueil organisé pour une durée limitée, le cas échéant, sur un mode séquentiel à temps complet ou partiel.

Il concourt au maintien à domicile en permettant :

- ∞ - d'éviter l'hospitalisation,
- ∞ - de préparer un retour à domicile après hospitalisation,
- ∞ - de soulager momentanément les familles, les aidants naturels ou professionnels,
- ∞ - de préparer une entrée en hébergement,
- ∞ - de pallier des situations transitoires d'inconfort ou d'insécurité du logement ou d'isolement.

BÉNÉFICIAIRES

Les personnes âgées de 60 ans et plus

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Ce mode d'accueil peut relever de l'aide sociale à l'hébergement et relève des dispositions communes de la procédure d'instruction (fiche n°48). La dépendance est prise en charge dans les mêmes conditions que l'APA en établissement pour un hébergement permanent.

Ce mode d'accueil est limité à 90 jours.

La prise en charge financière des frais d'hébergement du département est limitée aux établissements médico-sociaux de Lozère habilités à l'aide sociale.

Contribution de la personne âgée : 90 % des ressources de la personne âgée sont affectées au règlement des frais de séjour.

Références

Art L312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 314-8 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art R 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art D 312-8 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles

Décret 2004-231 du 17 mars 2004

Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015

Cependant, afin de lui permettre de faire face à ses charges habituelles, sa participation peut être minorée, après accord de la Présidente du Département des charges suivantes : loyer ou crédit, impôts et taxes, charges locatives liées au logement habituel, les cotisations de mutuelle. Ces éléments doivent être justifiés et sont retenus au prorata de la période d'hébergement.

ADMISSION

Elle est prononcée par le responsable de l'établissement dans la limite des places autorisées en hébergement temporaire.

TARIFICATION

Le tarif appliqué est celui de l'hébergement permanent. Il est facturé tant au département qu'au résident, lorsque la personne a été effectivement présente dans l'établissement plus de douze heures au cours d'une journée.

RÈGLES DE NON CUMUL

L'aide sociale à l'hébergement n'est pas cumulable avec :

- ∞ - l'APA à domicile
- ∞ - l'aide sociale à domicile

VERSEMENT DE L'ALLOCATION

Les prestations servies sont réglées directement à l'établissement d'accueil sur présentation de facture.

CONSÉQUENCES DE L'ADMISSION À L'AIDE SOCIALE

La créance d'aide sociale ainsi constituée sera récupérable sur la succession du bénéficiaire quel que soit le montant de l'actif net successoral.

En cas de donation supérieure à 1 525 € intervenue dans les 10 ans précédant la demande d'admission, un recours sera exercé contre les donataires au fur et à mesure de la constitution de la créance.

En cas de conclusion d'un contrat d'assurance-vie par le bénéficiaire de l'aide sociale, la fraction des primes versées après l'âge de 70 ans pourra faire l'objet d'une récupération.

Cette aide fait l'objet d'une prise d'hypothèque sur les biens de la personne âgée dont la valeur est au moins égale au seuil fixé réglementairement. Elle peut faire l'objet de l'obligation alimentaire.

Intervenants :

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits
Mission Offre d'Accueil
Service administration- finances*

FICHE N° 72: OBLIGATION ALIMENTAIRE

NATURE

Les enfants doivent des aliments à leur père et mère ou autres ascendants qui sont dans le besoin.

PERSONNES TENUES À L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

Sont tenues à l'obligation alimentaire les descendants et leurs conjoints envers leurs ascendants dans le besoin et réciproquement (les parents envers leurs enfants et les conjoints de ceux-ci).

L'obligation alimentaire s'étend également aux descendants du deuxième degré (petits-enfants) dans le cas où les descendants du 1er degré sont décédés.

L'obligation alimentaire des gendres et belles-filles au profit de leur beau-père ou belle-mère cesse lors du décès de leur conjoint, en l'absence d'enfant ou lorsque les enfants issus de cette union sont eux-mêmes décédés.

L'obligation alimentaire s'applique pour l'adopté envers l'adoptant et réciproquement. Cette obligation continue d'exister entre l'adopté et les père/mère d'origine en cas d'adoption simple.

Les époux sont tenus à une obligation alimentaire qui repose sur le devoir de secours et d'assistance.

EXONÉRATION

Si la personne tenue à l'obligation alimentaire estime que la personne sollicitant l'aide sociale a manqué gravement à ses obligations, elle peut demander au juge aux affaires familiales d'être déchargée de tout ou partie de ses obligations.

Les enfants qui ont été retirés de leur milieu familial par décision judiciaire durant une période d'au moins 36 mois cumulés au cours des douze premières années de leur vie sont, sous réserve d'une décision contraire du juge aux affaires familiales, dispensés de droit de fournir cette aide. Cette dispense s'étend aux descendants des enfants susvisés. Il leur appartient de présenter les pièces justificatives à l'appui de leur demande de dispense d'exonération d'obligation alimentaire.

PROCÉDURE

Références

Art L 132-6 et L 132-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art L 315-16 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art R 132-9 et R 132-10 du Code de l'Action Sociale et des Familles

Art 205 à 212 du Code civil

Art L 6145-11 du Code de la Santé publique

Les personnes tenues à l'obligation alimentaire sont invitées, à l'occasion de toute demande d'aide sociale, à indiquer l'aide qu'elles peuvent allouer au postulant, et à apporter le cas échéant la preuve de leur impossibilité à couvrir la totalité des frais.

La Présidente du Département fixe, en tenant compte du montant total de la participation éventuelle de l'ensemble des obligés alimentaires, la proportion de l'aide consentie par la collectivité.

A défaut d'accord amiable entre les différents obligés alimentaires, ou en cas de refus de tout ou partie des obligés alimentaires de faire connaître, lors de l'enquête sociale, leurs capacités contributives, ou en cas de refus de tout ou partie des intéressés de participer aux frais d'entretien de leur créancier d'aliments, la Présidente du Département a la faculté de saisir le juge aux affaires familiales.

En cas de carence du bénéficiaire, le responsable de l'établissement, peut demander au juge aux affaires familiales de fixer le montant de l'aide que doivent apporter les personnes tenues à l'obligation ou en devoir de secours envers le résident.

RESSOURCES

Toutes les ressources des obligés alimentaires, imposables ou non, sont prises en compte pour le calcul de leur capacité contributive.

Les ressources sont celles issues des revenus personnels et du ménage (mariage, concubinage, pacte civil de solidarité).

PRESTATIONS N'ENTRAÎNANT PAS LA MISE EN ŒUVRE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

L'obligation alimentaire n'est pas mise en œuvre pour les prestations suivantes :

- ∞ - Aide ménagère au titre des personnes âgées ou handicapées
- ∞ - Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)
- ∞ - Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)
- ∞ - Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

RÉVISION DE LA DÉCISION DE PARTICIPATION

La décision d'admission à l'aide sociale peut être révisée :

- ∞ - Sur production par le bénéficiaire de l'aide sociale d'une décision judiciaire rejetant sa demande d'aliments ou limitant l'obligation alimentaire à une somme inférieure à celle qui avait été initialement fixée
- ∞ - Lorsque les débiteurs d'aliments ont été judiciairement condamnés à verser des pensions alimentaires supérieures
- ∞ - Lorsque les débiteurs d'aliments auront été déchargés de leur obligation
- ∞ - Lorsqu'un changement majeur est intervenu dans la situation du bénéficiaire ou de ses débiteurs d'aliments.

Intervenants

*Direction Maison de l'Autonomie
Direction de l'Accès aux Droits*

ANNEXES

ANNEXE 1 : ENFANCE FAMILLE

| | | |
|---|--|----------|
| Fiche n°15 | Dispositif de soutien financier aux Maisons d'Assistants Maternels (MAM) | |
| Subvention d'investissement aux collectivités | Subvention d'investissement plafonnée à 2 750 € par place non renouvelable. (création, aménagement, mise aux normes) | |
| Fiche n°19 | Subvention d'investissement en faveur des structures d'accueil des enfants de moins de 6 ans pour les rénovations, mises aux normes et aménagements | |
| Structures multi accueil | Crèches – Halte garderie : 4 500€ par place d'accueil Micro crèches : 5 500€ par place d'accueil | |
| Accueil de Loisirs sans hébergement | Subvention d'investissement plafonnée à 1 790 € par place pour l'accueil d'enfants de moins de 6 ans non renouvelable. Cette aide est attribuée aux ALSH fonctionnant pendant les vacances scolaires et les mercredis. Subvention d'investissement courant : 50 € par enfant et par an. | |
| Fiche n°20 | Subvention de fonctionnement : Aide au démarrage pour les structures multi-accueil classiques et les micro-crèches accueillant des enfants de moins de 6 ans | |
| | Micro-crèche | Crèche |
| | 1ère année | 11 756 € |
| | 2e année | 7 837 € |
| | 3e année | 3 918 € |
| Fiche n°21 | Subvention de fonctionnement : aide pérenne pour les structures multi accueil classiques ou micro-crèches | |
| Structures multi accueil classique | La Direction Enfance Famille accorde un montant d'aide égal à 3,50 € par jour et par enfant concerné (cette aide étant liée participation de chacune des communes de résidence des enfants pris en charge par la crèche. | |
| Micro crèches | Aide forfaitaire de 316 € annuelle par enfant versée trimestriellement et en fonction de la capacité d'accueil. | |

| | |
|-------------------------------------|---|
| Fiche n°22 | Subvention de fonctionnement : charte de qualité pour les Accueils de Loisirs sans Hébergement (ALSH) accueillant des enfants de moins de 6 ans |
| Centres de loisirs sans hébergement | Aide au fonctionnement calculé en fonction du nombre d'enfants (minimum 8 enfants) avec un montant de 1,52 € par jour et par enfant accueilli en journée complète (minimum 6 heures) |
| Fiche n°24 | Aides financières |
| Allocation Mensuelle Temporaire | Aide versée pour un mois, éventuellement renouvelable jusqu'à 3 mois consécutifs, ne pouvant excéder 300 € mensuellement. |
| Secours exceptionnel d'urgence | Aide versée en une seule fois, pouvant être renouvelée dans l'année, son montant ne peut excéder 150 € |
| Bon alimentaire | Titre de paiement pouvant être utilisé dans les centres commerciaux et destiné à permettre des achats en urgence de première nécessité. Ne peut être accordé qu'une fois par mois pour un montant maximum de 70 € |
| Fiche 33 | Indemnités et prestations versées aux mineurs et jeunes majeurs pris en charge par le Département |
| Argent de poche | <ul style="list-style-type: none"> - de 6 à 9 ans inclus 5,00 € - de 10 à 12 ans inclus 10,00 € - de 13 à 15 ans inclus 30,00 € - de 16 à 18 ans 50,00 € <li style="padding-left: 40px;">Supplément vacances 15,00 € payés en juillet - de 18 à 21 ans : <ul style="list-style-type: none"> • en établissement ou en famille d'accueil, argent de poche + vêture 150 € par mois • en logement autonome De 0 € à 650 € maximum par mois à évaluer en fonction des différentes ressources du jeune • trousseau installation en logement autonome 300,00 € |

| | | |
|--|---|---------------|
| Allocation d'habillement (sur présentation de justificatif) | A titre exceptionnel, à l'arrivée d'un enfant dans le cadre d'un premier accueil, le référent éducatif peut solliciter une allocation de premier équipement de 150 € maximum. Cette allocation sera remboursée à l'assistant familial sur présentation du mémoire. | |
| | - Moins de 12 ans | 60 € par mois |
| | - De 12 à 18 ans | 70 € par mois |
| Allocation de rentrée | - Maternelle | 20,00 € |
| | - Primaire | 80,00 € |
| | - Secondaire | 200,00 € |
| | Supplément entrée en section professionnelle | 260,00 € |
| | Trousseau internat | 150,00 € |
| Réussite aux examens scolaires | - Brevet, CAP, CFEG | 50,00 € |
| | - Bac pro et bac | 70,00 € |
| | - Post bac | 150,00 € |
| Cadeaux divers | - Noël | 50,00 € |
| | - Anniversaire : | |
| | • 10 ans | 30,00 € |
| | • + 10 ans | 50,00 € |
| Activités extra-scolaires | Un accord préalable du service doit être sollicité avant toute inscription. Envoi du devis en amont. 200 € par an (montant maximum) : loisirs, activités sportives et culturelles | |
| Permis de conduire | 500 € à évaluer en fonction du projet et des autres financements (FAJ, Mission Locale, famille, intéressé) | |
| Frais de scolarité | Un accord préalable du service doit être sollicité avant toute inscription. L'exigence de scolarité dans le privé par les parents doit être assurée financièrement par ces derniers. Lorsqu'il n'y a pas de choix possible entre privé et public, et dans la mesure où les parents ne peuvent pas participer, le service prendra en charge les frais de scolarité. | |
| Frais de crèche ou d'ALSH | Pris en charge par la Direction quand il est à l'initiative du projet. Pris en charge par l'assistant familial quand l'inscription relève d'un besoin personnel. | |

ANNEXE 2 : DROITS DES FAMILLES ET DES MINEURS DANS LEUR RELATION AVEC LE SERVICE ENFANCE FAMILLE

Les relations entre les familles, les mineurs et la Direction Enfance Famille dans le cadre de la protection de l'enfance sont organisées dans le chapitre III du Code de l'Action Sociale et des familles intitulé : « Droits des familles dans leurs rapports avec les services de l'Aide Sociale à l'Enfance ».

Articles L 223-1 à L 223-8 et articles R 223-1 à R 223-7.

Droit d'être accompagné par la personne de son choix :

Article L 223-1 Alinéa 2 du Code de l'action sociale des familles

Toute personne qui demande une prestation peut être accompagnée, dans ses démarches auprès de la Direction Enfance Famille, par la personne de son choix, représentant ou non une association.

Néanmoins, le service a la possibilité de proposer également un entretien individuel dans l'intérêt du demandeur.

Droit à l'information:

Demande de prestation :

Articles L 223-1, 223-4, et R 223-1 du CASF.

Toute personne qui demande une prestation au service ou qui en bénéficie est informée par les services chargés de la protection de la famille et de l'enfance des conditions d'attribution et des conséquences de cette prestation sur les droits et obligations de l'enfant et de son représentant légal.

Cette information porte sur :

- ∞ - Les aides de toute nature prévues pour assurer la protection de la famille et de l'enfance avec l'indication des organismes qui les dispensent, ainsi que les conséquences, au regard des règles d'octroi de ces aides, de l'attribution des prestations du service.
- ∞ - Les droits et devoirs afférents à l'autorité parentale, ainsi que les conséquences, au regard des modalités d'exercice de cette autorité, de l'attribution des prestations du service.
- ∞ - Le droit d'accès aux dossiers et documents administratifs ;
- ∞ - Le droit d'être accompagné par la personne de son choix dans les démarches auprès du service;
- ∞ - Le droit pour le mineur de donner son avis sur toute décision le concernant que le service doit examiner avec lui ;
- ∞ - Les nom et qualité de la personne habilitée à prendre la décision au sein du service.

Motivation des décisions prises par le service dans le cadre de la protection de l'enfance :

Articles L 221-1, R 223-2 CASF.

Sans préjudice des pouvoirs reconnus à l'autorité judiciaire, les prestations d'aide sociale à l'enfance mentionnées dans le présent chapitre du Règlement Départemental d'Aide Sociale sont accordées par décision de la Présidente du Conseil départemental du département où la demande est présentée.

Les décisions d'attribution, de refus d'attribution, de modification de la nature ou des modalités d'attribution d'une prestation doivent être motivées.

Leur notification doit mentionner les délais et modalités de mise en œuvre des voies de recours.

Dispositions relatives à l'attribution d'une prestation en espèces :

Article R 223-3 CASF.

Toute décision d'attribution d'une prestation en espèces mentionne :

- ∞ - La durée de la mesure, son montant et sa périodicité ;
- ∞ - Les nom et qualité des personnes chargées du suivi de la mesure et les conditions dans lesquelles elles l'exercent ;
- ∞ - Les conditions de révision de la mesure.

Droit lié à l'exercice de l'autorité parentale au cours du placement d'un mineur :

Articles L 223-2 du CASF Alinéas 1 et 2, R 223-5, 223-6.

Sauf si un enfant est confié au service par décision judiciaire ou s'il s'agit de prestations en espèces, aucune décision sur le principe ou les modalités de l'admission dans le service ne peut être prise sans l'accord écrit des représentants légaux ou du représentant légal du mineur ou du bénéficiaire lui-même, s'il est mineur émancipé.

Le formulaire d'accueil provisoire sur lequel est recueilli l'accord des parents ou du représentant légal mentionne :

- ∞ - Le mode de placement et, selon le cas, les nom et adresse de l'assistant familial ou l'indication de l'établissement.
- ∞ - La durée du placement.
- ∞ - Les modalités suivant lesquelles est assuré le maintien des liens entre l'enfant et ses parents, et notamment les conditions dans lesquelles ils exerceront leurs droits de visite et d'hébergement, compte tenu selon le mode de placement des conditions normales de la vie familiale ou du règlement intérieur de l'établissement.
- ∞ - L'identité des personnes qu'ils autorisent à entretenir des relations avec l'enfant et les conditions d'exercice de celles-ci.
- ∞ - Les conditions de la participation financière des parents ou du représentant légal à la prise en charge de l'enfant.
- ∞ - Les nom et qualité des personnes chargées d'assurer le suivi du placement et les conditions dans lesquelles elles l'exercent.
- ∞ - Les conditions de révision de la mesure.

Droit de manifester son avis :

Droit des mineurs:

Articles L 223-4, R 223-9 du CASF.

Le service examine avec le mineur toute décision le concernant et recueille son avis.

L'avis du mineur et les conditions dans lesquelles il a été recueilli font l'objet d'un rapport établi par la personne mandatée auprès de lui par la Direction.

Droit des représentants légaux du mineur :

Articles L 223-3, R 223-7 du CASF.

Lorsqu'un mineur est confié au service, en application d'une décision judiciaire prise en vertu :

- ∞ - de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 (article s 10-4°, 15-4°, 17 deuxième alinéa),
- ∞ - de l'article 375-3, 4° du Code Civil,
- ∞ - des articles 377-1 et 377 des articles 378 à 380 du Code Civil.

le représentant légal du mineur donne son avis préalablement au choix du mode et du lieu de placement et à toute modification apportée à cette décision.

ANNEXE 3 : SOMMAIRE RÉCAPITULATIF DES AIDES FSL POSSIBLES

| | |
|---|-----------------|
| 1 – Les aides du FSL dans le cadre de l'accès | |
| Dépôt de garantie | Fiche numéro 1 |
| Assurance habitation | Fiche numéro 2 |
| Loyer du mois d'entrée dans les lieux | Fiche numéro 3 |
| Frais d'agence | Fiche numéro 4 |
| Fais de branchement de compteurs | Fiche numéro 5 |
| Frais de déménagement | Fiche numéro 6 |
| Frais d'équipement ménager et/ou mobilier | Fiche numéro 7 |
| Dettes locatives antérieures | Fiche numéro 8 |
| Cautionnement | Fiche numéro 9 |
| 2 – Les aides du FSL dans le cadre du maintien | |
| Dettes de loyer et/ou de charge | Fiche numéro 10 |
| Fourniture d'énergie | Fiche numéro 11 |
| Dettes factures d'eau | Fiche numéro 12 |
| Dettes factures de téléphone | Fiche numéro 13 |
| Dettes assurance habitation | Fiche numéro 14 |
| Dettes concernant les ordures ménagères ou les taxes diverses liées au logement | Fiche numéro 15 |
| 3 – Les autres possibilités d'aides dans le cadre du FSL | |
| Accompagnement social lié au logement | Fiche numéro 16 |
| Accompagnement énergétique | Fiche numéro 17 |
| Aide aux suppléments de dépenses de gestion locative (ASDGL) | Fiche numéro 18 |

ANNEXE 4 : ACTION SOCIALE

| Fiche N°45 | Aides financières : aide à l'accès aux sports et à la culture |
|--|--|
| <p>Pour les personnes bénéficiaires du rSa socle ou d'un revenu équivalent</p> | <p>Pour les enfants : prise en charge au maximum de 90 % du montant de la cotisation. L'aide sera calculée sur un montant de cotisation plafonné à 200 €.</p> <p>Pour les adultes : prise en charge au maximum de 50 % de la cotisation. L'aide sera calculée sur un montant de cotisation plafonné à 200 €.</p> |
| <p>Pour les personnes ayant des revenus modestes</p> | <p>Pour les enfants : prise en charge au maximum de 50 % du montant de la cotisation. L'aide sera calculée sur un montant de cotisation plafonné à 200 €.</p> <p>Pour les adultes : prise en charge au maximum de 20 % de la cotisation. L'aide sera calculée sur un montant de cotisation plafonné à 200 €.</p> |

ANNEXE 5 : INSERTION

| Fiche N°48 | Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté (FAJED) |
|--|---|
| Secours d'urgence | Il s'agit d'un secours non remboursable pour un montant de 30 € renouvelable 2 fois par année civile, afin de répondre à des situations d'exclusion ou les prévenir. |
| Aide financière non remboursable | Cette aide financière non remboursable, d'un montant maximum de 915 € peut être renouvelée, après examen de la situation dans la limite d'un plafond de 1 830 € par période de 12 mois. |
| Prêt | Il s'agit d'un prêt lié à un projet d'insertion d'un montant maximum de 1 000 € remboursable en 12 mensualités maximum. |
| Les aides et prêts peuvent être accordés, après examen de la situation, dans la limite d'un plafond de 1 915 € par période de 12 mois. | |

| Fiche N°49 | Bourse Emploi / Formation Jeunes 48 |
|-----------------|--|
| Aide financière | Des aides peuvent être accordées, après examen de la situation, dans la limite d'un plafond de 1 830 € par période de 12 mois. Au total l'aide du Conseil départemental au titre de la Bourse Emploi/Formation Jeunes 48 est plafonnée à 3 660 € par demandeur. |

| Fiche N°51 | Aide financière Individuelle au titre du rSa (AFI) |
|-----------------|---|
| Aide financière | L'aide peut être accordée, après examen de la situation, dans la limite d'un plafond de 600 € par bénéficiaire s'il s'agit d'un couple ou 760 € pour une personne seule, sur une période d'un an. |

ANNEXE 6 : MODALITÉS DE RECOURS SUR SUCCESSION, CONTRE LÉGATAIRE, LE DONATAIRE OU LE BÉNÉFICIAIRE D'UN CONTRAT ASSURANCE-VIE PAR TYPE D'AIDE

| | | Recours sur succession | | Recours contre le bénéficiaire d'un contrat assurance vie sur les primes versées après 70 ans | Recours contre le légataire | Recours contre le donataire si la valeur des biens donnés est supérieure à 1 525 € |
|--|------------------------------------|--|---|---|---|--|
| Aide sociale à l'hébergement | Au titre des personnes âgées | Recours sur succession (4) | | OUI | OUI | OUI |
| | Au titre des personnes handicapées | Recours sur succession selon les héritiers (1) | Restent récupérables les créances pour lesquelles les décisions de récupération étaient définitives au 12/02/05 | NON (1) | NON (1) | NON (1) |
| Aide sociale à l'hébergement au titre de l'amendement Creton | | Recours sur succession selon les héritiers (2) | | OUI | OUI | OUI |
| Aides à domicile (aide ménagère et portage de repas) | Au titre des personnes âgées | Recours sur succession (4) | | OUI | OUI | OUI |
| | Au titre des personnes handicapées | Recours sur succession selon les héritiers (3) | | OUI | OUI | OUI |
| Allocation compensatrice pour tierce personne et pour frais professionnels | | NON (art 95 de la loi 2005-102 du 11/02/05) | Restent récupérables les créances pour lesquelles les décisions de récupération étaient définitives au 12/02/05 | NON | NON (art. 95 de la loi 2005-102- du 11/02/05) | NON (art. 95 de la loi 2005-102- du 11/02/05) |
| Prestation de compensation du handicap | | NON (art. L245-7 du CASF) | | NON | NON (art. L245-7) du CASF) | NON (art. L245-7 du CASF) |
| Prestation spécifique dépendance | | Recours sur succession (4) | | NON | OUI | OUI |
| Aide médicale | | Recours sur succession (4) | | NON | OUI | OUI |

(1) Art. L344-5 du CASF : les dispositions relatives au recours en récupération des prestations d'aide sociale ne s'appliquent pas lorsque les héritiers du bénéficiaire décédé sont son conjoint, ses enfants, ses parents ou la personne qui a assumé, de façon effective et constante, la charge du handicapé ni sur le légataire, ni sur le donataire ou le bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie. Les sommes versées, au titre de l'aide sociale dans ce cadre, ne font pas l'objet d'un recouvrement à l'encontre du bénéficiaire lorsque celui-ci est revenu à meilleure fortune.

(2) Art. L.242-10 du CASF : il n'est exercé aucun recours en récupération en récupération des prestations d'aide sociale à l'encontre de la succession du bénéficiaire décédé lorsque ses héritiers sont son conjoint, ses enfants ou la personne qui a assumé, de façon effective et constante, la charge du handicapé.

(3) Art. L.241-4 du CASF : il n'y a pas lieu à l'application des dispositions relatives au recours en récupération des prestations d'aide sociale lorsque les héritiers du bénéficiaire sont son conjoint, ses enfants ou la personne qui a assumé, de façon effective et constante, la charge du handicapé.

(4) Règles de recouvrement :

- ∞ - le recouvrement sur succession des sommes versées au titre de l'aide sociale à domicile ou de la prestation spécifique de dépendance, s'exerce sur la part de l'actif net excédant 46 000 €. Seules les dépenses supérieures à 760 € et pour la part excédant ce montant peuvent donner lieu à récupération,
- ∞ - le recouvrement sur succession des sommes versées au titre de l'aide sociale à l'hébergement s'exerce sur l'actif net successoral au premier euro dépensé.

ANNEXE 7 : PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP

| Prestation de compensation du handicap | | Prestations prises en charge Modalités de versement Mise en œuvre du contrôle d'utilisation |
|--|---|--|
| Prestations prises en charge dans le plan d'aide | Modalités de règlement par le Conseil départemental | Modalités de mise en œuvre du contrôle d'utilisation |
| 1er élément : Aide Humaine : aides effectives d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence | | |
| Heures gré à gré | Au bénéficiaire | Fiches de paie, attestation versement des cotisations sociales |
| Heures mandataires | Au bénéficiaire ou au prestataire | Fiches de paie, attestation de versement des cotisations sociales Sur facture du service prestataire |
| Heures prestataires | Au bénéficiaire ou au prestataire | Sur facture acquittée du service prestataire Sur facture du service prestataire |
| Dédommagement aidant familial | Au bénéficiaire | Justificatif d'arrêt ou de diminution du temps de travail en cas de majoration tarif |
| Forfait cécité / surdité | Au bénéficiaire | Aucun contrôle |
| 2ème élément : Aides techniques | | |
| <u>Aides techniques</u> : Tout instrument, équipement ou système technique adapté, acquis ou loué, pour compenser la limitation d'activité de la personne du fait de son handicap | Au bénéficiaire | Sur factures (possibilité de versements ponctuels) L'acquisition ou la location des aides techniques doit s'effectuer au plus tard dans les 12 mois suivant la notification de la décision d'attribution. |
| 3ème élément : Aménagement du logement, du véhicule et surcoût de transports | | |
| <u>Aménagement du logement</u> (ou déménagement) : aménagements destinés à maintenir ou améliorer l'autonomie de la personne | Au bénéficiaire | Sur factures (possibilité de versements ponctuels) Les travaux d'aménagement du logement doivent débuter dans les 12 mois suivant la notification de la décision d'attribution et être ache- |

| | | |
|--|-----------------|--|
| | | vés dans les 3 ans suivant cette notification. Une prolongation des délais peut, dans la limite d'un an, être accordée par l'organisme payeur sur demande dûment motivée du bénéficiaire de la prestation de compensation, lorsque des circonstances extérieures à la volonté de l'intéressé ont fait obstacle à la réalisation des travaux. |
| <u>Aménagement du véhicule</u> habituel de la personne (conducteur ou passager) | Au bénéficiaire | Sur factures (possibilité de versements ponctuels) L'aménagement du véhicule doit être effectué au plus tard dans les 12 mois suivant la notification de la décision d'attribution. |
| <u>Surcoût de transport</u> : Transports réguliers, fréquents ou correspondant à un départ annuel ou en congé ou les trajets domicile-travail ou domicile- établissement | Au bénéficiaire | Sur factures si la prestation effectuée par un tiers. Sur attestation de l'établissement si la prestation est effectuée par l'aidant (transport domicile / établissement) (possibilité de versements ponctuels) |
| 4ème élément : Charges spécifiques ou exceptionnelles | | |
| <u>Charges spécifiques</u> : charges permanentes ou prévisibles liées au handicap | Au bénéficiaire | Sur factures, tickets de caisse (possibilité de versements ponctuels) |
| <u>Charges exceptionnelles</u> : charges ponctuelles liées au handicap n'ouvrant pas droit à une autre prise en charge | Au bénéficiaire | Sur factures (possibilité de versements ponctuels) |
| 5ème élément : Aide animalière | | |
| <u>Aides animalières</u> : attribution et entretien des aides concourant à maintenir et améliorer l'autonomie de la personne dans sa vie quotidienne | Au bénéficiaire | Document attestant que l'animal a été éduqué dans une structure labellisée et par des éducateurs qualifiés. Sur factures (possibilité de versements ponctuels) |

ANNEXE 8 : ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE

| Allocation Personnalisée d'Autonomie | | Prestations prises en charge Modalités de versements Mise en œuvre du contrôle d'effectivité |
|---|---|--|
| Prestations prises en charge dans le plan d'aide | Modalités de règlement par le Conseil départemental | Modalités de mise en œuvre du contrôle d'effectivité |
| <u>Heures prestataires</u> | Au prestataire de service | Sur facture |
| <u>Heures mandataires</u> (ne concernent que les décisions accordées avant le 20/03/2009) | Au bénéficiaire | Fiches de paie, attestation versement des cotisations sociales, facture des frais de gestion du mandat |
| <u>Heure gré à gré</u> | Au bénéficiaire | Fiches de paie, attestation de versement des cotisations sociales |
| <u>Garde de nuit</u> (forfait) | Au bénéficiaire | Fiches de paie, attestation de versement des cotisations sociales, facture du prestataire de service |
| <u>Abonnement télé-assistance</u> (avec ou sans géolocalisation et/ou détecteur de chute) | Au prestataire de service | Sur facture |
| <u>Portage de repas</u> | Au prestataire de service | Sur facture |
| <u>Accueil de jour</u> | A l'établissement d'accueil | Sur facture |
| <u>Fournitures d'hygiène</u> (couches, alèses jetables, protections incontinence) | Au bénéficiaire | Factures, tickets de caisse |

| | | |
|--|--|---|
| <p><u>Transports</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Frais de déplacement de la pédicure uniquement pour les décisions accordées avant le 31/12/2013 Transport pour prendre un repas dans l'établissement médico-social | <ul style="list-style-type: none"> Au bénéficiaire Au bénéficiaire s'il doit financer un transport dans la limite du reste à sa charge | <ul style="list-style-type: none"> Sur facture Sur facture acquittée de l'établissement ; barème forfait correspondant au tarif du portage de repas le plus élevé |
| <p><u>Aides techniques</u></p> | <ul style="list-style-type: none"> Au bénéficiaire sur présentation de facture | <ul style="list-style-type: none"> Sur facture <p>Le paiement est réalisé sur présentation d'une facture postérieure à la date de passage en équipe médico-sociale.</p> <p>Possibilité de dérogation sur présentation du bilan d'un ergothérapeute demandant l'installation d'aides techniques avant un retour à domicile.</p> |
| <p><u>Monte escalier, monte-charge ou plateforme élévatrice</u> de la résidence principale du demandeur et sur avis du médecin contrôleur</p> | <ul style="list-style-type: none"> Au bénéficiaire sur présentation de facture | <ul style="list-style-type: none"> Sur facture <p>Le paiement est réalisé sur présentation d'une facture postérieure à la date de passage en équipe médico-sociale.</p> <ul style="list-style-type: none"> Avis du médecin antérieur à la date de l'installation |

ANNEXE 9 : LISTE DES AIDES TECHNIQUES PRISES EN CHARGE DANS LE CADRE DE L'APA

Les aides techniques sont utilisées pour aider la personne âgée à recouvrer ou préserver son autonomie en matière d'hygiène corporelle, d'habillement, de transfert, de déplacement et de communication.

Seules sont prises en compte les aides techniques non prises en charge par les caisses de protection sociale et selon un barème forfaitaire maximum fixé ci-dessous.

| Aides techniques | Montant maximum |
|---|-----------------|
| Barre d'appui WC, douche | 60,00 € |
| Siège de douche | 120,00 € |
| Tabouret de douche | 100,00 € |
| Planche de bain | 50,00 € |
| Tapis anti-dérapant | 10,00 € |
| Sur élévateur WC (réhausseur, abattants, cadre) | 50,00 € |
| Planche de transfert | 80,00 € |
| Tige ou crochets pour habillement, enfile bas | 20,00 € |
| Téléphone à grosses touches | 100,00 € |
| Babyphone, talkie-walkie | 110,00 € |
| Rampe d'escalier (par mètre) | 20,00 € |
| Éponge, brosse pour le dos | 10,00 € |
| Barre latérale de redressement | 80,00 € |
| Siège pivotant baignoire | 120,00 € |
| Marche-pied baignoire | 50,00 € |
| Table de lit | 100,00 € |
| Pistolet urinoir, urinal | 20,00 € |
| Pinces de préhension | 10,00 € |
| Planches de glissement, tapis glissants, planches permettant de tourner, plaques tournantes | 70,00 € |
| Couverts, assiettes ergonomiques | 30,00 € |
| Système de couchage et de sécurité | 100,00€ |

Le montant des travaux nécessaires à l'installation des aides techniques ne peuvent pas être valorisés dans le plan d'aide.

Le montant des aides techniques peut être versé en une seule fois mais ne peut excéder quatre mensualités au cours d'une même année. Le montant maximum d'une mensualité correspond au différentiel du montant maximum attribuable du plan d'aide en fonction du GIR auquel est rattaché le bénéficiaire et au montant mensuel du plan d'aide mensuel hors aides techniques.

Le paiement au bénéficiaire est réalisé après présentation d'une facture au service. La facture doit être postérieure à la date du passage en équipe médico-sociale acceptant d'intégrer l'aide technique au plan d'aide. Cette règle peut être levée dans le cas où est présenté à l'équipe médico-sociale un bilan ergothérapeute demandant que soient installées des aides techniques avant un retour à domicile.

ANNEXE 10 : AIDE SOCIALE À L'HÉBERGEMENT – MINIMUM LAISSÉ À DISPOSITION DES PERSONNES HANDICAPÉES

Aide sociale à l'hébergement détermination des ressources mensuelles laissées au bénéficiaire :

Personne handicapée sans activité professionnelle

| Type d'hébergement | Ressources laissées à disposition | Minimums réglementaires en % d'AAH mensuelle * | |
|---|--|--|--------|
| Hébergement et entretien complet, y compris la totalité des repas | 10 % des ressources mensuelles | 30,00% | |
| Hébergement et/ou entretien partiel | Au moins 5 repas par semaine pris à l'extérieur | 10 % des ressources mensuelles + 20 % de l'AAH mensuelle | 50,00% |
| | Internat de semaine (hébergement semaine hors WE) | 10 % des ressources mensuelles + 20 % de l'AAH mensuelle | 50,00% |
| | Internat de semaine et au moins 5 repas par semaine pris à l'extérieur | 10 % des ressources mensuelles + 40 % de l'AAH mensuelle | 70,00% |
| Hébergement seul | 100 % de l'AAH | 100,00% | |

Lorsque le pensionnaire doit assumer la responsabilité de l'entretien de sa famille pendant la durée de son séjour dans l'établissement (qu'il soit avec ou sans activité professionnelle), il doit pouvoir disposer librement, chaque mois en plus du minimum de ressources personnelles calculé comme il est indiqué ci-dessus :

- ∞ - s'il est marié, sans enfant et si son conjoint ne travaille pas pour un motif reconnu valable par la Présidente du Département, de 35 % du montant mensuel de l'AAH
- ∞ - de 30 % du montant mensuel de l'AAH par enfant par ascendant à charge.

Personne handicapée ayant une activité professionnelle, si elle est bénéficiaire d'une aide aux travailleurs privés d'emploi, si elle effectue un stage de formation professionnelle ou de rééducation professionnelle :

| Type d'hébergement | Ressources laissées à disposition | Minimums réglementaires en % d'AAH mensuelle * | |
|-------------------------------------|---|---|---------|
| Hébergement et entretien complet | 1/3 des ressources garanties résultant de sa situation ou provenant de son travail + 10 % des autres ressources calculées | 50,00% | |
| Hébergement et/ou entretien partiel | Au moins 5 repas par semaine pris à l'extérieur | 1/3 des ressources garanties provenant du travail + 10 % des ressources mensuelles + 20 % de l'AAH mensuelle | 70,00% |
| | Internat de semaine | 1/3 des ressources garanties ou provenant du travail + 10 % des ressources mensuelles + 20 % de l'AAH mensuelle | 70,00% |
| | Internat de semaine et au moins 5 repas pris par semaine à l'extérieur | 1/3 des ressources garanties ou provenant du travail + 10 % des ressources mensuelles + 40 % de l'AAH mensuelle | 90,00% |
| | Hébergement seul | 1/3 des ressources ou garanties provenant du travail + 10 % des autres ressources + 75 % de l'AAH mensuelle | 125,00% |

ANNEXE 11 : AUTONOMIE

| Fiche N° 56 | Établissements sociaux et médico-sociaux |
|--|--|
| Modernisation des établissements | Le montant total d'investissement de subventions publiques ne peut excéder 80 %. |
| Opération redéploiement ou d'extension d'un établissement | Le taux de subvention est de 40 %, limité à un plafond de 110 000 € par lit. |
| Opération de réhabilitation d'un établissement | Le taux de subvention est de 40 % limité à un plafond de 65 000 € par lit. |
| Fiches N°62 et 68 | Aide sociale à domicile en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées : aide ménagère et portage de repas |
| Participation horaire des bénéficiaires de l'aide ménagère au titre de l'aide sociale à domicile | La participation horaire laissée à charge d'un bénéficiaire de l'aide sociale à domicile est de 1,72 €. Ce montant est indexé sur la participation horaire élevée, fixée par la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) et est arrondie à l'euro inférieur. |

ANNEXE 12 : CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE ÂGÉE EN SITUATION DE HANDICAP OU DE DÉPENDANCE

Lorsqu'il sera admis et acquis que toute personne âgée en situation de handicap ou de dépendance est respectée et reconnue dans sa dignité, sa liberté, ses droits et ses choix, cette charte sera appliquée.

1 – Choix de vie

Toute personne âgée devenue handicapée ou dépendante est libre d'exercer ses choix dans la vie quotidienne et de déterminer son mode de vie

4 – Présence et rôle des proches

Le maintien des relations familiales, des réseaux amicaux et sociaux est indispensable à la personne âgée en situation de handicap ou de dépendance.

7 – Liberté d'expression et liberté de conscience

Toute personne doit pouvoir participer aux activités associatives ou politiques ainsi qu'aux activités religieuses et philosophiques de son choix.

10 -Qualification des intervenants

Les soins et les aides de compensation des handicaps que requièrent les personnes malades chroniques doivent être dispensés par des intervenants formés, en nombre suffisant, à domicile comme en institution.

2 - Cadre de vie

Toute personne âgée en situation de handicap ou de dépendance doit pouvoir choisir un lieu de vie – domicile personnel ou collectif – adapté à ses attentes et à ses besoins

5 – Patrimoine et revenus

Toute personne âgée en situation de handicap ou de dépendance doit pouvoir garder la maîtrise de son patrimoine et de ses revenus disponibles.

8 – Préservation de l'autonomie

La prévention des handicaps et de la dépendance est une nécessité pour la personne qui vieillit.

11 – Respect de la fin de vie

Soins, assistance et accompagnement doivent être procurés à la personne âgée en fin de vie et à sa famille.

3 – Vie sociale

Toute personne âgée en situation de handicap ou de dépendance conserve la liberté de communiquer, de se déplacer et de participer à la vie en société

6 – Valorisation de l'activité

Toute personne âgée en situation de handicap ou de dépendance doit être encouragée à conserver des activités.

9 – Accès aux soins et à la compensation des handicaps

Toute personne âgée en situation de handicap ou de dépendance doit avoir accès aux conseils, aux compétences et aux soins qui lui sont utiles.

12 – La recherche : une priorité et un devoir

La recherche multidisciplinaire sur le vieillissement, les maladies handicapantes liées à l'âge et les handicaps est une priorité. C'est aussi un devoir.

13 – Exercice des droits et protection juridique de la personne vulnérable

Toute personne en situation de vulnérabilité doit voir protégés ses biens et sa personne

14 - L'information

L'information est le meilleur moyen de lutter contre l'exclusion.



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Culture, sports et patrimoine

Objet : ' Lecture publique ' : Approbation du Plan Départemental de Développement de la Lecture Publique (PDDL)

Dossier suivi par Education et Culture - Médiathèque départementale

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°92-651 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacles cinématographiques ;

VU l'article L 3212-3 et L 3233-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CP_16_054 du 14 avril 2016 actualisant la réglementation intérieure de la Bibliothèque Départementale de prêt et d'utilisation de ses services ;

VU la délibération n°CD_15_1059 du 18 décembre 2015 approuvant le contrat Territoire-Lecture avec l'État , la mise en œuvre des projets énoncés dont l'inscription du dispositif Premières Pages ;

VU la délibération n° CP_16_309 en date du 16 décembre 2016, approuvant un avenant au contrat Territoire-Lecture Lozère avec l'État ;

CONSIDÉRANT le rapport n°400 intitulé "' Lecture publique ' : Approbation du Plan Départemental de Développement de la Lecture Publique (PDDLDP)" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Culture, sports et patrimoine » du 18 décembre 2017 ;

ARTICLE UNIQUE

Approuve le plan départemental de développement de la lecture publique ci-annexé, décliné autour des objectifs stratégiques suivants :

- Poursuivre l'adaptation du territoire à l'ère des nouvelles intercommunalités et développer des bibliothèques troisième lieu (tiers lieu) ;
- Intégrer des ressources numériques à la desserte documentaire ;
- Développer une ingénierie culturelle et de prestations de services au-delà de la diffusion des seules ressources documentaires.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1075 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°400 " Lecture publique " : Approbation du Plan Départemental de Développement de la Lecture Publique (PDDLPP)".

Le Département mène une politique départementale en faveur de l'action culturelle, notamment dans le domaine de la " lecture publique " qu'il considère comme un des vecteurs essentiels du lien social, de la solidarité territoriale, assurant des conditions de vie et d'attractivité favorables au maintien de la population et à l'accueil de nouveaux arrivants et garantissant l'accès à la lecture publique dans les plus petites communes.

Ayant comme objectif fondamental de favoriser le développement de la lecture publique sur tout le territoire, Il vise notamment à permettre à tous les publics de la Lozère, un égal accès au livre et à la lecture, à travers la Médiathèque départementale qui est responsable d'un réseau de bibliothèques déployé sur tout le territoire.

Les études d'évaluation du développement de la lecture publique dans le département ont fait apparaître la nécessité d'élaborer un plan départemental de développement de la lecture publique qui définisse la politique que nous souhaitons engager auprès des collectivités locales pour créer un réseau dynamique de bibliothèques.

Il s'agit pour le Conseil départemental :

- d'impulser et d'encourager une politique d'aménagement du territoire départemental en aidant les collectivités locales à créer des bibliothèques soutenues dans leur fonctionnement par la Médiathèque départementale (MDL) ;
- de placer l'intercommunalité au cœur de la réflexion sur le développement de la lecture publique ;
- de conforter le maillage territorial en soutenant financièrement les projets des bibliothèques intercommunales ou communales ;
- de soutenir et d'accompagner les initiatives locales en matière de lecture publique ;
- de repenser la lecture publique en tant que vecteur de développement local ;
- de réduire les inégalités culturelles entre milieu urbain et milieu rural ;
- de lutter contre les exclusions et les ségrégations culturelles, faire reculer l'illettrisme et participer à la démocratisation de la culture en favorisant un accès égal à tous.

Pour réaffirmer notre politique de développement de la « Lecture publique », il convient de s'appuyer sur des objectifs stratégiques et donc sur une logique de publics et de services. Pour cela un plan départemental a été élaboré, décrivant ses objectifs et les moyens pour les atteindre.

Trois grands axes schématisent ces objectifs :

Priorité 1 : Poursuivre l'adaptation du territoire à l'ère des nouvelles intercommunalités et développer des bibliothèques troisième lieu (tiers lieu) :

- Aide à la mise en place de bibliothèques intercommunales de niveau 1 ;
- Aide à la mise en réseau des bibliothèques et développement de stratégies dans différents domaines :
 - mise en réseau informatique de tout ou partie des bibliothèques ;
 - coordination et/ou harmonisation des horaires, des tarifs, des animations ;
 - activités communes (action culturelle ponctuelle ou régulière ; communication...) ;
 - mutualisation de moyens sous diverses formes ;
 - transfert de la gestion de tout ou partie des équipements et des personnels à la

- communauté de communes ;
- mise en commun de compétences et de projets.

- La desserte de documents :

- Afin de répondre aux mieux aux demandes et besoins des habitants et de rendre les bibliothèques plus attractives et plus réactives, il convient de faire évoluer les conditions de mise à disposition des documents grâce à des moyens plus rapides et aussi de viser une véritable complémentarité entre les fonds propres des bibliothèques partenaires dans la mesure du possible ;
- constituer une collection de documents (livres et documents son et images) et en assurer le prêt par la mise en place progressive de navettes plus rapides pour la livraison aux bibliothèques qui les mettront à disposition de la population,

Priorité 2 : **Intégrer des ressources numériques à notre desserte documentaire :**

- poursuivre le développement des fonctionnalités du portail départemental en le rendant plus dynamique et collaboratif et en envisageant d'intégrer tous les outils du web ;
- soutenir comme par le passé les communautés de communes ou les communes qui informatiseront leur bibliothèque afin de faciliter le travail des agents, le travail en réseau et le service apporté au public ;
- déployer un système unique de catalogue des ouvrages des bibliothèques de Lozère qui permettra la gestion des fonds de la MDL mais aussi des bibliothèques du réseau ;
- développer à terme la réservation en ligne inter-bibliothèques. Ainsi les Lozériens et les nouveaux arrivants pourraient bénéficier de l'offre culturelle proposée par l'ensemble des bibliothèques du département ;
- développer l'accès aux documents numériques ;
- mettre en place une politique documentaire partagée pour mutualiser les acquisitions avec les bibliothèques du réseau ;
- penser le catalogue de demain en intégrant de nouveaux modèles de catalogage.

Priorité 3 : **Développer une ingénierie culturelle et de prestations de services au-delà de la diffusion des seules ressources documentaires :**

- Disposer d'un personnel qualifié : les nouvelles communautés de communes devraient pouvoir compter *a minima* sur une personne salariée référente (filiale culturelle) sur leur territoire pour :

- la coordination avec les autres bibliothécaires ;
- l'organisation de la circulation des documents ;
- la mise en place d'un programme d'animation ;
- assurer une formation de base, en lien avec la MDL, auprès des responsables des dépôts de son territoire.

- Aider au recrutement des bibliothécaires : le fonctionnement interne est un facteur décisif de l'attractivité, de la qualité de service et du rayonnement. Cela dépend par conséquent des connaissances et des compétences des bibliothécaires. C'est dans ce souci que la MDL souhaite être sollicitée lors de recrutement de bibliothécaire pour accompagner les élus dans la rédaction des fiches de poste et apporter leur expérience lors des sélections.

- Aider à la formation diplômante : depuis deux ans, le Département apporte une aide

financière à une formation diplômante d'auxiliaire de bibliothèque. Cette formation dispensée par l'Association des Bibliothécaires de France se déroule sur l'année scolaire en raison d'un jour par semaine afin de professionnaliser les salariés et les bénévoles du réseau de bibliothèques. Elle serait poursuivie.

- Conforter la formation et la médiation :
 - conforter la formation des bibliothécaires professionnels et bénévoles du réseau ;
 - renforcer la professionnalisation du réseau en multipliant l'offre de formations sur place.

- Développer la médiation culturelle : une construction du lien social :
 - créer un partenariat dynamique entre les bibliothèques pour favoriser le développement d'actions communes en mutualisant les moyens et les compétences dans les domaines de l'animation, la formation et la communication ;
 - développer également des partenariats avec les services départementaux et d'autres institutions lozériennes pour des actions en direction de publics spécifiques (petite enfance, personnes âgées, adolescents) ;
 - renforcer un pôle animateur à la MDL pour la création, le suivi et l'accompagnement des bibliothèques dans la mise en place d'actions culturelles ;
 - mener des activités d'expertise et de conseil qui prendront en compte les évolutions du métier, notamment avec une part importante réservée au numérique et à ses développements.

Ce plan de développement de la lecture publique vous est présenté en annexe au présent rapport.

Je vous demande :

- d'approuver le Plan Départemental de Développement de la Lecture Publique ci-annexé.



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Développement

Objet : Tourisme : Convention de partenariat de gestion du domaine skiable du Mont-Lozère

Dossier suivi par Attractivité et développement - Région et développement local

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 1111-4 et L 3211-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L 342-9 du code du tourisme ;

CONSIDÉRANT le rapport n°600 intitulé "Tourisme : Convention de partenariat de gestion du domaine skiable du Mont-Lozère" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Développement » du 18 décembre 2017 ;

ARTICLE 1

Rappelle que :

- le domaine skiable du Mont Lozère comprend deux stations :
 - Mont Lozère (propriété du Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement et géré actuellement par la SELO) ;
 - Mas de la Barque (propriété du Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère et géré également par la SELO).
- le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML) a été retenu dans le cadre de l'appel à projets « Pôle de pleine nature » afin de structurer les activités de pleine nature et mettre en place une stratégie globale à l'échelle du massif pour l'ensemble de son territoire et celui des communautés de communes du Goulet Mont-Lozère et des Cévennes au Mont Lozère ;
- le SDEE et le SMAML ont décidé de transférer la gestion du site du Mont-Lozère pour permettre à ce dernier de piloter la gestion globale des deux sites ;
- le SDEE a approuvé la prolongation de la délégation de service public conclue avec la SELO pour une saison supplémentaire soit jusqu'au 30 novembre 2018 afin de permettre la mise en place du montage juridique nécessaire à ce transfert de gestion.

ARTICLE 2

Approuve, dans le cadre de la compétence solidarité territoriale, tourisme et sur la base de l'article L 342-9 du code du tourisme, le partenariat entre le Département et le SMAML afin de lui assurer la capacité financière pour assumer le coût d'un tel service.

ARTICLE 3

Autorise :

- le versement d'une contribution au SMAML, pour lui permettre d'assurer la gestion de ce site, dans la limite de 154 000 € annuels.
- la signature de la convention de partenariat de gestion du domaine skiable du Mont-Lozère ci-jointe, qui définit :
 - les engagements du SMAML sur l'organisation du service public de remontées mécaniques ;
 - les engagements du Département vis-à-vis du SMAML en faveur de l'organisation d'un tel service pour les saisons hivernales 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1076 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°600 "Tourisme : Convention de partenariat de gestion du domaine skiable du Mont-Lozère".

1 / Contexte général

La mise en œuvre des dispositions de la loi NOTRe a conduit le Département à lancer dès novembre 2016, une réflexion sur les financements accordés aux stations de ski du département. La Lozère compte 5 stations-neige :

- Plateau du Palais du Roy (géré par le Syndicat mixte du Plateau du Palais du Roy),
- Bonnacombe (géré par l'Association Aubrac Sud Lozère)
- Fer à cheval (géré par la Commune de Nasbinals)
- Mas de la Barque (le fonctionnement de ce site fait l'objet d'une sous-délégation de service public entre le SMA du Mont Lozère et la SELO)
- Mont-Lozère (le SDEE a délégué à la SELO la gestion de la station de ski du Bleynard-Mont-Lozère via une convention d'affermage).

Trois d'entre elles sont des stations de ski nordique et deux disposent de remontées mécaniques.

Pour chacune d'elles, nous travaillons à rechercher la pérennisation de l'activité.

2/ Gestion du site du Mont-Lozère

Le domaine skiable du Mont Lozère comprend deux stations :

- Mont Lozère (propriété du SDEE et géré actuellement par la SELO via une DSP jusqu'au 30/11/2018)
- Mas de la Barque (propriété du Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère et géré également par la SELO via une DSP jusqu'en 2022).

Dans le cadre du développement de ce site, le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML) a été retenu à l'appel à projets « Pôle de pleine nature » pour l'ensemble de son territoire et celui des communautés de communes du Goulet Mont-Lozère et des Cévennes au Mont Lozère afin de structurer les activités de pleine nature et mettre en place une stratégie globale à l'échelle du massif.

Afin de gérer de manière coordonnée les 2 sites (Mont Lozère et Mas de la Barque) et de développer un pôle de pleine nature, le SDEE et le SMAML ont engagé des discussions visant à étudier les modalités de transfert de gestion du site du Mont-Lozère pour à terme permettre au SMAML de piloter la gestion globale des 2 sites.

Le SDEE a délégué à la SELO la gestion de la station de ski du Bleynard-Mont-lozère depuis le 1^{er} décembre 2005 via une convention d'affermage d'une durée de 12 ans soit fin 2017.

Afin de permettre la mise en place du montage juridique nécessaire à ce transfert de gestion, le SDEE a approuvé la prolongation de délégation de service public conclue avec la SELO pour une saison supplémentaire soit jusqu'au 30 novembre 2018.

Lors de plusieurs réunions de travail, différentes hypothèses ont été étudiées.

L'hypothèse retenue d'un commun accord consiste à transférer la gestion du site du Mont-Lozère du SDEE au profit du SMAML dans le cadre d'une convention de transfert de gestion qui sera approuvée par le SDEE lors d'un prochain comité syndical.

Dans ce cas, le SDEE reste propriétaire des ouvrages et assure l'amortissement de ses installations. Le SMAML gère le site et assure le financement et l'amortissement des futures installations à construire en accord avec le SDEE.

Le SMAML a été amené à modifier ses statuts entérinés par un arrêté inter préfectoral en date du 20 octobre 2017.

Le SMAML va procéder au lancement de la nouvelle DSP dès janvier 2018 avec l'appui de Lozère Ingénierie afin qu'elle soit effective au 1er décembre 2018. Il sera demandé au futur délégataire de présenter une offre pour la gestion de la station de ski du Mont-Lozère et plus particulièrement pour assurer, de façon optimale, la mise en œuvre et l'organisation du service des remontées mécaniques mais également visant à développer les activités de pleine nature 4 saisons.

Ainsi, compte tenu de la nécessité pour le SMAML de lancer les procédures de consultation visant à choisir un délégataire pour assurer la gestion des remontées mécaniques de la station de ski du Mont Lozère et ce, dès janvier 2018 de façon à avoir un marché de DSP opérationnel pour le 01/12/2018, il est nécessaire, au préalable, que le SMAML puisse disposer d'une convention de partenariat avec le Département visant à s'assurer de la capacité financière à assumer le coût d'un tel service et poursuivre le partenariat existant.

3/ Partenariat avec le Département

Il est proposé que le Département puisse agir aux côtés du SMAML afin de conforter cette offre de ski alpin.

Dans un premier temps, il convient de noter que les stations de ski sont qualifiées par le code de l'urbanisme et par le code du tourisme comme des aménagements touristiques.

La compétence en matière de tourisme est explicitement identifiée par l'article L. 1111-4 du Code général des collectivités territoriales comme une compétence partagée entre différentes catégories de collectivités.

Par ailleurs, l'article L342-9 du code du tourisme prévoit « Le service des remontées mécaniques, le cas échéant étendu aux installations nécessaires à l'exploitation des pistes de ski, est organisé par les communes sur le territoire desquelles elles sont situées ou par leurs groupements ou par le Département auquel elles peuvent confier par convention, dans les limites d'un périmètre géographique défini, l'organisation et la mise en œuvre du service.

Enfin, le Département s'est vu également attribuer la compétence de la solidarité territoriale par l'article L. 3211-1 du Code général des collectivités territoriales.

Ainsi, si l'aide apportée aux activités touristiques répond clairement à une finalité de promotion touristique, de valorisation d'une marque territoriale, d'aménagement d'une zone touristique, le Département reste fondé à agir.

Dans ce cadre, le partenariat institué entre le Département et le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML) s'inscrit dans une démarche de développement touristique, de dynamisme et d'attractivité de ce bassin de vie et constitue une illustration de la solidarité territoriale.

Modalités :

Il est proposé que le Département de la Lozère s'engage à accompagner le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML) jusqu'en 2021 et à verser chaque année une contribution au SMAML dans la limite de 154 000 € annuels pour lui permettre d'assurer la gestion de ce site.

Cet engagement est formalisé dans le projet de convention de partenariat de gestion du domaine skiable du Mont-Lozère ci-joint, qui définit :

- les engagements du SMAML sur l'organisation du service public de remontées mécaniques
- les engagements du Département vis-à-vis du SMAML en faveur de l'organisation d'un tel service pour les saisons hivernales 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021.

L'Assemblée Départementale sera informée annuellement du montant de l'aide financière allouée au profit du SMAML pour l'organisation du service de remontées mécaniques ; liquidation de l'aide qui sera conditionnée à la mise en œuvre effective du service dans le respect du cahier des charges relatif à la Délégation de Service Public.

Je vous propose si vous en êtes d'accord, de m'autoriser à signer la convention de partenariat du domaine skiable du Mont-Lozère, telle que jointe, et tous documents nécessaires à sa mise en œuvre.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LE SYNDICAT MIXTE D'AMÉNAGEMENT DU MONT LOZÈRE (SMAML)

RELATIVE A L'ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC DE REMONTEES MECANIKES

2018 – 2021

Désignation légale des parties

ENTRE

Le Département de la Lozère, sis 4 rue de la Rovère – BP 24 – 480001 Mende Cedex représenté par la Présidente du Conseil départemental, Madame Sophie PANTEL, dûment habilitée à signer en vertu de la délibération de la Commission Permanente n°..... en date du 22 décembre 2017, d'une part

ET

Le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML), 15, rue de l'Église, 48800 VILLEFORT, représenté par son Président, Monsieur René CAUSSE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, d'autre part, dument habilité à signer en vertu de la délibération du comité syndical en date du , d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article 3211.1

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe)

VU l'article L342-9 du code du tourisme ;

Préambule

Dans le cadre du développement de ce site, le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML) a été retenu à l'appel à projets « Pôle de pleine nature » pour l'ensemble de son territoire et celui des communautés de communes du Goulet Mont-Lozère et des Cévennes au Mont Lozère afin de structurer les activités pleine nature et mettre en place une stratégie globale à l'échelle du massif.

C'est ainsi que le Comité Syndical du SMAML a été appelé à modifier ses statuts lors de sa réunion en date du 26/06/2017 avec approbation par les 3 structures membres (CDC Cévennes , CDC Cévennes au Mont-Lozère et Communauté d'agglomération d'Ales) ; statuts modifiés qui ont été entérinés par arrêté interpréfectoral en date du 30/10/2017 visant à donner au SMAML une compétence de gestion globale des infrastructures sur le massif du Mont-Lozère dans le domaine des activités ski et activités de pleine nature ; permettant ainsi de motiver la démarche de transfert de gestion de la station de ski du Mont Lozère du SDEE au profit du SMAML.

Afin de gérer de manière coordonnée les 2 sites (Mont Lozère et Mas de la Barque) et de développer une unité globale de gestion des activités de ski et pleine nature , le SDEE et le SMAML ont engagé des discussions visant à étudier les modalités de transfert de gestion du site du Mont-Lozère pour ,à terme , permettre au SMAML de piloter la gestion globale des 2 sites., en cohérence avec les dispositions statutaires adoptées dans les nouveaux statuts du SMAML dont la modifications ont été motivées par cette volonté d'avoir la maîtrise de la gestion des activités ski et de la gestion ou de la planification des activités de pleine nature

Après examen de plusieurs scenarii, l'hypothèse retenue d'un commun accord par délibérations concordantes des deux entités, consiste à transférer la gestion du site du Mont-Lozère du SDEE au profit du SMAML dans le cadre d'une convention de transfert de gestion pour une durée de 10 ans, qui a été approuvé par le comité syndical du SDEE en date du 10 /11/2017

Le SDEE reste propriétaire des ouvrages et assure l'amortissement de ses installations. Le SMAML gère le site et assure le financement et l'amortissement des futures installations à construire en accord avec le SDEE.

Le SMAML va procéder au lancement de la nouvelle DSP dès janvier 2018 afin qu'elle soit effective au 1 décembre 2018. Il sera demandé au futur délégataire de présenter une offre pour la gestion de la station de ski du Mont-Lozère et plus particulièrement pour assurer, de façon optimale, la mise en œuvre et l'organisation du service de remontées mécaniques mais également visant à développer les activités de pleine nature 4 saisons.

L'intervention départementale :

Les stations de ski sont qualifiées par le code de l'urbanisme et par le code du tourisme comme des aménagements touristiques.

La compétence en matière de tourisme est explicitement identifiée par l'article L. 1111-4 du Code général des collectivités territoriales comme une compétence partagée entre différentes catégories de collectivités.

Par ailleurs, l'article L342-9 du code du tourisme prévoit « Le service des remontées mécaniques, le cas échéant étendu aux installations nécessaires à l'exploitation des pistes de ski, est organisé par les communes sur le territoire desquelles elles sont situées ou par leurs groupements ou par le Département auquel elles peuvent confier par convention, dans les limites d'un périmètre géographique défini, l'organisation et la mise en œuvre du service.

C'est donc , au titre de l'organisation du service des remontées mécaniques , que le Département souhaite intervenir pour participer à sa mise en œuvre considérant que ce service présente un rayonnement et une attractivité de portée Départementale, dont le coût de gestion est inassumable par la seule structure locale (SMAML) gestionnaire de ce service

Enfin, le Département s'est vu également attribuer la compétence de la solidarité territoriale par l'article L. 3211-1 du Code général des collectivités territoriales.

Ainsi si l'aide apportée aux activités touristiques répond clairement à une finalité de promotion touristique, de valorisation d'une marque territoriale, d'aménagement d'une zone touristique, le Département reste fondé à agir.

Dans ce cadre, le partenariat institué entre le Département et le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML) s'inscrit dans une démarche de développement touristique, de dynamisme et d'attractivité de ce bassin de vie et constitue une illustration de la solidarité territoriale.

Article 1er - Objet de la convention

Dans le cadre de la gestion du domaine skiable du Mont Lozère par le Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML), le Département apporte son soutien financier affecté aux remontées mécaniques comme défini à l'article L342-9 du code du tourisme.

Article 2 - Engagements des partis

De la part du Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML) :

Le SMAML s'engage à être titulaire de la nouvelle Délégation de Service Public qui devrait débiter le 1er décembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Aussi, le SMAML devra assurer les conditions pour maintenir une activité de ski sur le site du Mont-Lozère.

Le SMAML devra également s'engager à mettre en évidence le service rendu à l'utilisateur, véritable service public qui nécessitera de porter à connaissance du grand public les modalités relatives à l'organisation du service (périodes d'ouverture, grilles tarifaires, modalités d'accueil, de réservations ...)

Le SMAML devra associer le Département sur la définition des modalités d'organisation du service de remontées mécaniques, les modalités d'information du grand public, les grilles tarifaires appliquées notamment en faveur des jeunes scolaires, la signalétique d'accès au site.

Le SMAML devra également associer le Département au bilan annuel de compte rendu d'activités de gestion de la station de ski du Mont Lozère (dans le cadre du CRAC qui est une obligation réglementaire et pourra également, être sollicité avec l'appui de son délégataire à présenter devant l'Assemblée Départementale le rapport annuel de gestion de la station de ski du Mont-Lozère.

De la part du Département :

Le Département de la Lozère s'engage jusqu'en 2021 à verser chaque année une contribution au Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère (SMAML) dans le cadre du financement des remontées mécaniques conformément au code du tourisme.

Article L342-9 du code du tourisme « Le service des remontées mécaniques, le cas échéant étendu aux installations nécessaires à l'exploitation des pistes de ski, est organisé par les communes sur le territoire desquelles elles sont situées ou par leurs groupements ou par le Département auquel elles peuvent confier par convention, dans les limites d'un périmètre géographique défini, l'organisation et la mise en œuvre du service.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention est donc conclue pour les saisons hivernales 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021.

Article 4 - Financement

La présente convention donnera lieu au versement d'une subvention annuelle maximale de 154 000 €.

L'assemblée Départementale sera informée annuellement du montant de l'aide financière allouée au profit du SMAML pour l'organisation du service de remontées mécaniques ; liquidation de laide qui sera conditionnée à la mise en œuvre effective du service dans le respect du cahier des charges relatif à la Délégation de Service Public

Article 5 - Résiliation

En cas d'infraction aux clauses de la présente convention et après mise en demeure par l'autorité départementale effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire recours au juge, ni de remplir aucune formalité.

Le Département se réserve le droit de résilier unilatéralement la convention en l'absence de toute faute du cocontractant, pour motif d'intérêt général, ce qui ouvrira droit à indemnisation, après délibération de l'assemblée départementale constatant la modification de l'intérêt général.

Règlements de litiges

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les signataires décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, par le biais de l'élaboration d'une transaction notamment (ou la médiation, l'arbitrage...). En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Nîmes.

Article 6- Obligations de communication

Le SMAML s'engage à valoriser auprès du public la participation financière du Département à son action dans ses rapports avec les médias et à mentionner le soutien financier du Département. Le logo du Département est à apposer sur tous les supports de communication (documents d'informations, plaquettes, panneaux....).

L'utilisation de ce logo devra se faire en conformité avec la charte graphique du Département. La demande de logo sera réalisée sur la base d'un formulaire sur la page www.lozere.fr.

La durée du dispositif de communication est celle de la durée d'engagement de la présente convention.

Le bénéficiaire de la participation financière du Département s'engage à transmettre et à conserver toutes les preuves de publicités datées : photographies, articles de presse... jusqu'au versement annuel de la participation financière

En cas d'irrégularité ou de non-respect de ces obligations, le Conseil départemental pourra revoir le conditionnement du versement annuel de sa participation

Fait à

Fait à

Le

Le

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental
Madame Sophie PANTEL

Pour le bénéficiaire,
Président du Syndicat Mixte
d'aménagement du Mont Lozère
Monsieur René CAUSSE



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Gestion de la collectivité : constitution du Comité Consultatif de la Lozère

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances -

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

Délibération n°CD_17_1077

VU la délibération n°CD_17_1063 du 23 juin 2017 ;

VU la délibération n°CP_17_210 du 21 juillet 2017 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°700 intitulé "Gestion de la collectivité : constitution du Comité Consultatif de la Lozère" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « finances et gestion de la collectivité » du 18 décembre 2017 ;

ARTICLE UNIQUE

Prend acte de la constitution du Comité consultatif départemental conformément à l'arrêté ci-joint.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1077 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°700 "Gestion de la collectivité : constitution du Comité Consultatif de la Lozère".

Notre Assemblée a décidé de mettre en place un Comité consultatif départemental qui sera amené à donner son avis sur des sujets d'importance stratégique relevant des compétences départementales, constitué de 3 collèges.

Sur la base de la procédure que nous avons définie, je tenais à vous informer que le Comité consultatif départemental a été constitué.

Vous trouverez, ci-joint, l'arrêté constitutif de ce comité qui désigne les membres du :

- Collège des représentants de la société professionnelle (élus lors de la première réunion de leur collège)
- Collège des représentants des associations œuvrant dans les domaines relevant de la compétence du Département.
- Collège de personnes qualifiées par leur expérience professionnelle, associative, familiale, institutionnelle.

Je vous prie de bien vouloir me donner acte de cette communication.

Direction des Ressources Humaines, des
 Assemblées et des Finances
 Assemblées et Comptabilité

Arrêté N°17-3377
fixant la composition du Comité
Consultatif de la Lozère

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération n°CD_17_1063 du 23 juin 2017 ;
- VU la délibération n°CP_17_210 du 21 juillet 2017 ;
- VU la publication des appels à candidatures ;
- VU la date période de réception des candidatures fixées du 1er août au 15 septembre 2017 inclus ;
- VU le procès verbal des candidatures ;
- VU le procès verbal constatant l'élection des membres du 1^{er} collège en date du 16 novembre 2017 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le Comité Consultatif de la Lozère est constitué des membres suivants :

1^{er} Collège : représentants de la société professionnelle

| NOM | PRÉNOM | En qualité de représentant(e) des organismes |
|------------|-------------|---|
| BEAUVEIL | Julien | Chambre de commerce et d'industrie |
| COULOMB | Sébastien | Association Mende commerce |
| DELMAS | Dominique | CFDT Lozère |
| DELRIEU | Chantal | Chambre d'Agriculture et FDSEA |
| ENJELVIN | Jérôme | Fédération Nationale des travaux publics – Délégation 48 |
| FUMEL | Hervé | FSU Lozère |
| GUIRAL | Michel | FO Lozère |
| LAFONT | Jean-Pierre | Syndicat Lozérien de la Forêt privée |
| LAURENCOT | Noé | Fédération Française du Bâtiment et des Travaux Publics – Délégation 48 |
| MARTIN | Guillaume | CGT Lozère |
| PASCAL | Muriel | Confédération paysanne |
| PEYRE | Francis | Union Patronale Interprofessionnelle Lozère |
| TROUCELIER | Bernadette | Fédération nationale des transports de voyageurs 48 |

| NOM | PRÉNOM | En qualité de représentant(e) des organismes |
|--------|----------|--|
| TUZET | Emmanuel | Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie de la Lozère |
| VIGNAL | Florence | Chambre des Métiers et de l'Artisanat |

2ème collège : représentants des associations œuvrant dans les domaines relevant de la compétence du Département.

| NOM | Prénom | Association représentée |
|--------------|-------------|--|
| ALLIER | Jean-Pierre | Foyers Ruraux Lozère |
| ARNAL | Jean-Louis | UDAF Lozère |
| BLOND | Catherine | ADAPEI |
| CENDRIER | Sandrine | Réseau Education à l'Environnement Lozère REEL |
| CHAPELLE | Chistine | Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles |
| CHARDENOUX | Jean-Luc | Emmaus Marvejols |
| DULAC | Josiane | Association des Métiers d'Art en Cévennes |
| GELY | Robert | Comité départemental olympique et sportif |
| MATHIEU | Christian | Fédération Française de Randonnée Pédestre |
| PEPIN | Alain | Foyer Rural St Symphorien |
| POURCHER | Yves | CER et MGC Handball |
| THIBAUT | Michèle | Comité Education Physique et Gymnastique Volontaire |
| TROTOIN | Nicolas | Ligue de l'enseignement 48 |
| VACQUIER | Jacques | Observatoire de la laïcité et DDEN |
| VAN DE VELDE | Séverine | Association Lozérienne pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural |

3ème collège : personnes qualifiées par leur expérience professionnelle, associative, familiale, institutionnelle.

| NOM | Prénom |
|-----------|-----------|
| AUJOULAT | Michèle |
| BOUKERA | Evelyne |
| BOUSQUET | Bernard |
| CAPLAT | Julien |
| CHABALIER | Francis |
| CHABROL | Michel |
| CIROTTE | Gérard |
| DELMAS | Xavier |
| FERRIERES | Eric |
| PERONA | Aymeric |
| POIRIER | Francis |
| ROUGER | Françoise |
| SONNET | Guillaume |
| VALETTE | Michel |
| VIALLO | François |

ARTICLE 2 : en cas d'absence ou d'empêchement de l'un des membres du collège 1 ou 2, la structure concernée pourra être représentée par toute autre personne qu'elle désignera.

ARTICLE 3 : Le tribunal administratif de Nîmes peut être saisi, par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services du Département est chargé de l'exécution de présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Mende, le 28 novembre 2017

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL





DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Finances : communication du rapport de la Chambre Régionale des Comptes de la SAEM Sud de France Développement

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Assemblées et Comptabilité

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L243-4 et L 243-6 du Code des juridictions financières ;

CONSIDÉRANT le rapport n°701 intitulé "Finances : communication du rapport de la Chambre Régionale des Comptes de la SAEM Sud de France Développement" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « finances et gestion de la collectivité » du 18 décembre 2017;

ARTICLE 1

Prend acte, en qualité d'organisme ayant apporté un concours financier à l'organisme contrôlé, de la communication du rapport d'observations définitives arrêtées par la Chambre régionale des comptes sur la gestion de la SAEM Sud de France Développement, pour la période 2010 à 2016.

ARTICLE 2

Indique que ce rapport, après débat, n'a fait l'objet d'aucune observation ou remarque particulière.

ARTICLE 3

Précise qu'en application de la loi NOTRe (Article L.3231-6 du CGCT), la SAEM a été informée que le Département ne pouvant plus être actionnaire de cette société d'économie mixte, les modalités de cession des actions de la Lozère sont en cours d'étude.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1078 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°701 "Finances : communication du rapport de la Chambre Régionale des Comptes de la SAEM Sud de France Développement".

Dans le cadre de la participation à Sud de France Développement (anciennement Septimanie Export), le Département possède encore 350 actions (soit 1 % du capital) représentant 5 335,72 €.

La Chambre régionale des comptes Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées a examiné la gestion de la SAEM Sud de France Développement, pour la période 2010 à 2016.

Le Département, en qualité d'organisme ayant apporté un concours financier à l'organisme contrôlé, a été destinataire du rapport d'observation.

En application des dispositions du code des juridictions financières, je vous communique, pour information, les observations définitives arrêtées par la Chambre régionale des comptes sur la gestion de Sud de France Développement

Je vous demande donc de bien vouloir prendre acte de ce rapport d'observations définitives.

Par ailleurs, et en application de la loi NOTRe (Article L.3231-6 du CGCT), j'ai informé la SAEM que le Département ne pouvant plus être actionnaire de cette société d'économie mixte, il convenait d'étudier les modalités de cession de nos actions.

Les modalités de mise en œuvre de cette cession sont en cours d'étude et vous seront communiquées ultérieurement.



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Gestion du personnel : adhésion à la convention de participation du Centre de gestion pour le risque santé

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Ressources Humaines

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

CONSIDÉRANT le rapport n°703 intitulé "Gestion du personnel : adhésion à la convention de participation du Centre de gestion pour le risque santé" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « finances et gestion de la collectivité » du 18 décembre 2017;

VU la non-participation au débat et au vote de Laurent SUAOU et d'Alain ASTRUC ;

ARTICLE 1

Prend acte que le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 fixe le cadre permettant aux collectivités et à leurs établissements publics de verser une aide à leurs agents (publics ou privés) qui souscrivent à des contrats ou règlements de protection sociale complémentaire (santé ou prévoyance) répondant à des critères de solidarité.

ARTICLE 2

Précise que le Centre de Gestion de Lozère, après avoir reçu mandat des collectivités adhérentes, a lancé une procédure de convention de participation pour le risque santé, avec l'appui d'un cabinet-conseil, qui s'est étalée sur une période de plus d'un an au terme de laquelle a été retenue la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT).

ARTICLE 3

Décide d'adhérer à la convention de participation conclue par le Centre de Gestion d'une durée de six ans, pour la couverture du risque santé des agents de la collectivité départementale, sur la base d'un coût d'adhésion de 120 € auquel il convient d'ajouter un forfait annuel de gestion de 12 € par an et par agent.

ARTICLE 4

Fixe la participation minimale annuelle à 12 € par an et par agent sachant que seuls les agents qui adhéreront aux garanties proposées par la collectivité pourront bénéficier de la participation de l'employeur.

ARTICLE 5

Autorise la signature de l'ensemble des documents nécessaires à la mise en place de cette prestation.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1080 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°703 "Gestion du personnel : adhésion à la convention de participation du Centre de gestion pour le risque santé".

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé le cadre permettant aux collectivités et à leurs établissements publics de verser une aide à leurs agents (publics ou privés) qui souscrivent à des contrats ou règlements de protection sociale complémentaire (santé ou prévoyance) répondant à des critères de solidarité (titre IV du décret).

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent :

- soit aider les agents qui auront souscrit un contrat ou adhéré à un règlement dont le caractère solidaire aura été préalablement vérifié au niveau national, dans le cadre d'une procédure spécifique dite de « labellisation ».

Ces contrats et règlements « labellisés » sont répertoriés sur une liste publiée par le ministère des collectivités territoriales et régulièrement actualisée.

- Soit engager une procédure de mise en concurrence ad hoc, définie par le décret, pour sélectionner un contrat ou un règlement remplissant les conditions de solidarité du décret. La collectivité conclut avec l'opérateur choisi, au titre du contrat ou du règlement ainsi sélectionné, une « convention de participation ».

Ce contrat ou ce règlement est proposé à l'adhésion facultative des agents.

Les collectivités choisissent, pour la santé comme pour la prévoyance, entre l'une et l'autre de ces procédures.

La convention de participation présente l'avantage par rapport à la labellisation d'obtenir un rapport tarifs/ garanties plus attractif du fait de la mutualisation mais reste une procédure lourde, coûteuse et complexe nécessitant le recours à un cabinet-conseil au titre d'une assistance à maîtrise d'œuvre.

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire a été fixée par l'article 25 alinéa 6 de la loi 84-53 du 26 janvier 1994 : *"les centres de gestion peuvent assurer la gestion de l'action sociale et de services sociaux en faveur des agents... Ils peuvent souscrire, pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent, des contrats-cadres permettant aux agents de bénéficier de prestations d'action sociale mutualisées et conclure avec un des organismes mentionnés au I de l'article 88-2 une convention de participation dans les conditions prévues au II du même article"*.

Le Centre de Gestion de Lozère, après avoir reçu mandat des collectivités adhérentes, a lancé une procédure de convention de participation pour le risque santé, avec l'appui d'un cabinet-conseil, qui s'est étalée sur une période de plus d'un an au terme de laquelle a été retenue la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT). Les principaux éléments de cette proposition sont joints en annexe.

Au vu des conditions avantageuses proposées tant en termes de couverture du risque santé que tarifaires, et compte tenu de la demande récurrente des agents de la collectivité quant à la possibilité de pouvoir bénéficier d'un contrat de groupe, il vous est proposé d'adhérer à la convention de participation conclue par le Centre de Gestion pour la couverture du risque santé.

Le coût de cette adhésion est de 120€ d'adhésion auquel il convient d'ajouter :

- un forfait annuel de gestion de 12€ par an et par agent,
- Une participation minimale de 12€ par an et par agent.

Sur une base d'une adhésion de 50 % des agents de la collectivité (soit environ 350 agents), le coût prévisionnel pour l'année de 2018 serait de 8 520€.

Sous réserve de l'avis du Comité technique qui se tiendra le 14 décembre, je vous propose :

- d'adhérer à la convention de participation conclue par le Centre de Gestion, pour une durée de 6 ans avec la MNT,
- de m'autoriser à conclure une convention de gestion avec le Centre de Gestion selon les conditions tarifaires suivantes :

Délibération n°CD_17_1080

- Adhésion à la convention de participation : 120 euros par collectivité,
- Forfait annuel de gestion : 12 euros par an et par agent.
- de fixer un montant mensuel de participation égal à 1,00€ par agent,
- d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

Je vous précise que conformément au 2ième alinéa de l'article 1er du décret du 8 novembre 2011, seuls les agents qui adhéreront aux garanties proposées par la collectivité pourront bénéficier de la participation de l'employeur.



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Gestion du personnel : mesures d'adaptation et approbation du tableau des effectifs

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Ressources Humaines

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la délibération n°CD_16_1046 du 17 juin 2016 portant approbation des nouvelles missions et de la nouvelle organisation des directions et des services du Département ;

VU la délibération n°CD_16_1066 du 16 décembre 2016 approuvant le tableau des effectifs 2017 modifiée par délibération n°CD_17_1031 du 24 mars 2017 ;

VU la tenue des CAP du 11 mai 2017, du 6 juillet 2017 et du 7 décembre 2017 ;

VU les délibérations n°CD_17_1058 du 23 juin 2017, n°CP_17_131 du 15 mai 2017, n°CP_17_209 du 21 juillet 2017 et n°CP_17_252 du 25 septembre 2017;

CONSIDÉRANT le rapport n°704 intitulé "Gestion du personnel : mesures d'adaptation et approbation du tableau des effectifs" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « finances et gestion de la collectivité » du 18 décembre 2017 ;

ARTICLE 1

Approuve, afin de tenir compte de réussites aux concours, des mobilités internes et externes, des départs à la retraite, l'adaptation des postes comme suit :

Postes supprimés

- 1 poste d'adjoint technique
- 1 poste d'attaché principal
- 1 poste de rédacteur principal de 1ère classe
- 3 postes d'adjoint technique principal de 1ère classe
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe
- 1 poste d'agent de maîtrise
- 1 poste d'agent de maîtrise principal
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2ème classe
- 1 poste de rédacteur principal de 2ème classe
- 1 poste de rédacteur

Postes créés

- 1 poste d'adjoint technique des EPLE
- 1 poste de rédacteur
- 1 poste d'adjoint administratif
- 3 postes d'adjoint technique
- 3 postes d'adjoint technique
- 1 poste d'agent de maîtrise

ARTICLE 2

Approuve le tableau des effectifs, tel que joint en annexe, et mis à jour après les réunions des commissions administratives Paritaires (CAP) amenées à se prononcer sur les avancements de grade et promotions internes réunies le 7 décembre 2017 qui induisent les suppressions et créations de grades suivantes :

Suppression

Grades supprimés en avancement de grade

- 1 poste de directeur
- 1 poste d'ingénieur
- 1 poste de puéricultrice de classe normale
- 3 postes d'assistant socio-éducatif
- 3 postes de rédacteur principal de 2ème classe
- 4 postes de rédacteur
- 2 poste de technicien paramédical de classe normale
- 3 postes de technicien principal de 2ème classe
- 3 postes de technicien
- 5 postes d'adjoint administratif principal de 2ème classe
- 4 postes d'adjoint administratif
- 10 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe des EPLE
- 21 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe
- 4 postes d'adjoint technique des EPLE
- 5 postes d'adjoint technique
- 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 2ème classe

Grades supprimés en promotion interne

- 1 poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe
- 1 poste d'agent de maîtrise
- 1 poste d'agent de maîtrise principal
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe des EPLE
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2ème classe

Création :

Grades créés en avancement de grade

- 1 poste d'attaché hors classe
- 1 poste d'ingénieur principal
- 1 poste de puéricultrice de classe supérieure
- 3 postes d'assistant socio-éducatif principal
- 3 postes de rédacteur principal de 1ère classe
- 4 postes de rédacteur principal de 2ème classe
- 2 postes de technicien paramédical de classe supérieure
- 3 postes de technicien principal de 1ère classe
- 3 postes de technicien principal de 2ème classe
- 5 postes d'adjoint administratif principal de 1ère classe

Délibération n°CD_17_1081

- 4 postes d'adjoint administratif principal de 2ème classe
- 10 postes d'adjoint technique principal de 1ère classe des EPLE
- 21 postes d'adjoint technique principal de 1ère classe
- 4 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe des EPLE
- 5 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe
- 1 poste d'adjoint du patrimoine principal de 1ère classe

Grades créés en promotion interne :

- 1 poste de Rédacteur principal de 2ème classe
- 2 postes de technicien principal de 2ème classe
- 2 postes d'agent de maîtrise

ARTICLE 3

Précise que la date d'effet de ces propositions sera le 1er janvier 2018 sauf mention contraire.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1081 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°704 "Gestion du personnel : mesures d'adaptation et approbation du tableau des effectifs".

Afin de tenir compte des mobilités internes et externes, des modifications de postes sont nécessaires afin d'ajuster le tableau des effectifs du Département.

Ce dernier (joint en annexe) est modifié de la manière suivante :

// Transformations de postes :

| Direction concernée | Poste supprimé | Poste créé | Commentaires |
|---------------------|---|------------------------------|---|
| DGAST | Adjoint technique | Adjoint technique des EPLE | A compter du 01/12/2017 (correction délibération du 25/09/2017) |
| DCCP | Attaché principal | Rédacteur | Suite à un départ |
| DGAID | Rédacteur principal de 1ère classe | Adjoint administratif | Suite à un départ à la retraite |
| DGAID | 3 postes d'adjoint technique principal de 1ère classe | 3 postes d'adjoint technique | Suite à des départs à la retraite |
| DGAID | Adjoint technique principal de 1ère classe | Adjoint technique | Suite à un départ à la retraite au 01/02/2018 |
| DGAID | Agent de maîtrise | Adjoint technique | Suite à un départ à la retraite |
| DGAID | Agent de maîtrise principal | Adjoint technique | Suite à un départ à la retraite |
| DGAID | Adjoint technique principal de 2ème classe | Agent de maîtrise | Suite à la réussite à un concours |

II/ Suppressions de postes :

| Direction concernée | Poste supprimé | Commentaires |
|---------------------|------------------------------------|---|
| DGAID | Rédacteur principal de 2ème classe | Suite à un départ à la retraite compensé par un redéploiement |
| DGAST | Rédacteur | Suite à un départ à la retraite |

III/ Avancements de grade et promotions internes :

Il vous est proposé de valider les mouvements de personnel, suite à la Commission Administrative Paritaire (CAP) du 7 décembre 2017, amenée à se prononcer sur les avancements de grade et promotions internes.

Avancements de grade :

| Catégorie et groupe hiérarchique | Nbre de postes | Grade d'origine supprimé | Grade d'obtention créé | Commentaires |
|----------------------------------|----------------|---|---|--------------------------------|
| A6 | 1 | Directeur | Attaché hors classe | |
| A5 | 1 | Ingénieur | Ingénieur principal | |
| A5 | 1 | Puéricultrice de classe normale | Puéricultrice de classe supérieure | |
| B4 | 3 | Assistant socio-éducatif | Assistant socio-éducatif principal | |
| B4 | 3 | Rédacteur principal de 2ème classe | Rédacteur principal de 1ère classe | |
| B4 | 4 | Rédacteur | Rédacteur principal de 2ème classe | |
| B4 | 2 | Technicien paramédical de classe normale | Technicien paramédical de classe supérieure | |
| B4 | 3 | Technicien principal de 2ème classe | Technicien principal de 1ère classe | |
| B4 | 3 | Technicien | Technicien principal de 2ème classe | |
| C2 | 5 | Adjoint administratif principal de 2ème classe | Adjoint administratif principal de 1ère classe | |
| C2 | 4 | Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 2ème classe | |
| C2 | 10 | Adjoint technique principal de 2ème classe des EPLE | Adjoint technique principal de 1ère classe des EPLE | Dont 1 à compter du 01/06/2018 |
| C2 | 21 | Adjoint technique principal de 2ème classe | Adjoint technique principal de 1ère classe | |

Délibération n°CD_17_1081

| Catégorie et groupe hiérarchique | Nbre de postes | Grade d'origine supprimé | Grade d'obtention créé | Commentaires |
|----------------------------------|----------------|--|---|---|
| C2 | 4 | Adjoint technique des EPLE | Adjoint technique principal de 2ème classe des EPLE | |
| C2 | 5 | Adjoint technique | Adjoint technique principal de 2ème classe | Dont 1 à compter du 15/08/2018 et 1 à compter du 01/11/2018 |
| C2 | 1 | Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe | Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe | |

Promotions internes :

| Catégorie et groupe hiérarchique | Nbre de postes | Poste supprimé | Grade d'obtention créé | Commentaires |
|----------------------------------|----------------|---|-------------------------------------|--------------|
| B4 | 1 | Adjoint administratif principal de 1ère classe | Rédacteur principal de 2ème classe | |
| B4 | 1 | Agent de maitrise | Technicien principal de 2ème classe | |
| B4 | 1 | Agent de maitrise principal | Technicien principal de 2ème classe | |
| C2 | 1 | Adjoint technique principal de 1ère classe des EPLE | Agent de maîtrise | |
| C2 | 1 | Adjoint technique principal de 2ème classe | Agent de maîtrise | |

Au regard de l'ensemble de ces éléments, je vous propose :

- d'approuver les transformations / suppressions de postes tels que proposés ci-dessus,
- d'entériner le tableau des effectifs, mis à jour après la dernière Commissions Administrative Paritaire (CAP)

La date d'effet de ces propositions sera le 1^{er} janvier 2018 sauf mention contraire.

L'ensemble de ces évolutions a été pris en compte au niveau budgétaire.

Tableau des effectifs au 1er janvier 2018 (titulaires + contractuels)

| Filière | Catégorie | Cadre d'Emploi | Grade | Nbre postes Janvier 2017 | Créations ou suppressions de postes | Postes pourvus | | Postes vacants | Nbre postes prévus janvier 2018 | Commentaires |
|----------------|--------------------------|--|---|--------------------------|-------------------------------------|----------------|-------------|----------------|---------------------------------|---|
| | | | | | | Statutaire | Contractuel | | | |
| Administrative | A | Emplois fonctionnels | DGSD | 1 | 0 | 1 | | | 1 | |
| | | | DGA | 3 | 0 | 3 | | | 3 | |
| | | Collaborateur de cabinet | Collaborateur de cabinet | 2 | 0 | | 2 | | 2 | |
| | | Administrateurs | Administrateurs hors classe | 1 | 0 | 1 | | | 1 | |
| | | Attachés | Attaché hors classe | 0 | 2 | 2 | | | 2 | |
| | | | Directeur | 6 | -2 | 2 | | 2 | 4 | |
| | | | Attaché principal | 3 | 0 | 3 | | | 3 | |
| | | | Attaché | 17 | 0 | 10 | 5 | 2 | 17 | |
| | B | Rédacteurs | Rédacteur principal 1ère classe | 17 | 2 | 19 | | | 19 | |
| | | | Rédacteur principal 2ème classe | 9 | 8 | 16 | | 1 | 17 | |
| | | | Rédacteur territorial | 38 | -11 | 26 | | 1 | 27 | |
| | C | Adjoints administratifs | Adjoint administratif principal 1ère classe | 12 | 15 | 27 | | | 27 | |
| | | | Adjoint administratif principal 2ème classe | 48 | -9 | 39 | | | 39 | |
| | | Adjoint administratif | 27 | -7 | 16 | | 4 | 20 | 1 poste à 0,6 | |
| Technique | A | Ingénieurs en chef | Ingénieur général | 0 | 1 | 0 | | 1 | 1 | |
| | | | Ingénieur chef hors classe | 3 | -1 | 1 | | 1 | 2 | |
| | | | Ingénieur chef | 3 | -1 | 1 | | 1 | 2 | |
| | | Ingénieurs | Ingénieur principal | 9 | 3 | 12 | | | 12 | |
| | | | Ingénieur | 21 | -2 | 19 | | | 19 | |
| | B | Techniciens supérieurs | Technicien principal 1ère classe | 24 | 5 | 29 | | | 29 | |
| | | | Technicien principal 2ème classe | 18 | -2 | 15 | 1 | | 16 | |
| | | | Technicien | 17 | 0 | 11 | 3 | 3 | 17 | 1 Poste à 0,50 |
| | C | Agents de maîtrise | Agent de maîtrise principal | 19 | -2 | 17 | | | 17 | |
| | | | Agent de maîtrise | 12 | -2 | 10 | | | 10 | |
| | | Adjoints techniques | Adjoint technique principal 1ère classe | 31 | 39 | 70 | | | 70 | |
| | | | Adjoint technique principal 2ème classe | 95 | -39 | 56 | | | 56 | |
| | | | Adjoint technique | 60 | 10 | 55 | | 15 | 70 | 3 postes à 0,5 1 poste à 0,07 1 poste à 0,1 1 poste à 0,76 4 postes à 0,8 |
| | Adjoints techniques EPLE | Adjoint technique principal 1ere cl EPLE | 2 | 24 | 26 | | | 26 | | |
| | | Adjoint technique principal 2ème cl EPLE | 59 | -19 | 40 | | | 40 | | |

Tableau des effectifs au 1er janvier 2018 (titulaires + contractuels)

| Filière | Catégorie | Cadre d'Emploi | Grade | Nbre postes Janvier 2017 | Créations ou suppressions de postes | Postes pourvus | | Postes vacants | Nbre postes prévus janvier 2018 | Commentaires |
|------------------|-----------|--|--|--------------------------|-------------------------------------|----------------|-------------|----------------|---------------------------------|--------------|
| | | | | | | Statutaire | Contractuel | | | |
| | | | Adjoint technique EPLE | 17 | -13 | 4 | | | 4 | |
| Culturelle | A | Conservateurs du patrimoine | Conservateur du patrimoine en chef | 1 | 0 | 1 | | | 1 | |
| | | | Conservateur du patrimoine | 1 | 0 | 1 | | | 1 | |
| | | Attachés de conservation | Attaché de conservation | 1 | 0 | 1 | | | 1 | |
| | B | Assistants conservation patrimoine | Assistant conservation patrimoine principal de 1ère classe | 2 | 0 | 2 | | | 2 | |
| | | | Assistant de conservation principal de 2ème classe | 1 | 0 | 1 | | | 1 | |
| | | | Assistant conservation | 3 | 0 | 1 | 2 | | 3 | |
| | C | Adjoints du patrimoine | Adjoint patrimoine principal 1ère classe | 1 | 1 | 2 | | | 2 | |
| | | Adjoint patrimoine principal 2ème classe | 2 | -1 | 1 | | | 1 | | |
| Sociale | A | Conseillers socio-éducatifs | Conseiller supérieur socio-éducatif | 1 | 0 | 1 | | | 1 | |
| | | | Conseiller socio-éducatif | 3 | 2 | 5 | | | 5 | |
| | B | Assistants socio-éducatifs | Assistant socio-éducatif principal | 22 | 4 | 26 | | | 26 | |
| | | | Assistant socio-éducatif | 26 | -4 | 12 | 8 | 2 | 22 | |
| | | Educateurs jeunes enfants | Educateur principal jeunes enfants | 1 | 0 | 1 | | | 1 | |
| Médico-sociale | A | Médecins territoriaux | Médecin hors classe | 2 | 0 | 2 | | | 2 | |
| | | | Médecin 1ère classe | 0 | 1 | 1 | | | 1 | |
| | | | Médecin 2ème classe | 2 | -1 | | | 1 | 1 | |
| | | Psychologue | Psychologue | 1 | 0 | | 1 | | 1 | |
| | | Cadre de santé | Cadre supérieur de santé | 0 | 1 | 1 | | | 1 | |
| | | | Cadre de santé de 1ère classe | 0 | 1 | 1 | | | 1 | |
| | | | Cadre de santé de 2ème classe (Anc Cadre de santé) | 3 | -2 | 1 | | | 1 | |
| | | Puéricultrices | Puéricultrice de classe supérieure | 2 | 1 | 3 | | | 3 | |
| | | | Puéricultrice de classe normale | 3 | -1 | 2 | | | 2 | |
| | | Sage-femme | Sage-femme classe normale | 2 | 0 | 1 | 1 | | 2 | |
| | | Infirmiers | Infirmier classe normale | 1 | 0 | | 1 | | 1 | |
| Médico-technique | A | Vétérinaires | Vétérinaire hors classe | 2 | 0 | 2 | | | 2 | |
| | B | Techniciens paramédicaux | Technicien paramédical cl supérieure | 7 | 1 | 8 | | | 8 | |
| | | | Technicien paramédical cl normale | 6 | -2 | 4 | | | 4 | |
| TOTAL | | | | 670 | 0 | 612 | 24 | 34 | 670 | |

Assistants familiaux

37

43



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : Modification des autorisations de programmes 2017 et antérieures

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA, Patrice SAINT-LEGER ayant donné pouvoir à Sabine DALLE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3311-1, L 3312-4 et R 3312-3 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1067 du 18 décembre 2015 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_17_1068 du 23 octobre 2017 approuvant les modifications des autorisations de programmes antérieures et l'état des autorisations de programmes 2017 votées ;

VU la délibération n°CD_17_1042 du 24 mars 2017 approuvant le budget primitif 2017, la délibération n°CD_17_1062 du 23 juin 2017 approuvant la DM1 et la délibération n°CD_17_1069 du 23 octobre 2017 approuvant la DM2 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°705 intitulé "Budget : Modification des autorisations de programmes 2017 et antérieures" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « finances et gestion de la collectivité » du 18 décembre 2017 ;

ARTICLE 1

Décide de procéder aux mouvements budgétaires sur le budget principal et le budget annexe du LDA, tels que détaillés en annexe, modifiant les autorisations de programmes comme suit :

- AP 2012.....-4 894,31 €
- AP 2013.....-134 577,62 €
- AP 2014.....-6 055,32 €
- AP 2015.....-522 580,29 €
- AP 2016.....-243 002,00 €
- AP 2017.....-449 618,44 €

ARTICLE 2

Prend acte que le montant du solde des autorisations de programmes, à la suite de ces modifications, porte les besoins en crédits de paiement comme suit :

Budget principal

| Années | Soldes des autorisations de programmes | Crédits de paiement 2017 | Crédits de paiement 2018 | Crédits de paiement 2019 | Crédits de paiement 2020 et plus |
|--------|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 2011 | 1 188 981,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € |
| 2012 | 1 224 607,58 € | 125 651,58 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € |

Délégation n°CD_17_1082

| Années | Soldes des autorisations de programmes | Crédits de paiement 2017 | Crédits de paiement 2018 | Crédits de paiement 2019 | Crédits de paiement 2020 et plus |
|--------|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 2013 | 3 504 099,72 € | 2 889 264,72 € | 124 754,00 € | 54 454,00 € | 435 627,00 € |
| 2014 | 11 036 510,92 € | 3 883 752,83 € | 6 452 733,09 € | 70 003,00 € | 630 022,00 € |
| 2015 | 26 642 575,37 € | 8 277 485,12 € | 9 516 551,31 € | 8 714 858,94 € | 133 680,00 € |
| 2016 | 25 769 698,21 € | 5 896 874,53 € | 3 895 212,98 € | 11 520 374,70 € | 4 457 236,00 € |
| 2017 | 29 783 579,04 € | 11 728 412,31 € | 10 446 149,22 € | 4 608 167,51 € | 3 000 850,00 € |
| Total | 99 150 051,84 € | 32 933 550,09 € | 30 689 615,60 € | 25 222 073,15 € | 10 304 813,00 € |

Budget annexe LDA

| Années | Soldes de l'autorisation de programme | Crédits de paiement 2017 | Crédits de paiement 2018 | Crédits de paiement 2019 | Crédits de paiement 2020 et plus |
|--------|---------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 2016 | 717 101,17 € | 92 100,00 € | 37 500,00 € | 220 000,00 € | 367 501,17 € |
| Total | 717 101,17 € | 92 100,00 € | 37 500,00 € | 220 000,00 € | 367 501,17 € |

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1082 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°705 "Budget : Modification des autorisations de programmes 2017 et antérieures".

Préalablement au vote de la décision modificative n° 3 de 2017, il convient de procéder à la régularisation des AP 2017 et antérieures sur le budget principal et sur le budget annexe du LDA. En effet, l'article 2 du règlement financier adopté par le Département le 19 décembre 2015 prévoit que la modification des autorisations de programmes ne peut intervenir que lors d'une assemblée du Conseil départemental.

L'annexe ci-jointe récapitule par millésime d'autorisations de programmes les mouvements les affectant.

| | |
|-------|-----------------|
| 2011 | 0,00 € |
| 2012 | -4 894,31 € |
| 2013 | -134 577,62 € |
| 2014 | -6 055,32 € |
| 2015 | -522 580,29 € |
| 2016 | -243 002,00 € |
| 2017 | -449 618,44 € |
| Total | -1 360 727,98 € |

| | Soldes des autorisations de programmes | Crédits de paiement 2017 | Crédits de paiement 2018 | Crédits de paiement 2019 | Crédits de paiement 2020 et plus |
|---------------------|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| Bilan AP avant DM 3 | 100 510 779,82 € | 35 249 905,94 € | 31 775 283,21 € | 23 763 507,67 € | 9 722 083,00 € |
| Bilan Mouvements | -1 360 727,98 € | -2 316 355,85 € | -1 085 667,61 € | 1 458 565,48 € | 582 730,00 € |
| Bilan AP après DM 3 | 99 150 051,84 € | 32 933 550,09 € | 30 689 615,60 € | 25 222 073,15 € | 10 304 813,00 € |

Vous trouverez par ailleurs en annexe le détail avant et après la décision modificative n° 3 par autorisation de programmes.

Je vous propose d'approuver ces régularisations à inscrire lors de la décision modificative n° 3, le montant du solde des autorisations de programmes, sur le budget principal et budget annexe qui porteront les besoins en crédits de paiement comme suit :

Budget principal

| Années | Soldes des autorisations de programmes | Crédits de paiement 2017 | Crédits de paiement 2018 | Crédits de paiement 2019 | Crédits de paiement 2020 et plus |
|--------|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 2011 | 1 188 981,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € |
| 2012 | 1 224 607,58 € | 125 651,58 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € |
| 2013 | 3 504 099,72 € | 2 889 264,72 € | 124 754,00 € | 54 454,00 € | 435 627,00 € |
| 2014 | 11 036 510,92 € | 3 883 752,83 € | 6 452 733,09 € | 70 003,00 € | 630 022,00 € |
| 2015 | 26 642 575,37 € | 8 277 485,12 € | 9 516 551,31 € | 8 714 858,94 € | 133 680,00 € |
| 2016 | 25 769 698,21 € | 5 896 874,53 € | 3 895 212,98 € | 11 520 374,70 € | 4 457 236,00 € |
| 2017 | 29 783 579,04 € | 11 728 412,31 € | 10 446 149,22 € | 4 608 167,51 € | 3 000 850,00 € |
| Total | 99 150 051,84 € | 32 933 550,09 € | 30 689 615,60 € | 25 222 073,15 € | 10 304 813,00 € |

Budget annexe LDA

| Années | Soldes de l'autorisation de programme | Crédits de paiement 2017 | Crédits de paiement 2018 | Crédits de paiement 2019 | Crédits de paiement 2020 et plus |
|--------|---------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 2016 | 717 101,17 € | 92 100,00 € | 37 500,00 € | 220 000,00 € | 367 501,17 € |
| Total | 717 101,17 € | 92 100,00 € | 37 500,00 € | 220 000,00 € | 367 501,17 € |

1/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2011

le montant du solde sur AP 2011 avant la DM 3 est de : 1 188 981,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2011 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2011 après modification est de : 1 188 981,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

| | SOLDE SUR AP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 et + |
|-----------------------------------|---------------------|--------------|--------------|--------------|------------------|
| MONTANT AP 2011 AVANT DM 3 | 1 188 981,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € |
| MONTANT MOUVEMENTS | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| MONTANT AP 2011 APRES DM 3 | 1 188 981,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € |

2/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2012

le montant du solde sur AP 2012 avant la DM 3 est de : 1 229 501,89 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2012 est de : -4 894,31 €

le montant du solde des AP 2012 après modification est de : 1 224 607,58 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

| | SOLDE SUR AP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 et + |
|-----------------------------------|---------------------|--------------|--------------|--------------|------------------|
| MONTANT AP 2012 AVANT DM 3 | 1 229 501,89 € | 130 545,89 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € |
| MONTANT MOUVEMENTS | -4 894,31 € | -4 894,31 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| MONTANT AP 2012 APRES DM 3 | 1 224 607,58 € | 125 651,58 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € |

3/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2013

le montant du solde sur AP 2013 avant la DM 3 est de : 3 638 677,34 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2013 est de : -134 577,62 €

le montant du solde des AP 2013 après modification est de : 3 504 099,72 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

| | SOLDE SUR AP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 et + |
|-----------------------------------|---------------------|----------------|--------------|-------------|------------------|
| MONTANT AP 2013 AVANT DM 3 | 3 638 677,34 € | 3 094 142,34 € | 54 454,00 € | 54 454,00 € | 435 627,00 € |
| MONTANT MOUVEMENTS | -134 577,62 € | -204 877,62 € | 70 300,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| MONTANT AP 2013 APRES DM 3 | 3 504 099,72 € | 2 889 264,72 € | 124 754,00 € | 54 454,00 € | 435 627,00 € |

4/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2014

le montant du solde sur AP 2014 avant la DM 3 est de : 11 042 566,24 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2014 est de : -6 055,32 €

le montant du solde des AP 2014 après modification est de : 11 036 510,92 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

| | SOLDE SUR AP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 et + |
|-----------------------------------|---------------------|----------------|----------------|-------------|------------------|
| MONTANT AP 2014 AVANT DM 3 | 11 042 566,24 € | 4 195 398,91 € | 6 147 142,33 € | 70 003,00 € | 630 022,00 € |
| MONTANT MOUVEMENTS | -6 055,32 € | -311 646,08 € | 305 590,76 € | 0,00 € | 0,00 € |
| MONTANT AP 2014 APRES DM 3 | 11 036 510,92 € | 3 883 752,83 € | 6 452 733,09 € | 70 003,00 € | 630 022,00 € |

5/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2015

le montant du solde sur AP 2015 avant la DM 3 est de : 27 165 155,66 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2015 est de : -522 580,29 €

le montant du solde des AP 2015 après modification est de : 26 642 575,37 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

| | SOLDE SUR AP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 et + |
|-----------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|
| MONTANT AP 2015 AVANT DM 3 | 27 165 155,66 € | 9 529 981,12 € | 10 080 220,08 € | 7 421 274,46 € | 133 680,00 € |
| MONTANT MOUVEMENTS | -522 580,29 € | -1 252 496,00 € | -563 668,77 € | 1 293 584,48 € | 0,00 € |
| MONTANT AP 2015 APRES DM 3 | 26 642 575,37 € | 8 277 485,12 € | 9 516 551,31 € | 8 714 858,94 € | 133 680,00 € |

6/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2016

le montant du solde sur AP 2016 avant la DM 3 est de : 26 012 700,21 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2016 est de : -243 002,00 €

le montant du solde des AP 2016 après modification est de : 25 769 698,21 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

| | SOLDE SUR AP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 et + |
|-----------------------------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| MONTANT AP 2016 AVANT DM 3 | 26 012 700,21 € | 6 142 255,37 € | 4 662 164,14 € | 11 363 774,70 € | 3 844 506,00 € |
| MONTANT MOUVEMENTS | -243 002,00 € | -245 380,84 € | -766 951,16 € | 156 600,00 € | 612 730,00 € |
| MONTANT AP 2016 APRES DM 3 | 25 769 698,21 € | 5 896 874,53 € | 3 895 212,98 € | 11 520 374,70 € | 4 457 236,00 € |

7/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2017

le montant du solde sur AP 2017 avant la DM 3 est de : 30 233 197,48 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2017 est de : -449 618,44 €

le montant du solde des AP 2017 après modification est de : 29 783 579,04 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

| | SOLDE SUR AP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 et + |
|-----------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|----------------|
| MONTANT AP 2017 AVANT DM 3 | 30 233 197,48 € | 12 025 473,31 € | 10 577 087,66 € | 4 599 786,51 € | 3 030 850,00 € |
| MONTANT MOUVEMENTS | -449 618,44 € | -297 061,00 € | -130 938,44 € | 8 381,00 € | -30 000,00 € |
| MONTANT AP 2017 APRES DM 3 | 29 783 579,04 € | 11 728 412,31 € | 10 446 149,22 € | 4 608 167,51 € | 3 000 850,00 € |

| | SOLDE SUR AP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 et + |
|--|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| BILAN AP AVANT INTEGRATION DM 3 | 100 510 779,82 € | 35 249 905,94 € | 31 775 283,21 € | 23 763 507,67 € | 9 722 083,00 € |
| BILAN MOUVEMENTS | -1 360 727,98 € | -2 316 355,85 € | -1 085 667,61 € | 1 458 565,48 € | 582 730,00 € |
| BILAN AP APRES INTEGRATION DM 3 | 99 150 051,84 € | 32 933 550,09 € | 30 689 615,60 € | 25 222 073,15 € | 10 304 813,00 € |

8/ Mouvements sur l'Autorisation de Programmes 2016 sur le budget annexe du LDA

le montant du solde sur AP 2016 avant la DM 3 est de : 743 101,17 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2016 est de : -26 000,00 €

le montant du solde des AP 2016 après modification est de : 717 101,17 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

| | SOLDE SUR AP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 et + |
|-----------------------------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|
| MONTANT AP 2016 AVANT DM 3 | 743 101,17 € | 118 100,00 € | 37 500,00 € | 220 000,00 € | 367 501,17 € |
| MONTANT MOUVEMENTS | -26 000,00 € | -26 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| MONTANT AP 2016 APRES DM 3 | 717 101,17 € | 92 100,00 € | 37 500,00 € | 220 000,00 € | 367 501,17 € |

PHASAGE AP DM 3 2017

| AP 2011 | | | | | | APRES DM 3 | | | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|-----------------------|
| AVANT DM 3 | | | | | | APRES DM 3 | | | | | |
| LIBELLE AP | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP AVANT DM 3 | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP APRES DM 3 | EVOLUTION TOTALE DM 3 |
| AEP ASSAINISSEMENT | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € | 1 188 981,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € | 1 188 981,00 € | 0,00 |
| Total DEAE | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € | 1 188 981,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € | 1 188 981,00 € | 0,00 |
| AMENAGEMENT DE VILLAGE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| ENTREPRISES TOURISTIQUES | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| HABITAT JEUNES AGRICULTEURS | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| LOGEMENT | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| PATRIMOINE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| PED INVESTISSEMENT | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS & OTSI | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| MAISONS MEDICALES | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| Total DATE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| TRAVAUX TOUS BATIMENTS | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| Total DRTB Bâtiments | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| PROGRAMME REHABILITATION EHPAD | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| Total DSD | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| INTERNET | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| Total SI | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 |
| TOTAL AP 2011 | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € | 1 188 981,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 132 109,00 € | 792 654,00 € | 1 188 981,00 € | 0,00 |
| | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |

| AP 2012 | | | | | | APRES DM 3 | | | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|-----------------------|
| AVANT DM 3 | | | | | | APRES DM 3 | | | | | |
| LIBELLE AP | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP AVANT DM 3 | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP APRES DM 3 | EVOLUTION TOTALE DM 3 |
| AEP ASSAINISSEMENT | 120 931,00 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € | 1 219 887,00 € | 120 931,00 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € | 1 219 887,00 € | 0,00 € |
| AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET FORESTIÈRES | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| MAÎTRISE DES DÉCHETS | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| REPRISE DES LIGNES HORS AP/DEAE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| CRÉDITS RMC | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| ENERGIE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total DEAE | 120 931,00 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € | 1 219 887,00 € | 120 931,00 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € | 1 219 887,00 € | 0,00 € |
| AMENAGEMENT DE VILLAGE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| BOIS ENERGIE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| ECOLES PRIMAIRES | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| HABITAT JEUNES AGRICULTEURS | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| HABITER MIEUX | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| ENTREPRISES TOURISTIQUES | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| LOGEMENT | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| MAISONS MEDICALES | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| PATRIMOINE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| PED INVESTISSEMENT | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| PER 1ERE VAGUE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| PROG EQUIPEMENT VOIRIE COMMUNALE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS & OTSI | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| FIE INVESTISSEMENT | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| REPRISE DES LIGNES DATE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total DATE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TRAVAUX TOUS BATIMENTS | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| COLLEGE DU COLLET DE DEZE | 9 614,89 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 9 614,89 € | 4 720,58 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 4 720,58 € | -4 894,31 € |
| Total DRTB Bâtiments | 9 614,89 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 9 614,89 € | 4 720,58 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 4 720,58 € | -4 894,31 € |
| PROGRAMME REHABILITATION EHPAD | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total DSD | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| REPRISE DES LIGNES HORS AP/BDP | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total BDP | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TRAVAUX DE VOIRIE | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total DRTB Routes | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL AP 2012 | 130 545,89 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € | 1 229 501,89 € | 125 651,58 € | 122 106,00 € | 122 106,00 € | 854 744,00 € | 1 224 607,58 € | -4 894,31 € |
| | | | | | | -4 894,31 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | -4 894,31 € | |

AVANT DM3

| LIBELLE AP | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP AVANT DM 3 |
|---|-----------------------|------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------------|
| SCHEMA ENS/APN | 0,00 € | 5 000,00 € | | | 5 000,00 € |
| DIVERSIFICATION AGRICOLE | 0,00 € | | | | 0,00 € |
| AMELIORATIONS FONCIERES ET FORESTIERES | 48 621,22 € | 26 869,52 € | | | 75 490,74 € |
| POLITIQUE DE L'EAU | 13 368,00 € | 13 368,00 € | 13 368,00 € | 133 680,00 € | 173 784,00 € |
| GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX | | | | | 0,00 € |
| ENERGIE | 0,00 € | | | | 0,00 € |
| SOUTIEN A L'INSTALLATION EN AGRICULTURE | 8 580,11 € | 0,00 € | | | 8 580,11 € |
| CONTRAT | 239 142,00 € | 614 185,00 € | 1 305 265,00 € | | 2 158 592,00 € |
| Total DEAE | 309 711,33 € | 659 422,52 € | 1 318 633,00 € | 133 680,00 € | 2 421 446,85 € |
| CONTRAT | 6 565 106,21 € | 6 126 840,00 € | 5 262 100,61 € | | 17 954 046,82 € |
| AUTRES DISPOSITIFS PRIVES | 28 784,00 € | 26 636,00 € | 10 732,00 € | | 66 132,00 € |
| ECONOMIE ET TOURISME | 798 318,00 € | 720 000,00 € | 708 500,00 € | | 2 226 818,00 € |
| AIDES AUX COMMUNES | 383 405,68 € | 242 613,65 € | 116 508,85 € | | 742 528,18 € |
| MATERIEL SIG | 25 200,00 € | 8 577,00 € | 4 800,00 € | | 38 577,00 € |
| Total DATE | 7 800 793,89 € | 7 124 666,65 € | 6 102 641,46 € | 0,00 € | 21 028 102,00 € |
| INVESTISSEMENT ROUTIERS ET MOYENS MATERIELS | 770 500,00 € | 1 307 782,91 € | | | 2 078 282,91 € |
| Total DRTB ROUTES | 770 500,00 € | 1 307 782,91 € | | | 2 078 282,91 € |
| PROGRAMME REHABILITATION EHPAD | 573 781,66 € | 988 348,00 € | 0,00 € | | 1 562 129,66 € |
| CRECHES CREATION ET INVESTISSEMENT COURANT | 22 000,00 € | | | | 22 000,00 € |
| Total DSD | 595 781,66 € | 988 348,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 584 129,66 € |
| FRAIS D'INSERTION | 36 500,00 € | | | | 36 500,00 € |
| Total MARCHES PUBLICS | 36 500,00 € | | | | 36 500,00 € |
| INFORMATIQUE 2015 | 9 664,24 € | | | | 9 664,24 € |
| Total INFORMATIQUE | 9 664,24 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 9 664,24 € |
| PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS | 4 963,00 € | | | | 4 963,00 € |
| ENSEIGNEMENT | | | | | 0,00 € |
| AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS | | | | | 0,00 € |
| Total DESC | 4 963,00 € | | | | 4 963,00 € |
| RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES | | | | | 0,00 € |
| Total ARCHIVES | | | | | 0,00 € |
| AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES | 2 067,00 € | | | | 2 067,00 € |
| Total BDP | 2 067,00 € | | | | 2 067,00 € |
| MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE | | | | | 0,00 € |
| Total MOYENS GENERAUX | | | | | 0,00 € |
| SDIS | | | | | 0,00 € |
| Total SDIS | | | | | 0,00 € |
| REVERSEMENT TAXE ELECTRICITE | | | | | 0,00 € |
| Total FINANCES | | | | | 0,00 € |
| TOTAL AP 2015 | 9 529 981,12 € | 10 080 220,08 € | 7 421 274,46 € | 133 680,00 € | 27 165 155,66 € |

APRES DM 3

| CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP APRES DM 3 | EVOLUTION TOTALE DM 3 |
|------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------------|-----------------------|
| 0,00 € | 5 000,00 € | | | 5 000,00 € | 0,00 € |
| 0,00 € | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| 48 621,22 € | 26 869,52 € | | | 75 490,74 € | 0,00 € |
| 13 368,00 € | 13 368,00 € | 13 368,00 € | 133 680,00 € | 173 784,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| 0,00 € | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| 8 580,11 € | 0,00 € | | | 8 580,11 € | 0,00 € |
| 239 142,00 € | 614 185,00 € | 930 961,50 € | | 1 784 288,50 € | -374 303,50 € |
| 309 711,33 € | 659 422,52 € | 944 329,50 € | 133 680,00 € | 2 047 143,35 € | -374 303,50 € |
| 5 325 106,21 € | 5 621 039,23 € | 6 860 366,59 € | | 17 806 512,03 € | -147 534,79 € |
| 16 268,00 € | 29 510,00 € | 20 354,00 € | | 66 132,00 € | 0,00 € |
| 798 318,00 € | 720 000,00 € | 708 500,00 € | | 2 226 818,00 € | 0,00 € |
| 383 405,68 € | 181 871,65 € | 176 508,85 € | | 741 786,18 € | -742,00 € |
| 25 200,00 € | 8 577,00 € | 4 800,00 € | | 38 577,00 € | 0,00 € |
| 6 548 297,89 € | 6 560 997,88 € | 7 770 529,44 € | 0,00 € | 20 879 825,21 € | -148 276,79 € |
| 770 500,00 € | 1 307 782,91 € | | | 2 078 282,91 € | 0,00 € |
| 770 500,00 € | 1 307 782,91 € | | | 2 078 282,91 € | 0,00 € |
| 573 781,66 € | 988 348,00 € | 0,00 € | | 1 562 129,66 € | 0,00 € |
| 22 000,00 € | | | | 22 000,00 € | 0,00 € |
| 595 781,66 € | 988 348,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 584 129,66 € | 0,00 € |
| 36 500,00 € | | | | 36 500,00 € | 0,00 € |
| 36 500,00 € | | | | 36 500,00 € | 0,00 € |
| 9 664,24 € | | | | 9 664,24 € | 0,00 € |
| 9 664,24 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 9 664,24 € | 0,00 € |
| 4 963,00 € | | | | 4 963,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| 4 963,00 € | | | | 4 963,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| 2 067,00 € | | | | 2 067,00 € | 0,00 € |
| 2 067,00 € | | | | 2 067,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| 8 277 485,12 € | 9 516 551,31 € | 8 714 858,94 € | 133 680,00 € | 26 642 575,37 € | -522 580,29 € |
| -1 282 496,00 € | -563 668,77 € | 1 293 584,48 € | 0,00 € | -522 580,29 € | |

AVANT DM 3

| LIBELLE AP | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP AVANT DM 3 |
|--|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------------|
| OPERATION SCHEMA ENS | 5 289,00 | 790,00 | | | 6 079,00 |
| DIVERSIFICATION AGRICOLE | 5 000,00 | ,00 | | | 5 000,00 |
| AMELIORATIONS FONCIERES ET FORESTIERES | 83 274,80 | 40 042,93 | | | 123 317,73 |
| POLITIQUE DE L'EAU | 49 650,00 | 24 825,00 | 24 825,00 | 273 081,00 | 372 381,00 |
| GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX | 6 437,00 | ,00 | | | 6 437,00 |
| Total DEAE | 149 650,80 | 65 657,93 | 24 825,00 | 273 081,00 | 513 214,73 |
| AUTRES DISPOSITIFS PRIVES | 17 000,00 | 2 500,00 | 2 500,00 | ,00 | 22 000,00 |
| ECONOMIE ET TOURISME | 73 434,00 | 20 420,07 | 10 000,00 | | 103 854,07 |
| PROLONGATION AP 2010/2011 | 169 274,38 | 180 000,00 | | | 349 274,38 |
| EVENEMENTS CLIMATIQUES | 30 321,00 | 25 000,00 | 30 710,50 | ,00 | 86 031,50 |
| Total DATE | 290 029,38 | 227 920,07 | 43 210,50 | ,00 | 561 159,95 |
| INVESTISSEMENT ROUTIERS ET MOYENS MATERIELS | 2 409 800,00 | | 6 882 564,20 | | 9 292 364,20 |
| VEHICULES ET MOYENS MATERIELS | 500 946,69 | 1 062 643,47 | | | 1 563 590,16 |
| Total DRTB Routes | 2 910 746,69 | 1 062 643,47 | 6 882 564,20 | ,00 | 10 856 954,36 |
| CRECHES CREATION ET INVESTISSEMENT COURANT | 9 000,00 | 6 000,00 | | | 15 000,00 |
| Total DSD | 9 000,00 | 6 000,00 | ,00 | ,00 | 15 000,00 |
| MOBILITE - AIRES DE COVOITURAGE | 246 000,00 | | | | 246 000,00 |
| Total DRTB Transports | 246 000,00 | ,00 | ,00 | ,00 | 246 000,00 |
| BATIMENTS ENSEIGNEMENT | 388 079,98 | 1 970 200,00 | 412 675,00 | 273 425,00 | 3 044 379,98 |
| BATIMENTS INSTITUTIONNELS | 56 752,17 | 151 297,68 | | | 208 049,85 |
| BATIMENTS ROUTES | 39 909,23 | ,00 | | | 39 909,23 |
| PROJET BATIMENT ADMINISTRATIF | 1 460 600,00 | 531 500,00 | 1 507 000,00 | 253 500,00 | 3 752 600,00 |
| DELEGATION SERVICE PUBLIC SITE DES BOUVIERS ET STE LUCIE | 1 002,00 | 192 000,00 | | | 193 002,00 |
| CONSTRUCTION COLLEGE DE MEYRUEIS | 55 500,00 | 406 500,00 | 2 493 500,00 | 3 044 500,00 | 6 000 000,00 |
| Total DRTB Bâtiments | 2 001 843,38 | 3 251 497,68 | 4 413 175,00 | 3 571 425,00 | 13 237 941,06 |
| INFORMATIQUE 2016 | 266 949,27 | 48 444,99 | | | 315 394,26 |
| Total Informatique | 266 949,27 | 48 444,99 | ,00 | ,00 | 315 394,26 |
| PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS | 88 414,65 | | | | 88 414,65 |
| ENSEIGNEMENT | 65 378,00 | | | | 65 378,00 |
| AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS | ,00 | | | | ,00 |
| Total DESC | 153 792,65 | ,00 | ,00 | ,00 | 153 792,65 |
| RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES | ,00 | | | | ,00 |
| Total Archives | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 |
| AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES | 243,20 | | | | 243,20 |
| Total BDP | 243,20 | ,00 | ,00 | ,00 | 243,20 |
| MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE | ,00 | | | | ,00 |
| Total Moyens Généraux | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 |
| SDIS | | | | | ,00 |
| Total SDIS | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 |
| REVERSEMENT TAXE ELECTRICITE | 114 000,00 | | | | 114 000,00 |
| Total Finances | 114 000,00 | ,00 | ,00 | ,00 | 114 000,00 |
| TOTAL AP 2016 | 6 142 255,37 | 4 662 164,14 | 11 363 774,70 | 3 844 506,00 | 26 012 700,21 |

APRES DM 3

| CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP APRES DM 3 | EVOLUTION TOTALE DM 3 |
|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------------|-----------------------|
| 5 289,00 | 790,00 | | | 6 079,00 | 0,00 € |
| ,00 | 5 000,00 | | | 5 000,00 | 0,00 € |
| 83 274,80 | 40 042,93 | | | 123 317,73 | 0,00 € |
| ,00 | 74 475,00 | 24 825,00 | 273 081,00 | 372 381,00 | 0,00 € |
| 3 125,00 | 3 312,00 | | | 6 437,00 | 0,00 € |
| 91 688,80 | 123 619,93 | 24 825,00 | 273 081,00 | 513 214,73 | 0,00 € |
| 17 000,00 | 2 500,00 | 2 500,00 | ,00 | 22 000,00 | 0,00 € |
| 73 434,00 | 20 420,07 | 10 000,00 | | 103 854,07 | 0,00 € |
| 169 274,38 | 180 000,00 | | | 349 274,38 | -50 000,00 € |
| 30 321,00 | 25 000,00 | 30 710,50 | ,00 | 86 031,50 | 0,00 € |
| 290 029,38 | 177 920,07 | 43 210,50 | ,00 | 511 159,95 | -50 000,00 € |
| 2 409 800,00 | | 6 882 564,20 | | 9 292 364,20 | 0,00 € |
| 500 946,69 | 1 062 643,47 | | | 1 563 590,16 | 0,00 € |
| 2 910 746,69 | 1 062 643,47 | 6 882 564,20 | ,00 | 10 856 954,36 | 0,00 € |
| 9 000,00 | 6 000,00 | | | 15 000,00 | 0,00 € |
| 9 000,00 | 6 000,00 | ,00 | ,00 | 15 000,00 | 0,00 € |
| 246 000,00 | | | | 246 000,00 | 0,00 € |
| 226 000,00 | 20 000,00 | ,00 | ,00 | 246 000,00 | 0,00 € |
| 388 079,98 | 1 970 200,00 | 412 675,00 | 273 425,00 | 3 044 379,98 | 0,00 € |
| 56 752,17 | 151 297,68 | | | 208 049,85 | 0,00 € |
| 39 909,23 | ,00 | | | 39 909,23 | 0,00 € |
| 1 460 600,00 | 531 500,00 | 1 507 000,00 | 253 500,00 | 3 752 600,00 | 0,00 € |
| ,00 | ,00 | | | ,00 | -193 002,00 € |
| 1 840 224,54 | 2 450 784,52 | 4 569 775,00 | 4 184 155,00 | 13 044 939,06 | -193 002,00 € |
| 266 949,27 | 48 444,99 | | | 315 394,26 | 0,00 € |
| 266 949,27 | 48 444,99 | ,00 | ,00 | 315 394,26 | 0,00 € |
| 88 414,65 | 5 800,00 | | | 94 214,65 | 0,00 € |
| 65 378,00 | | | | 65 378,00 | 0,00 € |
| ,00 | | | | ,00 | 0,00 € |
| 147 992,65 | 5 800,00 | ,00 | ,00 | 153 792,65 | 0,00 € |
| ,00 | | | | ,00 | 0,00 € |
| ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | 0,00 € |
| 243,20 | | | | 243,20 | 0,00 € |
| 243,20 | ,00 | ,00 | ,00 | 243,20 | 0,00 € |
| ,00 | | | | ,00 | 0,00 € |
| ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | 0,00 € |
| | | | | ,00 | 0,00 € |
| ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | 0,00 € |
| 114 000,00 | | | | 114 000,00 | 0,00 € |
| 114 000,00 | ,00 | ,00 | ,00 | 114 000,00 | 0,00 € |
| 5 896 874,53 | 3 895 212,98 | 11 520 374,70 | 4 457 236,00 | 25 769 698,21 | -243 002,00 € |
| -245 380,84 € | -766 951,16 € | 156 600,00 € | 612 730,00 € | -243 002,00 € | |

AP 2017

AVANT DM3

APRES DM3

| LIBELLE AP | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP AVANT DM 3 |
|--|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------|
| PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID | 14 617,77 € | 88 832,49 € | 169 167,51 € | | 272 617,77 € |
| HABITER MIEUX URBANISME ET RESERVES FONCIERES | 10 000,00 € | 35 000,00 € | 20 000,00 € | | 65 000,00 € |
| GESTION DES DECHETS | 7 398,00 € | 58 700,00 € | 13 902,00 € | | 80 000,00 € |
| AEP ET ASSAINISSEMENT EXCEPTIONNEL | | 400 000,00 € | 200 000,00 € | 2 400 000,00 € | 3 000 000,00 € |
| Total DID | 32 015,77 € | 582 532,49 € | 403 069,51 € | 2 400 000,00 € | 3 417 617,77 € |
| DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME | 1 571 120,00 € | 607 735,14 € | 640 000,00 € | 468 750,00 € | 3 287 605,14 € |
| AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS | 58 744,00 € | 108 256,00 € | 55 000,00 € | | 222 000,00 € |
| SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE | 9 215,00 € | 20 000,00 € | 27 517,00 € | | 56 732,00 € |
| Total DAD | 1 639 079,00 € | 735 991,14 € | 722 517,00 € | 468 750,00 € | 3 566 337,14 € |
| INVESTISSEMENT ROUTIER | 6 903 400,00 € | 5 786 500,00 € | 1 810 100,00 € | | 14 500 000,00 € |
| VEHICULES ET MOYENS MATERIELS | 489 053,31 € | 1 075 946,69 € | 435 000,00 € | | 2 000 000,00 € |
| AMENAGEMENT LAC NAUSSAC | | 240 000,00 € | | | 240 000,00 € |
| Total Direction des Routes | 7 392 453,31 € | 7 102 446,69 € | 2 245 100,00 € | 0,00 € | 16 740 000,00 € |
| PROGRAMME REHABILITATION EHPAD | 717 317,00 € | 337 000,34 € | 337 000,00 € | | 1 391 317,34 € |
| HOPITAL DE MENDE | 50 000,00 € | | | | 50 000,00 € |
| Total Solidarité Sociale | 767 317,00 € | 337 000,34 € | 337 000,00 € | 0,00 € | 1 441 317,34 € |
| BATIMENTS ENSEIGNEMENT | 295 300,00 € | 478 000,00 € | 678 100,00 € | 162 100,00 € | 1 613 500,00 € |
| BATIMENTS INSTITUTIONNELS | 513 437,00 € | 13 063,00 € | | | 526 500,00 € |
| BATIMENTS ROUTES | 115 558,00 € | | | | 115 558,00 € |
| GESTION CENTRALISEE DES BATIMENTS | 75 000,00 € | 450 000,00 € | | | 525 000,00 € |
| Total Bâtiments départementaux | 999 295,00 € | 941 063,00 € | 678 100,00 € | 162 100,00 € | 2 780 558,00 € |
| PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS | 547 000,00 € | 566 000,00 € | 84 000,00 € | | 1 197 000,00 € |
| Total Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications | 547 000,00 € | 566 000,00 € | 84 000,00 € | 0,00 € | 1 197 000,00 € |
| PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERES | 37 746,00 € | 92 254,00 € | | | 130 000,00 € |
| ENSEIGNEMENT | 247 153,23 € | | | | 247 153,23 € |
| AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS | 35 000,00 € | | | | 35 000,00 € |
| Total DDEC | 319 899,23 € | 92 254,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 412 153,23 € |
| RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES | 10 200,00 € | 89 800,00 € | | | 100 000,00 € |
| Total Archives | 10 200,00 € | 89 800,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 100 000,00 € |
| AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES | 9 714,00 € | | | | 9 714,00 € |
| Total BDP | 9 714,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 9 714,00 € |
| MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE | 70 000,00 € | 70 000,00 € | 70 000,00 € | | 210 000,00 € |
| Total Achats et Moyens | 70 000,00 € | 70 000,00 € | 70 000,00 € | 0,00 € | 210 000,00 € |
| SDIS | 200 000,00 € | | | | 200 000,00 € |
| Total SDIS | 200 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 200 000,00 € |
| FRAIS D'INSERTION 2017 | 38 500,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | | 158 500,00 € |
| Total Commande publique | 38 500,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 0,00 € | 158 500,00 € |
| TOTAL AP 2017 | 12 025 473,31 € | 10 577 087,66 € | 4 599 786,51 € | 3 030 850,00 € | 30 233 197,48 € |

| CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP APRES DM 3 | EVOLUTION TOTALE DM 3 |
|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|
| 14 617,77 € | 88 832,49 € | 169 167,51 € | | 272 617,77 € | 0,00 € |
| 10 000,00 € | 35 000,00 € | 20 000,00 € | 10 000,00 € | 65 000,00 € | 0,00 € |
| 7 398,00 € | 58 700,00 € | 13 902,00 € | | 80 000,00 € | -36 902,00 € |
| | 400 000,00 € | 200 000,00 € | 2 400 000,00 € | 3 000 000,00 € | 0,00 € |
| 32 015,77 € | 582 532,49 € | 403 069,51 € | 2 400 000,00 € | 3 417 617,77 € | -36 902,00 € |
| 1 570 000,00 € | 458 880,00 € | 471 120,00 € | 428 750,00 € | 2 928 750,00 € | -358 855,14 € |
| 54 800,00 € | 94 367,50 € | 55 000,00 € | | 204 167,50 € | -17 832,50 € |
| 9 215,00 € | 11 488,20 € | 0,00 € | | 20 703,20 € | -36 028,80 € |
| 1 634 015,00 € | 564 735,70 € | 526 120,00 € | 428 750,00 € | 3 153 620,70 € | -412 716,44 € |
| 6 903 400,00 € | 5 786 500,00 € | 1 810 100,00 € | | 14 500 000,00 € | 0,00 € |
| 489 053,31 € | 1 075 946,69 € | 435 000,00 € | | 2 000 000,00 € | 0,00 € |
| | 240 000,00 € | | | 240 000,00 € | 0,00 € |
| 7 392 453,31 € | 7 102 446,69 € | 2 245 100,00 € | 0,00 € | 16 740 000,00 € | 0,00 € |
| 717 317,00 € | 337 000,34 € | 337 000,00 € | | 1 391 317,34 € | 0,00 € |
| 50 000,00 € | | | | 50 000,00 € | 0,00 € |
| 767 317,00 € | 337 000,34 € | 337 000,00 € | 0,00 € | 1 441 317,34 € | 0,00 € |
| 295 300,00 € | 478 000,00 € | 678 100,00 € | 162 100,00 € | 1 613 500,00 € | 0,00 € |
| 513 437,00 € | 13 063,00 € | | | 526 500,00 € | 0,00 € |
| 115 558,00 € | | | | 115 558,00 € | 0,00 € |
| 75 000,00 € | 450 000,00 € | | | 525 000,00 € | 0,00 € |
| 999 295,00 € | 941 063,00 € | 678 100,00 € | 162 100,00 € | 2 780 558,00 € | 0,00 € |
| 547 000,00 € | 566 000,00 € | 84 000,00 € | | 1 197 000,00 € | 0,00 € |
| 547 000,00 € | 566 000,00 € | 84 000,00 € | 0,00 € | 1 197 000,00 € | 0,00 € |
| 37 746,00 € | 92 254,00 € | | | 130 000,00 € | 0,00 € |
| 247 153,23 € | | | | 247 153,23 € | 0,00 € |
| 35 000,00 € | | | | 35 000,00 € | 0,00 € |
| 319 899,23 € | 92 254,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 412 153,23 € | 0,00 € |
| 10 200,00 € | 89 800,00 € | | | 100 000,00 € | 0,00 € |
| 10 200,00 € | 89 800,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 100 000,00 € | 0,00 € |
| 9 714,00 € | | | | 9 714,00 € | 0,00 € |
| 9 714,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 9 714,00 € | 0,00 € |
| 70 000,00 € | 70 000,00 € | 70 000,00 € | | 210 000,00 € | 0,00 € |
| 70 000,00 € | 70 000,00 € | 70 000,00 € | | 210 000,00 € | 0,00 € |
| 200 000,00 € | | | | 200 000,00 € | 0,00 € |
| 200 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 200 000,00 € | 0,00 € |
| 38 500,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | | 158 500,00 € | 0,00 € |
| 38 500,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | 0,00 € | 158 500,00 € | 0,00 € |
| 11 728 412,31 € | 10 446 149,22 € | 4 608 167,51 € | 3 000 850,00 € | 29 783 579,04 € | -449 618,44 € |
| -297 061,00 € | -130 938,44 € | 8 381,00 € | -30 000,00 € | -449 618,44 € | |

AVANT DM 3

APRES DM 3

TOTAL GENERAL DES AP BUDGET PRINCIPAL

| DETAIL PAR DIRECTIONS | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP AVANT DM 3 |
|---|------------------------|------------------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------|
| DEAE (Solidarité Territoriale) | 1 180 491,60 € | 1 123 752,45 € | 1 722 130,00 € | 3 119 808,00 € | 7 146 182,05 € |
| DATE (Solidarité Territoriale) | 10 039 945,04 € | 8 734 878,13 € | 6 145 851,96 € | | 24 920 675,13 € |
| DID (Solidarité Territoriale) | 32 015,77 € | 582 532,49 € | 403 069,51 € | 2 400 000,00 € | 3 417 617,77 € |
| DAD (Solidarité Territoriale) | 1 639 079,00 € | 735 991,14 € | 722 517,00 € | 468 750,00 € | 3 566 337,14 € |
| DGASOS (Solidarité Sociale) | 1 432 098,66 € | 1 331 348,34 € | 337 000,00 € | | 3 100 447,00 € |
| Bâtiments départementaux (DAJCL) | 5 342 783,28 € | 4 192 560,69 € | 5 091 275,00 € | 3 733 525,00 € | 18 360 143,96 € |
| Direction des Routes (Infrastructures Départementales) | 11 500 000,00 € | 10 125 399,64 € | 9 127 664,20 € | | 30 753 063,84 € |
| Transports et mobilités (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports) | 246 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | 246 000,00 € |
| Bibliothèque de Prêt (Solidarité Territoriale) | 12 024,20 € | 0,00 € | 0,00 € | | 12 024,20 € |
| Archives Départementales (Solidarité Territoriale) | 10 200,00 € | 89 800,00 € | 0,00 € | | 100 000,00 € |
| Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique) | 75 000,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | | 195 000,00 € |
| Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications) | 823 613,51 € | 614 444,99 € | 84 000,00 € | | 1 522 058,50 € |
| Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique) | 70 000,00 € | 70 000,00 € | 70 000,00 € | | 210 000,00 € |
| Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale) | 478 654,88 € | 92 254,00 € | 0,00 € | | 570 908,88 € |
| Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports) | 2 054 000,00 € | 4 022 321,35 € | 0,00 € | | 6 076 321,35 € |
| SDIS | 200 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | 200 000,00 € |
| Finances (Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances) | 114 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | 114 000,00 € |
| 35 249 905,94 € | 31 775 283,21 € | 23 763 507,67 € | 9 722 063,00 € | 100 510 773,82 € | |

| DETAIL PAR DIRECTIONS | CP 2017 | CP 2018 | CP 2019 | CP 2020 et + | TOTAL SOLDE AP APRES DM 3 | EVOLUTION TOTALE DM 3 |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|
| DEAE (Solidarité Territoriale) | 844 116,60 € | 1 413 117,45 € | 1 347 826,50 € | 3 119 808,00 € | 6 724 868,55 € | -421 313,50 € |
| DATE (Solidarité Territoriale) | 8 629 446,42 € | 8 189 089,36 € | 7 813 759,94 € | | 24 632 275,72 € | -288 399,41 € |
| DID (Solidarité Territoriale) | 32 015,77 € | 582 532,49 € | 403 069,51 € | 2 400 000,00 € | 3 417 617,77 € | -36 902,00 € |
| DAD (Solidarité Territoriale) | 1 634 015,00 € | 564 735,70 € | 526 120,00 € | 428 750,00 € | 3 153 620,70 € | -412 716,44 € |
| DGASOS (Solidarité Sociale) | 1 432 098,66 € | 1 331 348,34 € | 337 000,00 € | | 3 100 447,00 € | 0,00 € |
| Bâtiments départementaux (DAJCL) | 4 904 562,05 € | 3 975 055,28 € | 4 932 875,00 € | 4 346 255,00 € | 18 158 747,33 € | -201 396,63 € |
| Direction des Routes (Infrastructures Départementales) | 11 500 000,00 € | 10 125 399,64 € | 9 127 664,20 € | | 30 753 063,84 € | 0,00 € |
| Transports et mobilités (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports) | 226 000,00 € | 20 000,00 € | 0,00 € | | 246 000,00 € | 0,00 € |
| Bibliothèque de Prêt (Solidarité Territoriale) | 12 024,20 € | 0,00 € | 0,00 € | | 12 024,20 € | 0,00 € |
| Archives Départementales (Solidarité Territoriale) | 10 200,00 € | 89 800,00 € | 0,00 € | | 100 000,00 € | 0,00 € |
| Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique) | 75 000,00 € | 60 000,00 € | 60 000,00 € | | 195 000,00 € | 0,00 € |
| Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications) | 737 613,51 € | 571 444,99 € | 213 000,00 € | | 1 522 058,50 € | 0,00 € |
| Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique) | 70 000,00 € | 70 000,00 € | 70 000,00 € | | 210 000,00 € | 0,00 € |
| Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale) | 473 457,88 € | 92 254,00 € | 0,00 € | | 565 711,88 € | 0,00 € |
| Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports) | 2 054 000,00 € | 4 022 321,35 € | 0,00 € | | 6 076 321,35 € | 0,00 € |
| SDIS | 200 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | 200 000,00 € | 0,00 € |
| Finances (Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances) | 114 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | 114 000,00 € | 0,00 € |
| 32 933 550,00 € | 30 689 615,60 € | 25 222 073,15 € | 10 304 813,00 € | 99 150 051,84 € | -1 360 727,98 € | |
| -2 316 355,85 € | -1 086 667,61 € | 1 458 665,48 € | 582 730,00 € | -1 360 727,98 € | | |



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : Vote de la décision modificative n°3 du budget primitif 2017

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA, Patrice SAINT-LEGER ayant donné pouvoir à Sabine DALLE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

Délibération n°CD_17_1083

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L 3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU le livre VI du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1067 du 18 décembre 2015 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_17_1068 du 23 octobre 2017 approuvant les modifications des autorisations de programmes antérieures et l'état des autorisations de programmes 2017 votées ;

VU la délibération n°CD_17_1042 du 24 mars 2017 approuvant le budget primitif 2017, la délibération n°CD_17_1062 du 23 juin 2017 approuvant la DM1 et la délibération n°CD_17_1069 du 23 octobre 2017 approuvant la DM2 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°706 intitulé "Budget : Vote de la décision modificative n°3 du budget primitif 2017" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « finances et gestion de la collectivité » du 18 décembre 2017 ;

VU les précisions apportées en séance concernant les chapitres 935, 936, 938 et 952 ;

ARTICLE 1

Prend acte de l'état des virements de crédits effectués conformément au règlement financier en investissement par opérations et en fonctionnement par imputations budgétaires.

ARTICLE 2

Vote, chapitre par chapitre, sachant que le budget principal est présenté par fonction et les budgets annexes présentés par nature, la décision modificative n°3 au budget primitif de 2017 présentée ci-après :

BUDGET PRINCIPAL

I-1 – Dépenses

I-1-A- Section d'investissement

| Chapitre | | Total crédits inscrits | Crédits votés en DM 3 | Total budgétaire après DM |
|----------|---------------------------------|------------------------|-----------------------|---------------------------|
| | 001 | 5 040 730,27 | | 5 040 730,27 € |
| 900 | SERVICES GENERAUX | 2 966 892,48 | -240 002,00 € | 2 726 890,48 € |
| 902 | ENSEIGNEMENT | 3 134 011,08 | -210 721,47 € | 2 923 289,61 € |
| 903 | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, | 156 812,00 | -22 730,00 € | 134 082,00 € |

| Chapitre | | Total crédits inscrits | Crédits votés en DM 3 | Total budgétaire après DM |
|----------|---|------------------------|-----------------------|---------------------------|
| | SPORTS ET LOISIRS | | | |
| 905 | ACTION SOCIALE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |
| 906 | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | 12 794 428,11 | -60 767,76 € | 12 733 660,35 € |
| 907 | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT | 27 809,00 | 0,00 € | 27 809,00 € |
| 908 | TRANSPORTS | 246 000,00 | -20 000,00 € | 226 000,00 € |
| 909 | DEVELOPPEMENT | 120 000,00 | 0,00 € | 120 000,00 € |
| 910 | SERVICES GENERAUX | 745 287,35 | -99 556,04 € | 645 731,31 € |
| 911 | SECURITE | 231 450,97 | 0,00 € | 231 450,97 € |
| 912 | ENSEIGNEMENT | 1 048 040,23 | -70 000,00 € | 978 040,23 € |
| 913 | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 450 696,85 | -65 447,00 € | 385 249,85 € |
| 915 | ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI) | 1 401 098,66 | 0,00 € | 1 401 098,66 € |
| 916 | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | 4 808 622,25 | -1 060 000,00 € | 3 748 622,25 € |
| 917 | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT | 4 283 746,37 | -530 912,50 € | 3 752 833,87 € |
| 918 | TRANSPORTS | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |
| 919 | DEVELOPPEMENT | 4 131 926,16 | -28 179,08 € | 4 103 747,08 € |
| 923 | DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES | 36 240 650,52 | 0,00 € | 36 240 650,52 € |
| 924 | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 78 904,00 | 91 960,00 € | 170 864,00 € |
| 925 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 995 000,00 | 0,00 € | 995 000,00 € |
| 926 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 5 569 944,01 | 0,00 € | 5 569 944,01 € |
| 950 | DEPENSES IMPREVUES | 114 099,87 | 830 566,56 € | 944 666,43 € |
| 953 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |
| | Total | 84 586 150,18 | -1 485 789,29 € | 83 100 360,89 € |

I-1-B - Section de fonctionnement

| Chapitre | | Total crédits inscrits | Crédits votés en DM 3 | Total budgétaire après DM |
|----------|---|------------------------|-----------------------|---------------------------|
| | | 0,00 | | 0,00 € |
| 930 | SERVICES GENERAUX | 9 276 311,06 | 0,00 € | 9 276 311,06 € |
| 931 | SECURITE | 3 572 470,00 | 0,00 € | 3 572 470,00 € |
| 932 | ENSEIGNEMENT | 6 417 805,38 | 0,00 € | 6 417 805,38 € |
| 933 | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 3 804 351,00 | 4 709,00 € | 3 809 060,00 € |
| 934 | PREVENTION MEDICO-SOCIALE | 280 022,00 | 0,00 € | 280 022,00 € |
| 935 | ACTION SOCIALE | 48 510 955,11 | 300 000,00 € | 48 810 955,11 € |
| 936 | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | 14 924 551,80 | 100 000,00 € | 15 024 551,80 € |
| 937 | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT | 789 522,02 | -36 500,00 € | 753 022,02 € |
| 938 | TRANSPORTS | 7 027 296,75 | 340 000,00 € | 7 367 296,75 € |
| 939 | DEVELOPPEMENT | 6 614 303,67 | -128 044,04 € | 6 486 259,63 € |
| 940 | IMPOSITIONS DIRECTES | 298 505,00 | 0,00 € | 298 505,00 € |
| 943 | OPERATIONS FINANCIERES | 1 500 000,00 | 0,00 € | 1 500 000,00 € |
| 944 | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS | 83 000,00 | 0,00 € | 83 000,00 € |
| 945 | PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES | 155 432,00 | 0,00 € | 155 432,00 € |
| 946 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 19 988 903,97 | 0,00 € | 19 988 903,97 € |
| 952 | DEPENSES IMPREVUES | 1 537 881,24 | 1 018 273,82 € | 2 556 155,06 € |
| 953 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |
| | Total | 124 781 311,00 | 1 598 438,78 € | 126 379 749,78 € |

I-2 – Recettes

I-2-A- Section d'investissement

| Chapitre | | Total crédits inscrits recette | Crédits votés en DM3 | Total budgétaire après DM |
|----------|---|--------------------------------|----------------------|---------------------------|
| | | 0,00 | | 0,00 € |
| 900 | SERVICES GENERAUX | 177 501,53 | 42 107,50 € | 219 609,03 € |
| 902 | ENSEIGNEMENT | 1 244 616,96 | -11 744,98 € | 1 232 871,98 € |
| 903 | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |
| 906 | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | 1 681 444,14 | -868 678,13 € | 812 766,01 € |
| 907 | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |
| 908 | TRANSPORTS | 100 000,00 | -100 000,00 € | 0,00 € |
| 909 | DEVELOPPEMENT | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |
| 910 | SERVICES GENERAUX | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |
| 916 | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | 215 793,96 | 22 903,14 € | 238 697,10 € |
| 917 | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT | 5 075 000,00 | -472 876,82 € | 4 602 123,18 € |
| 919 | DEVELOPPEMENT | 980 097,24 | 2 500,00 € | 982 597,24 € |
| 922 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 2 677 868,00 | -100 000,00 € | 2 577 868,00 € |
| 923 | DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES | 50 892 875,38 | 0,00 € | 50 892 875,38 € |
| 924 | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | 95 904,00 | 0,00 € | 95 904,00 € |
| 925 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 995 000,00 | 0,00 € | 995 000,00 € |
| 926 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 19 988 903,97 | 0,00 € | 19 988 903,97 € |
| 951 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |
| 954 | PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES) | 461 145,00 | 0,00 € | 461 145,00 € |
| | Total | 84 586 150,18 | -1 485 789,29 € | 83 100 360,89 € |

I-2-B- Section de fonctionnement

| Chapitre | | Total crédits inscrits recette | Crédits votés en DM3 | Total budgétaire après DM |
|----------|---|--------------------------------|----------------------|---------------------------|
| | 002 | 1 590 466,92 | | 1 590 466,92 € |
| 930 | SERVICES GENERAUX | 616 387,00 | 84 000,00 € | 700 387,00 € |
| 931 | SECURITE | 1 789,45 | 9 000,00 € | 10 789,45 € |
| 932 | ENSEIGNEMENT | 704 722,00 | -20 000,00 € | 684 722,00 € |
| 933 | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 165 189,24 | 4 700,00 € | 169 889,24 € |
| 934 | PREVENTION MEDICO-SOCIALE | 31 500,00 | 10 000,00 € | 41 500,00 € |
| 935 | ACTION SOCIALE | 7 867 802,31 | 46 289,00 € | 7 914 091,31 € |
| 936 | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | 867 134,99 | -53 168,02 € | 813 966,97 € |
| 937 | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT | 203 647,43 | 13 133,00 € | 216 780,43 € |
| 938 | TRANSPORTS | 3 261 662,04 | 0,00 € | 3 261 662,04 € |
| 939 | DEVELOPPEMENT | 1 808 974,23 | 0,00 € | 1 808 974,23 € |
| 940 | IMPOSITIONS DIRECTES | 28 592 140,00 | 0,00 € | 28 592 140,00 € |
| 941 | AUTRES IMPOTS ET TAXES | 28 656 316,00 | 1 470 000,00 € | 30 126 316,00 € |
| 942 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 44 675 944,00 | 31 444,00 € | 44 707 388,00 € |
| 943 | OPERATIONS FINANCIERES | 12 259,38 | 3 040,80 € | 15 300,18 € |
| 945 | PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES | 155 432,00 | 0,00 € | 155 432,00 € |
| 946 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 5 569 944,01 | 0,00 € | 5 569 944,01 € |
| | Total | 124 781 311,00 | 1 598 438,78 € | 126 379 749,78 € |

II - BUDGET ANNEXE du Laboratoire Départemental

II-1 – Dépenses

II-1-A - Section d'investissement

| Code Regroupement | Code article / nature | Lib. article / nature | Total crédits inscrits | Crédits votés en DM3 | Total crédits après DM |
|-------------------|-----------------------|------------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|
| 00 | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | 0,00 | 0,00 € | 0,00 € |

Délégation n°CD_17_1083

| | | | | | |
|----|--------|--|------------|--------------|--------------|
| 13 | 13913 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTE RESULTAT | 10 616,00 | 0,00 € | 10 616,00 € |
| 20 | 2031 | FRAIS D'ETUDES | 28 100,00 | 0,00 € | 28 100,00 € |
| 20 | 2033 | Frais d'insertion | 3 000,00 | 0,00 € | 3 000,00 € |
| 20 | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 13 608,00 | 0,00 € | 13 608,00 € |
| 21 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 5 000,00 | 0,00 € | 5 000,00 € |
| 21 | 2188 | Autres | 315 000,00 | 0,00 € | 315 000,00 € |
| 23 | 231318 | Autres bâtiments publics | 115 000,00 | -26 000,00 € | 89 000,00 € |
| | | Total | 490 324,00 | -26 000,00 € | 464 324,00 € |

II-2 – Recettes

2-2-A - Section d'investissement

| Code Regroupement | Code article / nature | Lib. article / nature | Total crédits inscrits | Crédits votés DM3 | Total crédits après DM |
|-------------------|-----------------------|---|------------------------|-------------------|------------------------|
| 00 | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | 711 734,07 | 0,00 | 711 734,07 € |
| 02 | 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | 85 000,00 | -85 000,00 | 0,00 € |
| 021 | 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 13 | 1313 | SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES-DEPARTEMENTS | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 20 | 2031 | FRAIS D'ETUDES | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 € |
| 20 | 2033 | FRAIS D'INSERTION | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 21 | 2188 | Autres | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 28 | 28031 | AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 28 | 28051 | Concessions et droits similaires | 1 543,00 | 0,00 | 1 543,00 € |

Délibération n°CD_17_1083

| Code Regroupement | Code article / nature | Lib. article / nature | Total crédits inscrits | Crédits votés DM3 | Total crédits après DM |
|-------------------|-----------------------|---|------------------------|-------------------|------------------------|
| 28 | 281318 | AUTRES BATIMENTS PUBLICS | 61 235,00 | 0,00 | 61 235,00 € |
| 28 | 281838 | AMORTIS. AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 28 | 281841 | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 28 | 281848 | AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER | 89,13 | 0,00 | 89,13 € |
| 28 | 28188 | AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES | 79 516,96 | 0,00 | 79 516,96 € |
| | | Total | 969 118,16 | -85 000,00 | 884 118,16 € |

22-B -Section de fonctionnement

| Code Regroupement | Code article / nature | Lib. article / nature | Total crédits inscrits | Credits votés DM3 | Total crédits après DM |
|-------------------|-----------------------|--|------------------------|-------------------|------------------------|
| 00 | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 013 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 013 | 6459 | REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYA | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 70 | 7061 | Taxes d'analyse | 4 800,00 | 0,00 | 4 800,00 € |
| 70 | 7061.2 | Taxes d'analyses - TVA 7% | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 70 | 7061.3 | Taxes d'analyse - TVA 19,6 % | 250,00 | 0,00 | 250,00 € |
| 70 | 7061.4 | Taxes d'analyses - TVA 10 % | 290 000,00 | 0,00 | 290 000,00 € |
| 70 | 7061.7 | Taxes d'analyses - TVA 20 % | 735 000,00 | 0,00 | 735 000,00 € |
| 70 | 7061.8 | Taxes d'analyses ESB - TVA 20 % | 1 300,00 | 0,00 | 1 300,00 € |
| 70 | 7061.9 | Taxes d'analyses SATESE-SATEP - TVA 20 % | 15 150,00 | 0,00 | 15 150,00 € |

Délégation n°CD_17_1083

| Code Regroupement | Code article / nature | Lib. article / nature | Total crédits inscrits | Credits votés DM3 | Total crédits après DM |
|-------------------|-----------------------|--|------------------------|-------------------|------------------------|
| 74 | 74718 | Autres | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 € |
| 74 | 74718.1 | Participation de l'Etat (TVA 19,60 %) | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 74 | 74718.2 | Participation de l'Etat - E.S.B. Equarissage | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 74 | 74718.4 | Participation de l'Etat (TVA 20 %) | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 € |
| 74 | 74718.5 | PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 % | 400,00 | 0,00 | 400,00 € |
| 74 | 74718.6 | PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %) | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 € |
| 74 | 74718.7 | Participation de l'Etat - E.S.B. Equarissage (TVA 20 %) | 230 000,00 | 0,00 | 230 000,00 € |
| 74 | 74718.8 | Participation de l'Etat (TVA 10 %) | 150,00 | 0,00 | 150,00 € |
| 74 | 74788 | PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0% | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 75 | 75822 | Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi | 735 959,28 | -33 744,42 | 702 214,86 € |
| 75 | 7588 | Autres produits divers de gestion courante | 2,00 | 0,00 | 2,00 € |
| 77 | 7711 | DEDITS ET PENALITES PERCUS | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 77 | 7714 | RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 77 | 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 77 | 773 | MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS) | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 77 | 777 | QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTE DE RESULTAT | 10 616,00 | 0,00 | 10 616,00 € |
| 77 | 7788 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | 0,00 | 33 744,42 | 33 744,42 € |

Délibération n°CD_17_1083

| Code Regroupement | Code article / nature | Lib. article / nature | Total crédits inscrits | Credits votés DM3 | Total crédits après DM |
|-------------------|-----------------------|---|------------------------|-------------------|------------------------|
| 78 | 7811 | reprise sur amortissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| 78 | 7817 | REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS | 0,00 | 0,00 | 0,00 € |
| | | Total | 2 050 827,28 | 0,00 | 2 050 827,28 € |

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1083 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°706 "Budget : Vote de la décision modificative n°3 du budget primitif 2017".

Conformément aux dispositions du livre IV du code général des collectivités territoriales, j'ai l'honneur de vous soumettre le projet de décision modificative n° 3 au budget de l'exercice 2017 sur le budget principal et le budget annexe du Laboratoire Départemental d'Analyses.

I - BUDGET PRINCIPAL

En investissement, cette DM3 intègre les rephasages de crédits de paiement d'Autorisations de Programmes et les annulations qui en découlent. Globalement la section Investissement diminue de - 1,486 M€, soit une baisse de - 3,46 % par rapport au total des crédits votés.

En fonctionnement, les crédits 2017 sont ajustés à hauteur de + 1,598 M€ en dépenses et en recettes afin d'intégrer toutes les notifications de recettes (DMTO, taxe assurances...).

En tenant compte des mouvements décrits dans cette Décision Modificative n° 3, la situation budgétaire du Département en dépenses réelles se présente comme suit :

| | Total budgétaire 2017 | Projet DM 3 | Total | % évolution |
|----------------------------|-----------------------|------------------|------------------|-------------|
| Dépenses d'investissement | 42 884 571,90 € | - 1 485 789,29 € | 41 398 782,61 € | - 3,46 % |
| Dépenses de fonctionnement | 104 792 407,03 € | 1 598 438,78 € | 106 390 845,81 € | 1,53 % |
| TOTAL | 147 676 978,93 € | 112 649,49 € | 147 789 628,42 € | 0,08 % |

I.1 / INVESTISSEMENT

I.1.A – RECETTES

L'ajustement, en décision modificative n° 3, des recettes de la **section d'investissement** s'élève à - 1 485 789,29 € résumé ainsi :

- Dotation Globale d'Equipement : - 456 062,00 €
- FCTVA : - 100 000,00 €
- Ajustements subventions diverses :
 - Routes : - 868 678,13 €
 - Transports : - 100 000,00 €
 - Bâtiments (église St Flour du Pompidou Collège Collet de Dèze) : + 28 662,52 €
 - Autres (schéma AEP, étude déchets ...) : + 8 588,32 €
- Cautions POLEN : + 1 700,00 €
- TOTAL : - 1 485 789,29 €

I.1.B – DÉPENSES

Le total des dépenses réelles de la **section d'investissement** s'élève à - 1 485 789,29 €.

Les mouvements de crédits se décomposent principalement comme suit :

Solidarité Territoriale : - 1 762 134,62 €

- **Direction de l'Ingénierie Départementale et Direction de l'Attractivité et du Développement :- 1 751 937,62 €**

Les Autorisations de Programmes concernant ces deux directions ont été rephasées.

Pour les AP hors Contrats, les mouvements représentent - 511 937,62 € (opérations soldées à la baisse ou annulées) et pour l'AP Contrat ils s'élèvent à - 1 240 000 € (dossiers non affectés ou à la baisse).

- **Direction du Développement Éducatif et Culturel :- 5 197,00 €**

Ces annulations correspondent à un rephasage des crédits de paiements sur le programme « Restauration objet d'art ».

- **Médiathèque Départementale de Lozère :- 5 000,00 €**

Infrastructures départementales :-20 000,00 €

- **Mission Transports et Mobilités : - 20 000,00 €**

Les mouvements proposés correspondent à la modification du phasage de l'AP Covoiturage compte tenu de l'avancement des divers chantiers.

Ressources internes : + 296 345,33 €

- **Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances :**

- **Service des affaires financières**
- Dépenses imprévues : + 830 566,56 €.

- **Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique : - 534 221,23 €**

- **Service des bâtiments départementaux : - 438 221,23 €**

- Ce montant découle de l'annulation de crédits pour - 9 396,63 € et du rephasage des crédits de paiement en 2018 en fonction des études et de l'avancement des travaux pour :

- la rénovation du collège de Saint Chély (- 70 300 €) et des autres bâtiments d'enseignement (- 113 426,84 €),
- les études et les travaux sur les bâtiments des routes (- 50 767,76 €),
- les frais d'études sur le bâtiment des Archives départementales (- 22 730 €),
- les travaux et frais d'études sur les bâtiments institutionnels (- 171 600 €).

- **Service d'information et télécommunications : - 86 000,00 €**

- Rephasage pour l'achat de logiciels informatiques (MDA) : - 86 000,00 €

- **Mission Marché Publics : Frais d'insertion.....- 10 000,00 €**

I.2 / FONCTIONNEMENT

I.2 / A - RECETTES

Les recettes réelles, en décision modificative n° 3, de la **section de fonctionnement** s'élèvent à **+ 1 598 438,78 €**.

Les ajustements de recettes se décomposent comme suit :

- Taxe Départementale Publicité Foncière (DMTO) :+ 400 000,00 €
- Taxe sur convention d'assurances :+ 800 000,00 €
- Taxe sur convention d'assurances SDIS :+ 200 000,00 €
- FCTVA (sur dépenses de fonctionnement) :+ 31 444,00 €
- Taxe d'aménagement :+ 70 000,00 €
- Remboursements sur frais de personnel : + 69 000,00 €
- DGASOS : Remboursement MDPH, accord cadre CNSA,
Fonds social européen, régularisation sur recouvrements, FMDI : + 56 289,00 €
- DGAST : Subventions Agence Eau, Anah :+ 33 833,00 €
- DGAI : Redev. occupat° DP et pénalités
(-109 000 €), remb. Sinistres (+30 000 €) :- 79 000,00 €
- Ajustements divers : + 16 872,78 €
- TOTAL :+ 1 598 438,78 €**

I.2 / B - DÉPENSES

Les dépenses de **fonctionnement** du budget principal s'élèvent à **+ 1 598 438,78 €**. Elles correspondent à des dépenses nouvelles ainsi qu'à des ajustements de crédits, que je vous propose d'inscrire en fonction des besoins suivants des Directions :

Solidarité Territoriale : - 100 799,62 €

- **Direction de l'Ingénierie Départementale et Direction de l'Attractivité et du Développement :- 100 799,62 €**

Les mouvements de crédits concernent l'ajustement de divers programmes revus à la baisse : Maison de la Lozère à Paris, Fonds de diversification agricole, schéma départemental du tourisme, schéma des espaces naturels sensibles, activités de pleine nature, étude énergies renouvelables.

Ressources internes : + 1 449 238,40 €

- **Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances :**
 - **Service des Affaires Financières : + 1 479 238,40 €**
 - Dépenses imprévues : + 1 508 273,82 €
 - Régularisation mouvements de crédits : + 4 709,00 €
 - Subvention d'équilibre du LDA : - 33 744,42 €
- **Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique : - 30 000,00 €**
 - **Service des Affaires juridiques et contentieux : - 30 000,00 €**
 - Il s'agit d'annulations sur la ligne « Frais d'actes et de contentieux ».

Infrastructures départementales :+ 250 000,00 €

- **Mission Transports et Mobilités : + 250 000,00 €**
 - Ces crédits permettront de procéder au paiement des charges des transports scolaires du dernier trimestre 2017.

I.3 - VIREMENTS DE CRÉDITS EN INVESTISSEMENT ET EN FONCTIONNEMENT

Vous trouverez dans l'annexe jointe à ce rapport un état des virements de crédits effectués conformément au règlement financier en investissement par opérations et en fonctionnement par imputations budgétaires.

I.4 - ENDETTEMENT :

Fin octobre, l'encours de la dette atteint 44,257 M€. Il était de 46,592 M€ au 1^{er} janvier 2017.

II - BUDGET ANNEXE

II.1 / LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES :

- Section d'investissement :

- Dépenses :- 26 000,00 €

Cette annulation correspond à un ajustement des crédits de paiements de l'AP concernant les travaux de mise aux normes des bâtiments qui ont été revus à la baisse.

- Section de fonctionnement :

Recettes : + 33 744,42 €

Cette recette correspond au remboursement partiel de l'assurance pour le sinistre électrique.

La subvention d'équilibre du budget principal est par conséquent diminuée du même montant.

Telles sont les données de ce projet de décision modificative n° 3 au budget primitif 2017 sur lesquelles je vous demande de bien vouloir vous prononcer.

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 1ER AOUT 2017 AU 16 NOVEMBRE 2017

DM3 / 2017

BUDGET PRINCIPAL

Imputation d'origine

Imputation cible

| Exer. | Bud get | N° virement | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | Année | Code | Année op. | Code op. | Numéro op. | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | |
|-----------------------|---------|-------------|----------|-------------|---------|---------|-------|----------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|---------|------------|-------|------------|-----------|----------|------------|--------------------------------|---------------|-------------------|-------------|------------|
| Investissement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2017 | 0 | 324 | 900 | 0202 | 21838 | BFI | 2017 | SYSTINF | 2017 | INF | 656 | 900 | 0202 | 2051 | BFI | 2017 | SYSTINF | 2017 | LOG | 655 | DM2 | | 15 000,00 | 07/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 385 | 900 | 0202 | 21838 | BFI | 2015 | SALLEINFO | 2015 | SINFO | 2015000 | 900 | 0202 | 21311 | BFI | 2015 | SALLEINFO | 2015 | SINFO | 2015000 | VIREMENT | | 30,00 | 26/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 492 | 900 | 0202 | 21838 | BFI | 2017 | SYSTINF | 2017 | INF | 656 | 900 | 0202 | 2051 | BFI | 2017 | SYSTINF | 2017 | INF | 656 | VIREMENT | | 15 000,00 | 20/10/2017 | |
| 2017 | 0 | 527 | 900 | 0202 | 21838 | BFI | 2017 | SYSTINF | 2017 | INF | 656 | 900 | 0202 | 2051 | BFI | 2017 | SYSTINF | 2017 | INF | 656 | VIREMENT | | 3 050,00 | 06/11/2017 | |
| 2017 | 0 | 256 | 902 | 221 | 2317312 | RB | 2017 | BATENSEIGN | 2017 | 2RENO | 2017000 | 902 | 20 | 2317312 | RB | 2017 | BATENSEIGN | 2017 | 2RENO | 2017000 | Transfert /autres imputations | | 500,00 | 03/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 446 | 902 | 221 | 2317312 | RB | 2012 | COLDEZE | 2012 | DEZE | 2012177 | 902 | 221 | 2031 | RB | 2012 | COLDEZE | 2012 | DEZE | 2012177 | Transfert /autres imputations | | 400,00 | 06/10/2017 | |
| 2017 | 0 | 524 | 902 | 221 | 2317312 | RB | 2016 | BATENSEIGN | 2016 | 2ADAP | 2016000 | 902 | 221 | 2031 | RB | 2016 | BATENSEIGN | 2016 | 2ADAP | 2016000 | Transfert /autres imputations | | 53 758,58 | 03/11/2017 | |
| 2017 | 0 | 533 | 902 | 221 | 2317312 | RB | 2014 | BATENSEIGN | 2014 | LACAN | 2014 | 902 | 221 | 2031 | RB | 2014 | BATENSEIGN | 2014 | LACAN | 2014 | Transfert /autres imputations | | 30,80 | 07/11/2017 | |
| 2017 | 0 | 265 | 906 | 621 | 23151 | R | 2014 | TXVOIRIE | 2014 | TS | 2014000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2014 | TXVOIRIE | 2014 | TM | 2014000 | DE TS 2014000 VERS TM 2014000 | | 7 250,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 266 | 906 | 621 | 23151 | R | 2015 | TXVOIRIE | 2015 | ROA | 2015000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2015 | TXVOIRIE | 2015 | RS | 2015000 | DE ROA 2015000 VERS RS 2015000 | | 1 000,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 267 | 906 | 621 | 23151 | R | 2015 | TXVOIRIE | 2015 | RC | 2015000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2015 | TXVOIRIE | 2015 | RS | 2015000 | DE RC 2015000 VERS RS 2015000 | | 26 350,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 268 | 906 | 621 | 23151 | R | 2015 | TXVOIRIE | 2015 | TS | 2015000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2015 | TXVOIRIE | 2015 | RS | 2015000 | DE TS 2015000 VERS RS 2015000 | | 500,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 269 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | TU | 2016000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | RC | 2016000 | DE TU 2016000 VERS RC 2016000 | | 19 100,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 270 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | ROA | 2016000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | RC | 2016000 | DE ROA 2016000 VERS RC 2016000 | | 17 250,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 271 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | TS | 2016000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | TIL | 2016000 | DE TS 2016000 VERS TIL 2016000 | | 55 000,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 273 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | TS | 2016000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | RC | 2016000 | DE TS 2016000 VERS RC 2016000 | | 19 350,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 274 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | RS | 2017000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | RC | 2017000 | DE RS 2017000 VERS RC 2017000 | | 680 000,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 275 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | TIL | 2017000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | TS | 2017000 | DE TIL 2017000 VERS TS 2017000 | | 17 000,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 276 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | TIL | 2017000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | RC | 2017000 | DE TIL 2017000 VERS RC 2017000 | | 63 000,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 277 | 906 | 621 | 2151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | AF | 2017000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | RC | 2017000 | DE AF 2017000 VERS RC 2017000 | | 70 000,00 | 08/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 278 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | ROA | 2017000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | SEOP | 2017000 | ROA 2017000 VERS SEOP 2017000 | | 38 700,00 | 09/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 279 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | SEOP | 2016000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | ROA | 2016000 | SEOP 2016000 VERS ROA 2016000 | | 18 000,00 | 09/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 280 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | SEOP | 2016000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2016 | TXVOIRIE | 2016 | RC | 2016000 | SEOP 2016000 VERS RC 2016000 | | 20 700,00 | 09/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 281 | 906 | 621 | 2157 | R | 2017 | PARC | 2017 | MTEN | 2017000 | 906 | 622 | 2182 | R | 2017 | PARC | 2017 | VLVH | 2017000 | VIREMENT DE MTEN VERS VLVH | | 4 946,69 | 09/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 282 | 906 | 621 | 2157 | R | 2016 | PARC | 2016 | MTEN | 2016000 | 906 | 622 | 2182 | R | 2016 | PARC | 2016 | VLVH | 2016000 | VIREMENT DE MTEN VERS VLVH | | 12 531,79 | 09/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 283 | 906 | 621 | 2182 | R | 2016 | PARC | 2016 | VLMT | 2016000 | 906 | 622 | 2182 | R | 2016 | PARC | 2016 | VLVH | 2016000 | VIREMENT DE VLMT VERS VLVH | | 521,52 | 09/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 289 | 906 | 621 | 2182 | R | 2017 | PARC | 2017 | VLMT | 2017000 | 906 | 622 | 2182 | R | 2017 | PARC | 2017 | VLVH | 2017000 | VIREMENT DE VLMT VERS VLVH | | 13 053,31 | 24/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 304 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | RC | 2017000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | TS | 2017000 | DE RC 2017000 VERS TS 2017000 | | 142 100,00 | 31/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 369 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | ROA | 2017000 | 906 | 621 | 238 | 233 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | ROA | 2017000 | BESOIN CREDIT | POUR PAYER AVANCE | 6 300,00 | 18/09/2017 |

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 1ER AOUT 2017 AU 16 NOVEMBRE 2017

DM3 / 2017

BUDGET PRINCIPAL

| Exer. | Bud get | N° virement | Imputation d'origine | | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | | | |
|-----------------------|---------|-------------|----------------------|-------------|------------|---------|-------|------------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|------------|---------|-------|-----------|-----------|-----------|---------|--------------------------------|-------------------------|------------|------------|
| | | | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | Année | Code | | | | | Année op. | Code op. | Numéro op. |
| 2017 | 0 | 431 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | RS | 2017000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | SEOP | 2017000 | RS 2017000 VERS SEOP 2017000 | | 119 900,00 | 04/10/2017 |
| 2017 | 0 | 450 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | TIL | 2017000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | RC | 2017000 | DE TIL 2017000 VERS RC 2017000 | | 40 000,00 | 06/10/2017 |
| 2017 | 0 | 517 | 906 | 621 | 231318 | RB | 2014 | BATROUTES | 2014 | GRAND | 2014 | 906 | 621 | 21848 | RB | 2014 | BATROUTES | 2014 | GRAND | 2014 | Transfert /autres imputations | | 4 261,00 | 30/10/2017 |
| 2017 | 0 | 520 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | RS | 2017000 | 906 | 621 | 23151 | R | 2017 | TXVOIRIE | 2017 | TM | 2017000 | DE RS2017000 VERS TM2017000 | POUR AGGLO ST CHELY | 353 000,00 | 31/10/2017 |
| 2017 | 0 | 477 | 907 | 738 | 2257 | BS3 | 2017 | ENSAPN | 2017 | ACTPN | 639 | 907 | 738 | 2157.301 | BS3 | 2017 | ENSAPN | 2017 | ACTPN | 639 | Virement de crédits | | 2 732,00 | 13/10/2017 |
| 2017 | 0 | 296 | 916 | 628 | 2041782 | BC | 2015 | CONTRAT | 2015 | FRED | 610 | 916 | 628 | 204113 | BC | 2015 | CONTRAT | 2015 | FRED | 610 | Virement de crédits | | 460 000,00 | 29/08/2017 |
| 2017 | 0 | 430 | 917 | 738 | 204142.300 | BS3 | 2017 | ENSAPN | 2017 | ACTPN | 639 | 917 | 738 | 204142.300 | BS3 | 2017 | ENSAPN | 2017 | ENS | 640 | Virement de crédits | | 1 037,50 | 04/10/2017 |
| 2017 | 0 | 262 | 919 | 93 | 204142 | BC | 2015 | CONTRAT | 2015 | FRED | 610 | 919 | 94 | 204142 | BC | 2015 | CONTRAT | 2015 | CTOU | 583 | Virement de crédits | | 1 023,00 | 04/08/2017 |
| Fonctionnement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2017 | 0 | 252 | 930 | 0202 | 6188 | BB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 021 | 6532 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT | | 6 000,00 | 01/08/2017 |
| 2017 | 0 | 272 | 930 | 0201 | 6227 | BMP | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0201 | 6231 | BMP | 0 | | 0 | | 0 | virement de credit vers 6231 | | 5 000,00 | 08/08/2017 |
| 2017 | 0 | 284 | 930 | 0202 | 63512 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 930 | 0202 | 6064 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 500,00 | 09/08/2017 |
| 2017 | 0 | 290 | 930 | 0202 | 6156 | BFI | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 60632.1 | BFI | 0 | | 0 | | 0 | . | | 3 000,00 | 28/08/2017 |
| 2017 | 0 | 292 | 930 | 023 | 6233 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 0202 | 6283 | BMG | 0 | | 0 | | 0 | Compensation mobilier jardin | | 3 400,00 | 28/08/2017 |
| 2017 | 0 | 293 | 930 | 0202 | 63512 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 930 | 0202 | 678 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 2 398,52 | 29/08/2017 |
| 2017 | 0 | 300 | 930 | 0202 | 678 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 930 | 0202 | 673 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 1 911,49 | 31/08/2017 |
| 2017 | 0 | 301 | 930 | 0202 | 678 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 930 | 0202 | 63512 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 487,09 | 31/08/2017 |
| 2017 | 0 | 307 | 930 | 0202 | 6132 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 930 | 0202 | 63513 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 1,00 | 04/09/2017 |
| 2017 | 0 | 308 | 930 | 023 | 611 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 6574 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | SUBVENTIONS SUPPLEMENTAIRES | | 340,00 | 04/09/2017 |
| 2017 | 0 | 309 | 930 | 0202 | 678 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 930 | 0202 | 614 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 74,47 | 04/09/2017 |
| 2017 | 0 | 310 | 930 | 0202 | 6132 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 930 | 0202 | 614 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | V | | 9 000,00 | 04/09/2017 |
| 2017 | 0 | 311 | 930 | 0202 | 63512 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 930 | 0202 | 614 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 8 000,00 | 04/09/2017 |
| 2017 | 0 | 322 | 930 | 023 | 6236.2 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 611 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | FRAIS DE LIVRAISON N°40 | | 202,00 | 07/09/2017 |
| 2017 | 0 | 323 | 930 | 023 | 6238.21 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 6236.1 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | PAIEMENT PLAQUES DID | | 8 000,00 | 07/09/2017 |
| 2017 | 0 | 362 | 930 | 0201 | 62268 | BMP | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0201 | 6231 | BMP | 0 | | 0 | | 0 | virement de credit vers 6231 | | 5 000,00 | 08/09/2017 |
| 2017 | 0 | 364 | 930 | 0202 | 6188 | BB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6135 | BFI | 0 | | 0 | | 0 | Logiciel prospectives | | 3 000,00 | 13/09/2017 |
| 2017 | 0 | 365 | 930 | 023 | 6236.1 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 60632 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | PLAQUES DE PORTES ODG | | 3 000,00 | 13/09/2017 |
| 2017 | 0 | 366 | 930 | 0202 | 6135 | BFI | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6188 | BB | 0 | | 0 | | 0 | Logiciel prospectives | | 3 000,00 | 14/09/2017 |
| 2017 | 0 | 374 | 930 | 0202 | 61521 | RB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 615221 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 3 000,00 | 20/09/2017 |
| 2017 | 0 | 381 | 930 | 0202 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 930 | 0202 | 6574.41 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | Virement des subventions diver | vers dotation exception | 3 000,00 | 22/09/2017 |
| 2017 | 0 | 412 | 930 | 0201 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0201 | 6455 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | VIR. DE CREDIT POUR ASSURANCES | | 7 000,00 | 28/09/2017 |
| 2017 | 0 | 426 | 930 | 0202 | 6188 | BB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6574.41 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | SUBVENTION EXCEPTIONNELLE PDTE | | 360,00 | 03/10/2017 |
| 2017 | 0 | 436 | 930 | 023 | 6135 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 6231 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | achats presse supplémentaire | | 631,00 | 05/10/2017 |

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 1ER AOUT 2017 AU 16 NOVEMBRE 2017
DM3 / 2017

BUDGET PRINCIPAL

| Exer. | Bud get | N° virement | Imputation d'origine | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | | | | |
|-------|---------|-------------|----------------------|-------------|----------|---------|------------------|----------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|---------|---------|-------|-----------|-----------|---------|-------------|--------------------------------|-------------------------------|----------|------------|
| | | | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | Année | | | | | Code | Année op. | Code op. | Numéro op. |
| 2017 | 0 | 437 | 930 | 023 | 6233 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 6231 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | achats presse supplémentaire | | 570,00 | 05/10/2017 |
| 2017 | 0 | 438 | 930 | 021 | 60623 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 023 | 6231 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | Cabinet/Com Chine | | 3 900,00 | 05/10/2017 |
| 2017 | 0 | 439 | 930 | 0202 | 60632.20 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6065 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert de lignes | | 250,00 | 05/10/2017 |
| 2017 | 0 | 440 | 930 | 0202 | 6288 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6065 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert de lignes | | 800,00 | 05/10/2017 |
| 2017 | 0 | 441 | 930 | 0202 | 61521 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6065 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert de lignes | | 40,00 | 05/10/2017 |
| 2017 | 0 | 442 | 930 | 0202 | 60632.20 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 60628 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert de lignes | | 431,00 | 05/10/2017 |
| 2017 | 0 | 443 | 930 | 021 | 6234 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6251 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT 6234-6251 | | 2 600,00 | 06/10/2017 |
| 2017 | 0 | 444 | 930 | 021 | 6234 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6188 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT 6234-6188 | | 2 400,00 | 06/10/2017 |
| 2017 | 0 | 445 | 930 | 021 | 6234 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6245 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT 6234-6245 | | 2 500,00 | 06/10/2017 |
| 2017 | 0 | 457 | 930 | 0201 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0201 | 6454 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | Paie octobre 2017 | | 657,00 | 10/10/2017 |
| 2017 | 0 | 468 | 930 | 0201 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0201 | 6454 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | PAYE OCTOBRE | | 2,00 | 11/10/2017 |
| 2017 | 0 | 483 | 930 | 021 | 6234 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 6065 | CAB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert de lignes | | 423,96 | 17/10/2017 |
| 2017 | 0 | 484 | 930 | 023 | 611 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 60632 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | reparation bache barnum | | 1 000,00 | 17/10/2017 |
| 2017 | 0 | 488 | 930 | 0202 | 61521 | RB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 615221 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 1 000,00 | 20/10/2017 |
| 2017 | 0 | 493 | 930 | 023 | 6234 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 60632 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | achat fournitures | | 500,00 | 23/10/2017 |
| 2017 | 0 | 495 | 930 | 0202 | 6188 | BB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 023 | 6236.1 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | PLAQUES PLEXI CONTRAT | | 7 000,00 | 23/10/2017 |
| 2017 | 0 | 497 | 930 | 0201 | 6227 | BMP | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0201 | 6231 | BMP | 0 | | 0 | | 0 | virement crédits 5000 □ | | 5 000,00 | 23/10/2017 |
| 2017 | 0 | 508 | 930 | 0201 | 6455 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0201 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | PREPARATION DM2 | | 7 000,00 | 25/10/2017 |
| 2017 | 0 | 525 | 930 | 0202 | 6488.58 | BMG | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 60632 | BMG | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT SUR LIGNE PT MATERIEL | | 4 000,00 | 03/11/2017 |
| 2017 | 0 | 535 | 930 | 0202 | 61521 | RB | 0 | | 0 | | 0 | 930 | 0202 | 615221 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 1 000,00 | 08/11/2017 |
| 2017 | 0 | 546 | 930 | 023 | 60632 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 61558 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | reparation bache barnum | | 1 008,00 | 10/11/2017 |
| 2017 | 0 | 561 | 930 | 023 | 611 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | 930 | 023 | 6236.1 | COM | 0 | | 2017 | PCOM | 1002 | ajustement | | 450,00 | 16/11/2017 |
| 2017 | 0 | 255 | 932 | 20 | 615221 | RB | 0 | | 0 | | 0 | 932 | 221 | 615221 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 1 600,00 | 02/08/2017 |
| 2017 | 0 | 297 | 932 | 28 | 6574 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | 932 | 28 | 65734 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 1 616,00 | 29/08/2017 |
| 2017 | 0 | 298 | 932 | 221 | 60632 | RB | 0 | | 0 | | 0 | 932 | 221 | 6156 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 3 000,00 | 30/08/2017 |
| 2017 | 0 | 306 | 932 | 221 | 6132 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 932 | 221 | 63513 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 2 800,00 | 04/09/2017 |
| 2017 | 0 | 319 | 932 | 221 | 6132 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 932 | 221 | 6227 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 1 700,00 | 05/09/2017 |
| 2017 | 0 | 377 | 932 | 221 | 6227 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 932 | 28 | 65734 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 532,00 | 20/09/2017 |
| 2017 | 0 | 378 | 932 | 28 | 65734 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | 932 | 28 | 6574 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 532,00 | 21/09/2017 |
| 2017 | 0 | 382 | 932 | 221 | 6227 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | 932 | 28 | 6574 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 440,00 | 22/09/2017 |
| 2017 | 0 | 418 | 932 | 20 | 615221 | RB | 0 | | 0 | | 0 | 932 | 20 | 61558 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 500,00 | 02/10/2017 |
| 2017 | 0 | 421 | 932 | 221 | 60632 | RB | 0 | | 0 | | 0 | 932 | 221 | 615221 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 3 000,00 | 02/10/2017 |
| 2017 | 0 | 473 | 932 | 221 | 65511 | BD | 0 | | 2017 | PDDE C | 1004 | 932 | 28 | 6574.36 | BD | 0 | | 2017 | PDDE C | 1004 | DU CHAPITRE 932-221/65511 | VERS CHAPITRE 932-28/6574.36 | 887,00 | 12/10/2017 |
| 2017 | 0 | 474 | 932 | 221 | 65512 | BD | 0 | | 2017 | PDDE C | 1004 | 932 | 28 | 6574.36 | BD | 0 | | 2017 | PDDE C | 1004 | DU CHAPITRE 932-221/65512 | VERS CHAPITRE 932-28/6574.36 | 1 284,00 | 12/10/2017 |
| 2017 | 0 | 475 | 932 | 221 | 65512.1 | BD | 0 | | 2017 | PDDE C | 1004 | 932 | 28 | 6574.36 | BD | 0 | | 2017 | PDDE C | 1004 | DU CHAPITRE 932-221/65512.1 | VERS CHAPITRE 932-28/6574.36 | 653,00 | 12/10/2017 |
| 2017 | 0 | 481 | 932 | 221 | 60632 | RB | 0 | | 0 | | 0 | 932 | 221 | 61558 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 1 300,00 | 17/10/2017 |
| 2017 | 0 | 498 | 932 | 28 | 65738.36 | BD | 0 | | 2017 | PDDE C | 1004 | 932 | 28 | 6574.36 | BD | 0 | | 2017 | PDDE C | 1004 | PROJETS ETABLIS COLLEGE PUBLIC | PROJETS ETABLIS COLLEGE PRIVE | 1 749,00 | 24/10/2017 |
| 2017 | 0 | 499 | 932 | 222 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 932 | 21 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | Suite à CP du 23-10-2017 | | 100,00 | 24/10/2017 |
| 2017 | 0 | 500 | 932 | 221 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 932 | 21 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | Suite à CP du 23-10-2017 | | 8 340,00 | 24/10/2017 |

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 1ER AOUT 2017 AU 16 NOVEMBRE 2017

DM3 / 2017

BUDGET PRINCIPAL

| Exer. | Bud get | Imputation d'origine | | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | | | | |
|-------|---------|----------------------|----------|-------------|----------|---------|------------------|----------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|---------|---------|-------|-----------|-----------|---------|-------------------------------|-------------------------------|-----------|------------|------------|
| | | N° virement | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | Année | | | | | Code | Année op. | Code op. | Numéro op. |
| 2017 | 0 | 510 | 932 | 221 | 615221 | RB | 0 | | 0 | 0 | 932 | 221 | 61558 | RB | 0 | | 0 | 0 | 0 | pour imputation 932-221-61558 | | 500,00 | 25/10/2017 | |
| 2017 | 0 | 543 | 932 | 221 | 60632 | RB | 0 | | 0 | 0 | 932 | 221 | 615221 | RB | 0 | | 0 | 0 | 0 | Transfert /autres imputations | | 3 198,78 | 10/11/2017 | |
| 2017 | 0 | 261 | 933 | 30 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 933 | 30 | 64131 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE CREDIT AOUT 2017 | | 5 000,00 | 04/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 285 | 933 | 33 | 6568.20 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | 933 | 313 | 6065 | DID | 0 | | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 230,00 | 09/08/2017 |
| 2017 | 0 | 373 | 933 | 30 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 933 | 30 | 64131 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | PAYE DE SEPTEMBRE | | 5 015,00 | 19/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 376 | 933 | 311 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 933 | 32 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | Virement | | 20 000,00 | 20/09/2017 |
| 2017 | 0 | 453 | 933 | 315 | 6188.106 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | 933 | 315 | 60632 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | Virement de crédit classique | | 714,00 | 09/10/2017 |
| 2017 | 0 | 458 | 933 | 30 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 933 | 30 | 64131 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 5 610,00 | 10/10/2017 | |
| 2017 | 0 | 459 | 933 | 30 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 933 | 30 | 6454 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 172,00 | 10/10/2017 | |
| 2017 | 0 | 469 | 933 | 30 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 933 | 30 | 6454 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | PAYE OCTOBRE | | 2,00 | 11/10/2017 | |
| 2017 | 0 | 471 | 933 | 30 | 6184 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 933 | 313 | 6188 | BI | 0 | | 2017 | PBDP | 1005 | FORMATION BDP | | 2 160,00 | 12/10/2017 | |
| 2017 | 0 | 476 | 933 | 315 | 6241 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | 933 | 315 | 6064 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | Virement de crédit classique | | 69,00 | 13/10/2017 |
| 2017 | 0 | 489 | 933 | 315 | 6135 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | 933 | 315 | 60632 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | Virement de crédit classique | | 200,00 | 20/10/2017 |
| 2017 | 0 | 490 | 933 | 315 | 60623 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | 933 | 315 | 60632 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | Virement de crédit classique | | 385,00 | 20/10/2017 |
| 2017 | 0 | 501 | 933 | 32 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 933 | 311 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | Suite à CP du 23-10-2017 | | 2 441,00 | 24/10/2017 |
| 2017 | 0 | 502 | 933 | 32 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 933 | 312 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | Suite à CP du 23-10-2017 | | 1 958,00 | 24/10/2017 |
| 2017 | 0 | 507 | 933 | 312 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 933 | 311 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | Suite à CP du 23-10-2017 | | 100,00 | 25/10/2017 |
| 2017 | 0 | 512 | 933 | 314 | 65821 | BB | 0 | | 0 | 0 | 933 | 311 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | MOUVEMENTS SUBVENTIONS | | 4 709,00 | 26/10/2017 | |
| 2017 | 0 | 515 | 933 | 33 | 6568.20 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | 933 | 33 | 6574.87 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 1 540,00 | 30/10/2017 |
| 2017 | 0 | 521 | 933 | 311 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 933 | 32 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | CP du 23 octobre | | 100,00 | 02/11/2017 |
| 2017 | 0 | 522 | 933 | 311 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 933 | 32 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | SUITE CP DU 23 OCTOBRE 2017 | | 1 400,00 | 02/11/2017 |
| 2017 | 0 | 539 | 933 | 315 | 6241 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | 933 | 315 | 6156 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | Virement de crédit classique | | 71,00 | 09/11/2017 |
| 2017 | 0 | 548 | 933 | 313 | 6188 | BI | 0 | | 2017 | PBDP | 1005 | 933 | 313 | 6065 | BI | 0 | | 2017 | PBDP | 1005 | VIREMENT 2017 ACQ JEUX JOUETS | | 2 160,00 | 13/11/2017 |
| 2017 | 0 | 558 | 933 | 315 | 6156 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | 933 | 315 | 60623 | BH | 0 | | 2017 | PARC H | 1006 | Virement de crédit classique | | 59,73 | 15/11/2017 |
| 2017 | 0 | 328 | 934 | 41 | 65734.29 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 934 | 41 | 6574.29 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 329 | 934 | 41 | 6574.30 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 934 | 41 | 6574.29 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 2 302,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 330 | 934 | 41 | 62261 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 934 | 41 | 6574.29 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 698,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 331 | 934 | 41 | 6574.17 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 934 | 41 | 65735 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 4 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 411 | 934 | 42 | 60662 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 934 | 41 | 6574.17 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 300,00 | 27/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 532 | 934 | 41 | 65735 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 934 | 41 | 6574.17 | BLPMI | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 465,00 | 07/11/2017 | |
| 2017 | 0 | 260 | 935 | 51 | 64121 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 64126 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE CREDIT AOUT 2017 | | 100,00 | 04/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 286 | 935 | 532 | 62878.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 532 | 62261 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Pour imputation 935-532/62261 | | 200,00 | 17/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 287 | 935 | 532 | 62878.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 532 | 62261 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Pour imputation 935-532/62261 | | 200,00 | 17/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 288 | 935 | 532 | 62878.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 532 | 62261 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Pour imputation 935-532/62261 | | 300,00 | 23/08/2017 | |
| 2017 | 0 | 312 | 935 | 567 | 65662 | BLRSA | 0 | | 0 | 0 | 935 | 567 | 673 | BLRSA | 0 | | 0 | 0 | 0 | Pour imputation 935-567/673 | | 9 900,00 | 04/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 332 | 935 | 51 | 6523 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 65111 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 8 850,00 | 08/09/2017 | |

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 1ER AOUT 2017 AU 16 NOVEMBRE 2017
DM3 / 2017

BUDGET PRINCIPAL

| Exer. | Bud get | N° virement | Imputation d'origine | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. |
|-------|---------|-------------|----------------------|-------------|-----------|---------|------------------|----------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|---------|---------|-------|------|-----------|----------|-------------------------------|-----------|------------|------------|-------------|
| | | | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | Année | Code | Année op. | Code op. | Numéro op. | | | | |
| 2017 | 0 | 333 | 935 | 51 | 611 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 65111.7 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 050,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 334 | 935 | 51 | 6513.1 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 6512 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 12 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 335 | 935 | 51 | 652412 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 652416 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 19 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 336 | 935 | 51 | 652411 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 652416 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 39 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 337 | 935 | 51 | 6518.1 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 652416 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 6 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 338 | 935 | 51 | 652415 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 652416 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 4 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 339 | 935 | 51 | 652412 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 652413 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 193 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 340 | 935 | 58 | 611 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 652413 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 500,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 341 | 935 | 567 | 65661 | BLRSA | 0 | | 0 | 0 | 935 | 567 | 65171 | BLRSA | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 30 500,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 342 | 935 | 567 | 65662 | BLRSA | 0 | | 0 | 0 | 935 | 567 | 65172 | BLRSA | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 4 950,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 343 | 935 | 52 | 6511212 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 611 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 500,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 344 | 935 | 52 | 6511212 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 6511212.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 7 500,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 345 | 935 | 58 | 611 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 17 500,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 346 | 935 | 52 | 6183.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 5 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 347 | 935 | 52 | 6511211 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 60 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 348 | 935 | 52 | 6511211.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 64 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 350 | 935 | 52 | 651122 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 50 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 351 | 935 | 52 | 65242.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 20 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 352 | 935 | 52 | 65242.2 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 27 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 353 | 935 | 52 | 65242.4 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 216 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 354 | 935 | 52 | 6568.11 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 9 653,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 355 | 935 | 52 | 6568.12 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 15 633,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 356 | 935 | 538 | 62878 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 531 | 6188 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 4 012,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 357 | 935 | 553 | 651144.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 551 | 651141.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 5 900,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 358 | 935 | 52 | 6511212 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 5 000,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 359 | 935 | 52 | 6511212.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 500,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 360 | 935 | 532 | 62878.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 532 | 62261 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 100,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 361 | 935 | 532 | 62878.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 532 | 62261 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Pour imputation 935-532/62261 | | 300,00 | 08/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 367 | 935 | 51 | 6518.2 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 60661 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 200,00 | 14/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 379 | 935 | 532 | 62878.1 | BL | 0 | | 0 | 0 | 935 | 532 | 62261 | BL | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 500,00 | 21/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 388 | 935 | 567 | 65661 | BLRSA | 0 | | 0 | 0 | 935 | 567 | 673 | BLRSA | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 400,00 | 26/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 389 | 935 | 51 | 652412.4 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 652412 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 3 500,00 | 27/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 390 | 935 | 51 | 652411 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 652412 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 870,00 | 27/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 391 | 935 | 51 | 6574 | BL | 0 | 2017 | PDS | 1007 | 935 | 51 | 652412 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 10 650,00 | 27/09/2017 | |
| 2017 | 0 | 392 | 935 | 51 | 652413 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 935 | 51 | 652416 | BLASE | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 3 200,00 | 27/09/2017 | |

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 1ER AOUT 2017 AU 16 NOVEMBRE 2017

DM3 / 2017

BUDGET PRINCIPAL

| Exer. | Imputation d'origine | | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | | | | | |
|-------|----------------------|-------------|----------|-------------|-----------|------------------|-------|----------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|---------|---------|-----------|-----------|---------|-------------|-------|--------------------------------|--------------------|-----------|------------|
| | Bud get | N° virement | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | | | | | Année | Code | Année op. | Code op. | Numéro op. |
| 2017 | 0 | 393 | 935 | 51 | 652413 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 6512 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 200,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 394 | 935 | 52 | 6511211.1 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 52 | 6511211 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 4 900,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 395 | 935 | 52 | 65242.1 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 52 | 6511211 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 2 000,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 396 | 935 | 52 | 65242.4 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 52 | 6511211 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 6 000,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 397 | 935 | 52 | 65242.2 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 52 | 651122 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 2 000,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 398 | 935 | 52 | 6511211.2 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 52 | 6511212 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 000,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 399 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 52 | 6511212 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 9 000,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 400 | 935 | 538 | 6188 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 532 | 62878.1 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 600,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 401 | 935 | 538 | 6188 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 532 | 62261 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 14 400,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 402 | 935 | 538 | 6574 | BL | 0 | 2017 | PDS | 1007 | 935 | 538 | 65243.1 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 3 000,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 403 | 935 | 538 | 60622 | BLMAIA | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 538 | 65243.1 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 2 500,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 404 | 935 | 538 | 6068 | BLMAIA | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 538 | 65243.1 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 5 500,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 405 | 935 | 538 | 611 | BLMAIA | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 538 | 65243.1 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 9 500,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 406 | 935 | 538 | 6135 | BLMAIA | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 538 | 65243.1 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 16 500,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 407 | 935 | 538 | 6161 | BLMAIA | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 538 | 65243.1 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 2 200,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 408 | 935 | 50 | 62268 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 6513.1 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 1 400,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 409 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 6513.1 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 2 100,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 410 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 58 | 611 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 4 100,00 | 27/09/2017 |
| 2017 | 0 | 420 | 935 | 51 | 652412 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 6574 | BL | 0 | 2017 | PDS | 1007 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 2 000,00 | 02/10/2017 |
| 2017 | 0 | 424 | 935 | 51 | 6067 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 60661 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 200,00 | 03/10/2017 |
| 2017 | 0 | 435 | 935 | 50 | 6251 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 50 | 6184 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | FORMATION | | 1 000,00 | 05/10/2017 |
| 2017 | 0 | 460 | 935 | 51 | 64121 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 6251 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 2 510,00 | 10/10/2017 |
| 2017 | 0 | 472 | 935 | 51 | 6067 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 60661 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 100,00 | 12/10/2017 |
| 2017 | 0 | 485 | 935 | 52 | 65242 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 52 | 65242.2 | BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédit | Virement de crédit | 20 000,00 | 18/10/2017 |
| 2017 | 0 | 506 | 935 | 58 | 6574 | BB | 0 | 2017 | PDFB | 1003 | 935 | 538 | 6574 | BB | 0 | 2017 | PDFB | 1003 | 0 | 0 | Suite à CP du 23-10-2017 | | 390,00 | 25/10/2017 |
| 2017 | 0 | 514 | 935 | 51 | 652416 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 6518.1 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 200,00 | 27/10/2017 |
| 2017 | 0 | 528 | 935 | 51 | 652416 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 60661 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédits | | 100,00 | 06/11/2017 |
| 2017 | 0 | 541 | 935 | 51 | 652416 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 6518.1 | BLASE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédit | Virement de crédit | 100,00 | 09/11/2017 |
| 2017 | 0 | 552 | 935 | 52 | 64131 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 52 | 64118 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE CREDIT NOVEMB 2017 | | 7 124,00 | 14/11/2017 |
| 2017 | 0 | 559 | 935 | 51 | 64121 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 935 | 51 | 6251 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédit novembre 17 | | 13 000,00 | 16/11/2017 |
| 2017 | 0 | 257 | 936 | 621 | 673 | BB | 0 | 0 | 0 | 0 | 936 | 621 | 6184 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | VIREMENT | | 5 000,00 | 04/08/2017 |
| 2017 | 0 | 258 | 936 | 61 | 6184 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 936 | 621 | 6184 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE CREDIT AOUT 2017 | | 500,00 | 04/08/2017 |
| 2017 | 0 | 259 | 936 | 628 | 6184 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 936 | 621 | 6184 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE CREDIT AOUT 2017 | | 1 000,00 | 04/08/2017 |
| 2017 | 0 | 294 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | 936 | 621 | 60622 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE 20 VERS 100964 | | 60 000,00 | 29/08/2017 |

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 1ER AOUT 2017 AU 16 NOVEMBRE 2017

DM3 / 2017

BUDGET PRINCIPAL

| Exer. | Bud get | Imputation d'origine | | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | | | |
|-------|---------|----------------------|----------|-------------|---------|---------|------------------|----------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|---------|---------|-------|-----------|-----------|---------|--------------------------------|--------------------------------|------------|------------|
| | | N° virement | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | Année | | | | | Code | Année op. | Code op. |
| 2017 | 0 | 295 | 936 | 621 | 60628 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 615231 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE 100955 vers 100960 | | 4 000,00 | 29/08/2017 |
| 2017 | 0 | 299 | 936 | 621 | 615221 | RB | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6156 | RB | 0 | | 0 | 0 | 0 | Transfert /autres imputations | | 9 000,00 | 30/08/2017 |
| 2017 | 0 | 302 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement interne Langogne | | 2 124,00 | 31/08/2017 |
| 2017 | 0 | 313 | 936 | 621 | 615231 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIRT VERS SDG 426 | VIRT VERS SDG 426 | 8 000,00 | 04/09/2017 |
| 2017 | 0 | 327 | 936 | 68 | 65732 | BN | 0 | | 0 | 0 | 936 | 68 | 6228 | BN | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement de credits AMO | AMO Controle DSP Plan de Preve | 35 420,00 | 07/09/2017 |
| 2017 | 0 | 363 | 936 | 622 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIRT SDG 526 VERS SDG 426 | VIRT SDG 526 VERS SDG 426 | 10 000,00 | 12/09/2017 |
| 2017 | 0 | 368 | 936 | 621 | 615231 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIRT SDG 126 VERS 226 | VIRT SDG 126 VERS 226 | 2 000,00 | 15/09/2017 |
| 2017 | 0 | 371 | 936 | 621 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 64118.1 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | PAYE DE SEPTEMBRE | | 9 750,00 | 19/09/2017 |
| 2017 | 0 | 372 | 936 | 621 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6454 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | PAYE DE SEPTEMBRE | | 450,00 | 19/09/2017 |
| 2017 | 0 | 383 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIRT U3 VERS U26 | VIRT U3 VERS U26 (Emulsion) | 992,34 | 25/09/2017 |
| 2017 | 0 | 386 | 936 | 621 | 615231 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | BESOIN LANGOGNE | | 18 000,00 | 26/09/2017 |
| 2017 | 0 | 387 | 936 | 621 | 615231 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | BESOIN LANGOGNE | | 2 000,00 | 26/09/2017 |
| 2017 | 0 | 413 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIRT SDG 426 VERS SDG 226 | VIRT SDG 426 VERS SDG 226 | 6 000,00 | 29/09/2017 |
| 2017 | 0 | 415 | 936 | 621 | 673 | BB | 0 | | 0 | 0 | 936 | 61 | 673 | BS1 | 0 | | 0 | 0 | 0 | REMBOURSEMENT SUBVENTION ADOUR | | 4 135,00 | 29/09/2017 |
| 2017 | 0 | 416 | 936 | 61 | 673 | BS1 | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 673 | BB | 0 | | 0 | 0 | 0 | REMBOURSEMENT SUBVENTION ADOUR | | 4 135,00 | 29/09/2017 |
| 2017 | 0 | 417 | 936 | 621 | 673 | BB | 0 | | 0 | 0 | 936 | 61 | 673 | BS1 | 0 | | 0 | 0 | 0 | REMBOURSEMENT SUBVENTION ADOUR | | 4 135,00 | 29/09/2017 |
| 2017 | 0 | 422 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 64131 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | TRANSFERT CREDITS SUR LIGNE RH | POUR REMUNERATION VACATAIRE | 20 000,00 | 03/10/2017 |
| 2017 | 0 | 423 | 936 | 621 | 678 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 64131 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | TRANSFERT CREDITS SUR LIGNE RH | POUR REMUNERATION VACATAIRE | 5 000,00 | 03/10/2017 |
| 2017 | 0 | 425 | 936 | 621 | 6251 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6184 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | FORMATION | FORMATION | 2 000,00 | 03/10/2017 |
| 2017 | 0 | 429 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | Virement interne Langogne | | 1 710,00 | 03/10/2017 |
| 2017 | 0 | 433 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60628 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE 20 VERS 100953 | | 7 500,00 | 05/10/2017 |
| 2017 | 0 | 434 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60628 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE 58 VERS 100953 | | 6 699,49 | 05/10/2017 |
| 2017 | 0 | 447 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIRT SDG 426 VERS SDG 226 | VIRT SDG 426 VERS SDG 226 | 1 000,00 | 06/10/2017 |
| 2017 | 0 | 451 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIRT U4 VERS U26 | REVISION EMULSION | 1 000,86 | 09/10/2017 |
| 2017 | 0 | 452 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VIRT U3 VERS U26 | VIRT SDG 43 VERS SDG 426 | 358,06 | 09/10/2017 |
| 2017 | 0 | 454 | 936 | 621 | 6251 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6184 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | FORMATION | FORMATION | 1 500,00 | 09/10/2017 |
| 2017 | 0 | 456 | 936 | 622 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | VRT U4 DE VH A GPER | | 20 000,00 | 09/10/2017 |
| 2017 | 0 | 461 | 936 | 61 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 61 | 64112 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 76,00 | 10/10/2017 |
| 2017 | 0 | 462 | 936 | 621 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6454 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 1 214,00 | 10/10/2017 |
| 2017 | 0 | 463 | 936 | 621 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 64118.1 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 7 000,00 | 10/10/2017 |
| 2017 | 0 | 464 | 936 | 621 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6472 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 34,00 | 10/10/2017 |
| 2017 | 0 | 470 | 936 | 621 | 615221 | RB | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6156 | RB | 0 | | 0 | 0 | 0 | Transfert /autres imputations | | 6 000,00 | 11/10/2017 |
| 2017 | 0 | 478 | 936 | 68 | 65732 | BN | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60622 | R | 0 | | 0 | 0 | 0 | DMNT TIC / R | | 104 580,00 | 16/10/2017 |

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 1ER AOUT 2017 AU 16 NOVEMBRE 2017

DM3 / 2017

BUDGET PRINCIPAL

| Exer. | Bud get | N° vireme nt | Imputation d'origine | | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | |
|-------|---------|--------------|----------------------|-------------|-----------|---------|-------|------------------|-----------|----------|------------|-----------|----------------|---------|----------|-------|------|-----------|--------------------------------|-----------------------|-------------|------------|
| | | | Chapit re | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapit re | Sous-Chapitr e | Article | Servic e | Année | Code | | | | | Année op. |
| 2017 | 0 | 479 | 936 | 68 | 6745 | BN | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60622 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | DMNT TIC / R | | 45 000,00 | 16/10/2017 |
| 2017 | 0 | 486 | 936 | 622 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 615231 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement vers SDG 115 | | 800,00 | 19/10/2017 |
| 2017 | 0 | 494 | 936 | 622 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 622 | 615231 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | Prestations com com GEVAUDAN | | 1 794,00 | 23/10/2017 |
| 2017 | 0 | 496 | 936 | 621 | 60622 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60628 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | VIR DE 100964 VERS 100953 | | 50 000,00 | 23/10/2017 |
| 2017 | 0 | 511 | 936 | 621 | 615221 | RB | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 61558 | RB | 0 | 0 | 0 | 0 | pour imputation 936-621-61558 | | 200,00 | 25/10/2017 |
| 2017 | 0 | 518 | 936 | 621 | 678 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | VIRT SDG 40 VERS SDG 61 | CDE ABSORBANT | 3 417,60 | 31/10/2017 |
| 2017 | 0 | 537 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | Cde Loxam 2017/13 | | 820,00 | 08/11/2017 |
| 2017 | 0 | 540 | 936 | 621 | 60622 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 61551 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | VIR DE 100964 VERS 100956 | | 20 000,00 | 09/11/2017 |
| 2017 | 0 | 542 | 936 | 621 | 60632 | RB | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 615221 | RB | 0 | 0 | 0 | 0 | Transfert /autres imputations | | 3 100,00 | 10/11/2017 |
| 2017 | 0 | 544 | 936 | 621 | 615231 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement Cde Florac 2017/21 | | 5 000,00 | 10/11/2017 |
| 2017 | 0 | 545 | 936 | 622 | 60633 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 622 | 615231 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | Prestations com com TERRES D'A | | 3 279,50 | 10/11/2017 |
| 2017 | 0 | 549 | 936 | 621 | 615231 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 60633 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | Demande UTCD du 14/11/17 | | 100,00 | 14/11/2017 |
| 2017 | 0 | 553 | 936 | 61 | 6251 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 61 | 64112 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE CREDIT NOVEMB 2017 | | 470,00 | 14/11/2017 |
| 2017 | 0 | 554 | 936 | 621 | 64168 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6472 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE CREDIT NOVEMB 2017 | | 732,00 | 14/11/2017 |
| 2017 | 0 | 557 | 936 | 621 | 64111 | BFH | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6475 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement de crédit Visite médi | | 200,00 | 15/11/2017 |
| 2017 | 0 | 560 | 936 | 621 | 615231 | R | 0 | | 0 | 0 | 936 | 621 | 6135 | R | 0 | 0 | 0 | 0 | VIRT SDG 3 VERS SDG 6 | VIRT SDG 3 VERS SDG 6 | 1 049,00 | 16/11/2017 |
| 2017 | 0 | 315 | 937 | 738 | 65734.301 | BS3 | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | 937 | 738 | 617 | BS3 | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 25 000,00 | 04/09/2017 |
| 2017 | 0 | 449 | 937 | 70 | 6236 | DID | 0 | 2017 | PDID | 1000 | 937 | 731 | 60632 | DID | 0 | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 30,00 | 06/10/2017 |
| 2017 | 0 | 487 | 937 | 70 | 6236 | DID | 0 | 2017 | PDID | 1000 | 937 | 731 | 6234 | DID | 0 | 2017 | PDID | 1000 | Virement de crédits | | 409,50 | 19/10/2017 |
| 2017 | 0 | 303 | 938 | 81 | 6574.22 | RT | 0 | 0 | 0 | 0 | 938 | 821 | 6245 | RT | 0 | 0 | 0 | 0 | solde ATH 2016/2017 | | 3 000,00 | 31/08/2017 |
| 2017 | 0 | 428 | 938 | 81 | 6245.2 | RT | 0 | 0 | 0 | 0 | 938 | 81 | 6574.12 | RT | 0 | 0 | 0 | 0 | VRT CREDIT | | 7 000,00 | 03/10/2017 |
| 2017 | 0 | 519 | 938 | 81 | 6245.3 | RT | 0 | 0 | 0 | 0 | 938 | 81 | 6245 | RT | 0 | 0 | 0 | 0 | VIREMENT DE CREDIT CLASSIQUE | | 17 000,00 | 31/10/2017 |
| 2017 | 0 | 523 | 938 | 81 | 6245.2 | RT | 0 | 0 | 0 | 0 | 938 | 80 | 6184 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | Virement PEGASE | | 1 120,00 | 02/11/2017 |
| 2017 | 0 | 536 | 938 | 81 | 6245.2 | RT | 0 | 0 | 0 | 0 | 938 | 81 | 65734 | RT | 0 | 0 | 0 | 0 | VRT CREDIT | | 14 500,00 | 08/11/2017 |
| 2017 | 0 | 305 | 939 | 928 | 6574 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 928 | 65734 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 2 775,00 | 31/08/2017 |
| 2017 | 0 | 316 | 939 | 95 | 6513 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 95 | 6233 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | Virt Salon | | 500,00 | 05/09/2017 |
| 2017 | 0 | 320 | 939 | 90 | 65734 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 90 | 65737 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 5 000,00 | 06/09/2017 |
| 2017 | 0 | 321 | 939 | 90 | 6234 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 90 | 60623 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 200,00 | 06/09/2017 |
| 2017 | 0 | 375 | 939 | 928 | 6574 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 95 | 6513 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | Besoin Alumps | | 4 000,00 | 20/09/2017 |
| 2017 | 0 | 384 | 939 | 95 | 6513 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 95 | 6574 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | Virement vers Démo médi | | 4 000,00 | 26/09/2017 |
| 2017 | 0 | 427 | 939 | 928 | 6574 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 95 | 6513 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 1 200,00 | 03/10/2017 |
| 2017 | 0 | 465 | 939 | 90 | 64111 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 939 | 90 | 64118.1 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 80,00 | 10/10/2017 |
| 2017 | 0 | 466 | 939 | 90 | 64111 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 939 | 90 | 64113 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 54,00 | 10/10/2017 |
| 2017 | 0 | 467 | 939 | 90 | 64111 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | 939 | 90 | 64131 | BFH | 0 | 0 | 0 | 0 | Paie octobre 2017 | | 1 416,00 | 10/10/2017 |
| 2017 | 0 | 482 | 939 | 94 | 6574 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 90 | 6574 | DAD | 0 | 2017 | PDAD | 1001 | Virt ESS | | 5 000,00 | 17/10/2017 |
| 2017 | 0 | 503 | 939 | 94 | 6574 | BB | 0 | 2017 | PDFB | 1003 | 939 | 91 | 6574 | BB | 0 | 2017 | PDFB | 1003 | Suite à CP du 23-10-2017 | | 6 352,00 | 24/10/2017 |
| 2017 | 0 | 504 | 939 | 94 | 6574 | BB | 0 | 2017 | PDFB | 1003 | 939 | 93 | 6574 | BB | 0 | 2017 | PDFB | 1003 | Suite à CP du 23-10-2017 | | 940,00 | 24/10/2017 |
| 2017 | 0 | 509 | 939 | 94 | 6574 | BB | 0 | 2017 | PDFB | 1003 | 939 | 91 | 6574 | BB | 0 | 2017 | PDFB | 1003 | Suite à CP du 23-10-2017 | | 1 943,00 | 25/10/2017 |

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 1ER AOUT 2017 AU 16 NOVEMBRE 2017
DM3 / 2017

BUDGET PRINCIPAL

| Exer. | Bud get | Imputation d'origine | | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | | | | |
|----------------|---------|----------------------|----------|-------------|----------|---------|------------------|----------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|---------|---------|-------|-----------|-----------|---------|-------------|--------------------------------|-----------|----------|------------|
| | | N° virement | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | Année | | | | | Code | Année op. | Code op. | Numéro op. |
| 2017 | 0 | 513 | 939 | 928 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | 939 | 91 | 6574 | BB | 0 | | 2017 | PDFB | 1003 | MOUVEMENTS SUBVENTIONS | | 200,00 | 26/10/2017 |
| 2017 | 0 | 516 | 939 | 928 | 6574 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 928 | 65737 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 6 600,00 | 30/10/2017 |
| 2017 | 0 | 530 | 939 | 90 | 6188 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 90 | 6234 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | Virement de crédits | | 161,00 | 06/11/2017 |
| 2017 | 0 | 531 | 939 | 94 | 65734.19 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | 939 | 94 | 6574.88 | DAD | 0 | | 2017 | PDAD | 1001 | Virements | | 234,52 | 07/11/2017 |
| 2017 | 0 | 555 | 939 | 90 | 64131 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | 939 | 90 | 64113 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT DE CREDIT NOVEMB 2017 | | 831,00 | 14/11/2017 |
| 2017 | 0 | 556 | 939 | 90 | 64131 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | 939 | 90 | 64118.1 | BFH | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT DE CREDIT NOVEMB 2017 | | 121,00 | 14/11/2017 |
| TOTAL : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 4 132 841,10 | | | |

BUDGET ANNEXE DU LDA

| Exer. | Bud get | Imputation d'origine | | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | | | | |
|----------------|---------|----------------------|----------|-------------|---------|---------|------------------|----------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|---------|---------|-------|-----------|-----------|---------|-------------|-------------------------------|-----------|----------|------------|
| | | N° virement | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | Année | | | | | Code | Année op. | Code op. | Numéro op. |
| 2017 | 1 | 253 | | | 6281 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 60636 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 60636 | | 400,00 | 02/08/2017 |
| 2017 | 1 | 254 | | | 60668 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 62268 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 62268 | | 5 000,00 | 02/08/2017 |
| 2017 | 1 | 264 | | | 62268 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 6281 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 6281 | | 350,00 | 04/08/2017 |
| 2017 | 1 | 317 | | | 6156 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 62268 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 62268 | | 2 539,92 | 05/09/2017 |
| 2017 | 1 | 318 | | | 6156 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 6281 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 6281 | | 211,20 | 05/09/2017 |
| 2017 | 1 | 380 | | | 60668 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 62268 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 62268 | | 1 000,00 | 22/09/2017 |
| 2017 | 1 | 432 | | | 6188 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 60621 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 60621 | | 3 000,00 | 05/10/2017 |
| 2017 | 1 | 448 | | | 6188 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 62268 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 62268 | | 300,00 | 06/10/2017 |
| 2017 | 1 | 491 | | | 6188 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 62268 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 62268 | | 500,00 | 20/10/2017 |
| 2017 | 1 | 529 | | | 60668 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 62268 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 62268 | | 2 000,00 | 06/11/2017 |
| 2017 | 1 | 534 | | | 61521 | RB | 0 | | 0 | | 0 | | | 615221 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 1 000,00 | 08/11/2017 |
| 2017 | 1 | 547 | | | 60623 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 60636 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 60636 | | 40,00 | 10/11/2017 |
| 2017 | 1 | 551 | | | 60623 | BM | 0 | | 0 | | 0 | | | 62268 | BM | 0 | | 0 | | 0 | VIREMENT VERS LIGNE 62268 | | 65,00 | 14/11/2017 |
| TOTAL : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 16 406,12 | | | |

BUDGET ANNEXE DE L'AIRE DE LA LOZERE

| Exer. | Bud get | Imputation d'origine | | | | | Imputation cible | | | | | | | | | | Libellé 1 | Libellé 2 | Montant | Date Créat. | | | | |
|----------------|---------|----------------------|----------|-------------|---------|---------|------------------|----------------|-----------|----------|------------|----------|---------------|---------|---------|-------|-----------|-----------|---------|-------------|-------------------------------|-----------|----------|------------|
| | | N° virement | Chapitre | Code Fonct. | Article | Service | Année | Code Enveloppe | Année op. | Code op. | Numéro op. | Chapitre | Sous-Chapitre | Article | Service | Année | | | | | Code | Année op. | Code op. | Numéro op. |
| 2017 | 2 | 480 | | | 615221 | RB | 0 | | 0 | | 0 | | | 6156 | RB | 0 | | 0 | | 0 | Transfert /autres imputations | | 3 000,00 | 16/10/2017 |
| TOTAL : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 000,00 | | | |

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|------------------------------------|---------|------|-------------|-------------|----------------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| | | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | Somme : | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------|--------------|----------|----------------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 930 | 020 | 6132 | Locations immobilières | DID | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0201 | 60623 | Alimentation | BFH | F | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| | 0201 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 62 700,00 | 1 960,00 | 0,00 | -30 000,00 | 34 660,00 | 0,00 | 34 660,00 |
| | 0201 | 6218 | Autre personnel extérieur | BFH | F | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 000,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| | 0201 | 6225 | Indemnités au comptable et aux régisseurs | BFH | F | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | 0201 | 62268 | AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... | BMP | F | 22 500,00 | 0,00 | -5 000,00 | -7 000,00 | 10 500,00 | 0,00 | 10 500,00 |
| | 0201 | 6227 | Frais d'actes et de contentieux | BMP | F | 20 000,00 | 0,00 | -10 000,00 | -7 000,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | 0201 | 6231 | Annonces et insertions | BFH | F | 14 163,00 | 0,00 | 0,00 | -6 000,00 | 8 163,00 | 0,00 | 8 163,00 |
| | 0201 | 6231 | Annonces et insertions | BMP | F | 45 000,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| | 0201 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 24 700,00 | 0,00 | 0,00 | -4 000,00 | 20 700,00 | 0,00 | 20 700,00 |
| | 0201 | 6255 | Frais de déménagement | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0201 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 12 157,00 | 0,00 | 0,00 | -1 800,00 | 10 357,00 | 0,00 | 10 357,00 |
| | 0201 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | -2 238,00 | 11 762,00 | 0,00 | 11 762,00 |
| | 0201 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 42 780,00 | 0,00 | 0,00 | 3 130,00 | 45 910,00 | 0,00 | 45 910,00 |
| | 0201 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 2 021 000,00 | 0,00 | -659,00 | -20 000,00 | 2 000 341,00 | 0,00 | 2 000 341,00 |
| | 0201 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 25 100,00 | 0,00 | 25 100,00 |
| | 0201 | 64113 | NBI | BFH | F | 15 500,00 | 0,00 | 0,00 | 890,00 | 16 390,00 | 0,00 | 16 390,00 |
| | 0201 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 485 350,00 | 0,00 | 0,00 | -4 000,00 | 481 350,00 | 0,00 | 481 350,00 |
| | 0201 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 22 000,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 | 22 300,00 | 0,00 | 22 300,00 |
| | 0201 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 295 000,00 | 0,00 | 0,00 | -47 178,00 | 247 822,00 | 0,00 | 247 822,00 |
| | 0201 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 465 233,00 | 0,00 | 0,00 | -65 000,00 | 400 233,00 | 0,00 | 400 233,00 |
| | 0201 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 | -27 000,00 | 673 000,00 | 0,00 | 673 000,00 |
| | 0201 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 15 000,00 | 0,00 | 659,00 | -3 800,00 | 11 859,00 | 0,00 | 11 859,00 |
| | 0201 | 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | BFH | F | 727 000,00 | 0,00 | 0,00 | 7 000,00 | 734 000,00 | 0,00 | 734 000,00 |
| | 0201 | 6456 | Versement au F.N.C du supplément familial | BFH | F | 5 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 400,00 | 0,00 | 5 400,00 |
| | 0201 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------|----------|--|-----|---|------------|------|------------|------------|------------|------|------------|
| 0201 | 6474 | VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES | BFH | F | 170 000,00 | 0,00 | 0,00 | -22 324,00 | 147 676,00 | 0,00 | 147 676,00 |
| 0201 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 110 000,00 | 0,00 | 0,00 | -5 000,00 | 105 000,00 | 0,00 | 105 000,00 |
| 0201 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 65 000,00 | 0,00 | 0,00 | -7 000,00 | 58 000,00 | 0,00 | 58 000,00 |
| 0202 | 60611 | Eau et assainissement | RB | F | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| 0202 | 60612 | Energie - Electricité | RB | F | 116 000,00 | 0,00 | -20 000,00 | 10 000,00 | 106 000,00 | 0,00 | 106 000,00 |
| 0202 | 60621 | Combustibles | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 60621 | Combustibles | RB | F | 70 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | 33 000,00 | 123 000,00 | 0,00 | 123 000,00 |
| 0202 | 60622 | Carburants | BMG | F | 60 000,00 | 0,00 | -9 700,00 | -50 000,00 | 300,00 | 0,00 | 300,00 |
| 0202 | 60623 | Alimentation | B | F | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 0202 | 60623 | Alimentation | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 60628 | Autres fournitures non stockées | CAB | F | 1 000,00 | 0,00 | 431,00 | 0,00 | 1 431,00 | 0,00 | 1 431,00 |
| 0202 | 60631 | Fournitures d'entretien | BMG | F | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 |
| 0202 | 60631 | Fournitures d'entretien | CAB | F | 280,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 280,00 | 0,00 | 280,00 |
| 0202 | 60632 | Fournitures de petit équipement | BMG | F | 23 000,00 | 0,00 | 4 000,00 | -2 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 |
| 0202 | 60632.1 | Autres fournitures - Informatique | BFI | F | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| 0202 | 60632.20 | Acquisition petit matériel - Conseil général | CAB | F | 1 000,00 | 0,00 | -681,00 | 0,00 | 319,00 | 0,00 | 319,00 |
| 0202 | 60636 | Habillement et vêtements de travail | BFH | F | 14 000,00 | 0,00 | -3 019,03 | 0,00 | 10 980,97 | 0,00 | 10 980,97 |
| 0202 | 60636 | Habillement et vêtements de travail | BMG | F | 61 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 61 000,00 | 0,00 | 61 000,00 |
| 0202 | 6064 | Fournitures administratives | BMG | F | 61 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 61 000,00 | 0,00 | 61 000,00 |
| 0202 | 6064 | Fournitures administratives | DID | F | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| 0202 | 6065 | Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques) | CAB | F | 1 286,00 | 0,00 | 1 513,96 | 0,00 | 2 799,96 | 0,00 | 2 799,96 |
| 0202 | 60668 | Autres produits pharmaceutiques | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 3 019,03 | 0,00 | 3 019,03 | 0,00 | 3 019,03 |
| 0202 | 611 | Contrats de prestations de services | BB | F | 6 000,00 | 0,00 | -3 598,91 | 0,00 | 2 401,09 | 0,00 | 2 401,09 |
| 0202 | 611 | Contrats de prestations de services | BMG | F | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 000,00 | 0,00 | 18 000,00 |
| 0202 | 611 | Contrats de prestations de services | RB | F | 13 058,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 058,00 | 0,00 | 13 058,00 |
| 0202 | 6132 | Locations immobilières | DID | F | 347 200,00 | 0,00 | -10 641,53 | 19 700,00 | 356 258,47 | 0,00 | 356 258,47 |
| 0202 | 6135 | Locations mobilières | BFI | F | 93 000,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 97 000,00 | 0,00 | 97 000,00 |
| 0202 | 614 | Charges locatives et de copropriété | DID | F | 44 100,00 | 0,00 | 14 888,47 | 26 000,00 | 84 988,47 | 0,00 | 84 988,47 |
| 0202 | 61521 | Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS) | CAB | F | 1 500,00 | 0,00 | -40,00 | 0,00 | 1 460,00 | 0,00 | 1 460,00 |
| 0202 | 61521 | Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS) | RB | F | 8 000,00 | 0,00 | -5 000,00 | -3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 615221 | BATIMENTS PUBLICS | RB | F | 35 347,00 | 0,00 | 480,00 | -7 500,00 | 28 327,00 | 0,00 | 28 327,00 |
| 0202 | 61558 | Autres biens mobiliers | BMG | F | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 |
| 0202 | 61558 | Autres biens mobiliers | RB | F | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 0202 | 61558.1 | Entretien du matériel informatique | BFI | F | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| 0202 | 6156 | Maintenance | BFI | F | 357 800,00 | 0,00 | -7 000,00 | 0,00 | 350 800,00 | 0,00 | 350 800,00 |
| 0202 | 6156 | Maintenance | BMG | F | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500,00 | 0,00 | 4 500,00 |
| 0202 | 6156 | Maintenance | BN | F | 50 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 500,00 | 0,00 | 50 500,00 |
| 0202 | 6156 | Maintenance | RB | F | 22 214,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 22 214,00 | 0,00 | 22 214,00 |
| 0202 | 6161 | MULTIRISQUES | BMG | F | 200 000,00 | 0,00 | 14 420,00 | 0,00 | 214 420,00 | 0,00 | 214 420,00 |
| 0202 | 6168 | AUTRES | BMG | F | 33 000,00 | 0,00 | -2 000,00 | 0,00 | 31 000,00 | 0,00 | 31 000,00 |
| 0202 | 6182 | Documentation générale et technique | BMG | F | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------|---------|--|-----|---|------------|------|------------|-----------|------------|------|------------|
| 0202 | 6188 | Autres frais divers | BB | F | 50 000,00 | 0,00 | -30 916,08 | 7 300,00 | 26 383,92 | 0,00 | 26 383,92 |
| 0202 | 6188 | Autres frais divers | BE | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 6188 | Autres frais divers | BFI | F | 13 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 000,00 | 0,00 | 13 000,00 |
| 0202 | 6188 | Autres frais divers | BMG | F | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 |
| 0202 | 6188 | Autres frais divers | CAB | F | 1 010,00 | 0,00 | 6 073,00 | 0,00 | 7 083,00 | 0,00 | 7 083,00 |
| 0202 | 6188 | Autres frais divers | RB | F | 1 100,00 | 0,00 | 4 520,00 | 0,00 | 5 620,00 | 0,00 | 5 620,00 |
| 0202 | 6231 | Annonces et insertions | BMG | F | 8 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 300,00 | 0,00 | 8 300,00 |
| 0202 | 6233 | Foires et expositions | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 6236 | Catalogues et imprimés et publications | BMG | F | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 7 000,00 | 47 000,00 | 0,00 | 47 000,00 |
| 0202 | 6241 | Transports de biens | BMG | F | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| 0202 | 6241.2 | Frêts et transports administratifs - Informatique | BFI | F | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| 0202 | 6245 | Transports de personnes extérieures à la collectivité | CAB | F | 0,00 | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| 0202 | 6247 | Transports collectifs du personnel | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 6247 | Transports collectifs du personnel | CAB | F | 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 900,00 | 0,00 | 900,00 |
| 0202 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | CAB | F | 0,00 | 0,00 | 2 600,00 | 0,00 | 2 600,00 | 0,00 | 2 600,00 |
| 0202 | 6261 | Frais d'affranchissement | BMG | F | 125 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 564,00 | 126 564,00 | 0,00 | 126 564,00 |
| 0202 | 6262 | Frais de télécommunications | BFI | F | 166 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 166 000,00 | 0,00 | 166 000,00 |
| 0202 | 6281 | Concours divers (cotisations) | BB | F | 7 300,00 | 0,00 | 0,00 | -7 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 6281 | Concours divers (cotisations) | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 6281 | Concours divers (cotisations) | BFI | F | 6 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 700,00 | 0,00 | 6 700,00 |
| 0202 | 6281 | Concours divers (cotisations) | DID | F | 17 310,00 | 0,00 | 173,00 | 0,00 | 17 483,00 | 0,00 | 17 483,00 |
| 0202 | 6281.1 | CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 5 956,08 | 0,00 | 5 956,08 | 0,00 | 5 956,08 |
| 0202 | 6283 | Frais de nettoyage des locaux | BMG | F | 295 000,00 | 0,00 | -4 600,00 | 13 000,00 | 303 400,00 | 0,00 | 303 400,00 |
| 0202 | 6288 | Autres | BMG | F | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 0202 | 6288 | Autres | CAB | F | 800,00 | 0,00 | -800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 63512 | Taxes foncières | DID | F | 42 000,00 | 0,00 | 12 764,57 | 0,00 | 54 764,57 | 0,00 | 54 764,57 |
| 0202 | 63513 | Autres impôts locaux | DID | F | 700,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 | 701,00 | 0,00 | 701,00 |
| 0202 | 6488 | Autres charges | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 6488.58 | Autres charges - Parkings | BMG | F | 92 000,00 | 0,00 | -6 720,00 | 0,00 | 85 280,00 | 0,00 | 85 280,00 |
| 0202 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,06 | 0,06 | 0,00 | 0,06 |
| 0202 | 6568 | Autres participations | BFI | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 0202 | 65734 | Communes et structures intercommunales | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 65734 | Communes et structures intercommunales | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 11 000,00 | 0,00 | -4 600,00 | 0,00 | 6 400,00 | 0,00 | 6 400,00 |
| 0202 | 6574.41 | SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT | BB | F | 100 000,00 | 0,00 | 3 360,00 | 10 000,00 | 113 360,00 | 0,00 | 113 360,00 |
| 0202 | 6711 | Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | DID | F | 0,00 | 0,00 | 1 911,49 | 0,00 | 1 911,49 | 0,00 | 1 911,49 |
| 0202 | 678 | Autres charges exceptionnelles | BMG | F | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 0202 | 678 | Autres charges exceptionnelles | DID | F | 1 063,00 | 0,00 | 603,00 | 0,00 | 1 603,00 | 0,00 | 1 603,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|---------|--|----------------|---|---------------------|-----------------|-------------|--------------------|---------------------|-------------|---------------------|
| 021 | 60623 | Alimentation | CAB | F | 15 000,00 | 0,00 | -3 900,00 | 0,00 | 11 100,00 | 0,00 | 11 100,00 |
| 021 | 611 | Contrats de prestations de services | BB | F | 0,00 | 0,00 | 3 598,91 | 0,00 | 3 598,91 | 0,00 | 3 598,91 |
| 021 | 6232 | Fêtes et cérémonies | CAB | F | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 021 | 6234 | Réceptions | CAB | F | 34 204,00 | 0,00 | -11 596,96 | 0,00 | 22 607,04 | 0,00 | 22 607,04 |
| 021 | 6245 | Transports de personnes extérieures à la collectivité | CAB | F | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 021 | 6261 | Frais d'affranchissement | CAB | F | 20,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20,00 | 0,00 | 20,00 |
| 021 | 6281 | Concours divers (cotisations) | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | 6531 | Indemnités | BFH | F | 540 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 600,00 | 543 600,00 | 0,00 | 543 600,00 |
| 021 | 6532 | Frais de mission et de déplacement | BFH | F | 30 000,00 | 0,00 | 7 000,00 | 7 000,00 | 44 000,00 | 0,00 | 44 000,00 |
| 021 | 6533 | Cotisations de retraite | BFH | F | 55 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 500,00 | 53 500,00 | 0,00 | 53 500,00 |
| 021 | 6534 | Cotisations de sécurité sociale - part patronale | BFH | F | 122 095,00 | 0,00 | 0,00 | -11 000,00 | 111 095,00 | 0,00 | 111 095,00 |
| 021 | 6535 | Formation | BFH | F | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 023 | 60623 | Alimentation | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | 60632 | Fournitures de petit équipement | COM | F | 2 000,00 | 0,00 | 3 492,00 | 0,00 | 5 492,00 | 0,00 | 5 492,00 |
| 023 | 611 | Contrats de prestations de services | COM | F | 22 000,00 | 0,00 | -588,00 | -6 000,00 | 15 412,00 | 0,00 | 15 412,00 |
| 023 | 6135 | Locations mobilières | COM | F | 1 000,00 | 0,00 | -631,00 | 0,00 | 369,00 | 0,00 | 369,00 |
| 023 | 61558 | Autres biens mobiliers | COM | F | 0,00 | 0,00 | 1 008,00 | 0,00 | 1 008,00 | 0,00 | 1 008,00 |
| 023 | 6188 | Autres frais divers | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | 6188 | Autres frais divers | COM | F | 32 500,00 | 0,00 | 0,00 | -3 000,00 | 29 500,00 | 0,00 | 29 500,00 |
| 023 | 6188.1 | AUTRES FRAIS DIVERS | COM | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | 6188.97 | AUTRES FRAIS DIVERS MAGAZINE DEPARTEMENTAL | COM | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | 6231 | Annonces et insertions | COM | F | 108 000,00 | 0,00 | 5 101,00 | -8 000,00 | 105 101,00 | 0,00 | 105 101,00 |
| 023 | 6231.1 | ANNONCES ET INSERTIONS | COM | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | 6233 | Foires et expositions | COM | F | 160 000,00 | 0,00 | -3 970,00 | -7 000,00 | 149 030,00 | 0,00 | 149 030,00 |
| 023 | 6234 | Réceptions | COM | F | 12 000,00 | 0,00 | -500,00 | 0,00 | 11 500,00 | 0,00 | 11 500,00 |
| 023 | 6236 | Catalogues et imprimés et publications | COM | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | 6236.1 | CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS | COM | F | 22 700,00 | 0,00 | 37 450,00 | 0,00 | 60 150,00 | 0,00 | 60 150,00 |
| 023 | 6236.2 | CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS - IMPRESSION MAGAZINE | COM | F | 28 000,00 | 0,00 | -202,00 | -1 000,00 | 26 798,00 | 0,00 | 26 798,00 |
| 023 | 6238.21 | Objets promotionnels | COM | F | 65 000,00 | 0,00 | -34 000,00 | 0,00 | 31 000,00 | 0,00 | 31 000,00 |
| 023 | 6241 | Transports de biens | COM | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | 65734 | Communes et structures intercommunales | COM | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 023 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | COM | F | 21 800,00 | 0,00 | 340,00 | -5 000,00 | 17 140,00 | 0,00 | 17 140,00 |
| 930 | | | Somme : | | 9 396 407,00 | 1 960,00 | 0,00 | -122 055,94 | 9 276 311,06 | 0,00 | 9 276 311,06 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---------------------|---------|------|------|---------|----------------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 931 | 12 | 6553 | Services d'incendie | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 12 | 6553 | Services d'incendie | l01 | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|--------|--|----------------|---|---------------------|-------------|-------------|------------------|---------------------|-------------|---------------------|
| 12 | 6553.1 | SERVICE D'INCENDIE | BB | F | 3 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 3 450 000,00 | 0,00 | 3 450 000,00 |
| 12 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 12 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | DAD | F | 47 000,00 | 0,00 | 0,00 | -270,00 | 46 730,00 | 0,00 | 46 730,00 |
| 12 | 65734 | Communes et structures intercommunales | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 12 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | -11 260,00 | 13 740,00 | 0,00 | 13 740,00 |
| 18 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | DAD | F | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | -10 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| 18 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | R | F | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 |
| 931 | | | Somme : | | 3 544 000,00 | 0,00 | 0,00 | 28 470,00 | 3 572 470,00 | 0,00 | 3 572 470,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------|--------------|---------|----------------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 932 | 20 | 60621 | Combustibles | RB | F | 52 076,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 52 076,00 | 0,00 | 52 076,00 |
| | 20 | 611 | Contrats de prestations de services | RB | F | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| | 20 | 615221 | BATIMENTS PUBLICS | RB | F | 8 600,00 | 0,00 | -2 100,00 | 0,00 | 6 500,00 | 0,00 | 6 500,00 |
| | 20 | 61558 | Autres biens mobiliers | RB | F | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| | 20 | 6156 | Maintenance | RB | F | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| | 20 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | -2 000,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | 20 | 6218 | Autre personnel extérieur | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 20 | 6228 | RÉMUNÉRATIONS INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS | RB | F | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| | 20 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 7 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 700,00 | 0,00 | 7 700,00 |
| | 20 | 6255 | Frais de déménagement | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 20 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 50,00 | 1 550,00 | 0,00 | 1 550,00 |
| | 20 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 9 950,00 | 0,00 | 0,00 | 900,00 | 10 850,00 | 0,00 | 10 850,00 |
| | 20 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 21 678,00 | 0,00 | 0,00 | -2 000,00 | 19 678,00 | 0,00 | 19 678,00 |
| | 20 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 1 867 000,00 | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 1 883 000,00 | 0,00 | 1 883 000,00 |
| | 20 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 28 747,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 747,00 | 0,00 | 28 747,00 |
| | 20 | 64113 | NBI | BFH | F | 5 500,00 | 0,00 | 0,00 | -200,00 | 5 300,00 | 0,00 | 5 300,00 |
| | 20 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 251 191,00 | 0,00 | 0,00 | -21 000,00 | 230 191,00 | 0,00 | 230 191,00 |
| | 20 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 20 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 228 780,00 | 0,00 | 0,00 | 44 000,00 | 272 780,00 | 0,00 | 272 780,00 |
| | 20 | 64168 | Autres emplois aidés | BFH | F | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| | 20 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 390 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 300,00 | 402 300,00 | 0,00 | 402 300,00 |
| | 20 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 | -22 000,00 | 678 000,00 | 0,00 | 678 000,00 |
| | 20 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | -11 000,00 | 19 000,00 | 0,00 | 19 000,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|---------|--|-----|---|------------|------|------------|------------|------------|------|------------|
| 20 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 4 300,00 | 0,00 | 0,00 | -3 800,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| 20 | 6473 | Allocations de chômage | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 20 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | -9 200,00 | 10 800,00 | 0,00 | 10 800,00 |
| 20 | 6568.3 | Participation Frais Services Publics - C.D.D.P. | BD | F | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 13 000,00 | 0,00 | 13 000,00 |
| 20 | 65738 | Organismes publics divers | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BD | F | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 500,00 | 12 500,00 | 0,00 | 12 500,00 |
| 21 | 6132 | Locations immobilières | DID | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 638,38 | 638,38 | 0,00 | 638,38 |
| 21 | 6568.31 | Participation Frais Services Publics - Ecole annexe | BD | F | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 21 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 120 000,00 | 0,00 | 8 440,00 | -30 000,00 | 98 440,00 | 0,00 | 98 440,00 |
| 221 | 60612 | Energie - Electricité | RB | F | 203 349,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 203 349,00 | 0,00 | 203 349,00 |
| 221 | 60621 | Combustibles | RB | F | 56 186,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 56 186,00 | 0,00 | 56 186,00 |
| 221 | 60632 | Fournitures de petit équipement | BMG | F | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| 221 | 60632 | Fournitures de petit équipement | RB | F | 25 000,00 | 0,00 | -10 498,78 | 0,00 | 14 501,22 | 0,00 | 14 501,22 |
| 221 | 611 | Contrats de prestations de services | RB | F | 25 000,00 | 0,00 | -3 650,00 | 0,00 | 21 350,00 | 0,00 | 21 350,00 |
| 221 | 6132 | Locations immobilières | DID | F | 17 900,00 | 0,00 | -7 826,81 | 0,00 | 10 073,19 | 0,00 | 10 073,19 |
| 221 | 6135 | Locations mobilières | RB | F | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 500,00 | 0,00 | 3 500,00 |
| 221 | 615221 | BATIMENTS PUBLICS | RB | F | 34 512,00 | 0,00 | 7 298,78 | 0,00 | 41 810,78 | 0,00 | 41 810,78 |
| 221 | 61558 | Autres biens mobiliers | RB | F | 6 000,00 | 0,00 | 4 300,00 | 0,00 | 10 300,00 | 0,00 | 10 300,00 |
| 221 | 6156 | Maintenance | RB | F | 59 000,00 | 0,00 | 150,00 | -7 500,00 | 51 650,00 | 0,00 | 51 650,00 |
| 221 | 6227 | Frais d'actes et de contentieux | DID | F | 6 000,00 | 0,00 | 6 854,81 | 20 000,00 | 32 854,81 | 0,00 | 32 854,81 |
| 221 | 6228 | RÉMUNÉRATIONS INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS | RB | F | 1,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 4 001,00 | 0,00 | 4 001,00 |
| 221 | 6241 | Transports de biens | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 221 | 6245 | Transports de personnes extérieures à la collectivité | BD | F | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 221 | 6288 | Autres | BD | F | 7 766,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 766,00 | 0,00 | 7 766,00 |
| 221 | 63513 | Autres impôts locaux | DID | F | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | -930,00 | 2 070,00 | 0,00 | 2 070,00 |
| 221 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 221 | 65511 | DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PUBLICS | BD | F | 818 917,00 | 0,00 | -8 493,50 | 0,00 | 810 423,50 | 0,00 | 810 423,50 |
| 221 | 65512 | DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PRIVES | BD | F | 529 000,00 | 0,00 | 1 485,37 | 0,00 | 530 485,37 | 0,00 | 530 485,37 |
| 221 | 65512.1 | DOT.FONC.COLLEGES ETB PRIVES - FORFAIT EXTERNAT | BD | F | 280 000,00 | 0,00 | -664,37 | 0,00 | 279 335,63 | 0,00 | 279 335,63 |
| 221 | 6568 | Autres participations | BD | F | 0,00 | 0,00 | 4 848,50 | 0,00 | 4 848,50 | 0,00 | 4 848,50 |
| 221 | 6568 | Autres participations | BFI | F | 43 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 93 000,00 | 0,00 | 93 000,00 |
| 221 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 30 000,00 | 0,00 | -8 340,00 | 0,00 | 21 660,00 | 0,00 | 21 660,00 |
| 221 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BD | F | 15 734,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 734,00 | 0,00 | 15 734,00 |
| 221 | 6711 | Intérêts moratoires et pénalités sur marchés | RB | F | 247 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|----------|--|-----|---|---------------------|-------------|-------------|------------------|---------------------|-------------|---------------------|
| 221 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 | 15 000,00 |
| 222 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 2 000,00 | 0,00 | -100,00 | 0,00 | 1 900,00 | 0,00 | 1 900,00 |
| 23 | 6281 | Concours divers (cotisations) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| 23 | 6568 | Autres participations | BB | F | 0,00 | 0,00 | -2 500,00 | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | 6568.2 | Participation Frais Services Publics - I.U.P. | BD | F | 210 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 500,00 | 222 500,00 | 0,00 | 222 500,00 |
| 23 | 6568.6 | Participation Frais Services Publics - I.U.F.M. | BD | F | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| 23 | 6574.40 | SUBVENTION C.D.T. - ECHANGE GUIZHOU | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | 6513 | Bourses | RT | F | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | -3 046,00 | 6 954,00 | 0,00 | 6 954,00 |
| 28 | 65734 | Communes et structures intercommunales | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | 65734 | Communes et structures intercommunales | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 1 616,00 | 0,00 | 1 616,00 | 0,00 | 1 616,00 |
| 28 | 65738.36 | Subvention voyages linguistiques | BD | F | 20 000,00 | 0,00 | -1 749,00 | 8 450,00 | 26 701,00 | 0,00 | 26 701,00 |
| 28 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | DAD | F | 30 000,00 | 0,00 | -644,00 | -744,00 | 28 612,00 | 0,00 | 28 612,00 |
| 28 | 6574.10 | EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT - ASSOCIATIONS | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | 6574.31 | AIDE TRANSPORTS APPRENTISSAGE NATATION | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | 6574.36 | Subvention voyages linguistiques | BD | F | 20 000,00 | 0,00 | 4 573,00 | 0,00 | 24 573,00 | 0,00 | 24 573,00 |
| 932 | | Somme : | | | 6 354 387,00 | 0,00 | 0,00 | 63 418,38 | 6 417 805,38 | 0,00 | 6 417 805,38 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------|------------|----------|----------------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 933 | 30 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 3 500,00 | 3 215,00 | -2 160,00 | 7 000,00 | 11 555,00 | 0,00 | 11 555,00 |
| | 30 | 6188 | Autres frais divers | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 30 | 6233 | Foires et expositions | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 4 992,00 | -4 992,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 30 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 | 0,00 | 11 000,00 |
| | 30 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 2 900,00 | 0,00 | 0,00 | 150,00 | 3 050,00 | 0,00 | 3 050,00 |
| | 30 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 3 250,00 | 0,00 | 0,00 | 150,00 | 3 400,00 | 0,00 | 3 400,00 |
| | 30 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 5 727,00 | 0,00 | 0,00 | 401,00 | 6 128,00 | 0,00 | 6 128,00 |
| | 30 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 603 000,00 | 0,00 | -15 799,00 | 29 586,00 | 616 787,00 | 0,00 | 616 787,00 |
| | 30 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 7 500,00 | 0,00 | 0,00 | -500,00 | 7 000,00 | 0,00 | 7 000,00 |
| | 30 | 64113 | NBI | BFH | F | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500,00 | 0,00 | 4 500,00 |
| | 30 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 140 901,00 | 0,00 | 0,00 | 1 200,00 | 142 101,00 | 0,00 | 142 101,00 |
| | 30 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|---------|--|-----|---|------------|------|------------|------------|------------|----------|------------|
| 30 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 34 000,00 | 0,00 | 15 625,00 | 27 000,00 | 76 625,00 | 0,00 | 76 625,00 |
| 30 | 64168 | Autres emplois aidés | BFH | F | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | -18 000,00 | 7 000,00 | 0,00 | 7 000,00 |
| 30 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 111 400,00 | 0,00 | 0,00 | 12 850,00 | 124 250,00 | 0,00 | 124 250,00 |
| 30 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 197 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 810,00 | 202 810,00 | 0,00 | 202 810,00 |
| 30 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 3 500,00 | 0,00 | 174,00 | 1 002,00 | 4 676,00 | 0,00 | 4 676,00 |
| 30 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| 30 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| 30 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 16 000,00 | 0,00 | 0,00 | -100,00 | 15 900,00 | 0,00 | 15 900,00 |
| 311 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | BD | F | 555 000,00 | 0,00 | 8 000,00 | 0,00 | 563 000,00 | 0,00 | 563 000,00 |
| 311 | 65734 | Communes et structures intercommunales | BD | F | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| 311 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 125 000,00 | 0,00 | -20 580,00 | 0,00 | 104 420,00 | 0,00 | 104 420,00 |
| 311 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BD | F | 488 000,00 | 0,00 | -8 000,00 | 75 000,00 | 555 000,00 | 0,00 | 555 000,00 |
| 311 | 6574.5 | SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 312 | 60632 | Fournitures de petit équipement | BD | F | 13 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 000,00 | 0,00 | 13 000,00 |
| 312 | 6068 | Autres matières et fournitures | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 312 | 6568 | Autres participations | BD | F | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| 312 | 65734 | Communes et structures intercommunales | BD | F | 19 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 000,00 | 0,00 | 19 000,00 |
| 312 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 5 000,00 | 0,00 | 8 188,00 | 5 000,00 | 18 188,00 | 0,00 | 18 188,00 |
| 312 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 312 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BD | F | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| 313 | 60623 | Alimentation | BI | F | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 313 | 6065 | Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques) | BI | F | 101 800,00 | 0,00 | -1 490,00 | 3 150,00 | 103 460,00 | 0,00 | 103 460,00 |
| 313 | 6065 | Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques) | DID | F | 0,00 | 0,00 | 230,00 | 0,00 | 230,00 | 0,00 | 230,00 |
| 313 | 611 | Contrats de prestations de services | BI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 313 | 61558.3 | ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE | BI | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 1 600,00 | 0,00 | 1 600,00 |
| 313 | 6188 | Autres frais divers | BI | F | 34 200,00 | 0,00 | 3 650,00 | 250,00 | 38 100,00 | 0,00 | 38 100,00 |
| 313 | 6188.1 | AUTRES FRAIS DIVERS | BI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 313 | 6234 | Réceptions | BI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 314 | 6161 | MULTIRISQUES | BMG | F | 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 | 600,00 |
| 314 | 65821 | Déficit des budgets annexes à caractère administratif | BB | F | 62 607,00 | 0,00 | -4 709,00 | -788,00 | 57 110,00 | 4 709,00 | 61 819,00 |
| 315 | 605 | Achats de matériel, équipements et travaux | BH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 315 | 60623 | Alimentation | BH | F | 1 500,00 | 0,00 | -310,97 | 0,00 | 1 189,03 | 0,00 | 1 189,03 |
| 315 | 60632 | Fournitures de petit équipement | BH | F | 0,00 | 0,00 | 1 299,00 | 0,00 | 1 299,00 | 0,00 | 1 299,00 |
| 315 | 6064 | Fournitures administratives | BH | F | 0,00 | 0,00 | 69,00 | 0,00 | 69,00 | 0,00 | 69,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|----------|--|----------------|---|---------------------|-----------------|-------------|-------------------|---------------------|-----------------|---------------------|
| 315 | 611 | Contrats de prestations de services | BH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 315 | 6135 | Locations mobilières | BH | F | 340,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 340,00 | 0,00 | 340,00 |
| 315 | 61558.3 | ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE | BH | F | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 315 | 6156 | Maintenance | BH | F | 2 500,00 | 0,00 | -3,03 | 0,00 | 2 496,97 | 0,00 | 2 496,97 |
| 315 | 6182 | Documentation générale et technique | BH | F | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 |
| 315 | 6188 | Autres frais divers | BH | F | 31 160,00 | 0,00 | -200,00 | -30 960,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 315 | 6188.106 | AUTRES FRAIS DIVERS - EXPO CLIMATOLOGIE ITINERANTE 2008 | BH | F | 10 000,00 | 0,00 | -714,00 | 0,00 | 9 286,00 | 0,00 | 9 286,00 |
| 315 | 6188.107 | AUTRES FRAIS DIVERS - PUBLICATIONS OUVRAGES D'ART | BH | F | 2 000,00 | 0,00 | -20,00 | -990,00 | 990,00 | 0,00 | 990,00 |
| 315 | 6234 | Réceptions | BH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 315 | 6241 | Transports de biens | BH | F | 500,00 | 0,00 | -120,00 | 0,00 | 380,00 | 0,00 | 380,00 |
| 32 | 6188 | Autres frais divers | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 32 | 65735 | Autres groupements collectivités collect.statut particulier | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 32 | 65735 | Autres groupements collectivités collect.statut particulier | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 32 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 170 000,00 | 0,00 | 17 101,00 | 74 400,00 | 261 501,00 | 0,00 | 261 501,00 |
| 32 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BD | F | 139 940,00 | 0,00 | -27 300,00 | 15 000,00 | 127 640,00 | 0,00 | 127 640,00 |
| 32 | 6574.14 | AIDE AUX COMITES SPORTIFS | BD | F | 45 000,00 | 0,00 | 25 000,00 | 10 000,00 | 80 000,00 | 0,00 | 80 000,00 |
| 32 | 6574.18 | EQUIPES SPORTIVES EVOLUANT AU NIVEAU NATIONAL | BD | F | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 110 000,00 | 190 000,00 | 0,00 | 190 000,00 |
| 32 | 6574.20 | Politique de formation des jeunes sportifs | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 32 | 6574.45 | SUBVENTIONS MANIFESTATIONS SPORTIVES | BD | F | 103 000,00 | 0,00 | 2 300,00 | 9 000,00 | 114 300,00 | 0,00 | 114 300,00 |
| 33 | 6188 | Autres frais divers | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 1 400,00 | 0,00 | 1 400,00 | 0,00 | 1 400,00 |
| 33 | 627 | Services bancaires et assimilés | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 680,00 | 0,00 | 680,00 | 0,00 | 680,00 |
| 33 | 6568.20 | Autres participations - Pass Jeunesse | DAD | F | 0,00 | 0,00 | -4 350,00 | 189 000,00 | 184 650,00 | 0,00 | 184 650,00 |
| 33 | 65734 | Communes et structures intercommunales | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 33 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | DAD | F | 80 000,00 | 0,00 | -4 492,00 | -55 008,00 | 20 500,00 | 0,00 | 20 500,00 |
| 33 | 6574.15 | Subvention politique départementale pour la jeunesse | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 33 | 6574.87 | SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - EDUCAT.ENVIRO | DAD | F | 16 000,00 | 0,00 | 1 540,00 | 0,00 | 17 540,00 | 0,00 | 17 540,00 |
| 933 | | | Somme : | | 3 335 925,00 | 3 215,00 | 0,00 | 465 211,00 | 3 804 351,00 | 4 709,00 | 3 809 060,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|-------------------------------------|---------|------|----------|---------|----------------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 934 | 41 | 60632 | Fournitures de petit équipement | BLPMI | F | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 |
| | 41 | 60661 | Médicaments | BLPMI | F | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| | 41 | 611 | Contrats de prestations de services | BLPMI | F | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 500,00 | 0,00 | 3 500,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|----------|---|-------|---|-------------------|-------------|-------------|------------------|-------------------|-------------|-------------------|
| 41 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BLPMI | F | 1 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 300,00 | 0,00 | 1 300,00 |
| 41 | 6184.2 | Formation assistantes maternelles | BLPMI | F | 6 000,00 | 0,00 | -1 257,00 | 0,00 | 4 743,00 | 0,00 | 4 743,00 |
| 41 | 6188 | Autres frais divers | BLPMI | F | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 |
| 41 | 62261 | Honoraires médicaux et paramédicaux | BLPMI | F | 6 000,00 | 0,00 | -698,00 | 0,00 | 5 302,00 | 0,00 | 5 302,00 |
| 41 | 64128 | Autres indemnités | BLPMI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 41 | 65734.17 | Subvention gestionnaires centres loisirs-garderies enfants | BLPMI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 41 | 65734.29 | Subvention fonctionnement structures accueil petite enfance | BLPMI | F | 28 052,00 | 0,00 | -6 000,00 | 0,00 | 22 052,00 | 0,00 | 22 052,00 |
| 41 | 65735 | Autres groupements collectivités collect.statut particulier | BLPMI | F | 43 130,00 | 0,00 | 12 535,00 | 0,00 | 55 665,00 | 0,00 | 55 665,00 |
| 41 | 65738 | Organismes publics divers | BLPMI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 41 | 6574.17 | Subvention gestionnaires centres loisirs-garderies enfants | BLPMI | F | 4 000,00 | 0,00 | -978,00 | 0,00 | 3 022,00 | 0,00 | 3 022,00 |
| 41 | 6574.29 | Subvention fonctionnement structures accueil petite enfance | BLPMI | F | 54 640,00 | 0,00 | 7 400,00 | 0,00 | 62 040,00 | 0,00 | 62 040,00 |
| 41 | 6574.30 | Subvention CAMSP | BLPMI | F | 90 000,00 | 0,00 | -2 302,00 | 0,00 | 87 698,00 | 0,00 | 87 698,00 |
| 41 | 6574.32 | SUBVENTION ASSOCIATION ALAMA | BLPMI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 41 | 6574.69 | SUBV.FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ... | BLPMI | F | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| 41 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 41 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BLPMI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 42 | 60662 | Vaccins et sérums | BLPMI | F | 20 000,00 | 0,00 | -8 700,00 | -6 600,00 | 4 700,00 | 0,00 | 4 700,00 |
| 934 | | Somme : | | | 286 622,00 | 0,00 | 0,00 | -6 600,00 | 280 022,00 | 0,00 | 280 022,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------|--------------|-----------|----------------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 935 | 50 | 60623 | Alimentation | BL | F | 500,00 | 0,00 | -145,00 | 0,00 | 355,00 | 0,00 | 355,00 |
| | 50 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 23 000,00 | 25 531,00 | 1 000,00 | 7 000,00 | 56 531,00 | 0,00 | 56 531,00 |
| | 50 | 6218 | Autre personnel extérieur | BFH | F | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | -3 400,00 | 6 600,00 | 0,00 | 6 600,00 |
| | 50 | 62268 | AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... | BL | F | 23 400,00 | 0,00 | -1 400,00 | 0,00 | 22 000,00 | 0,00 | 22 000,00 |
| | 50 | 6227 | Frais d'actes et de contentieux | BL | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| | 50 | 6231 | Annonces et insertions | BL | F | 500,00 | 0,00 | -350,00 | 0,00 | 150,00 | 0,00 | 150,00 |
| | 50 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 80 000,00 | 0,00 | -1 000,00 | 0,00 | 79 000,00 | 0,00 | 79 000,00 |
| | 50 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 7 500,00 | 0,00 | 0,00 | 625,00 | 8 125,00 | 0,00 | 8 125,00 |
| | 50 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 13 950,00 | 0,00 | 0,00 | 956,00 | 14 906,00 | 0,00 | 14 906,00 |
| | 50 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 25 002,00 | 0,00 | 0,00 | 1 800,00 | 26 802,00 | 0,00 | 26 802,00 |
| | 50 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 2 310 000,00 | 0,00 | -9 000,00 | 94 736,00 | 2 395 736,00 | 0,00 | 2 395 736,00 |
| | 50 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 37 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 200,00 | 40 200,00 | 0,00 | 40 200,00 |
| | 50 | 64113 | NBI | BFH | F | 28 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 782,00 | 29 782,00 | 0,00 | 29 782,00 |
| | 50 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 428 407,00 | 0,00 | 0,00 | 5 900,00 | 434 307,00 | 0,00 | 434 307,00 |
| | 50 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | -2 000,00 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|----|---------|---|-------|---|------------|------|------------|------------|------------|------|------------|
| 50 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 600 000,00 | 0,00 | 600 000,00 |
| 50 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 540 000,00 | 0,00 | 0,00 | 41 360,00 | 581 360,00 | 0,00 | 581 360,00 |
| 50 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 790 000,00 | 0,00 | 0,00 | 26 002,00 | 816 002,00 | 0,00 | 816 002,00 |
| 50 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 6 090,00 | 36 090,00 | 0,00 | 36 090,00 |
| 50 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 50 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 2 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 400,00 | 0,00 | 2 400,00 |
| 50 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 700,00 | 0,00 | 700,00 |
| 50 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 73 000,00 | 0,00 | 0,00 | -2 900,00 | 70 100,00 | 0,00 | 70 100,00 |
| 50 | 651128 | AUTRES | BB | F | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 250 000,00 | 0,00 | 250 000,00 |
| 50 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations | BB | F | 27 000,00 | 0,00 | 645,00 | 0,00 | 27 645,00 | 0,00 | 27 645,00 |
| 50 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations | BL | F | 1 650,00 | 0,00 | 495,00 | 0,00 | 2 145,00 | 0,00 | 2 145,00 |
| 50 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 51 | 60632 | Fournitures de petit équipement | BLASE | F | 300,00 | 0,00 | 35,00 | 0,00 | 335,00 | 0,00 | 335,00 |
| 51 | 60636 | Habillement et vêtements de travail | BLASE | F | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 |
| 51 | 60661 | Médicaments | BLASE | F | 1 100,00 | 0,00 | 850,00 | 0,00 | 1 950,00 | 0,00 | 1 950,00 |
| 51 | 6067 | Fournitures scolaires | BLASE | F | 500,00 | 0,00 | -300,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 |
| 51 | 611 | Contrats de prestations de services | BLASE | F | 2 800,00 | 0,00 | -100,00 | 0,00 | 2 700,00 | 0,00 | 2 700,00 |
| 51 | 611.3 | FRAIS T.I.S.F. | BLASE | F | 225 000,00 | 0,00 | -3 358,00 | 0,00 | 221 642,00 | 0,00 | 221 642,00 |
| 51 | 611.5 | SERVICE DE MEDIATION FAMILIALE | BLASE | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 51 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 66 000,00 | 0,00 | 0,00 | -26 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| 51 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BLASE | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 51 | 62261 | Honoraires médicaux et paramédicaux | BLASE | F | 500,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 51 | 6245 | Transports de personnes extérieures à la collectivité | BLASE | F | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 51 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 80 000,00 | 0,00 | 15 510,00 | 0,00 | 95 510,00 | 0,00 | 95 510,00 |
| 51 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BLASE | F | 0,00 | 0,00 | 76,25 | 0,00 | 76,25 | 0,00 | 76,25 |
| 51 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| 51 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 3 930,00 | 0,00 | 0,00 | 450,00 | 4 380,00 | 0,00 | 4 380,00 |
| 51 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 7 069,00 | 0,00 | 0,00 | 806,00 | 7 875,00 | 0,00 | 7 875,00 |
| 51 | 64121 | Rémunération principale | BFH | F | 800 000,00 | 0,00 | -15 710,00 | 89 000,00 | 873 290,00 | 0,00 | 873 290,00 |
| 51 | 64123 | Indemnités d'attente | BFH | F | 12 079,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 079,00 | 0,00 | 12 079,00 |
| 51 | 64126 | Indemnités de licenciement | BFH | F | 15 775,00 | 0,00 | 100,00 | 100,00 | 15 975,00 | 0,00 | 15 975,00 |
| 51 | 64128 | Autres indemnités | BFH | F | 237 498,00 | 0,00 | 0,00 | 8 780,00 | 246 278,00 | 0,00 | 246 278,00 |
| 51 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 235 000,00 | 0,00 | 0,00 | 25 000,00 | 260 000,00 | 0,00 | 260 000,00 |
| 51 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 36 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 41 000,00 | 0,00 | 41 000,00 |
| 51 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 51 000,00 | 0,00 | 51 000,00 |
| 51 | 65111 | Famille et enfance | BLASE | F | 100 000,00 | 0,00 | 101,00 | 14 000,00 | 114 101,00 | 0,00 | 114 101,00 |
| 51 | 65111.7 | ALLOCATIONS HABILLEMENT ET ARGENT DE POCHE | BLASE | F | 42 000,00 | 0,00 | 9 900,00 | 0,00 | 51 900,00 | 0,00 | 51 900,00 |
| 51 | 6512 | Secours d'urgence | BLASE | F | 48 000,00 | 0,00 | 13 088,00 | 0,00 | 61 088,00 | 0,00 | 61 088,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|----|----------|--|-------|---|--------------|------|-------------|------------|--------------|------|--------------|
| 51 | 6513.1 | BOURSES- ETUDES PROFESSIONNELS SANTE | BLASE | F | 25 000,00 | 0,00 | -8 500,00 | 0,00 | 16 500,00 | 0,00 | 16 500,00 |
| 51 | 6518 | Autres (primes, dots_) | BLASE | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 51 | 6518.1 | AUTRES FRAIS ACTIONS EDUCATIVES | BLASE | F | 16 500,00 | 0,00 | 7 811,00 | 0,00 | 24 311,00 | 0,00 | 24 311,00 |
| 51 | 6518.2 | AUTRES FRAIS ENFANTS | BLASE | F | 1 000,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| 51 | 6522 | Accueil familial | BLASE | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 51 | 6523 | Frais d'hospitalisation | BLASE | F | 16 000,00 | 0,00 | 183,75 | 0,00 | 16 183,75 | 0,00 | 16 183,75 |
| 51 | 652411 | Foyers de l'enfance, centres et hôtels maternels | BLASE | F | 125 000,00 | 0,00 | -45 000,20 | 0,00 | 79 999,80 | 0,00 | 79 999,80 |
| 51 | 652412 | Maisons d'enfants à caractère social | BLASE | F | 2 055 000,00 | 0,00 | -480 755,20 | -7 400,00 | 1 566 844,80 | 0,00 | 1 566 844,80 |
| 51 | 652412.1 | Maisons d'enfants à caractère social - Pouponnière | BLASE | F | 535 438,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 535 438,00 | 0,00 | 535 438,00 |
| 51 | 652412.2 | Maisons d'enfants à caractère social - Accueil d'urgence | BLASE | F | 133 650,00 | 0,00 | -6 527,80 | 0,00 | 127 122,20 | 0,00 | 127 122,20 |
| 51 | 652412.3 | Maisons d'enfants à caractère social - Visites médiatisées | BLASE | F | 61 706,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 61 706,00 | 0,00 | 61 706,00 |
| 51 | 652412.4 | MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - MIE | BLASE | F | 322 000,00 | 0,00 | 281 481,20 | 148 000,00 | 751 481,20 | 0,00 | 751 481,20 |
| 51 | 652413 | Lieux de vie et d'accueil | BLASE | F | 473 000,00 | 0,00 | 190 100,00 | 52 000,00 | 715 100,00 | 0,00 | 715 100,00 |
| 51 | 652415 | Etablissements scolaires | BLASE | F | 19 000,00 | 0,00 | -4 000,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 | 15 000,00 |
| 51 | 652416 | Services d'aide éducative en milieu ouvert et à domicile | BLASE | F | 538 000,00 | 0,00 | 56 865,00 | 0,00 | 594 865,00 | 0,00 | 594 865,00 |
| 51 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9,73 | 9,73 | 0,00 | 9,73 |
| 51 | 65734.16 | Subvention actions de prévention délinquance | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 51 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BL | F | 104 922,00 | 0,00 | -11 650,00 | 0,00 | 93 272,00 | 0,00 | 93 272,00 |
| 51 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BLASE | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 52 | 611 | Contrats de prestations de services | BL | F | 3 000,00 | 0,00 | 5 500,00 | 0,00 | 8 500,00 | 0,00 | 8 500,00 |
| 52 | 6183.1 | FRAIS DE FORMATION FAMILLE ACCUEIL (PERSONNEL EXTERIEUR COLL | BL | F | 5 000,00 | 0,00 | -5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 52 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 1 800,00 | 0,00 | 0,00 | -1 760,00 | 40,00 | 0,00 | 40,00 |
| 52 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 220,00 | 1 220,00 | 0,00 | 1 220,00 |
| 52 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 1 110,00 | 0,00 | 0,00 | 350,00 | 1 460,00 | 0,00 | 1 460,00 |
| 52 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 1 989,00 | 0,00 | 0,00 | 550,00 | 2 539,00 | 0,00 | 2 539,00 |
| 52 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 245 000,00 | 0,00 | 0,00 | 42 713,00 | 287 713,00 | 0,00 | 287 713,00 |
| 52 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 500,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| 52 | 64113 | NBI | BFH | F | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 300,00 | 4 800,00 | 0,00 | 4 800,00 |
| 52 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 46 044,00 | 0,00 | 7 124,00 | 6 900,00 | 60 068,00 | 0,00 | 60 068,00 |
| 52 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 876,00 | 16 000,00 | 16 876,00 | 0,00 | 16 876,00 |
| 52 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 55 000,00 | 0,00 | 55 000,00 |
| 52 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 71 000,00 | 0,00 | 0,00 | 23 000,00 | 94 000,00 | 0,00 | 94 000,00 |
| 52 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 200,00 | 0,00 | 1 000,00 | 200,00 | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|----|-----------|--|--------|---|--------------|------|-------------|------------|--------------|------------|--------------|
| 52 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| 52 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 50,00 | 0,00 | 150,00 | 0,00 | 150,00 |
| 52 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 8 500,00 | 0,00 | -50,00 | 0,00 | 8 450,00 | 0,00 | 8 450,00 |
| 52 | 6511211 | PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - PLUS DE 20 ANS | BL | F | 2 310 000,00 | 0,00 | -47 100,00 | 0,00 | 2 262 900,00 | 0,00 | 2 262 900,00 |
| 52 | 6511211.1 | PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - PRESTATAIRE | BL | F | 1 150 000,00 | 0,00 | -68 900,00 | 0,00 | 1 081 100,00 | 0,00 | 1 081 100,00 |
| 52 | 6511211.2 | PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - MANDATAIRE | BL | F | 1 000,00 | 0,00 | -1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 52 | 6511212 | PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - MOINS DE 20 ANS | BL | F | 255 000,00 | 0,00 | -4 000,00 | 0,00 | 251 000,00 | 0,00 | 251 000,00 |
| 52 | 6511212.1 | PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - 20 ANS - PRESTATAIRE | BL | F | 1 000,00 | 0,00 | 13 000,00 | 0,00 | 14 000,00 | 0,00 | 14 000,00 |
| 52 | 6511212.2 | PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - 20 ANS - MANDATAIRE | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 52 | 651122 | ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE | BL | F | 750 000,00 | 0,00 | -48 000,00 | 0,00 | 702 000,00 | 0,00 | 702 000,00 |
| 52 | 65242 | Frais séjour établis.et services pour adultes handicapés | BL | F | 8 100 000,00 | 0,00 | 453 686,00 | 790 619,00 | 9 344 305,00 | 270 000,00 | 9 614 305,00 |
| 52 | 65242.1 | Fr.séjour établis.services adulte handicap - Accueil de jour | BL | F | 120 000,00 | 0,00 | -22 000,00 | 0,00 | 98 000,00 | 0,00 | 98 000,00 |
| 52 | 65242.2 | Fr.séjour établis.services adulte handicap - PH en EHPAD | BL | F | 50 000,00 | 0,00 | -9 000,00 | 0,00 | 41 000,00 | 0,00 | 41 000,00 |
| 52 | 65242.3 | Fr.séjour établis.services adulte handicap - Famille accueil | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 52 | 65242.4 | FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTES HANDICAP-PHV EHPAD | BL | F | 250 000,00 | 0,00 | -230 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| 52 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6,12 | 6,12 | 0,00 | 6,12 |
| 52 | 6568 | Autres participations | BL | F | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| 52 | 6568.11 | AUTRES PARTICIPATIONS - SAVS | BL | F | 143 569,00 | 0,00 | -13 653,00 | 0,00 | 129 916,00 | 0,00 | 129 916,00 |
| 52 | 6568.12 | AUTRES PARTICIPATIONS - SAMSAH | BL | F | 276 226,00 | 0,00 | -15 633,00 | 0,00 | 260 593,00 | 0,00 | 260 593,00 |
| 52 | 6568.13 | AUTRES PARTICIPATIONS - GROUPE ENTRAIDE MUTUELLE | BL | F | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| 52 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BL | F | 4 650,00 | 0,00 | 0,00 | 700,00 | 5 350,00 | 0,00 | 5 350,00 |
| 52 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 | 15 000,00 |
| 52 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BL | F | 500,00 | 0,00 | 3 400,00 | 0,00 | 3 900,00 | 0,00 | 3 900,00 |
| 53 | 60622 | Carburants | BLMAIA | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6068 | Autres matières et fournitures | BLMAIA | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 611 | Contrats de prestations de services | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 611 | Contrats de prestations de services | BLMAIA | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6135 | Locations mobilières | BLMAIA | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6161 | MULTIRISQUES | BLMAIA | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6188 | Autres frais divers | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6227 | Frais d'actes et de contentieux | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6234 | Réceptions | BLMAIA | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 62878 | REMBOURSEMENT DES FRAIS A DES TIERS | BL | F | 254 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------|---------|--|--------|---|--------------|------|------------|-------------|--------------|------|--------------|
| 53 | 62878.1 | REMBOURSEMENT DE FRAIS A DES TIERS - CLIC | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 65243.1 | Frais séjour établissements personnes âgées - hébergement | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6525 | Frais d'inhumation | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 65737.3 | SUBV. ACCOMPAGNEMENT P.A. EN ETBS - NTIC | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 65738 | Organismes publics divers | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6574.4 | SUBV. ACCOMPAGNEMENT P.A. EN ETS - NTIC | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 6748 | AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 531 | 6188 | Autres frais divers | BL | F | 13 231,00 | 0,00 | 4 012,00 | 0,00 | 17 243,00 | 0,00 | 17 243,00 |
| 532 | 6188 | Autres frais divers | BL | F | 109 669,00 | 0,00 | 93 500,00 | -107 935,00 | 95 234,00 | 0,00 | 95 234,00 |
| 532 | 62261 | Honoraires médicaux et paramédicaux | BL | F | 0,00 | 0,00 | 17 300,00 | 0,00 | 17 300,00 | 0,00 | 17 300,00 |
| 532 | 62878.1 | REMBOURSEMENT DE FRAIS A DES TIERS - CLIC | BL | F | 22 600,00 | 0,00 | -1 300,00 | -700,00 | 20 600,00 | 0,00 | 20 600,00 |
| 538 | 60622 | Carburants | BLMAIA | F | 2 500,00 | 0,00 | -2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 538 | 6068 | Autres matières et fournitures | BLMAIA | F | 6 000,00 | 0,00 | -5 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| 538 | 611 | Contrats de prestations de services | BL | F | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 | -19 000,00 | 56 000,00 | 0,00 | 56 000,00 |
| 538 | 611 | Contrats de prestations de services | BLMAIA | F | 9 900,00 | 0,00 | -9 500,00 | 0,00 | 400,00 | 0,00 | 400,00 |
| 538 | 6132 | Locations immobilières | BLMAIA | F | 0,00 | 0,00 | 125,00 | 0,00 | 125,00 | 0,00 | 125,00 |
| 538 | 6135 | Locations mobilières | BLMAIA | F | 30 000,00 | 0,00 | -16 625,00 | 0,00 | 13 375,00 | 0,00 | 13 375,00 |
| 538 | 6161 | MULTIRISQUES | BLMAIA | F | 2 200,00 | 0,00 | -2 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 538 | 6188 | Autres frais divers | BL | F | 97 960,00 | 0,00 | -16 000,00 | -7 164,00 | 74 796,00 | 0,00 | 74 796,00 |
| 538 | 6227 | Frais d'actes et de contentieux | BL | F | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| 538 | 6234 | Réceptions | BLMAIA | F | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 400,00 | 0,00 | 400,00 |
| 538 | 62878 | REMBOURSEMENT DES FRAIS A DES TIERS | BL | F | 26 000,00 | 0,00 | -4 012,00 | -2 284,00 | 19 704,00 | 0,00 | 19 704,00 |
| 538 | 65243.1 | Frais séjour établissements personnes âgées - hébergement | BL | F | 2 750 000,00 | 0,00 | -54 300,00 | 200 000,00 | 2 895 700,00 | 0,00 | 2 895 700,00 |
| 538 | 6525 | Frais d'inhumation | BL | F | 5 400,00 | 0,00 | -300,00 | -5 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 538 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 107,92 | 107,92 | 0,00 | 107,92 |
| 538 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 20 000,00 | 0,00 | 1 560,00 | 10 000,00 | 31 560,00 | 0,00 | 31 560,00 |
| 538 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BL | F | 11 600,00 | 0,00 | -3 000,00 | -700,00 | 7 900,00 | 0,00 | 7 900,00 |
| 538 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 538 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BL | F | 500,00 | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 800,00 | 0,00 | 800,00 |
| 5471 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BLRMI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 550 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 255,00 | 0,00 | 0,00 | 288,00 | 288,00 | 0,00 | 288,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|----------|--|-------|---|--------------|------|-------------|--------------|--------------|-----------|--------------|
| 550 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 551 | 651141.1 | APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - PRESTATAIRE | BL | F | 4 100 000,00 | 0,00 | 5 800,00 | 0,00 | 4 105 800,00 | 0,00 | 4 105 800,00 |
| 551 | 651141.2 | APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - MANDATAIRE | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 551 | 651142 | APA à domicile versée au bénéficiaire | BL | F | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500 000,00 | 0,00 | 500 000,00 |
| 551 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BL | F | 0,00 | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 300,00 |
| 553 | 651144.1 | APA versée à l'établissement - Dotation globale | BL | F | 4 900 000,00 | 0,00 | -6 100,00 | -120 000,00 | 4 773 900,00 | 0,00 | 4 773 900,00 |
| 553 | 651144.2 | APA versée à l'établissement - Hors département | BL | F | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | -30 000,00 | 350 000,00 | 30 000,00 | 380 000,00 |
| 561 | 611 | Contrats de prestations de services | BLRSA | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 561 | 611.6 | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES | BLRSA | F | 233 770,00 | 0,00 | 0,00 | -2 000,00 | 231 770,00 | 0,00 | 231 770,00 |
| 561 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BLRSA | F | 118 660,00 | 0,00 | 3 700,00 | 2 000,00 | 124 360,00 | 0,00 | 124 360,00 |
| 562 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BLRSA | F | 16 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 0,00 | 16 000,00 |
| 563 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BLRSA | F | 15 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 800,00 | 0,00 | 15 800,00 |
| 564 | 6188 | Autres frais divers | BLRSA | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 564 | 6228 | RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIARES ET HONORAIRES - DIVERS | BLRSA | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 564 | 6512 | Secours d'urgence | BLRSA | F | 38 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 43 000,00 | 0,00 | 43 000,00 |
| 564 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BLRSA | F | 445 300,00 | 0,00 | 224 300,00 | 0,00 | 669 600,00 | 0,00 | 669 600,00 |
| 565 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BLRSA | F | 228 000,00 | 0,00 | -228 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 567 | 65171 | RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES | BLRSA | F | 5 084 831,00 | 0,00 | 30 500,00 | 1 024 500,00 | 6 139 831,00 | 0,00 | 6 139 831,00 |
| 567 | 65172 | RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES | BLRSA | F | 673 946,00 | 0,00 | 4 950,00 | 79 000,00 | 757 896,00 | 0,00 | 757 896,00 |
| 567 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 188,34 | 1 188,34 | 0,00 | 1 188,34 |
| 567 | 6542 | Créances éteintes | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 567 | 65661 | CONTRATS D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI | BLRSA | F | 200 000,00 | 0,00 | -37 400,00 | 0,00 | 162 600,00 | 0,00 | 162 600,00 |
| 567 | 65662 | CONTRATS D'INITIATIVE-EMPLOI | BLRSA | F | 15 000,00 | 0,00 | -15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 567 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BLRSA | F | 0,00 | 0,00 | 16 950,00 | 9 835,00 | 26 785,00 | 0,00 | 26 785,00 |
| 568 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 568 | 6542 | Créances éteintes | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 58 | 611 | Contrats de prestations de services | BL | F | 30 000,00 | 0,00 | -14 900,00 | 0,00 | 15 100,00 | 0,00 | 15 100,00 |
| 58 | 6233 | Foires et expositions | DAD | F | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 | -4 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 58 | 6245.1 | Frais de transport - Personnes défavorisées | BL | F | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | -2 000,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| 58 | 6512 | Secours d'urgence | BL | F | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 | -3 000,00 | 21 000,00 | 0,00 | 21 000,00 |
| 58 | 6512.4 | SECOURS ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES | BL | F | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 | -3 500,00 | 7 500,00 | 0,00 | 7 500,00 |
| 58 | 6513 | Bourses | DAD | F | 256 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | | |
|------------|---------|--|----------------|---|------------|----------------------|------------------|-------------|---------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| 58 | 6518 | Autres (primes, dots) | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 58 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 | |
| 58 | 6556 | Contributions à des fonds | BL | F | 125 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 125 000,00 | 0,00 | 125 000,00 | |
| 58 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 82 000,00 | 0,00 | -2 205,00 | -13 140,00 | 66 655,00 | 0,00 | 66 655,00 | |
| 58 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 58 | 6574.5 | SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 58 | 6574.68 | SUBVENTIONS COMMISSION ACTION SOCIALE | BL | F | 17 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | |
| 935 | | | Somme : | | | 45 983 331,00 | 25 531,00 | 0,00 | 2 502 093,11 | 48 510 955,11 | 300 000,00 | 48 810 955,11 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------|----------|---------|----------------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 936 | 60 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 0,00 | 700,00 | 0,00 | 0,00 | 700,00 | 0,00 | 700,00 |
| | 60 | 6232 | Fêtes et cérémonies | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 64113 | NBI | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 64168 | Autres emplois aidés | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 60 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 61 | 60632 | Fournitures de petit équipement | BS1 | F | 3 000,00 | 0,00 | -500,00 | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| | 61 | 60632 | Fournitures de petit équipement | BS2 | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| | 61 | 60636 | Habillement et vêtements de travail | BS1 | F | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 400,00 | 0,00 | 400,00 |
| | 61 | 60636 | Habillement et vêtements de travail | BS2 | F | 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 | 600,00 |
| | 61 | 6132 | Locations immobilières | DID | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 61 | 614 | Charges locatives et de copropriété | DID | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 61 | 61558 | Autres biens mobiliers | BS1 | F | 4 257 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 900,00 | 0,00 | 900,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|----|----------|--|-----|---|------------|------|---------|------------|------------|------|------------|
| 61 | 61558 | Autres biens mobiliers | BS2 | F | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 |
| 61 | 6182 | Documentation générale et technique | BS1 | F | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 |
| 61 | 6182 | Documentation générale et technique | BS2 | F | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 |
| 61 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 4 500,00 | 0,00 | -500,00 | -2 500,00 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 61 | 6188.105 | AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 6188.105 | AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE | DID | F | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 61 | 6188.80 | AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 6188.80 | AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES | DID | F | 9 500,00 | 0,00 | 0,00 | -1 500,00 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| 61 | 6228 | RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS | BS1 | F | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| 61 | 6228.3 | FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 6228.3 | FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES | DID | F | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 |
| 61 | 6231 | Annonces et insertions | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 1 000,00 | 0,00 | -470,00 | 0,00 | 530,00 | 0,00 | 530,00 |
| 61 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BS1 | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 61 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BS2 | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| 61 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| 61 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 1 070,00 | 0,00 | 0,00 | 21,00 | 1 091,00 | 0,00 | 1 091,00 |
| 61 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 1 852,00 | 0,00 | 0,00 | 38,00 | 1 890,00 | 0,00 | 1 890,00 |
| 61 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 240 000,00 | 0,00 | -76,00 | -39 000,00 | 200 924,00 | 0,00 | 200 924,00 |
| 61 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 2 200,00 | 0,00 | 546,00 | -200,00 | 2 546,00 | 0,00 | 2 546,00 |
| 61 | 64113 | NBI | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 49 909,00 | 0,00 | 0,00 | -700,00 | 49 209,00 | 0,00 | 49 209,00 |
| 61 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | -990,00 | 10,00 | 0,00 | 10,00 |
| 61 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 64168 | Autres emplois aidés | BFH | F | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | -7 230,00 | 17 770,00 | 0,00 | 17 770,00 |
| 61 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 34 000,00 | 0,00 | 0,00 | 360,00 | 34 360,00 | 0,00 | 34 360,00 |
| 61 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 64 000,00 | 0,00 | 0,00 | 805,00 | 64 805,00 | 0,00 | 64 805,00 |
| 61 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 1 500,00 | 0,00 | -100,00 | -200,00 | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| 61 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| 61 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 128,30 | 0,00 | 228,30 | 0,00 | 228,30 |
| 61 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 6 000,00 | 0,00 | -28,30 | -1 000,00 | 4 971,70 | 0,00 | 4 971,70 |
| 61 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,10 | 0,10 | 0,00 | 0,10 |
| 61 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | DAD | F | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 65 000,00 | 0,00 | 65 000,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|----------|--|-----|---|--------------|-----------|-------------|------------|--------------|------|--------------|
| 61 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | DID | F | 2 093,00 | 0,00 | 0,00 | -18,00 | 2 075,00 | 0,00 | 2 075,00 |
| 61 | 65733 | Départements | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 65735.55 | SUBVENTIONS GESTION INTEGREE COURS D'EAU | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 65735.55 | SUBVENTIONS GESTION INTEGREE COURS D'EAU | DID | F | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 993,00 | 16 993,00 | 0,00 | 16 993,00 |
| 61 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BS1 | F | 0,00 | 0,00 | 4 135,00 | 0,00 | 4 135,00 | 0,00 | 4 135,00 |
| 621 | 60611 | Eau et assainissement | RB | F | 9 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 621 | 60612 | Energie - Electricité | RB | F | 90 000,00 | 0,00 | -16 000,00 | 0,00 | 74 000,00 | 0,00 | 74 000,00 |
| 621 | 60621 | Combustibles | RB | F | 40 000,00 | 0,00 | 15 000,00 | 10 000,00 | 65 000,00 | 0,00 | 65 000,00 |
| 621 | 60622 | Carburants | R | F | 650 000,00 | 0,00 | 18 544,35 | 50 000,00 | 718 544,35 | 0,00 | 718 544,35 |
| 621 | 60628 | Autres fournitures non stockées | R | F | 600 000,00 | 0,00 | 18 929,20 | 0,00 | 618 929,20 | 0,00 | 618 929,20 |
| 621 | 60632 | Fournitures de petit équipement | BMG | F | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 32 000,00 | 0,00 | 32 000,00 |
| 621 | 60632 | Fournitures de petit équipement | RB | F | 3 100,00 | 0,00 | -3 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 60633 | Fournitures de voirie | R | F | 221 392,00 | 0,00 | 669 927,50 | 0,00 | 891 319,50 | 0,00 | 891 319,50 |
| 621 | 611 | Contrats de prestations de services | R | F | 3 000,00 | 0,00 | -243,62 | 0,00 | 2 756,38 | 0,00 | 2 756,38 |
| 621 | 611 | Contrats de prestations de services | RB | F | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| 621 | 6132 | Locations immobilières | DID | F | 44 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 600,00 | 42 400,00 | 0,00 | 42 400,00 |
| 621 | 6135 | Locations mobilières | R | F | 260 000,00 | 0,00 | 81 203,00 | 0,00 | 341 203,00 | 0,00 | 341 203,00 |
| 621 | 6135 | Locations mobilières | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 614 | Charges locatives et de copropriété | DID | F | 1 600,00 | 0,00 | 0,00 | -448,74 | 1 151,26 | 0,00 | 1 151,26 |
| 621 | 615221 | BATIMENTS PUBLICS | RB | F | 33 000,00 | 0,00 | -12 100,00 | -7 500,00 | 13 400,00 | 0,00 | 13 400,00 |
| 621 | 615231 | VOIRIES | R | F | 718 608,00 | 0,00 | -664 457,00 | 0,00 | 54 151,00 | 0,00 | 54 151,00 |
| 621 | 615232 | RESEAUX | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 61551 | Matériel roulant | R | F | 300 000,00 | 0,00 | -35 000,00 | 0,00 | 265 000,00 | 0,00 | 265 000,00 |
| 621 | 61558 | Autres biens mobiliers | R | F | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 621 | 61558 | Autres biens mobiliers | RB | F | 4 500,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 4 700,00 | 0,00 | 4 700,00 |
| 621 | 6156 | Maintenance | RB | F | 33 000,00 | 0,00 | 15 000,00 | -7 500,00 | 40 500,00 | 0,00 | 40 500,00 |
| 621 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 25 000,00 | 28 074,00 | 10 000,00 | -740,00 | 62 334,00 | 0,00 | 62 334,00 |
| 621 | 6218 | Autre personnel extérieur | BFH | F | 127 000,00 | 0,00 | -5 200,00 | -65 106,00 | 56 694,00 | 0,00 | 56 694,00 |
| 621 | 62268 | AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... | R | F | 0,00 | 0,00 | 8 460,00 | 0,00 | 8 460,00 | 0,00 | 8 460,00 |
| 621 | 6228 | RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS | R | F | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 621 | 6248 | Divers | R | F | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 | 0,00 | 11 000,00 | 0,00 | 11 000,00 |
| 621 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 53 000,00 | 0,00 | -3 500,00 | -5 000,00 | 44 500,00 | 0,00 | 44 500,00 |
| 621 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 6 150,00 | 0,00 | 0,00 | 360,00 | 6 510,00 | 0,00 | 6 510,00 |
| 621 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 27 400,00 | 0,00 | 0,00 | 880,00 | 28 280,00 | 0,00 | 28 280,00 |
| 621 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 48 872,00 | 0,00 | 0,00 | 1 855,00 | 50 727,00 | 0,00 | 50 727,00 |
| 621 | 63513 | Autres impôts locaux | DID | F | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 621 | 6353 | Impôts indirects | R | F | 17 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 000,00 | 0,00 | 17 000,00 |
| 621 | 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | R | F | 4 000,00 | 0,00 | -2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 621 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 5 306 748,00 | 0,00 | -34 648,00 | 44 250,00 | 5 316 350,00 | 0,00 | 5 316 350,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|---------|---|-----|---|--------------|------|-------------|------------|--------------|------------|--------------|
| 621 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 71 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 73 000,00 | 0,00 | 73 000,00 |
| 621 | 64113 | NBI | BFH | F | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 26 000,00 | 0,00 | 26 000,00 |
| 621 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 881 339,00 | 0,00 | 0,00 | -27 000,00 | 854 339,00 | 0,00 | 854 339,00 |
| 621 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 413 000,00 | 0,00 | 46 750,00 | -12 000,00 | 447 750,00 | 0,00 | 447 750,00 |
| 621 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 150 000,00 | 0,00 | 25 000,00 | 70 000,00 | 245 000,00 | 0,00 | 245 000,00 |
| 621 | 64168 | Autres emplois aidés | BFH | F | 70 761,00 | 0,00 | -10 732,00 | -24 000,00 | 36 029,00 | 0,00 | 36 029,00 |
| 621 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 940 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 105,00 | 990 105,00 | 0,00 | 990 105,00 |
| 621 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 1 742 000,00 | 0,00 | 0,00 | 22 000,00 | 1 764 000,00 | 0,00 | 1 764 000,00 |
| 621 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 13 500,00 | 0,00 | 1 664,00 | 6 950,00 | 22 114,00 | 0,00 | 22 114,00 |
| 621 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 3 900,00 | 0,00 | 1 766,00 | 1 500,00 | 7 166,00 | 0,00 | 7 166,00 |
| 621 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 5 000,00 | 0,00 | 200,00 | -2 000,00 | 3 200,00 | 0,00 | 3 200,00 |
| 621 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 147 000,00 | 0,00 | 0,00 | -5 500,00 | 141 500,00 | 0,00 | 141 500,00 |
| 621 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,44 | 1,44 | 0,00 | 1,44 |
| 621 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 15 000,00 | 0,00 | -9 135,00 | 5 000,00 | 10 865,00 | 0,00 | 10 865,00 |
| 621 | 678 | Autres charges exceptionnelles | R | F | 0,00 | 0,00 | 13 582,40 | 0,00 | 13 582,40 | 0,00 | 13 582,40 |
| 621 | 678 | Autres charges exceptionnelles | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | 60633 | Fournitures de voirie | R | F | 140 410,00 | 0,00 | 271 181,44 | 0,00 | 411 591,44 | 100 000,00 | 511 591,44 |
| 622 | 611 | Contrats de prestations de services | R | F | 8 000,00 | 0,00 | 243,62 | 0,00 | 8 243,62 | 0,00 | 8 243,62 |
| 622 | 615231 | VOIRIES | R | F | 289 590,00 | 0,00 | -269 790,89 | 0,00 | 19 799,11 | 0,00 | 19 799,11 |
| 622 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 1 500,00 | 0,00 | -1 000,00 | -500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 6231 | Annonces et insertions | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 628 | 6331 | Verserement de transport | BFH | F | 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 | 0,00 | 800,00 |
| 628 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 805,00 | 0,00 | 0,00 | 10,00 | 815,00 | 0,00 | 815,00 |
| 628 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 1 448,00 | 0,00 | 0,00 | 22,00 | 1 470,00 | 0,00 | 1 470,00 |
| 628 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 161 000,00 | 0,00 | -150,00 | 2 400,00 | 163 250,00 | 0,00 | 163 250,00 |
| 628 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 2 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 100,00 | 0,00 | 2 100,00 |
| 628 | 64113 | NBI | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 58 029,00 | 0,00 | 0,00 | -286,00 | 57 743,00 | 0,00 | 57 743,00 |
| 628 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 350,00 | 115,00 | 465,00 | 0,00 | 465,00 |
| 628 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 28 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 000,00 | 0,00 | 28 000,00 |
| 628 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 52 000,00 | 0,00 | 0,00 | 380,00 | 52 380,00 | 0,00 | 52 380,00 |
| 628 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| 628 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| 628 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 | -950,00 | 3 550,00 | 0,00 | 3 550,00 |
| 628 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|-------|--|----------------|---|----------------------|------------------|-------------|------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| 68 | 6228 | RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS | BN | F | 124 000,00 | 0,00 | 35 420,00 | 0,00 | 159 420,00 | 0,00 | 159 420,00 |
| 68 | 6281 | Concours divers (cotisations) | BN | F | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| 68 | 6514 | Cotisations, adhésions et autres prestations (pour le compte | DID | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 125,00 | 1 125,00 | 0,00 | 1 125,00 |
| 68 | 65732 | Régions | BN | F | 140 000,00 | 0,00 | -140 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 6745 | Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé | BN | F | 100 000,00 | 0,00 | -45 000,00 | 0,00 | 55 000,00 | 0,00 | 55 000,00 |
| 936 | | | Somme : | | 14 819 076,00 | 28 774,00 | 0,00 | 76 701,80 | 14 924 551,80 | 100 000,00 | 15 024 551,80 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMS votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|------|-----------|---------|----------------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 937 | 70 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 70 | 6218 | Autre personnel extérieur | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 70 | 6231 | Annonces et insertions | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 70 | 6233 | Foires et expositions | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 70 | 6236 | Catalogues et imprimés et publications | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 70 | 6236 | Catalogues et imprimés et publications | DID | F | 28 000,00 | 0,00 | -6 259,05 | -14 000,00 | 7 740,95 | 0,00 | 7 740,95 |
| | 70 | 6245 | Transports de personnes extérieures à la collectivité | DID | F | 0,00 | 0,00 | 1 280,00 | 0,00 | 1 280,00 | 0,00 | 1 280,00 |
| | 70 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| | 70 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 250,00 | 0,00 | 0,00 | -35,00 | 215,00 | 0,00 | 215,00 |
| | 70 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 5,00 | 405,00 | 0,00 | 405,00 |
| | 70 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 711,00 | 0,00 | 0,00 | 16,00 | 727,00 | 0,00 | 727,00 |
| | 70 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 66 000,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 | 66 800,00 | 0,00 | 66 800,00 |
| | 70 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | -350,00 | 1 150,00 | 0,00 | 1 150,00 |
| | 70 | 64113 | NBI | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 70 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 37 280,00 | 0,00 | 0,00 | -300,00 | 36 980,00 | 0,00 | 36 980,00 |
| | 70 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | -1 000,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| | 70 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | -50,00 | 13 950,00 | 0,00 | 13 950,00 |
| | 70 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 17 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 400,00 | 15 600,00 | 0,00 | 15 600,00 |
| | 70 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 22 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 22 000,00 | 0,00 | 22 000,00 |
| | 70 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 900,00 | 0,00 | 900,00 |
| | 70 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| | 70 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| | 70 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | -10 000,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| | 70 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,02 | 0,02 | 0,00 | 0,02 |
| | 70 | 65731 | ETAT | DID | F | 18 500,00 | 0,00 | 0,00 | -5 090,00 | 13 410,00 | 0,00 | 13 410,00 |
| | 71 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 71 | 6574.70 | SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - CAUE | BB | F | 86 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 86 400,00 | 0,00 | 86 400,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|-----------|--|-----|---|-----------|------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 72 | 6188 | Autres frais divers | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 72 | 6188 | Autres frais divers | DID | F | 95 000,00 | 0,00 | 0,00 | 26 000,00 | 121 000,00 | 0,00 | 121 000,00 |
| 72 | 6188.69 | AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 72 | 6188.69 | AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH | DID | F | 20 000,00 | 0,00 | -7 030,00 | -12 970,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 72 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 72 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | DID | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 731 | 60632 | Fournitures de petit équipement | DID | F | 0,00 | 0,00 | 30,00 | 0,00 | 30,00 | 0,00 | 30,00 |
| 731 | 62268 | AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... | DID | F | 0,00 | 0,00 | 4 136,42 | 0,00 | 4 136,42 | 0,00 | 4 136,42 |
| 731 | 6228 | RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | 6231 | Annonces et insertions | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | 6234 | Réceptions | DID | F | 0,00 | 0,00 | 485,63 | 0,00 | 485,63 | 0,00 | 485,63 |
| 731 | 65541 | Compensation versée à la région dans le cadre loi NOTRe | BB | F | 15 341,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 341,00 | 0,00 | 15 341,00 |
| 731 | 65734 | Communes et structures intercommunales | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | 65734 | Communes et structures intercommunales | DID | F | 25 000,00 | 0,00 | 7 030,00 | -5 238,00 | 26 792,00 | 0,00 | 26 792,00 |
| 731 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 611 | Contrats de prestations de services | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 611 | Contrats de prestations de services | DID | F | 9 500,00 | 0,00 | 0,00 | 8 500,00 | 18 000,00 | 0,00 | 18 000,00 |
| 738 | 617 | Études et recherches | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 617 | Etudes et recherches | BS3 | F | 0,00 | 0,00 | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 |
| 738 | 6188.301 | AUTRES FRAIS DIVERS - APN | BS3 | F | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| 738 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | DAD | F | 70 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 70 000,00 | 0,00 | 70 000,00 |
| 738 | 6568 | Autres participations | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 6568 | Autres participations | DID | F | 0,00 | 0,00 | 327,00 | 0,00 | 327,00 | 0,00 | 327,00 |
| 738 | 6568.10 | AUTRES PARTICIPATIONS - PLATE FORME DEVELOPPEMENT DURABLE | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 65734.300 | SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS | BS3 | F | 10 000,00 | 0,00 | -1 500,00 | 0,00 | 8 500,00 | -8 500,00 | 0,00 |
| 738 | 65734.301 | SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - APN | BS3 | F | 45 000,00 | 0,00 | -25 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | -18 000,00 | 2 000,00 |
| 738 | 65735 | Autres groupements collectivités collect.statut particulier | DID | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | -10 000,00 | 0,00 |
| 738 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | DID | F | 11 700,00 | 0,00 | 0,00 | -11 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| 738 | 6574.300 | SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS | BS3 | F | 22 000,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 23 500,00 | 0,00 | 23 500,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|---------|--|----|----------------|---------------------|-------------|-------------|-----------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| 81 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 477,75 | 2 477,75 | 0,00 | 2 477,75 |
| 81 | 6542 | Créances éteintes | BB | F | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| 81 | 65733 | Départements | RT | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 81 | 65734 | Communes et structures intercommunales | RT | F | 0,00 | 0,00 | 24 784,00 | 0,00 | 24 784,00 | 0,00 | 24 784,00 |
| 81 | 65734.3 | SUBV.CNES ET STRUCT.INTERCOM. - CNE MENDE - PART.TS - TUM | RT | F | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75 000,00 | 0,00 | 75 000,00 |
| 81 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | RT | F | 1 260,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 260,00 | 0,00 | 1 260,00 |
| 81 | 6574.12 | Subvention Allocations journalières | RT | F | 85 000,00 | 0,00 | 7 000,00 | 0,00 | 92 000,00 | 0,00 | 92 000,00 |
| 81 | 6574.22 | Subvention Allocations transports hebdomadaires | RT | F | 60 000,00 | 0,00 | -3 000,00 | 0,00 | 57 000,00 | 0,00 | 57 000,00 |
| 81 | 65888 | AUTRES | BB | F | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| 81 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | RT | F | 7 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| 821 | 6245 | Transports de personnes extérieures à la collectivité | RT | F | 175 000,00 | 0,00 | 7 438,27 | 0,00 | 182 438,27 | 0,00 | 182 438,27 |
| 821 | 65734.1 | SUBVENTIONS COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - TAD | RT | F | 20 000,00 | 0,00 | -7 284,00 | 0,00 | 12 716,00 | 0,00 | 12 716,00 |
| 821 | 65734.2 | SUBV.CNES ET STRUCTURES INTERCOM. - CNE MENDE - NAVETTE | RT | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 822 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 88 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | RT | F | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 938 | | | | Somme : | 7 023 120,00 | 0,00 | 0,00 | 4 176,75 | 7 027 296,75 | 340 000,00 | 7 367 296,75 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------|------------|---------|----------------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 939 | 90 | 60612 | Energie - Electricité | BN | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 90 | 60623 | Alimentation | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 |
| | 90 | 6132 | Locations immobilières | BN | F | 38 000,00 | 0,00 | -250,00 | 0,00 | 37 750,00 | 0,00 | 37 750,00 |
| | 90 | 6184 | Versements à des organismes de formation | BFH | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | -4 500,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| | 90 | 6188 | Autres frais divers | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 90 | 6188 | Autres frais divers | DAD | F | 39 308,00 | 0,00 | -861,00 | -6 374,00 | 32 073,00 | -2 000,00 | 30 073,00 |
| | 90 | 6233 | Foires et expositions | DAD | F | 492,00 | 0,00 | 492,00 | -492,00 | 492,00 | 0,00 | 492,00 |
| | 90 | 6234 | Réceptions | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 661,00 | 0,00 | 661,00 | 0,00 | 661,00 |
| | 90 | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | F | 900,00 | 0,00 | 3 800,00 | 3 000,00 | 7 700,00 | 0,00 | 7 700,00 |
| | 90 | 6331 | Versement de transport | BFH | F | 2 350,00 | 0,00 | 0,00 | 270,00 | 2 620,00 | 0,00 | 2 620,00 |
| | 90 | 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L | BFH | F | 2 660,00 | 0,00 | 0,00 | 245,00 | 2 905,00 | 0,00 | 2 905,00 |
| | 90 | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | F | 4 603,00 | 0,00 | 0,00 | 635,00 | 5 238,00 | 0,00 | 5 238,00 |
| | 90 | 64111 | Rémunération principale | BFH | F | 434 000,00 | 0,00 | -4 097,80 | 29 500,00 | 459 402,20 | 0,00 | 459 402,20 |
| | 90 | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | F | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | -750,00 | 9 250,00 | 0,00 | 9 250,00 |
| | 90 | 64113 | NBI | BFH | F | 3 000,00 | 0,00 | 885,00 | -150,00 | 3 735,00 | 0,00 | 3 735,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|----|----------|--|-----|---|------------|------|-----------|------------|------------|-----------|------------|
| 90 | 64118 | Autres indemnités | BFH | F | 160 990,00 | 0,00 | -350,00 | -3 500,00 | 157 140,00 | 0,00 | 157 140,00 |
| 90 | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | F | 1 500,00 | 0,00 | 201,00 | 300,00 | 2 001,00 | 0,00 | 2 001,00 |
| 90 | 64131 | Rémunérations | BFH | F | 82 000,00 | 0,00 | -2 536,00 | 23 000,00 | 102 464,00 | 0,00 | 102 464,00 |
| 90 | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | F | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 8 912,00 | 108 912,00 | 0,00 | 108 912,00 |
| 90 | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | F | 144 000,00 | 0,00 | 0,00 | 7 351,00 | 151 351,00 | 0,00 | 151 351,00 |
| 90 | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 160,00 | 6 160,00 | 0,00 | 6 160,00 |
| 90 | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 200,00 | 0,00 | 200,00 |
| 90 | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | F | 100,00 | 0,00 | 97,80 | 0,00 | 197,80 | 0,00 | 197,80 |
| 90 | 6488 | Autres charges | BFH | F | 6 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 7 900,00 | 15 900,00 | 0,00 | 15 900,00 |
| 90 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,01 | 0,00 | 0,01 |
| 90 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 65734 | Communes et structures intercommunales | DAD | F | 40 000,00 | 0,00 | -5 000,00 | 0,00 | 35 000,00 | -966,41 | 34 033,59 |
| 90 | 65734.90 | SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 65734.90 | SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE | DAD | F | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 90 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | -121,21 | 4 878,79 |
| 90 | 65738 | Organismes publics divers | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 90 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | DAD | F | 10 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | -2 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 90 | 6574.52 | SUBVENTIONS DIVERSES AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 6574.90 | SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 6574.90 | SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE | DAD | F | 86 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 816,00 | 96 816,00 | -1 222,00 | 95 594,00 |
| 90 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 135 372,44 | 135 372,44 | 0,00 | 135 372,44 |
| 91 | 6188 | Autres frais divers | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 6561.13 | ORGANISMES DE REGROUPEMENT - SM PNR AUBRAC | DAD | F | 60 000,00 | 0,00 | -2 159,00 | -17 925,00 | 39 916,00 | 0,00 | 39 916,00 |
| 91 | 6561.3 | Participation Syndicat Mixte RN88 | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 6561.3 | Participation Syndicat Mixte RN88 | DAD | F | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | -15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 65734.13 | SUBV. CNES-CNTES : POLITIQUES TERRITORIALES PAYS | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | BB3 | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|---------|--|-----|---|------------|------|------------|-----------|------------|------------|------------|
| 91 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | DAD | F | 120 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 120 000,00 | 0,00 | 120 000,00 |
| 91 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | DID | F | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| 91 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 90 000,00 | 0,00 | 8 495,00 | 20 000,00 | 118 495,00 | 0,00 | 118 495,00 |
| 91 | 6574.43 | SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 6574.43 | SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS | DAD | F | 78 000,00 | 0,00 | 2 159,00 | -0,69 | 80 158,31 | 0,00 | 80 158,31 |
| 91 | 6574.5 | SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 65821 | Déficit des budgets annexes à caractère administratif | BB | F | 459 893,00 | 0,00 | 0,00 | -4 664,55 | 455 228,45 | 0,00 | 455 228,45 |
| 921 | 65821 | Déficit des budgets annexes à caractère administratif | BB | F | 716 792,60 | 0,00 | 0,00 | 19 166,68 | 735 959,28 | -33 744,42 | 702 214,86 |
| 928 | 611 | Contrats de prestations de services | DAD | F | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 928 | 611.1 | Aide ménagère - Frais travailleuses familiales | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6188 | Autres frais divers | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6188 | Autres frais divers | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6188 | Autres frais divers | DAD | F | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 234,00 | 9 766,00 | 0,00 | 9 766,00 |
| 928 | 62268.1 | AUTRES HONORAIRES - CDAF | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 62268.1 | AUTRES HONORAIRES - CDAF | DAD | F | 800,00 | 0,00 | 0,00 | -600,00 | 200,00 | -200,00 | 0,00 |
| 928 | 6281 | Concours divers (cotisations) | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 65734 | Communes et structures intercommunales | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 3 525,00 | 0,00 | 3 525,00 | 0,00 | 3 525,00 |
| 928 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 65737 | AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX | DAD | F | 120 000,00 | 0,00 | 6 600,00 | 0,00 | 126 600,00 | 0,00 | 126 600,00 |
| 928 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 40 000,00 | 0,00 | -200,00 | 0,00 | 39 800,00 | 0,00 | 39 800,00 |
| 928 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | DAD | F | 160 000,00 | 0,00 | -15 325,00 | 13 500,00 | 158 175,00 | -7 790,00 | 150 385,00 |
| 928 | 6574.25 | SUBV. - VALORISATION EMPLOI DANS AGRICULTURE | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.26 | Subvention Fonds d'aide diversification agricole | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.27 | SUBVENTIONS ASSOCIATIONS - NTIC | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.5 | SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|----------|--|-----|---|-----------|------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 928 | 6574.67 | SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES) | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.67 | SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES) | DAD | F | 23 500,00 | 0,00 | 0,00 | -7 390,00 | 16 110,00 | 0,00 | 16 110,00 |
| 928 | 6574.71 | Subvention Fonctio. Ass De Lozère | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.71 | Subvention Fonctio. Ass De Lozère | DAD | F | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | -50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.74 | Subv. Agriculteurs - PDE | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.77 | SUBVENTION BGS | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.83 | SUBVENTIONS DIVERSES FORESTIERES | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.84 | SUBVENTIONS FDCUMA | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.85 | SUBVENTIONS ANIMATION SAFER | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.85 | SUBVENTIONS ANIMATION SAFER | DAD | F | 27 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 000,00 | 0,00 | 27 000,00 |
| 928 | 6574.86 | SUBV.FONCT.AUX PERSONNES ASSOCIATIONS - SECHERESSE 2015 | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6574.86 | SUBV.FONCT.AUX PERSONNES ASSOCIATIONS - SECHERESSE 2015 | DAD | F | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | -20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6745 | Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 6745.1 | SUBV. DE FONCTION. - INSTANCE FONCIERE DPTLE | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 678 | Autres charges exceptionnelles | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 6188 | Autres frais divers | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 6188.99 | AUTRES FRAIS DIVERS - ACCUEIL PORTEURS PROJETS | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 8 000,00 | 0,00 | 2 940,00 | 0,00 | 10 940,00 | 0,00 | 10 940,00 |
| 93 | 6574.5 | SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 6574.54 | SUBVENTIONS PROMOTION ECONOMIQUE | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 6713 | Dots et prix | BB | F | 500,00 | 0,00 | 250,00 | 0,00 | 750,00 | 0,00 | 750,00 |
| 94 | 6188 | Autres frais divers | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 6188 | Autres frais divers | DAD | F | 49 528,54 | 0,00 | -10 597,00 | 3 068,46 | 42 000,00 | -17 000,00 | 25 000,00 |
| 94 | 6188.111 | AUTRES FRAIS DIVERS - ETUDE SCHEMA TOURISME | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 62268 | AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... | DID | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 6227 | Frais d'actes et de contentieux | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 6227 | Frais d'actes et de contentieux | BMP | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | -30 000,00 | 20 000,00 |
| 94 | 6233 | Foires et expositions | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 6234 | Réceptions | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | DAD | F | 8 300,00 | 0,00 | 0,00 | -72,50 | 8 227,50 | 0,00 | 8 227,50 |
| 94 | 6568 | Autres participations | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 100 306,68 | 0,00 | 100 306,68 | 0,00 | 100 306,68 |
| 94 | 65734 | Communes et structures intercommunales | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 65734 | Communes et structures intercommunales | DAD | F | 93 106,7 | 0,00 | 0,00 | -166,00 | 92 934,00 | 0,00 | 92 934,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|----------|--|----------------|---|---------------------|-------------|-------------|---------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| 94 | 65734.19 | COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - OTSI | DAD | F | 30 000,00 | 0,00 | 12 265,48 | 5 000,00 | 47 265,48 | 0,00 | 47 265,48 |
| 94 | 65735 | Autres groupements collectivités collect.statut particulier | DAD | F | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 94 | 65738 | Organismes publics divers | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 65738 | Organismes publics divers | DAD | F | 100 472,15 | 0,00 | -100 201,68 | -270,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BB | F | 82 000,00 | 0,00 | -11 235,00 | 0,00 | 70 765,00 | 0,00 | 70 765,00 |
| 94 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | DAD | F | 1 240 000,00 | 0,00 | -5 000,00 | 0,00 | 1 235 000,00 | -35 000,00 | 1 200 000,00 |
| 94 | 6574.5 | SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 6574.73 | Démarche qualité entreprise touristiques | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 6574.88 | SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - OTSI | DAD | F | 100 000,00 | 0,00 | -12 265,48 | 0,00 | 87 734,52 | 0,00 | 87 734,52 |
| 94 | 6718 | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | BMP | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 262 307,00 | 1 262 307,00 | 0,00 | 1 262 307,00 |
| 94 | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 95 | 6233 | Foires et expositions | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 600,00 | 5 600,00 | 0,00 | 5 600,00 |
| 95 | 6513 | Bourses | DAD | F | 40 500,00 | 0,00 | 6 200,00 | -23 200,00 | 23 500,00 | 0,00 | 23 500,00 |
| 95 | 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 4 000,00 |
| 939 | | | Somme : | | 5 170 389,29 | 0,00 | 0,00 | 1 443 914,38 | 6 614 303,67 | -128 044,04 | 6 486 259,63 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|---|---------|------|-------------------|-------------|----------------------|-------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 940 | | 73918 | AUTRES REVERSEMENTS SUR IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 739262 | PRELEVEMENTS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS | BB | F | 330 528,00 | 0,00 | 0,00 | -32 023,00 | 298 505,00 | 0,00 | 298 505,00 |
| 940 | | | Somme : | | | 330 528,00 | 0,00 | 0,00 | -32 023,00 | 298 505,00 | 0,00 | 298 505,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMs votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|------|--------------|---------|----------------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 943 | | 627 | Services bancaires et assimilés | BB | F | 27 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 000,00 | 0,00 | 27 000,00 |
| | | 6541 | Créances admises en non-valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 66111 | INTERETS REGLES A L'ECHEANCE | BB | F | 1 332 000,00 | 0,00 | 0,00 | -100 000,00 | 1 232 000,00 | 0,00 | 1 232 000,00 |
| | | 66112 | INTERETS - RATTACHEMENTS DES ICNE | BB | F | 140 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 140 000,00 | 0,00 | 140 000,00 |
| | | 6615 | Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs | BB | F | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| | | 6616 | Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escompt | BB | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |

| | | | | | | | | | | | | |
|------------|--|------|----------------------------|----------------|---|---------------------|-------------|-------------|--------------------|---------------------|-------------|---------------------|
| | | 6618 | Intérêts des autres dettes | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 943 | | | | Somme : | | 1 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | -100 000,00 | 1 500 000,00 | 0,00 | 1 500 000,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMS votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|--------------------|----------------|------|------------------|-------------|----------------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 944 | | 65861 | Frais de personnel | BFH | F | 83 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 83 000,00 | 0,00 | 83 000,00 |
| 944 | | | | Somme : | | 83 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 83 000,00 | 0,00 | 83 000,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMS votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|--|----------------|------|-------------------|-------------|----------------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 945 | | 6815 | Dotations aux provisions pour risques et charges de fonction | BB | F | 155 432,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 155 432,00 | 0,00 | 155 432,00 |
| | | 6817 | Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circul | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 945 | | | | Somme : | | 155 432,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 155 432,00 | 0,00 | 155 432,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMS votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|--|----------------|------|----------------------|-------------|----------------------|-------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 946 | | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 675 | Valeurs comptables des immobilisations cédées | | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 6761 | Différences sur réalisations (positives) transférées en inve | | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 6811 | Dotations aux amortissements IMMO.INCORPORELLES | | F | 20 068 684,41 | 0,00 | 0,00 | -79 780,44 | 19 988 903,97 | 0,00 | 19 988 903,97 |
| 946 | | | | Somme : | | 20 068 684,41 | 0,00 | 0,00 | -79 780,44 | 19 988 903,97 | 0,00 | 19 988 903,97 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMS votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|--------------------|----------------|------|-------------------|-------------|----------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------------|
| 952 | | 022 | Dépenses imprévues | BB | F | 650 700,71 | 0,00 | 0,00 | 887 180,53 | 1 537 881,24 | 1 018 273,82 | 2 556 155,06 |
| 952 | | | | Somme : | | 650 700,71 | 0,00 | 0,00 | 887 180,53 | 1 537 881,24 | 1 018 273,82 | 2 556 155,06 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements de crédits | DMS votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|--|----------------|------|-------------|-------------|----------------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 953 | | 023 | Virement à la section d'investissement | | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 953 | | | | Somme : | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|----------------|--|-----------------------|------------------|-------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| | | | | Somme : | | 119 608 684,41 | 59 480,00 | 0,00 | 5 113 146,59 | 124 781 311,00 | 1 598 438,78 | 126 379 749,78 |
|--|--|--|--|----------------|--|-----------------------|------------------|-------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES INVESTISSEMENT

Investissement

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|------------------------------------|----------------|------|---------------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| | | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | BB | I | 5 040 730,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 040 730,27 | 0,00 | 5 040 730,27 |
| | | | | Somme : | | 5 040 730,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 040 730,27 | 0,00 | 5 040 730,27 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|----------|--|---------|------|--------------|----------|------------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 900 | 0202 | 2031 | Frais d'études | RB | I | 109 063,00 | 0,00 | 0,00 | -11 100,00 | 97 963,00 | -15 000,00 | 82 963,00 |
| | 0202 | 2031.4 | Frais d'étude DSP Les Bouviers | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 002,00 | 1 002,00 | -1 002,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2031.5 | Frais d'étude DSP Ste Lucie | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2033 | Frais d'insertion | BMP | I | 8 000,00 | 2 150,31 | 0,00 | -150,31 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| | 0202 | 2033 | Frais d'insertion | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2033.5 | Frais d'insertion DSP Ste Lucie | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 205 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques | BFI | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | BC | I | 33 777,00 | 0,00 | 0,00 | -8 577,00 | 25 200,00 | 0,00 | 25 200,00 |
| | 0202 | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | BFI | I | 314 000,00 | 0,00 | 1 050,00 | 84 000,00 | 399 050,00 | -86 000,00 | 313 050,00 |
| | 0202 | 205.11 | Acquisition logiciels - SIG Divers domaines | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 21311 | Bâtiments administratifs | BFI | I | 0,00 | 69,68 | 30,00 | 0,00 | 99,68 | 0,00 | 99,68 |
| | 0202 | 21311 | Bâtiments administratifs | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2157 | Matériel et outillage technique | BFI | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2157 | Matériel et outillage technique | BMG | I | 0,00 | 6 681,84 | 10 000,00 | -2 681,84 | 14 000,00 | 0,00 | 14 000,00 |
| | 0202 | 21838 | Autre matériel informatique | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 21838 | Autre matériel informatique | BFI | I | 199 000,00 | 9 594,56 | -1 080,00 | 56 237,07 | 263 751,63 | 0,00 | 263 751,63 |
| | 0202 | 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | BMG | I | 50 000,00 | 150,10 | -10 000,00 | -2 150,10 | 38 000,00 | 0,00 | 38 000,00 |
| | 0202 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | RB | I | 30 600,00 | 0,00 | 0,00 | -1 000,00 | 29 600,00 | -3 000,00 | 26 600,00 |
| | 0202 | 2188 | Autres | BMG | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 231312 | Bâtiments scolaires | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 231351 | Bâtiments publics | RB | I | 1 768 539,90 | 0,00 | 0,00 | 69 686,27 | 1 838 226,17 | -105 000,00 | 1 733 226,17 |
| | 0202 | 231351.4 | Bâtiments publics DSP les bouviers | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 231351.5 | Bâtiments publics DSP Ste Lucie | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2314 | Constructions sur sol d'autrui | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 23181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | RB | I | 55 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 000,00 | -30 000,00 | 25 000,00 |
| | 0202 | 27634 | Communes et structures intercommunales | BB | I | 190 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 195 000,00 | 0,00 | 195 000,00 |

| | | | | | | | | | | | | |
|------------|--|--|--|---------|--|---------------------|------------------|-------------|-------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| 900 | | | | Somme : | | 2 757 979,90 | 18 646,49 | 0,00 | 190 266,09 | 2 966 892,48 | -240 002,00 | 2 726 890,48 |
|------------|--|--|--|---------|--|---------------------|------------------|-------------|-------------------|---------------------|--------------------|---------------------|

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|-----------|---|---------|------|---------------------|-------------------|-------------|------------------|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|
| 902 | 20 | 2031 | Frais d'études | RB | I | 5 000,00 | 500,00 | 0,00 | -500,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| | 20 | 2033 | Frais d'insertion | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 20 | 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | RB | I | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| | 20 | 2317312 | Bâtiments scolaires | RB | I | 15 000,00 | 1 000,00 | 4 038,86 | 3 569,60 | 23 608,46 | 0,00 | 23 608,46 |
| | 21 | 2031 | Frais d'études | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 21 | 2317312 | Bâtiments scolaires | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 2031 | Frais d'études | RB | I | 250 500,00 | 76 163,99 | 17 895,58 | -1 159,41 | 343 400,16 | -67 924,63 | 275 475,53 |
| | 221 | 2033 | Frais d'insertion | BMP | I | 12 500,00 | 4 339,08 | 0,00 | -1 339,08 | 15 500,00 | 0,00 | 15 500,00 |
| | 221 | 2033 | Frais d'insertion | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 2111 | Terrains nus | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 2157 | Matériel et outillage technique | BMG | I | 10 000,00 | 86,18 | 0,00 | -86,18 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| | 221 | 2157 | Matériel et outillage technique | RB | I | 0,00 | 0,00 | 2 008,80 | 0,00 | 2 008,80 | 0,00 | 2 008,80 |
| | 221 | 21831 | Matériel informatique scolaire | BFI | I | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 712,20 | 160 712,20 | 0,00 | 160 712,20 |
| | 221 | 21838 | Autre matériel informatique | BFI | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | RB | I | 61 000,00 | 16 289,45 | 58 401,24 | -15 362,95 | 120 327,74 | 0,00 | 120 327,74 |
| | 221 | 231312 | Bâtiments scolaires | RB | I | 15 000,00 | 0,00 | 2 079,66 | 3 379,10 | 20 458,76 | -15 000,00 | 5 458,76 |
| | 221 | 23153 | Réseaux divers | BFI | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 2317312 | Bâtiments scolaires | BMG | I | 0,00 | 182,49 | 0,00 | -182,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 2317312 | Bâtiments scolaires | RB | I | 2 379 000,00 | 201 449,11 | -84 924,14 | -63 530,01 | 2 431 994,96 | -127 796,84 | 2 304 198,12 |
| | 221 | 231735.05 | MAINTENANCE DES COLLEGES | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 238 | Avances versées sur commandes immobilisations corporelles | RB | I | 0,00 | 476,07 | 0,00 | -476,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 23 | 2031 | Frais d'études | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 902 | | | | Somme : | | 2 808 500,00 | 300 486,37 | 0,00 | 25 024,71 | 3 134 011,08 | -210 721,47 | 2 923 289,61 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|------|-----------|---------|-----------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 903 | 312 | 2031 | Frais d'études | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 312 | 2033 | Frais d'insertion | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 312 | 216.5 | COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - PATRIMOINE COMMUNES | BD | I | 73 866,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 73 866,00 | 0,00 | 73 866,00 |
| | 312 | 2188 | Autres | BMG | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 312 | 231314 | Bâtiments culturels et sportifs | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 312 | 2316 | Restauration des collections et Œuvres d'art | BD | I | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 746,00 | 22 746,00 | 0,00 | 22 746,00 |
| | 313 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | BMG | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 314 | 216.1 | Restauration oeuvres d'art - Musée | BD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 314 | 2314.19 | Réaménagement Château de St Alban | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 315 | 2031 | Frais d'études | RB | I | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | -22 730,00 | 17 270,00 |
| | 315 | 2157 | Matériel et outillage technique | BH | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | | |
|------------|-----|--------|---|----------------|---|-------------------|--------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 315 | 216 | COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - RESTAURATION | BH | I | 34 800,00 | 51,79 | 0,00 | -34 851,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 315 | 216.2 | COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART- ACQUISITIONS | BH | I | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| | 315 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | BH | I | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| | 315 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | BMG | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 315 | 231314 | Bâtiments culturels et sportifs | RB | I | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 903 | | | | Somme : | | 188 866,00 | 51,79 | 0,00 | -32 105,79 | 156 812,00 | -22 730,00 | 134 082,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|---|----------------|------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 905 | 50 | 21838 | Autre matériel informatique | BFI | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 50 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | BMG | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 905 | | | | Somme : | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|------|--------------|----------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 906 | 61 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | BMG | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 61 | 2188 | Autres | BMG | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 1313 | Départements | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 363,47 | 16 363,47 | 0,00 | 16 363,47 |
| | 621 | 1313 | Départements | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 1314 | Communes et structures intercommunales | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93 371,41 | 93 371,41 | 0,00 | 93 371,41 |
| | 621 | 1314 | Communes et structures intercommunales | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 2031 | Frais d'études | R | I | 160 000,00 | 0,00 | 26 910,00 | -10 400,00 | 176 510,00 | 0,00 | 176 510,00 |
| | 621 | 2031 | Frais d'études | RB | I | 16 080,00 | 0,00 | 0,00 | 9 768,93 | 25 848,93 | -11 567,76 | 14 281,17 |
| | 621 | 2033 | Frais d'insertion | BMP | I | 49 500,00 | 4 577,95 | 0,00 | -4 577,95 | 49 500,00 | -10 000,00 | 39 500,00 |
| | 621 | 2033 | Frais d'insertion | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 2111 | Terrains nus | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 2115 | Terrains bâtis | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 21318 | Autres bâtiments publics | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 2151 | Réseaux de voirie | R | I | 120 000,00 | 0,00 | -70 000,00 | -3 900,00 | 46 100,00 | 0,00 | 46 100,00 |
| | 621 | 2157 | Matériel et outillage technique | BMG | I | 10 000,00 | 3 375,34 | 0,00 | -5 375,34 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| | 621 | 2157 | Matériel et outillage technique | R | I | 250 000,00 | 0,00 | 232 321,52 | 0,00 | 482 321,52 | 0,00 | 482 321,52 |
| | 621 | 2157 | Matériel et outillage technique | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 2182 | Matériel de transport | R | I | 775 000,00 | 0,00 | -163 374,83 | -135 000,00 | 476 625,17 | 0,00 | 476 625,17 |
| | 621 | 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | BMG | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | RB | I | 11 600,00 | 0,00 | 5 261,00 | 2 056,50 | 18 917,50 | -4 500,00 | 14 417,50 |
| | 621 | 231318 | Autres bâtiments publics | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 231318 | Autres bâtiments publics | RB | I | 186 646,00 | 0,00 | -17 261,00 | 15 339,39 | 184 724,39 | -18 100,00 | 166 624,39 |
| | 621 | 23151 | Réseaux de voirie | R | I | 9 595 000,00 | 0,00 | 36 790,00 | 649 300,00 | 10 281 090,00 | 0,00 | 10 281 090,00 |
| | 621 | 23157 | Matériel et outillage technique | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 2317318 | Autres bâtiments publics | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|---------|---|----------------|---|----------------------|-----------------|-------------|--------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| 621 | 2317318 | Autres bâtiments publics | RB | I | 45 000,00 | 0,00 | 16 000,00 | 8 732,79 | 69 732,79 | -10 800,00 | 58 932,79 |
| 621 | 231757 | Matériel et outillage techniques | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 23181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 23181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | RB | I | 23 958,00 | 0,00 | -4 000,00 | 4 011,62 | 23 969,62 | -5 800,00 | 18 169,62 |
| 621 | 238 | Avances versées sur commandes immobilisations corporelles | R | I | 0,00 | 0,00 | 6 300,00 | 0,00 | 6 300,00 | 0,00 | 6 300,00 |
| 622 | 2157 | Matériel et outillage technique | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | 2182 | Matériel de transport | R | I | 100 000,00 | 0,00 | -68 946,69 | 0,00 | 31 053,31 | 0,00 | 31 053,31 |
| 622 | 23151 | Réseaux de voirie | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 2031 | Frais d'études | BN | I | 560 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 560 000,00 | 0,00 | 560 000,00 |
| 68 | 204122 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 2111 | Terrains nus | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 23153 | Réseaux divers | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 231753 | Réseaux divers | BN | I | 1 744 000,00 | 0,00 | 0,00 | -1 500 000,00 | 244 000,00 | 0,00 | 244 000,00 |
| 906 | | | Somme : | | 13 646 784,00 | 7 953,29 | 0,00 | -860 309,18 | 12 794 428,11 | -60 767,76 | 12 733 660,35 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|----------|--|---------|------|------------------|-----------------|-------------|-------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 907 | 731 | 2031 | Frais d'études | BS | I | 21 289,00 | 8 711,00 | 0,00 | -8 223,00 | 21 777,00 | 0,00 | 21 777,00 |
| | 731 | 2031 | Frais d'études | DID | I | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | -28 700,00 | 1 300,00 | 0,00 | 1 300,00 |
| | 738 | 2031 | Frais d'études | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 738 | 2031 | Frais d'études | BS3 | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 738 | 208 | Autres immobilisations incorporelles | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 738 | 2128 | Autres agencements et aménagements | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 738 | 2157 | Matériel et outillage technique | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 738 | 2157.301 | MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - APN | BS3 | I | 0,00 | 14,68 | 4 732,00 | -14,68 | 4 732,00 | 0,00 | 4 732,00 |
| | 738 | 2257 | Matériel et outillage techniques | BS3 | I | 2 000,00 | 0,00 | -4 732,00 | 2 732,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 74 | 2031 | Frais d'études | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 907 | | | Somme : | | | 53 289,00 | 8 725,68 | 0,00 | -34 205,68 | 27 809,00 | 0,00 | 27 809,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|------------------------------------|---------|------|------|---------|-----------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 908 | 80 | 2031 | Frais d'études | RT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 80 | 23151 | Réseaux de voirie | RT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 821 | 2031 | Frais d'études | RT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 821 | 2152 | Installations de voirie | RT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 821 | 231752 | Installations de voirie | RT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 88 | 2128 | Autres agencements et aménagements | RT | I | 2740 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | | |
|------------|----|-------|-------------------|----------------|---|-------------------|-------------|-------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 88 | 2188 | Autres | RT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 88 | 23151 | Réseaux de voirie | RT | I | 246 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 246 000,00 | -20 000,00 | 226 000,00 |
| 908 | | | | Somme : | | 246 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 246 000,00 | -20 000,00 | 226 000,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|---|----------------|------|-------------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 909 | 90 | 2031 | Frais d'études | BN | I | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| | 90 | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 90 | 2111 | Terrains nus | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 90 | 231785 | Matériel de téléphonie | BN | I | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| | 91 | 204182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 921 | 204182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 928 | 261 | Titres de participation | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 928 | 261.1 | Titres de participation | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 928 | 266.1 | PARTICIPATION CAPITAL SOCIAL SEM ABATTOIR | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 94 | 23151 | Réseaux de voirie | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 909 | | | | Somme : | | 120 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 120 000,00 | 0,00 | 120 000,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|------------|---|----------------|------|-------------------|-------------------|-------------|--------------------|---------------------------------|-------------------|---------------------------------|
| 910 | 0202 | 204141.328 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PED | BC | I | 61 126,86 | 53 671,03 | 0,00 | 5 470,50 | 120 268,39 | 0,00 | 120 268,39 |
| | 0202 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 480 597,00 | 0,00 | 0,00 | -183 799,00 | 296 798,00 | -50 000,00 | 246 798,00 |
| | 0202 | 204142.328 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED | BC | I | 247 628,89 | 147 371,17 | 0,00 | -66 779,10 | 328 220,96 | -49 556,04 | 278 664,92 |
| | 0202 | 204142.328 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED | DID | I | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | -4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2041721 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2041722 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 2041782 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 910 | | | | Somme : | | 793 352,75 | 201 042,20 | 0,00 | -249 107,60 | 745 287,35 | -99 556,04 | 645 731,31 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|-----------|-------------------------------------|----------------|------|-------------------|------------------|-------------|-------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 911 | 12 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | DAD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 12 | 204142.24 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DFCI | BS | I | 49 506,32 | 24 746,69 | 0,00 | -42 802,04 | 31 450,97 | 0,00 | 31 450,97 |
| | 12 | 2041782 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 12 | 204181 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | I01 | I | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| | 12 | 204182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | I01 | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 911 | | | | Somme : | | 249 506,32 | 24 746,69 | 0,00 | -42 802,04 | 231 450,97 | 0,00 | 231 450,97 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|-----------|--|----------------|------|-------------------|---------------|-------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|---------------------------------|
| 912 | 21 | 204121 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 21 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 575 973,00 | 0,00 | 0,00 | 159 536,00 | 735 509,00 | -70 000,00 | 665 509,00 |
| | 21 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 21 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 20421.218 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- OGEC coll.Priv.info.Péda | BD | I | 48 000,00 | 67,66 | 0,00 | -67,66 | 48 000,00 | 0,00 | 48 000,00 |
| | 221 | 20422.63 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS-OGEC collèges privés | BD | I | 237 506,00 | 674,99 | 0,00 | -674,99 | 237 506,00 | 0,00 | 237 506,00 |
| | 221 | 20431.206 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- Collèges publics | BD | I | 25 000,00 | 54,50 | 0,00 | -54,50 | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 |
| | 222 | 20431 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 53,20 | 53,20 | 0,00 | 53,20 |
| | 222 | 20432 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BD | I | 14 000,00 | 61,41 | 0,00 | -12 089,38 | 1 972,03 | 0,00 | 1 972,03 |
| | 23 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 912 | | | | Somme : | | 900 479,00 | 858,56 | 0,00 | 146 702,67 | 1 048 040,23 | -70 000,00 | 978 040,23 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|-----------|--|---------|------|------------|-----------|-----------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 913 | 312 | 204122 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 | -70 000,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| | 312 | 204141.12 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- Restau.objets mobiliers | BD | I | 39 089,65 | 72,00 | 0,00 | -4 650,00 | 34 511,65 | -5 197,00 | 29 314,65 |
| | 312 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 328 077,00 | 58 730,00 | 0,00 | -60 000,00 | 326 807,00 | -50 376,00 | 276 431,00 |
| | 312 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 312 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 6 354,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 354,00 | -4 874,00 | 1 480,00 |
| | 313 | 204141 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BI | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 313 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 313 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BI | I | 10 000,00 | 2 656,06 | 0,00 | -631,86 | 12 024,20 | -5 000,00 | 7 024,20 |
| | 314 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 32 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 32 | 20421.167 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- equipements sportifs ass | BD | I | 35 000,00 | 103,00 | 0,00 | -103,00 | 35 000,00 | 0,00 | 35 000,00 |
| | 33 | 204141 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BLASE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 33 | 204142.2 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique | BL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 33 | 204142.2 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique | BLASE | I | 22 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 22 000,00 | 0,00 | 22 000,00 |

| | | | | | | | | | | | | | |
|------------|----|----------|--|----------------|---|--|-------------------|------------------|-------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 33 | 2041721 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BLASE | I | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 33 | 204182.2 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BLASE | I | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 33 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BC | I | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 33 | 20421.2 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Crèches halte garderie | BLASE | I | | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| | 33 | 20422.2 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées | BL | I | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 33 | 20422.2 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées | BLASE | I | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 913 | | | | Somme : | | | 524 520,65 | 61 561,06 | 0,00 | -135 384,86 | 450 696,85 | -65 447,00 | 385 249,85 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|-----------|--|----------------|------|---------------------|-------------|-------------|------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 915 | 50 | 204181 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| | 51 | 204142.2 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique | BLASE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 51 | 204182.2 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BLASE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 51 | 20422.2 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées | BLASE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 53 | 204142.3 | communes et structures intercommunales - EHPAD publiques | BL | I | 376 163,00 | 0,00 | -376 163,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 53 | 2041722.3 | Centre communal d'action sociale - EHPAD publiques | BL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 53 | 2041782.3 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD publiques | BL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 53 | 204182.3 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BL | I | 341 154,00 | 0,00 | -341 154,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 53 | 20422.3 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD Privés | BL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 538 | 204142.3 | communes et structures intercommunales - EHPAD publiques | BL | I | 0,00 | 0,00 | 376 163,00 | 0,00 | 376 163,00 | 0,00 | 376 163,00 |
| | 538 | 2041782.3 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD publiques | BL | I | 133 781,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 133 781,66 | 0,00 | 133 781,66 |
| | 538 | 204182.3 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BL | I | 0,00 | 0,00 | 341 154,00 | 0,00 | 341 154,00 | 0,00 | 341 154,00 |
| | 538 | 20422.3 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD Privés | BL | I | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500 000,00 | 0,00 | 500 000,00 |
| | 58 | 2041782.1 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AIRDIE | BL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 915 | | | | Somme : | | 1 351 098,66 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 1 401 098,66 | 0,00 | 1 401 098,66 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|------------|---|---------|------|------|---------|-----------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 916 | 61 | 204141.217 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - RMC | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|------------|---|----------------|---|---------------------|------------------|-------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|
| 61 | 204142.217 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - RMC | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 2041781 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 2041782 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61 | 204182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | I | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | -40 000,00 | 0,00 |
| 621 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 204113 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | BC | I | 518 000,00 | 0,00 | 460 000,00 | 824 000,00 | 1 802 000,00 | -1 000 000,00 | 802 000,00 |
| 628 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 1 883 852,69 | 46 398,21 | -460 000,00 | 219 610,00 | 1 689 860,90 | -20 000,00 | 1 669 860,90 |
| 628 | 204142.14 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Inondation 2008 | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 204142.7 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Programme urbain | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 204142.78 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC | BC | I | 21 889,24 | 23 966,12 | 0,00 | -5 324,01 | 40 531,35 | 0,00 | 40 531,35 |
| 628 | 2041782 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | -43 770,00 | 106 230,00 | 0,00 | 106 230,00 |
| 628 | 2041782.78 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 204123 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | BN | I | 130 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 130 000,00 | 0,00 | 130 000,00 |
| 68 | 204143 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 2041783 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| 68 | 20423 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 916 | | | Somme : | | 2 743 741,93 | 70 364,33 | 0,00 | 1 994 515,99 | 4 808 622,25 | -1 060 000,00 | 3 748 622,25 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|------------|---|---------|------|------------|----------|-----------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 917 | 70 | 2041783 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 70 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 71 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 72 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 100 000,00 | 85,58 | 0,00 | 0,00 | 100 085,58 | -20 000,00 | 80 085,58 |
| | 72 | 204182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 72 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 72 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 33 000,00 | 9 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 43 000,00 | -500,00 | 42 500,00 |
| | 72 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | DID | I | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | -10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| | 731 | 204141 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | DID | I | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | -13 902,00 | 6 098,00 | 0,00 | 6 098,00 |
| | 731 | 204141.216 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Déchets ménager | BS | I | 6 437,00 | 4 096,00 | 0,00 | -4 096,00 | 6 437,00 | -3 312,00 | 3 125,00 |
| | 731 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 731 | 204142.216 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Déchets ménager | BS | I | 108 986,00 | 0,00 | 0,00 | -100 000,00 | 8 986,00 | -8 386,00 | 600,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|------------|--|-----|---|-----------|----------|----------|------------|-----------|------|-----------|
| 731 | 204142.216 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Déchets ménager | DID | I | 0,00 | 0,00 | 6 039,00 | 0,00 | 6 039,00 | 0,00 | 6 039,00 |
| 731 | 204151 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | 2041782 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 13 484,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 484,84 | 0,00 | 13 484,84 |
| 731 | 2041782 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | 20421.216 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Déchets ménager | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204141.30 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Ges.intégrée cours eau | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204141.300 | BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS | BS3 | I | 10 289,00 | 0,00 | 0,00 | -5 000,00 | 5 289,00 | 0,00 | 5 289,00 |
| 738 | 204141.31 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Act.pleine nature public | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204141.41 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Mobili.fonciere public | BS | I | 0,00 | 1 750,00 | 0,00 | -1 750,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204141.42 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Sub.envir.diverse public | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BS | I | 29 142,00 | 0,00 | 0,00 | -20 000,00 | 9 142,00 | 0,00 | 9 142,00 |
| 738 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | DAD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204142.19 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Sylviculture | BS | I | 51 043,00 | 2 855,63 | 0,00 | -1 679,58 | 52 219,05 | 0,00 | 52 219,05 |
| 738 | 204142.19 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Sylviculture | DID | I | 0,00 | 0,00 | 518,77 | 0,00 | 518,77 | 0,00 | 518,77 |
| 738 | 204142.30 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Gest.intégrée cours eau public | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204142.300 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS | BS3 | I | 15 000,00 | 0,00 | -523,00 | -10 517,00 | 3 960,00 | 0,00 | 3 960,00 |
| 738 | 204142.301 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - APN | BS3 | I | 5 790,00 | 0,00 | 0,00 | -5 790,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204142.31 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Act.pleine nature public | BS | I | 13 694,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 694,40 | 0,00 | 13 694,40 |
| 738 | 204151 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204152 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 2041781 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 2041782 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 204181.10 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Circuit rando topo-guide | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 20421.24 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Act.pleine nature privés | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 20421.300 | BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS | BS3 | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 20421.301 | BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - APN | BS3 | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 738 | 20421.42 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Sub.envir.diverse privés | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|------------|--|-----|---|-----------|----------|------------|------------|-----------|-----------|-----------|
| 90 | 204141 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 204142.55 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 204152 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | DAD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 500,00 | 17 500,00 | 0,00 | 17 500,00 |
| 90 | 204181 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 204182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 90 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 78 318,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 98 318,00 | 0,00 | 98 318,00 |
| 90 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | DAD | I | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 22 500,00 | 32 500,00 | 0,00 | 32 500,00 |
| 90 | 20422.55 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE | BC | I | 25 880,00 | 0,00 | 10 000,00 | -12 446,00 | 23 434,00 | 0,00 | 23 434,00 |
| 91 | 2041782 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BB3 | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 921 | 204182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 204141 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 204141.162 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Diversification agricole | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 204141.28 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Energies renouvelables | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 50 000,00 | 0,00 | -50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 204142.162 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - diversification agricole | BS | I | 0,00 | 0,00 | 5 022,00 | -5 022,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 204142.28 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Energies renouvelables | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 204181 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | DAD | I | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | -5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 204181.26 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Maitrise eau agriculture | BS | I | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | -750,00 | 750,00 | 0,00 | 750,00 |
| 928 | 204182.26 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Maitrise eau agriculture | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 20421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | DAD | I | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 11 120,00 | 21 120,00 | -1 120,00 | 20 000,00 |
| 928 | 20421.86 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Ident.Elect.Ovins | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 20421.95 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Diversification agricole | BS | I | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | -5 000,00 | 0,00 |
| 928 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BB | I | 48 333,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 48 333,00 | 0,00 | 48 333,00 |
| 928 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 20422.17 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Bâtiments élevage | BS | I | 22 491,87 | 0,00 | 0,00 | -13 851,76 | 8 580,11 | 0,00 | 8 580,11 |

| | | | | | | | | | | | |
|-----|------------|--|-----|---|------------|-----------|------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| 928 | 20422.28 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Energies renouvelables | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 20422.95 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - diversification agricole | BS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 2748 | Autres prêts | BB | I | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 928 | 2748 | Autres prêts | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 204141.6 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Zones d'activité | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 413 640,79 | 0,00 | -1 023,00 | -412 617,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 204142.235 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Aide au commerce rural | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 204142.37 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Programme immobilier d'entreprise | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 204142.45 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA | BC | I | 2 059,08 | 234,00 | 0,00 | -234,00 | 2 059,08 | -2 059,08 | 0,00 |
| 93 | 204142.6 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Zones d'activité | BC | I | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | -26 967,00 | 3 033,00 | 0,00 | 3 033,00 |
| 93 | 20421.33 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PME | BC | I | 17 475,45 | 0,00 | 0,00 | -4 153,79 | 13 321,66 | 0,00 | 13 321,66 |
| 93 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | DAD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 20422.235 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Commerce rural | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 93 | 20422.31 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Opération vitrine | BC | I | 0,00 | 3 440,00 | 0,00 | 0,00 | 3 440,00 | 0,00 | 3 440,00 |
| 93 | 20422.45 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA | BC | I | 6 000,00 | 11 527,50 | 0,00 | -0,10 | 17 527,40 | 0,00 | 17 527,40 |
| 93 | 20422.55 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 204122.161 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 204141.75 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I. | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 204142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 308 603,01 | 0,00 | 46 001,00 | -190 000,00 | 164 604,01 | -20 000,00 | 144 604,01 |
| 94 | 204142.161 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Projet touristique structurant | BC | I | 431 826,35 | 24 681,80 | 0,00 | -310 832,49 | 145 675,66 | 0,00 | 145 675,66 |
| 94 | 204142.161 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Projet touristique structurant | DID | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 204142.48 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Tourisme rural communes | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 204182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 835 882,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 835 882,55 | 0,00 | 835 882,55 |
| 94 | 204182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | DAD | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 0,00 | 1 500 000,00 |
| 94 | 204182.15 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SELO rénovation Bagnols | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 20421.75 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I. | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 20422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | DAD | I | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | -20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 20422.161 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Pôles touristiques | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 20422.48 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Tourisme rural privés | BC | I | 30 000,00 | 0,00 | -10 000,00 | 30 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| 94 | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | BC | I | 2820 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------|--------|--|----------------|---|------------------|-------------|-------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| | 454418 | AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES | BS | I | 0,00 | 0,00 | 17 000,00 | 2 960,00 | 19 960,00 | 0,00 | 19 960,00 |
| | 454418 | AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES | DAD | I | 0,00 | 0,00 | 23 713,00 | 23 000,00 | 46 713,00 | -3 944,00 | 42 769,00 |
| | 454419 | AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS | BS | I | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | 454419 | AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS | DAD | I | 0,00 | 0,00 | -3 713,00 | 12 944,00 | 9 231,00 | 0,00 | 9 231,00 |
| | 4581.1 | DEPENSES - VOIRIES COMMUNALES | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 924 | | | Somme : | | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 28 904,00 | 78 904,00 | 91 960,00 | 170 864,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|--|----------------|------|-------------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 925 | | 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2031 | Frais d'études | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2033 | Frais d'insertion | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 204411 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 204412 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2151 | Réseaux de voirie | | I | 260 000,00 | 0,00 | 17 134,83 | 0,00 | 277 134,83 | 0,00 | 277 134,83 |
| | | 2157 | Matériel et outillage technique | | I | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| | | 2182 | Matériel de transport | | I | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| | | 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | | I | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| | | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 231311 | Bâtiments administratifs | | I | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| | | 231314 | Bâtiments culturels et sportifs | | I | 54 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 54 000,00 | 0,00 | 54 000,00 |
| | | 231318 | Autres bâtiments publics | | I | 160 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 160 000,00 | 0,00 | 160 000,00 |
| | | 231351 | Bâtiments publics | | I | 40 000,00 | 0,00 | 54 021,54 | 0,00 | 94 021,54 | 0,00 | 94 021,54 |
| | | 2314 | Constructions sur sol d'autrui | | I | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | | 23151 | Réseaux de voirie | | I | 0,00 | 0,00 | 6 292,74 | 0,00 | 6 292,74 | 0,00 | 6 292,74 |
| | | 23153 | Réseaux divers | | I | 200 000,00 | 0,00 | -77 449,11 | 0,00 | 122 550,89 | 0,00 | 122 550,89 |
| | | 2317312 | Bâtiments scolaires | | I | 210 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 210 000,00 | 0,00 | 210 000,00 |
| | | 2317318 | Autres bâtiments publics | | I | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| | | 231735 | Installations générales, agencements, aménagements des const | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 231753 | Réseaux divers | | I | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | | 231785 | Matériel de téléphonie | | I | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| | | 23181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | | I | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | | 248 | Autres mises en affectations | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 925 | | | | Somme : | | 995 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 995 000,00 | 0,00 | 995 000,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------|------------|---------|-----------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 926 | | 13911 | SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX | | I | 212 854,77 | 0,00 | 0,00 | -0,23 | 217 854,77 | 0,00 | 217 854,77 |

| | | | | | | | | | | | | |
|------------|--|------------|--|----------------|---|---------------------|-------------|-------------|-----------------|---------------------|-------------|---------------------|
| | | 13912 | SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION | | I | 118 656,00 | 0,00 | 0,00 | -0,01 | 118 655,99 | 0,00 | 118 655,99 |
| | | 13914 | SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - COMMUNES | | I | 2 471,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 471,00 | 0,00 | 2 471,00 |
| | | 13916 | SUBV.INVESTIS.TRANSFEREES AU C.R.- AUTRES ETBS PUBLICS LOC. | | I | 128 446,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 128 446,00 | 0,00 | 128 446,00 |
| | | 139172 | SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- FEDER | | I | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| | | 139178 | SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - FONDS EUROPEENS AUTRES | | I | 94 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 94 200,00 | 0,00 | 94 200,00 |
| | | 13931 | DGE | | I | 3 955 615,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 955 615,25 | 0,00 | 3 955 615,25 |
| | | 13932 | Dotation départementale d'équipement des collèges | | I | 834 974,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 834 974,00 | 0,00 | 834 974,00 |
| | | 192 | PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 198 | Neutralisation des amortissements | | I | 206 467,16 | 0,00 | 0,00 | 1 259,84 | 207 727,00 | 0,00 | 207 727,00 |
| | | 21311 | Bâtiments administratifs | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 28033 | Amortissement des frais d'insertion | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280414 | COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280417.128 | AMORTIS.SUBV.PROGR.RESOR.ZONES OMBRES T.V. | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 28041722 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 281841.05 | AMORT.EQUIP.MOBILIER COLLEGES PUBLICS PROG2005 | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 281848 | AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 926 | | | | Somme : | | 5 568 684,41 | 0,00 | 0,00 | 1 259,60 | 5 569 944,01 | 0,00 | 5 569 944,01 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|--------------------|----------------|------|-------------|-------------|-------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|---------------------------------|
| 950 | | 020 | Dépenses imprévues | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 114 099,87 | 114 099,87 | 830 566,56 | 944 666,43 |
| 950 | | | | Somme : | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 114 099,87 | 114 099,87 | 830 566,56 | 944 666,43 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | Virements | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------------|--------|---------|---|----------------|------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 953 | | 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 953 | | | | Somme : | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|----------------|--|----------------------|-------------------|-------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | | Somme : | | 82 484 984,41 | 769 819,97 | 0,00 | 1 331 345,80 | 84 586 150,18 | -1 485 789,29 | 83 100 360,89 |
|--|--|--|--|----------------|--|----------------------|-------------------|-------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|

BUDGET PRINCIPAL RECETTES FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|------------------------------------|---------|----------------|---------------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| | | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | BB | F | 1 590 466,92 | 0,00 | 0,00 | 1 590 466,92 | 0,00 | 1 590 466,92 |
| | | | | | Somme : | 1 590 466,92 | 0,00 | 0,00 | 1 590 466,92 | 0,00 | 1 590 466,92 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------|------------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 930 | 0201 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BFH | F | 450 000,00 | 0,00 | 0,00 | 450 000,00 | 80 000,00 | 530 000,00 |
| | 0201 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0201 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | BFH | F | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| | 0201 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0201 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BFH | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| | 0201 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0201 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BMP | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0201 | 7588 | Autres produits divers de gestion courante | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0201 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0201 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 215,74 | 215,74 | 0,00 | 215,74 |
| | 0202 | 70323 | Redevance d'occupation du domaine public départemental | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 70323 | Redevance d'occupation du domaine public départemental | BN | F | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500,00 | 0,00 | 4 500,00 |
| | 0202 | 70848 | aux autres organismes | BFI | F | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | -15 000,00 | 0,00 |
| | 0202 | 70848 | aux autres organismes | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 45 000,00 | 45 000,00 | -45 000,00 | 0,00 |
| | 0202 | 70878 | Par des tiers | BFI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | 0202 | 70878 | Par des tiers | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | 0202 | 70878 | Par des tiers | BMP | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 7398 | AUTRES REVERSEMENTS | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 752 | Revenus des immeubles | BMG | F | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 45 000,00 | 0,00 | 45 000,00 |
| | 0202 | 7588 | Autres produits divers de gestion courante | RB | F | 22 000,00 | 0,00 | 0,00 | 22 000,00 | 0,00 | 22 000,00 |
| | 0202 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | BMG | F | 192,29 | 0,00 | -192,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BMG | F | 31,34 | 0,00 | -0,08 | 31,26 | -31,26 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | |
|------|-------|--|-----|----------------|-------------------|-------------|-----------------|-------------------|------------------|-------------------|
| 0202 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | COM | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31,26 | 31,26 |
| 0202 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BFI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0202 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BMG | F | 66 000,00 | 0,00 | -60 000,00 | 6 000,00 | 4 000,00 | 10 000,00 |
| 021 | 775 | Produits des cessions d'immobilisations | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | COM | F | 10 000,00 | 0,00 | -10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | 74788 | Autres | COM | F | 4 000,00 | 0,00 | 13 640,00 | 17 640,00 | 0,00 | 17 640,00 |
| 023 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | COM | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | Somme : | 612 723,63 | 0,00 | 3 663,37 | 616 387,00 | 84 000,00 | 700 387,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|-----------------------|---------|----------------|-------------|-------------|-----------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 931 | 12 | 70848 | aux autres organismes | BB | F | 0,00 | 0,00 | 1 789,45 | 1 789,45 | 9 000,00 | 10 789,45 |
| | | | | | Somme : | 0,00 | 0,00 | 1 789,45 | 1 789,45 | 9 000,00 | 10 789,45 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------------|------------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 932 | 20 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 20 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BFH | F | 110 000,00 | 0,00 | -60 000,00 | 50 000,00 | -20 000,00 | 30 000,00 |
| | 20 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 20 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | BFH | F | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 300,00 |
| | 20 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 20 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BFH | F | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| | 20 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 20 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 37,00 | 37,00 | 0,00 | 37,00 |
| | 221 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 74718 | Autres | BD | F | 0,00 | 0,00 | 29 385,00 | 29 385,00 | 0,00 | 29 385,00 |
| | 221 | 7473.2 | Participations autres Départements - Fonctionnement collèges | BD | F | 180 000,00 | 0,00 | 0,00 | 180 000,00 | 0,00 | 180 000,00 |
| | 221 | 7474 | Communes et structures intercommunales | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BD | F | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| | 221 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 74881 | PARTIC. FAMILLES AU TITRE RESTAURATION-HEBERG.SCOLAIRES | BD | 287 | 280 000,00 | 0,00 | 120 000,00 | 400 000,00 | 0,00 | 400 000,00 |

| | | | | | | | | | | |
|-----|------|-------------------------------|-----|----------------|-------------------|-------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 221 | 752 | Revenus des immeubles | BD | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 221 | 752 | Revenus des immeubles | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 221 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 221 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 221 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | Somme : | 615 300,00 | 0,00 | 89 422,00 | 704 722,00 | -20 000,00 | 684 722,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|----------|---|---------|----------------|-------------------|-------------|------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 933 | 30 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 30 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BFH | F | 40 000,00 | 0,00 | -20 000,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| | 30 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 311 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 700,00 | 700,00 |
| | 312 | 74718.5 | AUTRES - PARTICIPATION DRAC-PROG CONSERV PREV CNES | BD | F | 70 000,00 | 0,00 | 0,00 | 70 000,00 | 0,00 | 70 000,00 |
| | 312 | 7472 | Régions | BH | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| | 312 | 7472.32 | PARTICIPATIONS REGION - FOUILLES ARCHEOLOGIQUES JAVOLS | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 313 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | BI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 313 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BI | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 314 | 70878 | Par des tiers | BI | F | 0,00 | 0,00 | 160,00 | 160,00 | 0,00 | 160,00 |
| | 314 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BI | F | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| | 315 | 70878 | Par des tiers | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 778,24 | 778,24 | 0,00 | 778,24 |
| | 315 | 7088 | Autres produits d'activités annexes (abonnements et ventes d | BH | F | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| | 315 | 74718 | Autres | BH | F | 27 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 29 000,00 | 0,00 | 29 000,00 |
| | 315 | 74718.28 | PARTICIPATIONS ETAT - DRAC - PROG.NATIONAL NUMERISATION 2009 | BH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 315 | 74718.56 | PARTICIPATION DRAC - EXPO COULEURS LOZERE 2009 | BH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 315 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 5 551,00 | 5 551,00 | 4 000,00 | 9 551,00 |
| | 315 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | BH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 315 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BH | F | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| | 32 | 74718 | Autres | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 32 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BD | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 33 | 7068 | Autres redevances et droits | DAD | F | 0,00 | 0,00 | 31 500,00 | 31 500,00 | 0,00 | 31 500,00 |
| | | | | | Somme : | 145 200,00 | 0,00 | 19 989,24 | 165 189,24 | 4 700,00 | 169 889,24 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|-----------------|---------|------|----|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
|------|--------|---------|-----------------|---------|------|----|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|

| | | | | | | | | | | |
|------|----------|--|-----|----------------|---------------------|-------------|-------------------|---------------------|------------------|---------------------|
| 53 | 7476 | Sécurité sociale et organismes mutualistes | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 7513 | Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 53 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 531 | 7478141 | PART AUTONOMIE | BL | F | 13 000,00 | 0,00 | 8 507,00 | 21 507,00 | 0,00 | 21 507,00 |
| 532 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BL | F | 5 500,00 | 0,00 | 0,00 | 5 500,00 | 0,00 | 5 500,00 |
| 532 | 7478142 | PART PREVENTION | BL | F | 150 000,00 | 0,00 | 53 169,00 | 203 169,00 | 0,00 | 203 169,00 |
| 538 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BL | F | 280 000,00 | 0,00 | 0,00 | 280 000,00 | 60 000,00 | 340 000,00 |
| 538 | 7475.1 | AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLIC | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 538 | 7476 | Sécurité sociale et organismes mutualistes | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 538 | 7478142 | PART PREVENTION | BL | F | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| 538 | 74788 | Autres | BL | F | 35 000,00 | 0,00 | 85 000,00 | 120 000,00 | 21 033,00 | 141 033,00 |
| 538 | 7513 | Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions | BL | F | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 600 000,00 | 0,00 | 600 000,00 |
| 538 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 538 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 541 | 74718 | Autres | BL | F | 0,00 | 0,00 | 33 356,00 | 33 356,00 | 375,00 | 33 731,00 |
| 544 | 74771 | Fonds social européen | BL | F | 137 700,00 | 0,00 | 0,00 | 137 700,00 | -137 700,00 | 0,00 |
| 5471 | 74783 | FONDS DE MOBILISATION DPTAL POUR L'INSERTION | BL | F | 366 000,00 | 0,00 | -7 000,00 | 359 000,00 | 130 581,00 | 489 581,00 |
| 5471 | 7531 | RECOUVREMENT DES INDUS RMI | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 550 | 747811 | DOTATION VERSEE AU TITRE DE L'APA | BL | F | 3 600 000,00 | 0,00 | 301 697,00 | 3 901 697,00 | 0,00 | 3 901 697,00 |
| 550 | 747811.1 | DOTATION VERSEE AU TITRE DE L'APA - LOI ASV | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 550 | 7533 | RECOUVREMENT DES INDUS APA | BL | F | 30 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 40 000,00 | 10 000,00 | 50 000,00 |
| 564 | 74718 | Autres | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 567 | 7518 | Recouvrements sur autres redevables | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 567 | 75342 | ALLOCATIONS FORFAITAIRES | BL | F | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | -50 000,00 | 50 000,00 |
| 567 | 75342 | ALLOCATIONS FORFAITAIRES | BMP | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 567 | 75343 | ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 567 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BL | F | 0,00 | 0,00 | 396,45 | 396,45 | 0,00 | 396,45 |
| 568 | 74888 | AUTRES | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 568 | 74888 | AUTRES | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 58 | 7588 | Autres produits divers de gestion courante | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 58 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BL | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | Somme : | 7 456 200,00 | 0,00 | 411 602,31 | 7 867 802,31 | 46 289,00 | 7 914 091,31 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|----------|------------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 936 | 60 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BFH | F 290 | 100 000,00 | 0,00 | -70 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 |

| | | | | | | | | | | |
|-----|---------|---|-----|----------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 60 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | R | F | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| 61 | 7474 | Communes et structures intercommunales | BS | F | 33 000,00 | 0,00 | 23 576,35 | 56 576,35 | 0,00 | 56 576,35 |
| 61 | 7474.1 | PARTICIPATION CNES - PROTECTION RESSOURCE EN EAU | BS | F | 25 000,00 | 0,00 | 236,75 | 25 236,75 | 0,00 | 25 236,75 |
| 61 | 7475.24 | PARTICIPATION AGENCE EAU - SATESE | BS | F | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 40 000,00 | 100 000,00 |
| 61 | 7475.25 | PARTICIPATION AGENCE EAU - SATEP | BS | F | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 80 000,00 | 0,00 | 80 000,00 |
| 61 | 7475.26 | PARTICIPATION AGENCE EAU - RESEAU MESURE EAU | BS | F | 38 000,00 | 0,00 | 0,00 | 38 000,00 | 0,00 | 38 000,00 |
| 621 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BFH | F | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 | 35 000,00 | -15 000,00 | 20 000,00 |
| 621 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | BFH | F | 9 000,00 | 0,00 | -9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 70323 | Redevance d'occupation du domaine public départemental | R | F | 360 000,00 | 0,00 | 0,00 | 360 000,00 | -100 000,00 | 260 000,00 |
| 621 | 7038 | Autres redevances et recettes | R | F | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 621 | 70848 | aux autres organismes | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 70878 | Par des tiers | BMP | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 70878 | Par des tiers | RB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| 621 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | R | F | 60 000,00 | 0,00 | -60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | R | F | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | -9 000,00 | 1 000,00 |
| 621 | 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | R | F | 0,00 | 0,00 | 1 433,89 | 1 433,89 | 0,00 | 1 433,89 |
| 621 | 775 | Produits des cessions d'immobilisations | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BMP | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 831,98 | 831,98 |
| 621 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | R | F | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 30 000,00 | 90 000,00 |
| 621 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | RB | F | 0,00 | 0,00 | 388,00 | 388,00 | 0,00 | 388,00 |
| 622 | 7088 | Autres produits d'activités annexes (abonnements et ventes d | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 7081 | Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | 7081 | Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel | BH | F | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500,00 | 0,00 | 4 500,00 |
| 628 | 7088 | Autres produits d'activités annexes (abonnements et ventes d | R | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | BN | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 291 | | | | | | |
| | | | | Somme : | 940 500,00 | 0,00 | -73 365,01 | 867 134,99 | -53 168,02 | 813 966,97 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|----------------|-------------------|-------------|------------------|---------------------------------|------------------|---------------------------------|
| 937 | 70 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BFH | F | 60 000,00 | 0,00 | -10 000,00 | 50 000,00 | 20 000,00 | 70 000,00 |
| | 70 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 72 | 74718 | Autres | BS | F | 75 600,00 | 0,00 | 0,00 | 75 600,00 | -6 867,00 | 68 733,00 |
| | 72 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BC | F | 0,00 | 0,00 | 876,00 | 876,00 | 0,00 | 876,00 |
| | 731 | 7475.28 | Autres grpts collect. établiss.public ademe dechets menagers | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 738 | 7351 | Taxe sur la consommation finale d'électricité | BS | F | 77 171,43 | 0,00 | 0,00 | 77 171,43 | 0,00 | 77 171,43 |
| | 738 | 74718 | Autres | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 738 | 7472.34 | PARTICIPATION REGION - REALISATION DU BILAN CARBONE | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 738 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 74 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 212 771,43 | 0,00 | -9 124,00 | 203 647,43 | 13 133,00 | 216 780,43 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|----------------|---------------------|-------------|------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 938 | 81 | 7472 | Régions | RT | F | 2 310 795,79 | 0,00 | 0,00 | 2 310 795,79 | 0,00 | 2 310 795,79 |
| | 81 | 7474 | Communes et structures intercommunales | RT | F | 570 000,00 | 0,00 | 0,00 | 570 000,00 | 0,00 | 570 000,00 |
| | 81 | 74888 | AUTRES | RT | F | 350 000,00 | 0,00 | 0,00 | 350 000,00 | 0,00 | 350 000,00 |
| | 81 | 74888.1 | Autres | RT | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 81 | 7588 | Autres produits divers de gestion courante | RT | F | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| | 81 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | RT | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 81 | 7714 | Recouvrement sur créances admises en non valeur | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 81 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | RT | F | 0,00 | 0,00 | 864,25 | 864,25 | 0,00 | 864,25 |
| | 821 | 74718 | Autres | RT | F | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| | | | | | Somme : | 3 230 797,79 | 0,00 | 30 864,25 | 3 261 662,04 | 0,00 | 3 261 662,04 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------------|-----------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 939 | 90 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BFH | F | 20 000,00 | 0,00 | -15 000,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| | 90 | 7038 | Autres redevances et recettes | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 90 | 7038 | Autres redevances et recettes | BN | F | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 |
| | 90 | 74718 | Autres | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 90 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 90 | 7711 | Dédit et pénalités perçus | BN | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 90 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BC | 292 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |

| | | | | | | | | | | |
|-----|---------|--|-----|----------------|-------------------|-------------|---------------------|---------------------|-------------|---------------------|
| 91 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BC | F | 320 000,00 | 0,00 | -320 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BFH | F | 0,00 | 0,00 | 320 000,00 | 320 000,00 | 0,00 | 320 000,00 |
| 91 | 74718 | Autres | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BC | F | 30 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| 91 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BS | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 74772 | PARTICIPATIONS FEDER | BC | F | 58 891,83 | 0,00 | 0,00 | 58 891,83 | 0,00 | 58 891,83 |
| 91 | 752 | Revenus des immeubles | BC | F | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500,00 | 0,00 | 4 500,00 |
| 91 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 775 | Produits des cessions d'immobilisations | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 91 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BMG | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 7475 | Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ | BS | F | 48 000,00 | 0,00 | 0,00 | 48 000,00 | 0,00 | 48 000,00 |
| 928 | 74778 | Autres | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 928 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BS | F | 0,00 | 0,00 | 275,40 | 275,40 | 0,00 | 275,40 |
| 93 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 70323 | Redevance d'occupation du domaine public départemental | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 70323.4 | Redevance occupation domaine publics Les Bouviers | BC | F | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 94 | 70323.5 | Redevance occupation domaine publics Ste lucie | BC | F | 33 000,00 | 0,00 | 0,00 | 33 000,00 | 0,00 | 33 000,00 |
| 94 | 757 | Redevances versées par les fermiers et concessionnaires | BB | F | 0,00 | 0,00 | 1 262 307,00 | 1 262 307,00 | 0,00 | 1 262 307,00 |
| 94 | 757 | Redevances versées par les fermiers et concessionnaires | BC | F | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 | 3 500,00 | 0,00 | 3 500,00 |
| 94 | 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 94 | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 95 | 7038 | Autres redevances et recettes | BC | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | Somme : | 541 391,83 | 0,00 | 1 267 582,40 | 1 808 974,23 | 0,00 | 1 808 974,23 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|------|---------------|---------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 940 | | 7311 | Contributions directes | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 73111 | Taxe foncière sur les propriétés bâties | BB | F | 17 360 566,00 | 0,00 | 128 609,00 | 17 489 175,00 | 0,00 | 17 489 175,00 |
| | | 73112 | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | BB | F | 2 214 131,00 | 0,00 | 58 918,00 | 2 273 049,00 | 0,00 | 2 273 049,00 |
| | | 73114 | Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux | BB | F | 520 000,00 | 0,00 | 11 250,00 | 531 250,00 | 0,00 | 531 250,00 |
| | | 73121 | FNGIR | BB | F | 918 061,00 | 0,00 | 0,00 | 918 061,00 | 0,00 | 918 061,00 |
| | | 73125 | FRAIS DE GESTION DE LA TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES BATIES | BB | F | 4 916 844,00 | 0,00 | -125 298,00 | 4 791 546,00 | 0,00 | 4 791 546,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------|-----------------------------------|----|----------------|----------------------|-------------|------------------|----------------------|-------------|----------------------|
| | | 73128 | AUTRES - PART ETAT TSCA | BB | F | 2 589 059,00 | 0,00 | 0,00 | 2 589 059,00 | 0,00 | 2 589 059,00 |
| | | 7318 | AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 28 518 661,00 | 0,00 | 73 479,00 | 28 592 140,00 | 0,00 | 28 592 140,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|----------------|----------------------|-------------|---------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------------|
| 941 | | 73122 | Fonds de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée | BB | F | 305 000,00 | 0,00 | 19 321,00 | 324 321,00 | 0,00 | 324 321,00 |
| | | 7321 | TAXE DPTLE PUB.FONCIERE ET DROIT DPTAL ENREGIS. | BB | F | 4 000 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 4 400 000,00 | 400 000,00 | 4 800 000,00 |
| | | 7322 | TAXE DPTLE ADDITION.A CERTAINS DROITS ENREGIS. | BB | F | 20 000,00 | 0,00 | 40 000,00 | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| | | 7324 | Taxe destinée au financement des dépenses : CAUE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 73261 | ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DMT0 | BB | F | 1 900 000,00 | 0,00 | 3 049 397,00 | 4 949 397,00 | 0,00 | 4 949 397,00 |
| | | 73262 | ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS | BB | F | 489 227,00 | 0,00 | -65 128,00 | 424 099,00 | 0,00 | 424 099,00 |
| | | 7327 | Taxe d'aménagement | BB | F | 250 000,00 | 0,00 | -50 000,00 | 200 000,00 | 70 000,00 | 270 000,00 |
| | | 7342 | TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE | BB | F | 10 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 200 000,00 | 800 000,00 | 11 000 000,00 |
| | | 7342.1 | TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE - SDIS | BB | F | 1 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 400 000,00 | 200 000,00 | 1 600 000,00 |
| | | 7351 | Taxe sur la consommation finale d'électricité | BB | F | 950 000,00 | 0,00 | 0,00 | 950 000,00 | 0,00 | 950 000,00 |
| | | 7352 | TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES (TICPE) | BL | F | 2 841 122,00 | 0,00 | 0,00 | 2 841 122,00 | 0,00 | 2 841 122,00 |
| | | 7352.1 | TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES COMPLEMEN | BB | F | 2 582 404,00 | 0,00 | 0,00 | 2 582 404,00 | 0,00 | 2 582 404,00 |
| | | 7352.2 | TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES RSA | BL | F | 310 973,00 | 0,00 | 0,00 | 310 973,00 | 0,00 | 310 973,00 |
| | | 7388 | AUTRES | BB | F | 4 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 14 000,00 | 0,00 | 14 000,00 |
| | | | | | Somme : | 25 252 726,00 | 0,00 | 3 403 590,00 | 28 656 316,00 | 1 470 000,00 | 30 126 316,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------------|---------------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 942 | | 7411 | Dotation forfaitaire | BB | F | 8 549 895,00 | 0,00 | -19 950,00 | 8 529 945,00 | 0,00 | 8 529 945,00 |
| | | 74121 | DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE | BB | F | 17 051 173,00 | 0,00 | 0,00 | 17 051 173,00 | 0,00 | 17 051 173,00 |
| | | 74123 | DOTATION DE COMPENSATION | BB | F | 15 743 409,00 | 0,00 | -3,00 | 15 743 406,00 | 0,00 | 15 743 406,00 |
| | | 744 | FCTVA | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 444,00 | 31 444,00 |
| | | 7461.09 | DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION | BB | F | 1 543 322,00 | 0,00 | 0,00 | 1 543 322,00 | 0,00 | 1 543 322,00 |
| | | 74831 | Compensation des pertes de bases d'imposition à la CET | BB | F | 76 144,80 | 0,00 | 871,20 | 77 016,00 | 0,00 | 77 016,00 |
| | | 74832 | DCRTP | BB | F | 957 000,00 | 0,00 | 871,00 | 957 871,00 | 0,00 | 957 871,00 |
| | | 74833 | ETAT - COMPENSATION TITRE CONTRIBUTION ECO TERRITORIALE | BB | 294 | 19 964,80 | 0,00 | -16 244,80 | 3 720,00 | 0,00 | 3 720,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------|--|----|----------------|----------------------|-------------|-------------------|----------------------|------------------|----------------------|
| | | 74834 | ETAT - COMPENSATION TITRE EXO TAXE FONCIERE PROP BATIES | BB | F | 52 613,60 | 0,00 | -27 639,60 | 24 974,00 | 0,00 | 24 974,00 |
| | | 74835 | ETAT - DOT TRANSF COMPENSATIONS EXO FISCALITE DIRECTE LOCALE | BB | F | 738 807,20 | 0,00 | 5 709,80 | 744 517,00 | 0,00 | 744 517,00 |
| | | 761 | Produits de participations | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 44 732 329,40 | 0,00 | -56 385,40 | 44 675 944,00 | 31 444,00 | 44 707 388,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|----------------|-----------------|-------------|-----------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 943 | | 761 | Produits de participations | BB | F | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 4 000,00 | 3 040,80 | 7 040,80 |
| | | 768 | Autres produits financiers | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 775 | Produits des cessions d'immobilisations | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 7788 | PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | BB | F | 0,00 | 0,00 | 8 259,38 | 8 259,38 | 0,00 | 8 259,38 |
| | | | | | Somme : | 4 000,00 | 0,00 | 8 259,38 | 12 259,38 | 3 040,80 | 15 300,18 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|----------------|-------------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 945 | | 7815 | Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionn | BB | F | 155 432,00 | 0,00 | 0,00 | 155 432,00 | 0,00 | 155 432,00 |
| | | 7817 | Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circula | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 155 432,00 | 0,00 | 0,00 | 155 432,00 | 0,00 | 155 432,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|----------------|---------------------|-------------|-----------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 946 | | 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) | | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 775 | Produits des cessions d'immobilisations | | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 7761 | Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte | | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 7768 | Neutralisation des amortissements | | F | 206 467,16 | 0,00 | 1 259,84 | 207 727,00 | 0,00 | 207 727,00 |
| | | 777 | Quote-part des subventions investissement transférées au CR | | F | 5 362 217,25 | 0,00 | -0,24 | 5 362 217,01 | 0,00 | 5 362 217,01 |
| | | 7811 | Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelle | | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 5 568 684,41 | 0,00 | 1 259,60 | 5 569 944,01 | 0,00 | 5 569 944,01 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|----------------|-----------------------|-------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| | | | | | Somme : | 119 608 684,41 | 0,00 | 5 172 626,59 | 124 781 311,00 | 1 598 438,78 | 126 379 749,78 |
|--|--|--|--|--|----------------|-----------------------|-------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|

BUDGET PRINCIPAL RECETTES INVESTISSEMENT

Investissement

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|------------------------------------|---------|----------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| | | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|-----------|--|---------|----------------|-------------------|-------------|------------------|---------------------------------|------------------|---------------------------------|
| 900 | 0202 | 1311 | Etat et établissements nationaux | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 1311 | Etat et établissements nationaux | RB | I | 60 000,00 | 0,00 | 17 501,53 | 77 501,53 | 0,00 | 77 501,53 |
| | 0202 | 1312 | SUBVENTIONS REGIONS | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 407,50 | 40 407,50 |
| | 0202 | 165 | Dépôts et cautionnements reçus | POLEN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 700,00 | 1 700,00 |
| | 0202 | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | BFI | I | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| | 0202 | 231311 | Bâtiments administratifs | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 231311.41 | BATIMENTS ADMINISTRATIFS - FUTUR HOTEL DEPARTEMENT | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0202 | 231351 | BATIMENTS PUBLICS | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 160 000,00 | 0,00 | 17 501,53 | 177 501,53 | 42 107,50 | 219 609,03 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|----------------|---------------------|-------------|---------------|---------------------------------|-------------------|---------------------------------|
| 902 | 20 | 2317312 | Bâtiments scolaires | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 21 | 2317312 | Bâtiments scolaires | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 13172 | FEDER | RB | I | 408 761,33 | 0,00 | 0,00 | 408 761,33 | -14 413,66 | 394 347,67 |
| | 221 | 1332.10 | D.D.E.C. | BB | I | 834 974,00 | 0,00 | 0,00 | 834 974,00 | 0,00 | 834 974,00 |
| | 221 | 2031 | Frais d'études | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 668,68 | 2 668,68 |
| | 221 | 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 221 | 2317312 | Bâtiments scolaires | RB | I | 0,00 | 0,00 | 881,63 | 881,63 | 0,00 | 881,63 |
| | | | | | Somme : | 1 243 735,33 | 0,00 | 881,63 | 1 244 616,96 | -11 744,98 | 1 232 871,98 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|----------------------------------|---------|----------------|----------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 903 | 312 | 1311 | Etat et établissements nationaux | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 296 000 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|----------|---|---------|----------------|---------------------|-------------|-------------------|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|
| 906 | 621 | 1313 | Départements | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 1314 | Communes et structures intercommunales | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 1321.16 | SUBVENTION ETAT - RD 806 | R | I | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 400 000,00 | -400 000,00 | 0,00 |
| | 621 | 1321.35 | ETAT AIDE INONDATIONS | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 1322 | Régions | R | I | 1 155 063,67 | 0,00 | 0,00 | 1 155 063,67 | -475 063,67 | 680 000,00 |
| | 621 | 1322.09 | SUBVENTION REGION - PROGRAMME 2009 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 1322.11 | SUBVENTIONS REGION PROGRAMME 2011 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 1322.18 | SUBVENTION REGION - PROGRAMME 2008 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 1323 | Départements | BB | I | 0,00 | 0,00 | 16 363,47 | 16 363,47 | 0,00 | 16 363,47 |
| | 621 | 1323 | Départements | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 004,02 | 5 004,02 |
| | 621 | 1324 | Communes et structures intercommunales | BB | I | 0,00 | 0,00 | 93 371,41 | 93 371,41 | 0,00 | 93 371,41 |
| | 621 | 1324 | Communes et structures intercommunales | R | I | 0,00 | 0,00 | 15 571,00 | 15 571,00 | 1 381,52 | 16 952,52 |
| | 621 | 2031 | Frais d'études | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 2115 | Terrains bâtis | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 231318 | Autres bâtiments publics | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 231318 | Autres bâtiments publics | RB | I | 0,00 | 0,00 | 1 074,59 | 1 074,59 | 0,00 | 1 074,59 |
| | 621 | 23151 | Réseaux de voirie | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 23151 | Réseaux de voirie | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 621 | 2317318 | Autres bâtiments publics | RB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 68 | 1312 | SUBVENTIONS REGIONS | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 68 | 1312.110 | SUBVENTIONS REGION - TRES HAUT DEBIT | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 68 | 13178 | Autres | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 68 | 13178.32 | PARTICIPATION EUROPE - EQUIPEMENT EN FIBRE OPTIQUE | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 68 | 13178.32 | PARTICIPATION EUROPE - EQUIPEMENT EN FIBRE OPTIQUE | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 68 | 2111 | Terrains nus | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 68 | 2181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 1 555 063,67 | 0,00 | 126 380,47 | 1 681 444,14 | -868 678,13 | 812 766,01 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|----------------------------------|---------|------|-----------------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 907 | 74 | 1311 | Etat et établissements nationaux | BB | I | 297 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | | | | Somme : | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
|--|--|--|--|--|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|----------------------------------|---------|----------------|-------------------|-------------|-------------|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|
| 908 | 821 | 1311 | Etat et établissements nationaux | RT | I | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | -100 000,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | -100 000,00 | 0,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|----------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 909 | 90 | 1311.11 | SUBV.ETAT ZONE BLANCHE TELEPHONIE MOBILE PHASE 3 | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 90 | 231785 | Matériel de téléphonie | BN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 928 | 1312 | SUBVENTIONS REGIONS | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 928 | 266.1 | REMBOURSEMENT PARTICIPATION | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 94 | 2761 | Créances pour avances en garanties d'emprunt | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|----------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 910 | 0202 | 2042 | Subventions d'équipement aux personnes de droit privé | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|------------|--|---------|----------------|-------------|-------------|-------------------|---------------------------------|------------------|---------------------------------|
| 916 | 61 | 1312.3 | SUBV REGION PROSPEC 3 SOURCES CARBO GAZ | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 61 | 1316.11 | PARTICIPATION AGENCE DE L'EAU RMC | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 61 | 1316.20 | PARTICIPATION AGENCE RMC - SCHEMA AEP ASSAINISSEMENT | BS | I | 0,00 | 0,00 | 211 935,25 | 211 935,25 | 22 903,14 | 234 838,39 |
| | 61 | 1386 | Autres établissements publics locaux | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 61 | 204142.217 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS - RMC | BS | I | 0,00 | 0,00 | 3 858,71 | 3 858,71 | 0,00 | 3 858,71 |
| | 68 | 1321 | Etat et établissements nationaux | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 0,00 | 0,00 | 215 793,96 | 215 793,96 | 22 903,14 | 238 697,10 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|----------------------------------|---------|------|-----------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 917 | 731 | 1381 | Etat et établissements nationaux | BS | I | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 | 75 000,00 | -16 814,82 | 58 185,18 |

| | | | | | | | | | | |
|-----|----------|--|----|----------------|---------------------|-------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| 731 | 1381.216 | SUBV ADEME - ETUDE CARACTERISATION DECHETS | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | 1331.10 | DGE | BB | I | 5 800 000,00 | 0,00 | -800 000,00 | 5 000 000,00 | -456 062,00 | 4 543 938,00 |
| | | | | Somme : | 5 875 000,00 | 0,00 | -800 000,00 | 5 075 000,00 | -472 876,82 | 4 602 123,18 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|----------|--|---------|----------------|------------------|-------------|-------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 919 | 928 | 2748 | Autres prêts | BB | I | 48 333,00 | 0,00 | 14 916,55 | 63 249,55 | 2 500,00 | 65 749,55 |
| | 93 | 2042.235 | AIDE AU COMMERCE RURAL | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 94 | 1311.12 | SUBVENTION FNADT - BAGNOLS SANITAIRE TRANCHE 2 - PHASE 2 | BC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 94 | 1322.15 | PARTICIPATION REGION-RENOVATION RESEAUX DIST.EAU BAGNOLS | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 94 | 2042.125 | PROGRAMME AMENAGEMENT POLES TOURISTIQUES | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 94 | 2111 | Terrains nus | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 94 | 2761 | Créances pour avances en garanties d'emprunt | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 94 | 2762 | Créances sur transfert de droit à déduction de T.V.A | BB | I | 0,00 | 0,00 | 830 489,21 | 830 489,21 | 0,00 | 830 489,21 |
| | 94 | 27638 | Autres établissements publics | BB | I | 0,00 | 0,00 | 86 358,48 | 86 358,48 | 0,00 | 86 358,48 |
| | 94 | 2764 | Créances sur des particuliers | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 95 | 204172 | CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 48 333,00 | 0,00 | 931 764,24 | 980 097,24 | 2 500,00 | 982 597,24 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|----------------|---------------------|-------------|-------------|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|
| 922 | | 10222 | F.C.T.V.A | BB | I | 2 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 300 000,00 | -100 000,00 | 2 200 000,00 |
| | | 1345 | PRODUITS DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES | BB | I | 377 868,00 | 0,00 | 0,00 | 377 868,00 | 0,00 | 377 868,00 |
| | | 1348.10 | AUTRES - AMENDES DE POLICE RADARS AUTOMATIQUES | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 2 677 868,00 | 0,00 | 0,00 | 2 677 868,00 | -100 000,00 | 2 577 868,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|------|--------------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 923 | | 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | BB | I | 5 040 730,27 | 0,00 | 0,00 | 5 040 730,27 | 0,00 | 5 040 730,27 |
| | | 1641.07 | PRODUITS EMPRUNTS GLOBALISES 2007 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 1641.08 | PRODUITS EMPRUNTS GLOBALISES 2008 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|---------|--|----|---|----------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|
| | 1641.09 | EMPRUNTS EN EUROS - 2009 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 1641.10 | EMPRUNTS EN EUROS - 2010 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 1641.11 | EMPRUNTS EN EUROS 2011 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 1641.12 | EMPRUNTS EN EUROS 2012 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 1641.13 | EMPRUNTS EN EUROS 2013 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 1641.14 | EMPRUNTS EN EUROS 2014 | BB | I | 0,00 | 556 251,20 | -556 251,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 1641.15 | EMPRUNT EN EUROS 2015 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 1641.16 | EMPRUNTS EN EUROS 2016 | BB | I | 0,00 | 3 192 988,00 | -1 631 412,62 | 1 561 575,38 | 0,00 | 1 561 575,38 | |
| | 1641.17 | EMPRUNTS EN EUROS 2017 | BB | I | 14 290 569,73 | 0,00 | 0,00 | 14 290 569,73 | 0,00 | 14 290 569,73 | |
| | 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | BB | I | 15 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000 000,00 | 0,00 | 15 000 000,00 | |
| | 16449 | Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés | BB | I | 15 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000 000,00 | 0,00 | 15 000 000,00 | |
| | 2761 | Créances pour avances en garanties d'emprunt | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | | Somme : | 49 331 300,00 | 3 749 239,20 | -2 187 663,82 | 50 892 875,38 | 0,00 | 50 892 875,38 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|------|----------------|------------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 924 | | 454223 | ETAT - REMEMBREMENT A75 | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 454428 | AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES | | I | 0,00 | 0,00 | 24 960,00 | 24 960,00 | 0,00 | 24 960,00 |
| | | 454429 | AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES - FRAIS | | I | 0,00 | 0,00 | 30 944,00 | 30 944,00 | 0,00 | 30 944,00 |
| | | 4582.1 | RECETTES - VOIRIES COMMUNALES | | I | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| | | 4582.1 | RECETTES - VOIRIES COMMUNALES | R | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | | Somme : | 40 000,00 | 0,00 | 55 904,00 | 0,00 | 95 904,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|------|-----------------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 925 | | 16449 | Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2031 | Frais d'études | | I | 789 000,00 | 0,00 | 0,00 | 789 000,00 | 0,00 | 789 000,00 |
| | | 2033 | Frais d'insertion | | I | 206 000,00 | 0,00 | 0,00 | 206 000,00 | 0,00 | 206 000,00 |
| | | 21311 | Bâtiments administratifs | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 21314 | Bâtiments culturels et sportifs | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 21328 | Autres bâtiments privés | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 21351 | Bâtiments publics | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 21838 | Autre matériel informatique | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 231311 | Bâtiments administratifs | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 231351 | BATIMENTS PUBLICS | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 238 | Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations c | | I | 300 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|----------------|-------------------|-------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|
| | | | | | Somme : | 995 000,00 | 0,00 | 0,00 | 995 000,00 | 0,00 | 995 000,00 |
|--|--|--|--|--|----------------|-------------------|-------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|------------|---|---------|------|------------|---------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 926 | | 192 | Réalisations postérieures au 01/01/2004 | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2157 | Matériel et outillage techniques | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2182 | Matériel de transport | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 28031 | Frais d'études | | I | 501 862,85 | 0,00 | -319 462,71 | 182 400,14 | 0,00 | 182 400,14 |
| | | 28031.25 | AMORTIS.ETUDE FAISABILITE FUTUR HOTEL DU DPT | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 28033 | Frais d'insertion | | I | 8 162,00 | 0,00 | -0,74 | 8 161,26 | 0,00 | 8 161,26 |
| | | 28041 | Subventions d'équipement aux organismes publics | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280411 | Etat | | I | 950,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2804112 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | I | 215 619,00 | 0,00 | 0,00 | 215 619,00 | 0,00 | 215 619,00 |
| | | 2804113 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 950,00 | 0,00 | 950,00 |
| | | 280412 | régions | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2804121 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | | I | 777,00 | 0,00 | 0,00 | 777,00 | 0,00 | 777,00 |
| | | 2804122 | BATIMENTS ET INSTALLATION | | I | 5 674,00 | 0,00 | 0,00 | 5 674,00 | 0,00 | 5 674,00 |
| | | 2804123 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | | I | 39 583,00 | 0,00 | 0,00 | 39 583,00 | 0,00 | 39 583,00 |
| | | 280414 | Communes et structures intercommunales | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2804141 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | | I | 418 017,00 | 0,00 | -0,39 | 418 016,61 | 0,00 | 418 016,61 |
| | | 280414.10 | AMORTIS. TRAVAUX CNES POUR NOTRE COMPTE | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280414.111 | AMORTIS.FONDS DPTAL POUR LE LOGEMENT | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280414.121 | AMORTIS. FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280414.14 | AMORTISSEMENT PROG INONDATIONS 2003 | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280414.15 | AMORTIS.SUBV.CNES AMENAGEMENT ECOLES PRIMAIRES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280414.16 | AMORTIS. SUBV. CNES AUTRES RESEAUX DE VOIRIE | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280414.161 | AMORTIS. PROG. CNAUX POLES TOURISTIQUES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280414.162 | AMORTIS. FONDS DIVERSIFICATION AGRICOLE | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 280414.163 | AMORTIS. PROGRAMME OTSI | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | |
|--|------------|--|---|---------------|------|-----------|---------------|------|---------------|
| | 280414.183 | AMORTIS. PERIMETRES DE PROTECTION | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.192 | AMORTIS.PROG. ASSAINIS.RURAL B.V. NAUSSAC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.199 | AMORTIS. DGE : EQUIPEMENT RURAL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2804142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | I | 10 016 618,00 | 0,00 | -1 235,00 | 10 015 383,00 | 0,00 | 10 015 383,00 |
| | 280414.201 | AMORTIS.SUBV. CNE ST CHELY-AMENAG. PARKING | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.215 | AMORTIS. PROGRAMME ABRIS VOYAGEURS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.216 | AMORTIS. PROG. DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.217 | AMORTIS.PROG.DPTAL ASSAINISSEMENT COLLEC.-RMC | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.223 | AMORTIS.TRAVAUX DE SECURITE MAISON DE RETRAITE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.23 | AMORTIS.SUBV CNE ST PAUL LE FROID-V.C.BISONS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.233 | AMORTIS.SUBV.CNTE CNES HAUTES TERRES-M.R. | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.235 | AMORTIS. PROG. AIDE AU COMMERCE RURAL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.239 | AMORTIS. SUBV. MAISON RETRAITE FOURNELS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.25 | AMORTISSEMENT PROG. MONUMENTS HISTORIQUES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.250 | AMORTIS.CNTE CNES VLEE LONGUE-BERGES INTERNAT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.26 | AMORTIS. SUBV CNE MENDE- TAXE ELECTRICITE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2804143 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | I | 183,00 | 0,00 | 0,00 | 183,00 | 0,00 | 183,00 |
| | 280414.328 | AMORTIS.SUBV.CNES AU TITRE DES PMT ET PED | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.333 | AMORTIS.PROG. CRECHES ET HALTES GARDERIES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.35 | AMORTIS.PROGR.AMENAG.CENTRES SECOURS PAR LES CNES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.448 | AMORTISSEMENT SUBV.CNES 4EME PED | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.47 | AMORTIS. MONUMENTS HISTORIQUES NON CLASSES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.48 | AMORTIS.PROG.CNAUX HOTELLERIE DE PLEIN AIR | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.5 | AMORTIS.SUBVENTIONS EN CAPITAL MONUMENTS HISTORIQUES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.52 | AMORTIS. PROGRAMME DPTAL AEP | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.6 | AMORTIS.SUBVENTION CNES ZONES D'ACTIVITE | I | 302 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | |
|--|------------|---|---|-----------------|------|-------|--------------|------|--------------|
| | 280414.7 | AMORTIS. PROGRAMME AMENAGEMENT URBAIN | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.73 | AMORTIS. PROG CONSERVATOIRE DFCI | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.78 | AMORTIS. P.E.V.C. | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.83 | AMORTIS. PROG. AMENAGEMENT VILLAGES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.85 | AMORTIS. PROG.ENVIRONNEMENT-PAYSAGE-RANDONNEE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280414.90 | AMORTIS. F.D.I.I.A. | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280415 | Autres groupements collectivités collect.statut particulier | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2804151 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | I | 4 360,00 | 0,00 | 0,00 | 4 360,00 | 0,00 | 4 360,00 |
| | 2804152 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | I | 24 048,00 | 0,00 | 0,00 | 24 048,00 | 0,00 | 24 048,00 |
| | 280417 | Autres établissements publics locaux | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280417.128 | AMORTIS.SUBV.PROG.RESOR.ZONES OMBRE T.V. | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280417.176 | AMORTIS. SUBV. TX SECURITE MAISON RETRAITE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280417.20 | AMORTIS. SUBV. SDEE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28041721 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | I | 1 887,00 | 0,00 | 0,00 | 1 887,00 | 0,00 | 1 887,00 |
| | 28041722 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | I | 69 476,00 | 0,00 | 0,00 | 69 476,00 | 0,00 | 69 476,00 |
| | 280417.4 | AMORTIS.SUBV.SDEE ELECTRIFICATION RURALES CNES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280417.55 | AMORTISSEMENT PROG FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2804178 | AUTRES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28041781 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | I | 17 842,00 | 0,00 | -0,25 | 17 841,75 | 0,00 | 17 841,75 |
| | 28041782 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | I | 1 774 007,00 | 0,00 | 0,00 | 1 774 007,00 | 0,00 | 1 774 007,00 |
| | 28041783 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | I | 1 920,00 | 0,00 | 0,00 | 1 920,00 | 0,00 | 1 920,00 |
| | 280417.912 | AMORTIS. SUBV.SDEE - VOIRIE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418 | Organismes publics divers | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.1 | AMORTIS.PART.SELO-CAPTAGES COMPL.BAGNOLS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2804181 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | I | 129 396,00 | 0,00 | -0,28 | 129 395,72 | 0,00 | 129 395,72 |
| | 280418.10 | AMORTIS. MAINTENANCE CIRCUITS RANDO ONF | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.115 | AMORTIS. FONDS EN FAVEUR DU LOGEMENT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.125 | AMORTIS.PROG. AMENAGEMENT POLES TOURISTIQUES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.14 | AMORTIS.PART.SELO-SECURISATION RESSOURCE EAU CHALDETTE | I | 303 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | |
|--|------------|---|---|------------|------|-------|------------|------|------------|
| | 280418.16 | AMORTIS.PART.SELO-EAU THERMALE LA CHALDETTE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.17 | AMORTIS.PART.SELO-RENOVATION HEBERG.STE LUCIE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.176 | AMORTIS. SUBV. TX MAISON DE RETRAITE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.18 | AMORTIS.PART.SELO-RACCORDEMENT FORAGE BAGNOLS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.195 | AMORTIS.SUBV.FRANCE TELECOM-ENFOUIS.RESEAUX TELEPH. | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2804182 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | I | 579 617,00 | 0,00 | 0,00 | 579 617,00 | 0,00 | 579 617,00 |
| | 280418.20 | AMORTIS. SUBV SELO REMISE EN FORME LA CHALDETTE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.5 | AMORTIS.PART.SELO-LES BOUVIERS RENOVATION ACCEUIL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280418.6 | AMORTIS.PART.SELO-TOIT CENTRE THERMAL BAGNOLS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042 | Subventions d'équipement aux personnes de droit privé | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.1 | AMORTISSEMENT COMPLEMENT PERSON.DROIT PRIVE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280421 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | I | 277 186,00 | 0,00 | -0,17 | 277 185,83 | 0,00 | 277 185,83 |
| | 28042.10 | AMORTIS.HABITAT AUTONOME JEUNES AGRICULTEURS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.115 | AMORTIS. SUBV. LOGEMENTS | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.125 | AMORTIS. DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.13 | AMORTIS.PROG. TRX SECURITE MAISON DE RETRAITE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.145 | AMORTIS.PROG.MONUMENTS HISTORIQUES NON CLASSES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.151 | AMORTIS.MONUM.HISTO.CLASSES OU INSCRITS PRIVE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.153 | AMORTIS.PROG.LOISIRS AMENG.VILLAGES ET EQUIP. | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.158 | AMORTIS.PROG.HOTELLERIE DE PLEIN AIR | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.16 | AMORTIS.ASS. LA DRAILLE -ESPACE CULTUREL MUTIMEDIA | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.167 | AMORTIS.PROG.EQUIPEMENTS SPORTIFS POUR ASS. | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.174 | AMORTIS. SCENES CROISEES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.175 | AMORTIS.SUBV.EQUIPEMENT ADDA | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.176 | AMORTIS.TRAVAUX SECURITE MAISON RETRAITE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.195 | AMORTIS. FRANCE TELECOM ENFOUISSEMENT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.199 | AMORTIS.DGE EQUIPEMENT RURAL | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | |
|--|-----------|---|--|---|------------|------|-------|------------|------|------------|
| | 280422 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | I | 970 612,00 | 0,00 | 0,00 | 970 612,00 | 0,00 | 970 612,00 |
| | 28042.218 | AMORTIS.SUBV.OGEC COLL.PRIVES- INFORM.PEDAGOGIQUE | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.234 | AMORTIS.ASSAINISSEMENT AUTONOME | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.235 | AMORTIS.AIDE AU COMMERCE RURAL | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280423 | PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | | I | 74 693,00 | 0,00 | 0,00 | 74 693,00 | 0,00 | 74 693,00 |
| | 28042.333 | AMORTIS.PROG.CRECHES ET HALTES GARDERIES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.41 | AMORTISSEMENT PROG INONDATIONS EN FAVEUR ENTPS | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.45 | AMORTIS. FONDS IMMOBILIER INDUSTRIEL ET ARTISANAL | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.49 | AMORTIS.PLAN DEVELOP.COM.ENTPS ARTISANALES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.52 | AMORTIS. OT GORGES DU TARN ET GRANDS CAUSSES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.55 | AMORTIS. FONDS DPTAL INTERVENTION ECONOMIQUE | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.63 | AMORTIS.SUBV.OGEC-INVESTIS. COLLEGES PRIVES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.73 | AMORTIS. PROGRAMME CONSERVATOIRE DFCI | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.75 | AMORTIS. PROGRAMME OTSI | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.85 | AMORTIS. PROG.ENVIRONNEMENT- PAYSAGE-RANDONNEE | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.87 | AMORTIS. F.D. PME-PMI | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.88 | AMORTIS. PROGRAMME CHARMES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.918 | AMORTIS.PLAN DE RENOVATION DES HAMEAUX | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.95 | AMORTIS.FONDS AIDE A LA DIVERSIFICATION | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28042.950 | AMORTIS. CENTRE DE RESSOURCES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28043 | Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280431 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | | I | 25 369,00 | 0,00 | -0,69 | 25 368,31 | 0,00 | 25 368,31 |
| | 280432 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | I | 54 531,00 | 0,00 | 0,00 | 54 531,00 | 0,00 | 54 531,00 |
| | 28043.206 | AMORTIS.SUBV.COLL.PUBLICS- INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28043.336 | AMORTIS.SUBV.COLL.PUBLICS-PAM | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 280441 | AMORTIS. SUBV.EQUIPEMENT EN NATURE- ORGANISMES PUBLICS | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2804411 | BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES | | I | 6 705,00 | 0,00 | 0,00 | 6 705,00 | 0,00 | 6 705,00 |
| | 2804412 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS | | I | 305 593,00 | 0,00 | 0,00 | 19 593,00 | 0,00 | 19 593,00 |

| | | | | | | | | | |
|--|------------|--|---|--------------|------|------------|--------------|------|--------------|
| | 2805 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28051 | Concessions et droits similaires | I | 274 147,00 | 0,00 | -0,06 | 274 146,94 | 0,00 | 274 146,94 |
| | 2805.11 | AMORTIS.ACQ.LOGICIELS-SIG DIVERS DOMAINES | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2805.8 | AMORTIS.ACQ.LOGICIELS-INVENTAIRE, AMORTISSEMENT | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 281311 | Bâtiments administratifs | I | 61 549,00 | 0,00 | 0,00 | 61 549,00 | 0,00 | 61 549,00 |
| | 281312 | Bâtiments scolaires | I | 47 853,00 | 0,00 | 0,00 | 47 853,00 | 0,00 | 47 853,00 |
| | 281313 | Bâtiments sociaux et médico-sociaux | I | 30 617,00 | 0,00 | 0,00 | 30 617,00 | 0,00 | 30 617,00 |
| | 281314 | Bâtiments culturels et sportifs | I | 64 833,00 | 0,00 | 0,00 | 64 833,00 | 0,00 | 64 833,00 |
| | 281318 | Autres bâtiments publics | I | 173 082,78 | 0,00 | 33 771,22 | 206 854,00 | 0,00 | 206 854,00 |
| | 281351 | Bâtiments publics | I | 119 175,79 | 0,00 | 19 347,21 | 138 523,00 | 0,00 | 138 523,00 |
| | 2814 | Constructions sur sol d'autrui | I | 96 809,00 | 0,00 | 0,00 | 96 809,00 | 0,00 | 96 809,00 |
| | 28152 | Installations de voirie | I | 151 343,00 | 0,00 | 0,00 | 151 343,00 | 0,00 | 151 343,00 |
| | 28153 | Réseaux divers | I | 136 379,00 | 0,00 | -0,25 | 136 378,75 | 0,00 | 136 378,75 |
| | 28157 | Matériel et outillage techniques | I | 517 112,00 | 0,00 | -0,93 | 517 111,07 | 0,00 | 517 111,07 |
| | 2817 | Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28172 | Agencements et aménagements de terrains | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 281728 | AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS | I | 4 634,00 | 0,00 | -0,62 | 4 633,38 | 0,00 | 4 633,38 |
| | 28173 | Constructions | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2817312 | Bâtiments scolaires | I | 1 711 756,12 | 0,00 | 186 491,13 | 1 898 247,25 | 0,00 | 1 898 247,25 |
| | 2817314 | Bâtiments culturels et sportifs | I | 6 076,00 | 0,00 | 0,00 | 6 076,00 | 0,00 | 6 076,00 |
| | 2817318 | Autres bâtiments publics | I | 17 139,43 | 0,00 | 1 305,57 | 18 445,00 | 0,00 | 18 445,00 |
| | 281735 | Installations générales, agencements, aménagements des const | I | 85 497,00 | 0,00 | -0,48 | 85 496,52 | 0,00 | 85 496,52 |
| | 281752 | Installations de voirie | I | 2 234,00 | 0,00 | 11,00 | 2 245,00 | 0,00 | 2 245,00 |
| | 281753 | Réseaux divers | I | 287 716,82 | 0,00 | -0,82 | 287 716,00 | 0,00 | 287 716,00 |
| | 2817841.02 | AMORTIS.EQUIP.MOB.COLL.PUBLICS-PROG.2002 | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2817841.03 | AMORTIS.EQUIP.MOB.COLL.PUBLICS-PROG.2003 | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 281785 | Matériel de téléphonie | I | 78 009,00 | 0,00 | 0,00 | 78 009,00 | 0,00 | 78 009,00 |
| | 2818 | Autres immobilisations corporelles | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 28181 | Installations générales, agencements et aménagements divers | I | 1 392,62 | 0,00 | 0,00 | 1 392,62 | 0,00 | 1 392,62 |
| | 28182 | Matériel de transport | I | 393 818,00 | 0,00 | -0,49 | 393 817,51 | 0,00 | 393 817,51 |
| | 281831 | Matériel informatique scolaire | I | 13 388,00 | 0,00 | -0,77 | 13 387,23 | 0,00 | 13 387,23 |
| | 281838 | Autre matériel informatique | I | 390 002,00 | 0,00 | -0,37 | 390 001,63 | 0,00 | 390 001,63 |
| | 281841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | I | 114 695,00 | 0,00 | -0,77 | 114 694,23 | 0,00 | 114 694,23 |
| | 281841.02 | AMORT.EQUIP.MOBILIER COLLEGES PUBLICS STE ENIMIE | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-----------|--|--|----------------|----------------------|-------------|-------------------|----------------------|-------------|----------------------|
| | | 281841.03 | AMORTIS.MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL SCOLAIRES | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 281841.05 | AMORTIS.EQUIP.MOBILIER COLLEGES PUBLICS PROG2005 | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 281841.21 | AMORTIS.ACQ.MATERIEL ET MOBILIER ECOLE ANNEXE | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 281848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | | I | 38 356,00 | 0,00 | -0,49 | 38 355,51 | 0,00 | 38 355,51 |
| | | 28185 | Matériel de téléphonie | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 28188 | Autres | | I | 12 382,00 | 0,00 | -0,29 | 12 381,71 | 0,00 | 12 381,71 |
| | | | | | Somme : | 20 068 684,41 | 0,00 | -79 780,44 | 19 988 903,97 | 0,00 | 19 988 903,97 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|--|---------|----------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 951 | | 021 | Virement de la section de fonctionnement | | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | Somme : | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap | S-Chap | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|------|--------|---------|---|---------|----------------|-------------------|-------------|------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 954 | | 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | BB | I | 390 000,00 | 0,00 | 71 145,00 | 461 145,00 | 0,00 | 461 145,00 |
| | | | | | Somme : | 390 000,00 | 0,00 | 71 145,00 | 461 145,00 | 0,00 | 461 145,00 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|----------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | | | Somme : | 82 484 984,41 | 3 749 239,20 | -1 648 073,43 | 84 586 150,18 | -1 485 789,29 | 83 100 360,89 |
| | | | | | | | | | | | |

BUDGETS ANNEXES DEPENSES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement

| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|--------|-----------------------------------|---------|--|---------|------|------------|---------|------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 1 | LABORATOIRE DPTAL ANALYSES | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 60611 | Eau et assainissement | RB | | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | | 60612 | Energie - Electricité | RB | | 28 000,00 | 0,00 | 0,00 | 28 000,00 | 0,00 | 28 000,00 |
| | | 60621 | Combustibles | BM | | 20 500,00 | 0,00 | 15 000,00 | 53 500,00 | 0,00 | 53 500,00 |
| | | 60621 | Combustibles | RB | | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| | | 60622 | Carburants | BMG | | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| | | 60623 | Alimentation | BM | | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 895,00 | 0,00 | 895,00 |
| | | 60632 | Fournitures de petit équipement | BM | | 95 000,00 | 0,00 | 0,00 | 95 000,00 | 0,00 | 95 000,00 |
| | | 60636 | Habillement et vêtements de travail | BM | | 1 400,00 | 0,00 | 0,00 | 1 840,00 | 0,00 | 1 840,00 |
| | | 60636 | Habillement et vêtements de travail | BMG | | 700,00 | 0,00 | 0,00 | 700,00 | 0,00 | 700,00 |
| | | 6064.1 | FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT | BMG | | 600,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 | 600,00 |
| | | 60668 | Autres produits pharmaceutiques | BM | | 198 000,00 | 0,00 | 0,00 | 174 738,00 | 0,00 | 174 738,00 |
| | | 611 | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES | BMG | | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| | | 611 | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES | RB | | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| | | 61521 | TERRAINS | RB | | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 625,00 | 0,00 | 2 625,00 |
| | | 615221 | BATIMENTS PUBLICS | BM | | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| | | 615221 | BATIMENTS PUBLICS | RB | | 4 900,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500,00 | 0,00 | 4 500,00 |
| | | 61558 | Autres biens mobiliers | BM | | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 35 000,00 | 0,00 | 35 000,00 |
| | | 61558 | Autres biens mobiliers | RB | | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |

| | | | | | | | | | | |
|--|--------|--|-----|-----|------------|----------|------|------------|------|------------|
| | 6156 | Maintenance | BFI | | 28 000,00 | 0,00 | 0,00 | 28 000,00 | 0,00 | 28 000,00 |
| | 6156 | Maintenance | BM | | 54 400,00 | 0,00 | 0,00 | 36 648,88 | 0,00 | 36 648,88 |
| | 6156 | Maintenance | RB | | 1 600,00 | 0,00 | 0,00 | 13 375,00 | 0,00 | 13 375,00 |
| | 6161 | MULTIRISQUES | BMG | | 3 100,00 | 0,00 | 0,00 | 3 100,00 | 0,00 | 3 100,00 |
| | 6168 | AUTRES | BMG | | 900,00 | 0,00 | 0,00 | 900,00 | 0,00 | 900,00 |
| | 6182.1 | DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE | BMG | | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| | 6184.1 | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION | BFH | | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | 14 000,00 | 0,00 | 14 000,00 |
| | 6184.2 | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA | BFH | | 0,00 | 1 400,00 | 0,00 | 1 400,00 | 0,00 | 1 400,00 |
| | 6188 | Autres frais divers | BM | | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 56 200,00 | 0,00 | 56 200,00 |
| | 6218 | Autre personnel extérieur | BFH | | 6 500,00 | 0,00 | 0,00 | 7 400,00 | 0,00 | 7 400,00 |
| | 62268 | AUTRES HONORAIRES, CONSEILS... | BM | | 39 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 316,92 | 0,00 | 50 316,92 |
| | 6231 | Annonces et insertions | BM | | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| | 6236 | Catalogues et imprimés et publications | BMG | | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| | 6251 | Voyages, déplacements et missions | BFH | | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 |
| | 6251.1 | VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS | BFH | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 6261 | Frais d'affranchissement | BMG | | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| | 6262 | Frais de télécommunications | BFI | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 6281 | Concours divers (cotisations...) | BM | | 650,00 | 0,00 | 0,00 | 811,20 | 0,00 | 811,20 |
| | 6283 | Frais de nettoyage des locaux | BMG | | 42 000,00 | 0,00 | 0,00 | 42 000,00 | 0,00 | 42 000,00 |
| | 6331 | VERSEMENT DE TRANSPORT | BFH | | 3 100,00 | 0,00 | 0,00 | 3 100,00 | 0,00 | 3 100,00 |
| | 6332 | COTISATIONS VERSEES AU FNAL | BFH | | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 | 3 500,00 | 0,00 | 3 500,00 |
| | 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction | BFH | | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| | 64111 | Rémunération principale | BFH | | 467 000,00 | 0,00 | 0,00 | 466 100,00 | 0,00 | 466 100,00 |
| | 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | BFH | | 23 000,00 | 0,00 | 0,00 | 23 000,00 | 0,00 | 23 000,00 |
| | 64113 | NBI | BFH | 309 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |

| | | 64118 | Autres indemnités | BFH | | 113 041,00 | 0,00 | 0,00 | 113 041,00 | 0,00 | 113 041,00 |
|----------|--------------------------|---------|--|---------|----------|---------------------|-----------------|------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| | | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES | BFH | | 28 000,00 | 0,00 | 0,00 | 28 000,00 | 0,00 | 28 000,00 |
| | | 64131 | Rémunérations | BFH | | 209 859,00 | 0,00 | 0,00 | 192 859,00 | 0,00 | 192 859,00 |
| | | 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F | BFH | | 120 000,00 | 0,00 | 0,00 | 120 000,00 | 0,00 | 120 000,00 |
| | | 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | BFH | | 153 000,00 | 0,00 | 0,00 | 170 000,00 | 0,00 | 170 000,00 |
| | | 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C | BFH | | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 |
| | | 6472 | Prestations familiales directes | BFH | | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 |
| | | 6474 | VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES | BFH | | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| | | 6475 | Médecine du travail, pharmacie | BFH | | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| | | 6488 | AUTRES CHARGES | BFH | | 16 000,00 | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 0,00 | 16 000,00 |
| | | 6541 | Créances admises en non valeur | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 6541 | Créances admises en non valeur | BB | | 0,00 | 0,00 | 996,80 | 996,80 | 0,00 | 996,80 |
| | | 6542 | CREANCES ETEINTES | BB | | 500,00 | 0,00 | 494,39 | 994,39 | 0,00 | 994,39 |
| | | 6574.1 | PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0% | BB | | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| | | 65888 | AUTRES | BB | | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| | | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| | | 6811 | DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES | | | 142 384,60 | 0,00 | -0,51 | 142 384,09 | 0,00 | 142 384,09 |
| | | 6817 | DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS | BB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | F | | | | | | |
| 1 | | | LABORATOIRE DPTAL ANALYSES | | Somme : | 2 032 936,60 | 1 400,00 | 16 490,68 | 2 050 827,28 | 0,00 | 2 050 827,28 |
| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
| 2 | AIRE DE LA LOZERE | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | 60611 | Eau et assainissement | RB | | 51 200,00 | 0,00 | 0,00 | 51 200,00 | | 51 200,00 |

| | | 60612 | Energie - Electricité | RB | | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 | 18 000,00 | | 18 000,00 |
|----------|-----------------------------|---------|---|---------|---------|-------------------|-------------|------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| | | 615221 | BATIMENTS PUBLICS | RB | | 24 500,00 | 0,00 | 0,00 | 19 500,00 | | 19 500,00 |
| | | 6156 | Maintenance | RB | | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | | 10 000,00 |
| | | 6161 | MULTIRISQUES | BMG | | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 | | 300,00 |
| | | 6283 | Frais de nettoyage des locaux | BMG | | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | | 100 000,00 |
| | | 65888 | AUTRES | BB | | 25 000,00 | 0,00 | -5 800,00 | 19 200,00 | | 19 200,00 |
| | | 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | BB | | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | | 200,00 |
| | | | | | F | | | | | | |
| 2 | | | AIRE DE LA LOZERE | | Somme : | 224 200,00 | 0,00 | -5 800,00 | 218 400,00 | | 218 400,00 |
| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
| 3 | DOMAINE DES BOISSETS | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | 60611 | Eau et assainissement | RB | | 800,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 | | 800,00 |
| | | 60612 | Energie - Electricité | RB | | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | | 8 000,00 |
| | | 611 | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES | RB | | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 620,00 | | 620,00 |
| | | 615221 | BATIMENTS PUBLICS | RB | | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 4 880,00 | | 4 880,00 |
| | | 6161 | MULTIRISQUES | BMG | | 1 100,00 | 0,00 | 0,00 | 1 100,00 | | 1 100,00 |
| | | 6283 | Frais de nettoyage des locaux | BMG | | 800,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 | | 800,00 |
| | | 65888 | AUTRES | BB | | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 2,00 | | 2,00 |
| | | | | | F | | | | | | |
| 3 | | | DOMAINE DES BOISSETS | | Somme : | 16 202,00 | 0,00 | 0,00 | 16 202,00 | | 16 202,00 |

Investissement

| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|----------|-----------------------------------|---------|--|---------|---------|-------------------|-----------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|---------------------------------|
| 1 | LABORATOIRE DPTAL ANALYSES | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 13913 | SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTÉ RESULTAT | | | 11 892,00 | 0,00 | -1 276,00 | 10 616,00 | 0,00 | 10 616,00 |
| | | 2031 | FRAIS D'ETUDES | RB | | 28 100,00 | 0,00 | 0,00 | 28 100,00 | 0,00 | 28 100,00 |
| | | 2033 | Frais d'insertion | BMP | | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | | 2033 | Frais d'insertion | RB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2051 | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | BFI | | 10 000,00 | 3 608,00 | 0,00 | 13 608,00 | 0,00 | 13 608,00 |
| | | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | BMG | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | RB | | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| | | 2188 | Autres | BM | | 315 000,00 | 0,00 | 0,00 | 315 000,00 | 0,00 | 315 000,00 |
| | | 231318 | Autres bâtiments publics | | | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| | | 231318 | Autres bâtiments publics | RB | | 125 000,00 | 0,00 | -40 000,00 | 85 000,00 | -26 000,00 | 59 000,00 |
| | | | | | I | | | | | | |
| 1 | | | LABORATOIRE DPTAL ANALYSES | | Somme : | 527 992,00 | 3 608,00 | -41 276,00 | 490 324,00 | -26 000,00 | 464 324,00 |
| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
| 2 | AIRE DE LA LOZERE | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | 2033 | Frais d'insertion | BMP | | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | | 1 500,00 |
| | | 2033 | Frais d'insertion | RB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | | | | I | | | | | | |
| 2 | | | AIRE DE LA LOZERE | | Somme : | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | | 1 500,00 |
| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DMs Votées | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
| 3 | DOMAINE DES BOISSETS | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | BB | I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | | | | I | | | | | | |
| 3 | | | DOMAINE DES BOISSETS | | Somme : | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |

BUDGETS ANNEXES RECETTES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement

| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DM | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|--------|-----------------------------------|---------|--|---------|------|------------|---------|------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| 1 | LABORATOIRE DPTAL ANALYSES | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | BFH | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 6459 | REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYA | BB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 7061 | Taxes d'analyse | BM | | 4 800,00 | 0,00 | 0,00 | 4 800,00 | 0,00 | 4 800,00 |
| | | 7061.2 | Taxes d'analyses - TVA 7% | BM | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 7061.3 | Taxes d'analyse - TVA 19,6 % | BM | | 250,00 | 0,00 | 0,00 | 250,00 | 0,00 | 250,00 |
| | | 7061.4 | Taxes d'analyses - TVA 10 % | BM | | 290 000,00 | 0,00 | 0,00 | 290 000,00 | 0,00 | 290 000,00 |
| | | 7061.7 | Taxes d'analyses - TVA 20 % | BM | | 735 000,00 | 0,00 | 0,00 | 735 000,00 | 0,00 | 735 000,00 |
| | | 7061.8 | Taxes d'analyses ESB - TVA 20 % | BM | | 1 300,00 | 0,00 | 0,00 | 1 300,00 | 0,00 | 1 300,00 |
| | | 7061.9 | Taxes d'analyses SATESE-SATEP - TVA 20 % | BM | | 15 150,00 | 0,00 | 0,00 | 15 150,00 | 0,00 | 15 150,00 |
| | | 74718 | Autres | BM | | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| | | 74718.1 | Participation de l'Etat (TVA 19,60 %) | BM | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 74718.2 | Participation de l'Etat - E.S.B. Equarissage | BM | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 74718.4 | Participation de l'Etat (TVA 20 %) | BM | | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 |
| | | 74718.5 | PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 % | BM | | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 400,00 | 0,00 | 400,00 |
| | | 74718.6 | PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %) | BM | | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| | | 74718.7 | Participation de l'Etat - E.S.B. Equarissage (TVA 20 %) | BM | | 230 000,00 | 0,00 | 0,00 | 230 000,00 | 0,00 | 230 000,00 |
| | | 74718.8 | Participation de l'Etat (TVA 10 %) | BM | | 150,00 | 0,00 | 0,00 | 150,00 | 0,00 | 150,00 |
| | | 74788 | PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0% | BB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | 75822 | Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi | BM | | 716 792,60 | 0,00 | 19 166,68 | 735 959,28 | -33 744,42 | 702 214,86 |
|--------|-----------------------------|---------|--|---------|------|---------------------|-------------|------------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| | | 7588 | Autres produits divers de gestion courante | BB | | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| | | 7711 | DEDITS ET PENALITES PERCUS | BB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 7714 | RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR | BB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | BM | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | BMG | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 773 | MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS) | BM | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 773 | MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS) | RB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 777 | QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTÉ DE RESULTAT | | | 11 892,00 | 0,00 | -1 276,00 | 10 616,00 | 0,00 | 10 616,00 |
| | | 7788 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | BB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 33 744,42 | 33 744,42 |
| | | 7811 | reprise sur amortissement | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 7817 | REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS | BB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | F | 2 032 936,60 | 0,00 | 17 890,68 | 2 050 827,28 | 0,00 | 2 050 827,28 |
| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DM | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
| 2 | AIRE DE LA LOZERE | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | 75822 | Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi | BB | | 459 893,00 | 0,00 | -4 664,55 | 455 228,45 | | 455 228,45 |
| | | 7588 | Autres produits divers de gestion courante | BB | | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 2,00 | | 2,00 |
| | | | | | F | 459 895,00 | 0,00 | -4 664,55 | 455 230,45 | | 455 230,45 |
| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DM | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
| 3 | DOMAINE DES BOISSETS | 002 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | BB | F | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | 75822 | Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi | BB | | 62 607,00 | 0,00 | -788,00 | 61 819,00 | | 61 819,00 |
| | | | | | F | 62 607,00 | 0,00 | -788,00 | 61 819,00 | | 61 819,00 |

Investissement

| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DM | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
|--------|-----------------------------------|---------|--|---------|------|-------------------|-------------|--------------|---------------------------------|-------------------|---------------------------------|
| 1 | LABORATOIRE DPTAL ANALYSES | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | BB | I | 711 734,07 | 0,00 | 0,00 | 711 734,07 | 0,00 | 711 734,07 |
| | | 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | BB | | 85 000,00 | 0,00 | 0,00 | 85 000,00 | -85 000,00 | 0,00 |
| | | 1313 | SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES-DEPARTEMENTS | BB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2031 | FRAIS D'ETUDES | | | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| | | 2033 | FRAIS D'INSERTION | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 2188 | Autres | BM | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 28031 | AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 28051 | Concessions et droits similaires | | | 1 543,00 | 0,00 | 0,00 | 1 543,00 | 0,00 | 1 543,00 |
| | | 281318 | AUTRES BATIMENTS PUBLICS | | | 61 235,51 | 0,00 | -0,51 | 61 235,00 | 0,00 | 61 235,00 |
| | | 281838 | AMORTIS. AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 281841 | MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | 281848 | AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS | | | 89,13 | 0,00 | 0,00 | 89,13 | 0,00 | 89,13 |
| | | 28188 | AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES | | | 79 516,96 | 0,00 | 0,00 | 79 516,96 | 0,00 | 79 516,96 |
| | | | | | I | 969 118,67 | 0,00 | -0,51 | 969 118,16 | -85 000,00 | 884 118,16 |
| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DM | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
| 2 | AIRE DE LA LOZERE | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | BB | I | 1 405 283,99 | 0,00 | 0,00 | 1 405 283,99 | | 1 405 283,99 |
| | | 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | 2031 | FRAIS D'ETUDES | | | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 |

| | | 2033 | FRAIS D'INSERTION | | | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 |
|--------|-----------------------------|---------|--|---------|------|---------------------|-------------|-------------|---------------------------------|-----------------|---------------------------------|
| | | | | | I | 1 411 283,99 | 0,00 | 0,00 | 1 411 283,99 | | 1 411 283,99 |
| | | | | | | | | | | | |
| Budget | Nom budget | Article | Libellé Article | Service | Sect | BP | Reports | DM | Total crédits inscrits avant DM | Propositions DM | Total crédits inscrits après DM |
| 3 | DOMAINE DES BOISSETS | 001 | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE | BB | I | 546 702,45 | 0,00 | 0,00 | 546 702,45 | | 546 702,45 |
| | | 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | | | | | I | 546 702,45 | 0,00 | 0,00 | 546 702,45 | | 546 702,45 |
| | | | | | | | | | | | |



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : Mise en place des crédits de paiement pour la gestion 2018

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA, Patrice SAINT-LEGER ayant donné pouvoir à Sabine DALLE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L 3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU le livre VI du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD_15_1067 du 18 décembre 2015 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_17_1068 du 23 octobre 2017 approuvant les modifications des autorisations de programmes antérieures et l'état des autorisations de programmes 2017 votées

VU la délibération n°CD_17_1042 du 24 mars 2017 approuvant le budget primitif 2017, la délibération n°CD_17_1062 du 23 juin 2017 approuvant la DM1 et la délibération n°CD_17_1069 du 23 octobre 2017 approuvant la DM2 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°707 intitulé "Budget : Mise en place des crédits de paiement pour la gestion 2018" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « finances et gestion de la collectivité » du 18 décembre 2017 ;

ARTICLE 1

Décide, pour le budget principal, dans l'attente du vote du budget 2018, la mise en place des crédits de paiement ci-après, dès le 1er janvier 2018, dans la limite de 69 678 000 € en fonctionnement et de 32 274 758 € en investissement :

En fonctionnement : 69 678 000 €

- 930 Services généraux.....6 577 485 €
- 931 Sécurité.....2 480 800 €
- 932 Enseignement.....4 448 071 €
- 933 Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs.....2 335 148 €
- 934 Prévention médico-sociale.....200 635 €
- 935 Action sociale (hors RSA, APA).....20 323 817 €
- 9355 Personnes dépendantes (APA).....6 916 000 €
- 9356 Revenu de solidarité active.....4 948 515 €
- 936 Réseaux et infrastructures.....10 373 353 €
- 937 Aménagement et environnement.....564 957 €
- 938 Transports.....4 916 184 €
- 939 Développement économique.....3 619 273 €
- 940 Impositions directes.....231 370 €
- 943 Opérations financières.....1 120 000 €
- 944 Frais de fonctionnement des groupes d'élus.....58 100 €
- 945 Provisions et autres opérations mixtes.....108 802 €
- 952 Dépenses imprévues.....455 490 €

En investissement : 32 274 758 €

- 900 Services généraux.....1 316 382,67 €
- 902 Enseignement.....3 121 926,84 €
- 903 Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs.....314 054,00 €
- 906 Réseaux et infrastructures.....12 096 742,81 €
- 908 Transports.....20 000,00 €
- 909 Développement économique.....1 522 862,94 €
- 910 Services généraux.....730 105,91 €
- 911 Sécurité.....63 014,90 €
- 912 Enseignement.....196 949,50 €
- 913 Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs.....461 447,00 €
- 915 Action sociale (hors RMI et RSA).....1 325 348,34 €
- 916 Réseaux et infrastructures.....2 722 584,65 €
- 917 Aménagement et environnement.....4 470 729,75 €
- 919 Développement économique.....2 327 466,29 €
- 923 Dettes et autres opérations financières.....1 585 142,40 €

ARTICLE 2

Décide, pour les budgets annexes, la mise en place des crédits de paiement ci-après, dès le 1er janvier 2018 :

- budget annexe du Laboratoire Départemental d'Analyses, dans la limite de 1 323 386 € en fonctionnement et de 105 750 € en investissement,
- budget annexe de l'Aire de la Lozère, dans la limite de 346 220 € en fonctionnement et de 12 875 € en investissement,
- budget annexe du Domaine des Boissets dans la limite de 17 781 € en fonctionnement et de 7 500 € en investissement.

ARTICLE 3

Ouvre, à titre exceptionnel, l'autorisation de programme suivante, pour permettre à la Médiathèque départementale de la Lozère de lancer les marchés nécessaires à son bon fonctionnement, dès le mois de janvier 2018 :

| Opérations | 2018 | 2019 | Total |
|-----------------------------------|------|--------------|--------------|
| Acquisition collections nouvelles | | 160 000,00 € | 160 000,00 € |
| Total : | | 160 000,00 € | 160 000,00 € |

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1084 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°707 "Budget : Mise en place des crédits de paiement pour la gestion 2018".

Le budget pour l'année 2018 sera présenté au vote le 30 mars 2018. Il convient donc en application des dispositions du Code des collectivités territoriales, de mettre en place des crédits de paiement dès le 1er janvier 2018 afin de permettre à la collectivité de fonctionner sans discontinuité et d'assurer pleinement sa gestion dès les premiers jours de l'année 2018.

L'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales modifié par l'article 37 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 prévoit : « dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, **sur autorisation de l'organe délibérant**, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »

En application de ces dispositions, il convient de mettre en place, dès le début de l'année 2018, les crédits de la section Fonctionnement et de la section Investissement suivants :

I - Mise en place des crédits de la section de fonctionnement et de la section d'investissement

1 / En fonctionnement, je vous propose d'ouvrir les crédits à hauteur de 70 % des crédits du Budget Primitif 2017.

Ils se décomposent de la manière suivante :

| Chapitres | Libellés | Montants |
|-----------|---|---------------------|
| 930 | Services généraux | 6 577 485 € |
| 931 | Sécurité | 2 480 800 € |
| 932 | Enseignement | 4 448 071 € |
| 933 | Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 2 335 148 € |
| 934 | Prévention médico-sociale | 200 635 € |
| 935 | Action sociale (hors RSA, APA) | 20 323 817 € |
| 9355 | Personnes dépendantes (APA) | 6 916 000 € |
| 9356 | Revenu de solidarité active | 4 948 515 € |
| 936 | Réseaux et infrastructures | 10 373 353 € |
| 937 | Aménagement et environnement | 564 957 € |
| 938 | Transports | 4 916 184 € |
| 939 | Développement économique | 3 619 273 € |
| 940 | Impositions directes | 231 370 € |
| 943 | Opérations financières | 1 120 000 € |
| 944 | Frais de fonctionnement des groupes d'élus | 58 100 € |
| 945 | Provisions et autres opérations mixtes | 108 802 € |
| 952 | Dépenses imprévues | 455 490 € |
| | Total | 69 678 000 € |

Pour les budgets annexes les crédits de paiement mis en place sont les suivants :

| LDA | Aire de la Lozère | Domaine des Boissets |
|--------------------|-------------------|----------------------|
| 1 323 386 € | 346 220 € | 17 781 € |

Ces crédits pourront être individualisés, engagés, liquidés et mandatés dès leur mise en place.

2 / En investissement, seuls les crédits correspondant aux crédits prévus pour l'année 2018 au titre des autorisations de programme ouvertes en 2017 et années antérieures peuvent être mis en place.

Ils se décomposent de la manière suivante :

| Chapitre | | Montant |
|---------------------------------------|---|------------------------|
| <u>Équipements départementaux</u> | | 18 391 969,26 € |
| 900 | Services généraux | 1 316 382,67 € |
| 902 | Enseignement | 3 121 926,84 € |
| 903 | Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 314 054,00 € |
| 906 | Réseaux et infrastructures | 12 096 742,81 € |
| 908 | Transports | 20 000,00 € |
| 909 | Développement économique | 1 522 862,94 € |
| <u>Équipements non départementaux</u> | | 12 297 646,34 € |
| 910 | Services généraux | 730 105,91 € |
| 911 | Sécurité | 63 014,90 € |
| 912 | Enseignement | 196 949,50 € |
| 913 | Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 461 447,00 € |
| 915 | Action sociale (hors RMI et RSA) | 1 325 348,34 € |
| 916 | Réseaux et infrastructures | 2 722 584,65 € |
| 917 | Aménagement et environnement | 4 470 729,75 € |
| 919 | Développement économique | 2 327 466,29 € |
| Chapitre | | Montant |
| <u>Opérations non ventilées</u> | | 1 585 142,40 € |
| 923 | Dettes et autres opérations financières | 1 585 142,40 € |
| Total | | 32 274 758 € |

Pour les budgets annexes les crédits de paiement mis en place sont les suivants :

| LDA | Aire de la Lozère | Domaine des Boissets |
|------------------|-------------------|----------------------|
| 105 750 € | 12 875 € | 7 500 € |

Les opérations d'engagement, de liquidation et de mandatement pourront être réalisées dès leur mise en place.

II - Ouverture exceptionnelle d'une autorisation de programme

A titre exceptionnel, je vous propose d'ouvrir l'autorisation de programme suivante sans aucun crédit de paiement en 2018. Les crédits de paiement correspondants vous seront proposés au vote lors du budget primitif 2018.

Cette procédure permettra à la direction de lancer les marchés nécessaires à son bon fonctionnement, dès le mois de janvier 2018.

Direction rattachée la Médiathèque départementale de la Lozère - AP 2018 - Acquisition collections nouvelles

| Opérations | 2018 | 2019 | Total |
|-----------------------------------|------|--------------|--------------|
| Acquisition collections nouvelles | | 160 000,00 € | 160 000,00 € |
| Total : | | 160 000,00 € | 160 000,00 € |

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, je vous propose :

- d'approuver l'ouverture des crédits de paiement de la gestion 2018 :
 - pour le budget principal dans la limite de 69 678 000 € en fonctionnement et de 32 274 758 € en investissement,
 - pour le LDA dans la limite de 1 323 386 € en fonctionnement et de 105 750 € en investissement,
 - pour l'Aire de la Lozère dans la limite de 346 220 € en fonctionnement et de 12 875 € en investissement,
 - pour le Domaine des Boissets dans la limite de 17 781 € en fonctionnement et de 7 500 € en investissement.
- d'approuver l'ouverture, à titre exceptionnel, de l'autorisation de programme ci-dessus pour la Direction rattachée la Médiathèque départementale de la Lozère.



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Objet : Budget : information sur la mise en place des crédits de paiement sur les dotations cantonales pour la gestion 2018

Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Assemblées et Comptabilité

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA, Patrice SAINT-LEGER ayant donné pouvoir à Sabine DALLE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 1611-4 et L 3212-3, L 3231-3-1 et R 3231 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_13_5120 du 20 décembre 2013 approuvant le règlement général d'attribution des subventions ;

VU la délibération n°CD_15_1067 du 18 décembre 2015 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD_17_1004 du 3 février 2017 relative au débat des orientations budgétaires 2017 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°708 intitulé "Budget : information sur la mise en place des crédits de paiement sur les dotations cantonales pour la gestion 2018" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « finances et gestion de la collectivité » du 18 décembre 2017 ;

ARTICLE UNIQUE

Prend acte que les crédits de paiement 2018 ouverts au titre des dotations cantonales, à hauteur de 560 000 €, se décomposent comme suit :

- Aumont Aubrac :44 191 €
- La Canourgue :48 120 €
- Chirac :36 456 €
- Collet de Dèze :56 094 €
- Florac :45 809 €
- Grandrieu :33 534 €
- Langogne :37 565 €
- Marvejols :37 276 €
- Mende :73 784 €
- Saint Alban sur Limagnole :44 664 €
- Saint Chély d'Apcher :38 233 €
- Saint Etienne du Valdonnez :64 276 €

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD_17_1085 du Conseil Départemental du 22 décembre 2017 : rapport n°708 "Budget : information sur la mise en place des crédits de paiement sur les dotations cantonales pour la gestion 2018".

Dans le rapport relatif à la mise en place des crédits de paiement pour la gestion 2018, il vous a été proposé d'ouvrir les crédits de fonctionnement à hauteur de 70 % des crédits du budget primitif 2017.

Afin de permettre un accompagnement du fonctionnement des associations dès le début de l'année, je tenais à vous informer que les crédits ont été ainsi ouverts au titre des dotations cantonales 2018 à hauteur de **560 000 €** (soit 70 % de l'enveloppe votée au BP 2017) décomposés comme suit :

- Aumont Aubrac :44 191 €
- La Canourgue :48 120 €
- Chirac :36 456 €
- Collet de Dèze :56 094 €
- Florac :45 809 €
- Grandrieu :33 534 €
- Langogne :37 565 €
- Marvejols :37 276 €
- Mende :73 784 €
- Saint Alban sur Limagnole :44 664 €
- Saint Chély d'Apcher :38 233 €
- Saint Etienne du Valdonnez :64 276 €

Cette information ne préjuge pas du montant définitif de l'enveloppe qui sera réservée aux PED en 2018 mais permet de procéder, dès la première commission permanente de l'année 2018, à une première programmation des subventions au titre des dotations cantonales, en faveur des associations dont les dossiers reçus sont complets.



DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Conseil Départemental
Séance du 22 décembre 2017

Objet : Motion départementale relative aux béals à usage agricole

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 11h00

Présents : Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Robert AIGOIN ayant donné pouvoir à Michèle MANOA, Patrice SAINT-LEGER ayant donné pouvoir à Sabine DALLE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

CONSIDÉRANT la motion remise en séance ;

L'assemblée départementale réunie en Commission Plénière, après en avoir délibéré,

Rappel

Le Département de la Lozère comporte un nombre important de petits ouvrages hydrauliques, appelés béals lesquels témoignent d'un patrimoine rural ancestral qui a fortement contribué à l'ancrage de l'activité agricole, laquelle a façonné nos paysages.

Il s'agit donc d'un support essentiel au maintien des activités agropastorales reconnues avec le récent classement UNESCO au patrimoine mondial de l'humanité.

De tels dispositifs constituent des outils de prélèvement de l'eau à partir du chevelu hydrographique superficiel en vue de restituer cette eau et d'irriguer ainsi des prairies pour sécuriser la production fourragère, des vergers, des châtaigneraies, des cultures maraîchères, mais également pour l'abreuvement du cheptel.

Ces béals peuvent parfois de façon ponctuelle contribuer à la réalimentation de captages d'eau potable de par leur situation dominante en termes d'altimétrie.

Ces droits d'eau sont pour la plupart inaliénables car créés avant la Révolution de 1789 et disposent, de ce fait, d'une existence juridique légale en absence d'arrêté préfectoral d'autorisation de prélèvement.

Pour autant, ces béals de prélèvement doivent se mettre en conformité avec la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 1984 qui institue l'obligation de maintenir, au droit de l'ouvrage de dérivation, un débit réservé égal au 1/40 du débit moyen interannuel du cours d'eau ; or, l'article L 214-18 du Code de l'Environnement a renforcé ce seuil de débit réservé en le portant au 1/10ème du débit moyen interannuel pour les ouvrages préexistants, au plus tard, au 01 janvier 2014.

Difficultés rencontrées sur l'usage de ces béals en zone de moyenne montagne :

L'application stricte de la loi sur l'eau de 1984 aboutirait pour la plupart des dispositifs de dérivation, localisés sur des cours d'eau à régime méditerranéen marqué (pour lesquels le débit d'étiage est naturellement inférieur au débit réservé imposé par la loi) à suspendre les prélèvements d'eau notamment en période d'étiage sévère.

En conséquence, pour contourner cet obstacle réglementaire, les agriculteurs irriguants devraient se projeter sur la mise en place de solutions alternatives avec des stockages inter-saisonniers.

Or, un certain nombre d'études conduites par le COPAGE, partenaire de la profession agricole dans le domaine des actions agri-environnementales, ont mis en exergue les difficultés d'ordre économique à mettre en place de tels stockages inter-saisonniers car le rapport coût/bénéfice est totalement déséquilibré en raison de la faible taille des structures agricoles.

Par ailleurs, l'accompagnement des éleveurs par la Chambre d'Agriculture sur ces problématiques a également mis en lumière que l'ensemble des usages n'est pas simple à restaurer quand il y a « basculement » vers une autre méthode d'arrosage, ce qui est notamment le cas pour l'abreuvement des animaux. En effet, les béals en bordure de prairies constituent une particularité de fonctionnement qui permet aux éleveurs de s'affranchir de transport d'eau sur les parcours.

Il convient de signaler qu'une mission parlementaire, a été diligentée en 2015, conduite par le député Joël GIRAUD, pour explorer ce sujet prégnant de l'irrigation par béals en zone de moyenne montagne, qui, à l'occasion d'un déplacement dans les Hautes Pyrénées, a pu s'entretenir avec les responsables de la Chambre d'Agriculture de la Lozère sur ce sujet.

Cette mission parlementaire a abouti à la proposition d'un projet de décret permettant d'envisager une dérogation pour application du 1/40 du module au lieu du 1/10 du module pour certains territoires notamment de montagne situés en zone climatique d'influence méditerranéenne.

Au regard des constats et des difficultés soulevées, l'Assemblée départementale de la Lozère :

- souligne le rôle important que constituent les béals à usage agricole (irrigation, abreuvement du cheptel, voire réalimentation de captages AEP) lesquels constituent une composante essentielle de notre patrimoine rural,
- interpelle les services de l'État sur les difficultés rencontrées par les agriculteurs pour respecter la loi sur l'eau de 1984 sur la gestion des prélèvements d'eau agricole et, au regard des difficultés à trouver des alternatives économiquement viables et techniquement réalisables,
- rappelle que lorsque qu'un béal d'irrigation est utilisé aux seules fins d'abreuvement du cheptel, ce prélèvement ne peut être sanctionné quand bien même la situation d'étiage des cours d'eau serait extrêmement sévère car il est admis que les usages à vocation d'alimentation en eau potable et d'alimentation en eau du cheptel sont des besoins vitaux qu'il convient de préserver en toute circonstance,
- fait état de son incompréhension au regard d'une infraction qui aurait été établie suite à l'activation du béal de Villeneuve sur la Commune du Pont de Montvert, aux seules fins d'abreuvement du cheptel, alors que le bassin versant était classé, par arrêté préfectoral, en situation de « crise »,
- demande à Madame la Préfète l'organisation d'une table ronde sur le sujet de la gestion de l'eau agricole à partir des béals,
- souhaite être informée des conclusions ou préconisations établies par la mission parlementaire qui s'est saisie de ce sujet de l'irrigation agricole par les béals.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL